



Projet de Résilience Climatique par la
Préservation de la Biodiversité (PRCPB)

ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DES AMÉNAGEMENTS DANS ET AUTOUR DU PARC NATIONAL D'ANDRINGITRA

VERSION FINALE

JUILLET 2023

SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	vii
1. INTRODUCTION	1
1.1 Contexte et justification du projet	1
1.2 Justification et objectifs d'une Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES)	2
1.2.1 Justification d'une EIES	2
1.2.2 Objectifs de l'EIES :	3
1.2.3 Démarches méthodologiques de conduite de l'EIES pour le PN Andringitra	3
1.2.4 Plan de l'EIES	4
2. DESCRIPTION DU PROJET	1
2.1 Champ d'application et zones d'influence du projet	1
2.2 Maître d'ouvrage du projet : Madagascar National Parks	2
2.3 Objectifs et composantes du Projet	2
2.4 Composantes du PRCPB pour le sous-projet PN Andringitra	4
2.5 Consistance des aménagements prévus	5
2.5.1 Infrastructure d'accès	5
2.5.2 Infrastructures communautaires	5
2.5.3 Infrastructures écotouristiques	5
3. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL	1
3.1 Cadre politique	1
3.1.1 Vision et engagements sur l'environnement dans le Plan Émergence Madagascar (PEM)	1
3.1.2 Politique Générale de l'Etat	2
3.1.3 Plan national d'adaptation (PNA) au changement climatique	2
3.1.4 Stratégie et Plan d'Actions National pour la Biodiversité	2
3.1.5 Plan émergence Madagascar Agricole et le Compact National pour l'Alimentation et l'Agriculture (PACTE de Madagascar, 2022)	2
3.1.6 Lettre de Politique de Décentralisation Émergente et Plan national de décentralisation émergente	3
3.1.7 Politique Nationale de lutte contre le changement climatique	3
3.1.8 Lettre de politique nationale pour le développement du tourisme	3
3.1.9 Nouvelle politique forestière 2016-2030	4
3.1.10 Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes	4
3.1.11 Lettre de Politique de l'Energie 2015-2030	4
3.1.12 Politique nationale de l'environnement pour le développement durable	5
3.1.13 Politique foncière 2015-2030	5
3.1.14 Politique nationale sur la riposte aux IST et au VIH SIDA dans le monde du travail	6
3.1.15 Plan d'Actions National d'Adaptation du Secteur Santé au Changement Climatique	6
3.1.16 Plan d'Action Nationale Genre et Développement (PANAGED)	6

3.1.17 Stratégie nationale REDD+	6
3.1.18 Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre	7
3.2 Cadre juridique	7
3.2.1 Cadre juridique national	7
3.2.2 Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la banque africaine de développement	17
3.2.3 Conventions internationales	24
3.3 Cadre institutionnel	24
4. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA ZONE DU PROJET	29
4.1 Ancrage territorial du projet et de ses activités	29
4.2 Zones d'influence du sous-projet concernées par l'EIES	31
4.3 Milieu physique	32
4.3.1 Climat	32
4.3.2 Géologie	34
4.3.3 Pédologie	34
4.3.4 Hydrographie	35
4.3.5 Relief	36
4.4 Richesse biologique	36
4.4.1 Flore	36
4.4.2 Faune	37
4.4.3 Cibles de conservation et espèces phares	39
4.4.4 Pressions sur le PN Andringitra	41
4.5 Milieu socio-économique	42
4.5.1 Population en zone rurale	42
4.5.2 Densité de la population	43
4.5.3 Culture et religion	45
4.5.4 Éducation	45
4.5.5 Santé	45
4.5.6 Sources d'énergie	46
4.5.7 Infrastructures de transport	47
4.5.8 Agriculture et élevage	47
4.5.10 Tourisme	48
4.5.11 Aspects fonciers	48
4.5.12 Situation Genre	49
4.6 Enjeux et sensibilité du milieu	51
5. ANALYSE DES ALTERNATIVES	53
5.1. Présentation des alternatives étudiées	53

5.2 Sous-projet : infrastructures touristiques	53
5.2.1 Alternative « 0 » sans projet	53
5.2.2 Alternative « A » avec projet	53
5.2.3 Choix de l'alternative	54
5.3 Sous-projet Entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly	54
5.3.1 Alternative « 0 », sans projet	54
5.3.2. Alternative « A », avec projet	54
5.3.3 Choix de l'alternative	55
5.4 Sous-projet construction de CSB à Namoly	55
5.4.1 Alternative 0, sans projet	55
5.4.2 Alternative « A », avec projet	55
5.4.3 Choix de l'alternative variante	55
6. CONSULTATION ET PARTICIPATION PUBLIQUE	56
6.1 Principes et objectifs de la consultation	56
6.2 Méthodologie	56
6.2.1 Organisation et approche	56
6.2.2 Difficultés rencontrées	56
6.2.3 Sujets abordés	57
6.3 Résultats des consultations	57
6.3.1 Perception globale sur le projet	57
6.3.2 Préoccupations majeures et principales recommandations	57
6.4 Plan d'engagement des parties prenantes	58
7. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX	61
7.1 Méthodologie d'évaluation des impacts et risques	61
7.1.1 Méthodologie d'évaluation des impacts	61
7.1.2 Méthodologie d'évaluation des risques	63
7.2 Sources et récepteurs d'impacts environnementaux et sociaux	64
7.2.1 Infrastructures touristiques	65
7.2.2 Infrastructures communautaires	67
7.3 Impacts potentiels et risques du projet	68
7.3.1 Impacts potentiels et risques pour la réhabilitation des infrastructures écotouristiques	69
7.3.2 Impacts potentiels et risques pour l'infrastructure communautaire	78
8. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)	83
8.1 Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques du projet	83
8.1.1 Mesures règlementaires	83

8.1.2 Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques des travaux de réhabilitation des infrastructures touristiques	84
8.1.3 Mesures d'atténuation et impacts résiduels pour l'infrastructure communautaire	102
8.2 Plan de renforcement des capacités et arrangements institutionnels	104
8.2.1 Capacité en gestion environnementale et sociale des parties prenantes	104
8.2.2 Mesures de renforcement de capacité	110
8.3 Plans de surveillance et de suivi environnementaux et sociaux	112
8.3.1 Plans de surveillance et de suivi environnementaux et sociaux pour la réhabilitation des infrastructures touristiques	112
8.3.2 Plans de surveillance et de suivi environnementaux et sociaux pour l'infrastructure communautaire	125
8.3.3 Plans de gestion environnementale et sociale	131
8.3.6 Plan d'action genre et d'inclusion sociale	151
8.3.7 Autres plans de gestion	154
8.4 Mécanisme de gestion des plaintes	131
8.4.2 Typologie des plaintes	132
▪ Requête : demande d'informations, doléances ou préoccupations	132
▪ Plaintes ou réclamations liées à la gestion environnementale et sociale du Projet	132
▪ Plaintes sensibles	133
▪ Plaintes liées à l'emploi et aux conditions de travail	133
8.4.3 Mise en place de la structure de gestion des plaintes	133
8.4.4 Instances et circuit de règlement des plaintes	134
8.4.4 Considération spécifique des VBG/EAHS	136
8.4.5. Règlement des conflits	136
8.4.6 Documentation et rapportage	137
8.4.7. Règlement judiciaire	137
8.5.2 Cas de Madagascar	138
Adaptation au changement climatique	139
8.5.1 Généralités sur le changement climatique	139
8.5.3 Adaptation au changement climatique dans le contexte du PRCPB/ PN ARG :	140
9. BUDGET POUR LE PGES	141
CONCLUSION	131
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	131
Annexe 1 : Termes de référence	131
Annexe 2 : Rapports des consultations publiques	139
Annexe 3 : Clauses environnementale et sociales des entreprises	131
Annexe 4 : Code de conduite	145

Annexe 5 : Détails du budget de mise en œuvre du PGES	131
Couts des mesures d’atténuation et ou de bonification	131
Mécanisme de gestion des plaintes	131
Frais d’évaluation et de suivi du document EIES (estimatif)	131
Plan d’action genre et insertion sociale (PAGIS)	131
Annexe 6 : Plan d’Intervention d’Urgence	133
Annexe 7 : Plan d’Hygiène Santé Sécurité (PHSSE) sur les chantiers	134
Annexe 8 : Plan d’Action de Biodiversité	136

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Pertinence des textes juridiques de base sur la gestion environnementale et sociale par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG.....	8
Tableau 2 : Pertinence des textes sur les aires protégées par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	10
Tableau 3 : Pertinence des textes sur les forêts par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG.....	11
Tableau 4 : Pertinence des textes sur le tourisme par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	11
Tableau 5 : Pertinence des textes sur l'eau et l'assainissement par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	12
Tableau 6 : Pertinence des textes sur le travail, santé et sécurité par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	13
Tableau 7 : Pertinence des textes sur la gestion communautaire des ressources naturelles par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	14
Tableau 8 : Pertinence des textes liés aux pollutions et déchets par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	15
Tableau 9 : Texte sur le patrimoine culturel par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	15
Tableau 10 : Texte sur la décentralisation par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	16
Tableau 11 : Texte sur la construction des bâtiments par rapport au PRCPB et au sous-projet PN ARG	17
Tableau 12: Applicabilité des Sauvegardes Opérationnelles pour le projet	18
Tableau 13 : Analyse des sauvegardes opérationnelles de la BAD avec la législation malgache.....	21
Tableau 14 : Conventions et traites ratifiés par Madagascar	24
Tableau 15 : Communes, Fokontany et Villages de la zone peripherique (Source : MNP/ PN Andringitra/PAG 2012-2016)	30
Tableau 16 : Ancrage territorial des activités (Source : MNP/ PN Andringitra/PAG 2012-2016)	30
Tableau 17 : Zones d'influence restreintes et élargies (Tirée du PAG 2012-2016)	31
Tableau 18 : Scénarios pour les changements climatiques par grandes zones climatiques et régionale (source DGM, 2019)	33
Tableau 19 : Flore caractéristique du PN Andringitra (Source : MNP/ PN Andringitra, PAG 2013).....	36
Tableau 20 : Faune caractéristique du PN Andringitra (Source : MNP/ PN Andringitra, PAG 2013)	37
Tableau 21 : Cibles de conservation du PN Andringitra (Source : MNP/ PN Andringitra, PAG 2013)	39
Tableau 22 : Synthèse des caractéristiques du PN Andringitra ((Source : MNP/ PN Andringitra, PAG 2013) 40	
Tableau 23 : Les pressions sur le PN Andringitra : type, localisation et calendrier, en 2011 (Source : MNP/ PN Andringitra/ PAG 2013)	42
Tableau 24 : Répartition de la population résidente par milieu de résidence selon la région et district - densité (source : rgph-3, 2018)	42
Tableau 25 : Projection du nombre d'habitants pour la période 2019 et 2020 (source RGPH-3, 2018)	43
Tableau 26 : Répartition de la population par sexe selon la région, le District et densité, poids démographique (RGPH-3, 2018)	43
Tableau 27 : Effectif de la Population des personnes âgées (60 ans et plus) recensée dans les ménages ordinaires par rapport à la population totale (RGPH-3, 2018)	44
Tableau 28 : Projection du nombre d'habitants pour la période 2019 et 2020 (source RGPH-3, 2018)	44
Tableau 29 : Nombre d'infrastructure sanitaires CSBI et CSBII	46

Tableau 30 : Les activités économiques des populations riveraines (PAG PN ARG 2013).....	48
Tableau 31 : Nombre de visiteurs du PN d'Andringitra 2016-2018 (source : MNP/PN Andringitra)	48
Tableau 32 : Pourcentage des femmes actives par milieu de résidence (RGPH-3, 2018).....	49
Tableau 33 : Répartition de la population résidente par sexe (RGPH-3, 2018)	49
Tableau 34 : Enjeux et sensibilité du milieu.....	52
Tableau 35 : Calendrier de consultations publiques	56
Tableau 36 : Préoccupations majeures selon les intérêts de chaque groupe (Déduites des consultations).....	57
Tableau 37 : Plan d'engagement des parties prenantes	58
Tableau 38 : Grille d'évaluation de l'importance des impacts	62
Tableau 39 : Matrice de détermination du niveau des risques.....	64
Tableau 40 : Tableau de hiérarchisation des impacts	64
Tableau 41 : Source et récepteurs d'impacts pour la réhabilitation des infrastructures touristiques.....	65
Tableau 42 : Sources et récepteurs d'impacts – construction d'un CSBII	67
Tableau 43 : Évaluation des impacts positifs probables durant les phases d'installation et de réhabilitation des infrastructures touristiques	69
Tableau 44 : Évaluation des impacts positifs probables durant la phase d'exploitation des infrastructures touristiques	70
Tableau 45 : Impacts négatifs potentiels et risques pendant les phases de préparation et de réhabilitations des infrastructures touristiques	72
Tableau 46 : Risques potentiels pendant les phases de préparation et de la réhabilitation des infrastructures touristiques	73
Tableau 47 : Impacts négatifs potentiels pendant la phase d'exploitation	75
Tableau 48 : Risques durant la phase d'exploitation des infrastructures touristiques	76
Tableau 49 : Impacts positifs potentiels pendant les phases préparatoire et construction.....	78
Tableau 50 : Impacts positifs potentiels pendant la phase d'exploitation du CSB II à namoly	78
Tableau 51 : Impacts négatifs potentiels pendant les phases préparatoire et construction du CSB II.....	80
Tableau 52 : Risques pendant les phases de préparation et de construction du CSB II	81
Tableau 53 : Impacts négatifs potentiels de l'exploitation du CSB II	82
Tableau 54 : Risques pour l'exploitation du CSBII.....	82
Tableau 55 : Mesures d'atténuation et de compensation en phase préparatoire et travaux de réhabilitation des infrastructures touristiques	84
Tableau 56 : Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques en phase d'exploitation des infrastructures touristiques	92
Tableau 57 : Impacts résiduels issus de la phase préparatoire et travaux de la réhabilitation des infrastructures touristiques	95
Tableau 58 : Impacts résiduels issus de la phase d'exploitation des infrastructures touristiques.....	99
Tableau 59 : Mesures d'atténuation pour la construction et l'exploitation du CSBII	102
Tableau 60 : Tableau de synthèse des besoins en renforcement de capacités	109

Tableau 61 : Mesures de renforcement de capacité.....	110
Tableau 62 : Plan de surveillance environnementale et sociale pour la réhabilitation des infrastructures touristiques	112
Tableau 63 : Plan de suivi environnemental et social pour la réhabilitation des infrastructures touristiques ..	118
Tableau 64 : Plan de surveillance environnementale et sociale de la construction du CSB II.....	125
Tableau 65 : Plan de suivi environnemental et social pour la construction CSB II.....	128
Tableau 66 : Plan de gestion environnementale et sociale de la réhabilitation des infrastructures touristiques	131
Tableau 67 : Plan de gestion environnementale et sociale - construction CSB II.....	143
Tableau 68 : Plan d'action genre du sous-projet de PN Andringitra	153
Tableau 69 : Étapes et processus de traitement de plainte (inspirées de projets similaires).....	134
Tableau 70 : Localités concernées par le MGP	135
Tableau 71 : Niveau de gestion de plainte au-delà du niveau local.....	135
Tableau 72 : Tendances climatiques à Madagascar (DGM, 2019).....	138
Tableau 73 : Actions d'adaptation au changement climatique	140
Tableau 74 : Estimation des coûts de renforcement de capacité des acteurs régionaux.....	141
Tableau 75 : Estimation du coût de la mise en œuvre du PGES	142

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Localisation du PN d'Andringitra	1
Figure 2 : Organigramme PRCPB	26
Figure 3 : Organigramme du PN Andringitra.....	27
Figure 4 : Ancrage territorial du PN Andringitra (Source : MNP/ PN Andringitra/ PAG 2013).....	29
Figure 5 : Zones climatiques de Madagascar (Source : « Les tendances climatiques et les futurs changements climatiques à Madagascar », DGM, 2019)	32
Figure 6 : Pédologie de la région matsiatra ambony (Source : ONE, Tableau de bord environnemental – TBE 2007).....	35
Figure 7 : Hydrographie de la région de Matsiatra Ambony (source : ONE/ TBE, 2009).....	36
Figure 8 : Vue d'ensemble sur le PN Andringitra	41

SIGLES ET ACRONYMES

AP	Aire Protégée
ARG	Andringitra
AGR	Activité Génératrice de Revenus
APD	Avant-Projet Détaillé ou Définitif
APS	Avant-Projet Sommaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BV	Bassin Versant
CC	Changement Climatique
CCE	Cahier de Charges Environnementales
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEG	Collège d'Enseignement Général
CEP	Cellule d'Exécution du Projet
CGES	Cadre de Gestion Environnementale et Sociale
CIREDD	Circonscription de l'Environnement et du Développement Durable
CITES	Convention on International Trade of Endangered Species
CLP	Comité Local du Parc
CLPE	Consentement Libre Préalable et Eclairé
CMS	Convention of Migratory Species
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
COAP	Code des Aires Protégées
COSAP	Comité d'Orientation et de Soutien à l'Aire Protégée
CR	Critique
CSB	Centre de Santé de Base
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
DGM	Direction Générale de la Météorologie
DBO	Demande Biologique en Oxygène
DCO	Demande Chimique en Oxygène
DREDD	Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable

DSP	Document de Stratégies Pays
EAHS	Exploitation, Abus et Harcèlement Sexuel
EDSMD	Enquête Démographique et de Santé à Madagascar
EEE	Espèces Exotiques Envahissantes
EIES	Étude d'Impact Environnemental et Social
EN	En Danger
EPI	Equipement de Protection Individuelle
FKT	Fokontany
FTM	Foibe Tao-tsarintan'i Madagasikara
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
HSE	Hygiène Sécurité Environnement
IFC	International Finance Corporation
INSTAT	Institut National de la Statistique
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau
L	Lahy (homme/ masculine)
LPDE	Lettre de Politique pour la Décentralisation Émergente
MATSF	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers
MdC	Mission de Contrôle
MECIE	Mise En Compatibilité des Investissements avec l'Environnement
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MES	Matière En Suspension
MGP	Mécanisme de Gestion des Plaintes
MNP	Madagascar National Parks
MPPSPF	Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme
MST	Maladies Sexuellement Transmissibles
ONE	Office National pour l'Environnement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAG	Plan d'Aménagement et de Gestion

PAGIS	Plan d’Action Genre et d’Inclusion Sociale
PEM	Plan Emergence Madagascar
PEM-A	Plan Emergence Madagascar- Agriculture
PGE	Politique Générale de l’Etat
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
pH	Potentiel Hydrogène
PHSSE	Plan d’Hygiène -Santé -Sécurité - Environnement
PIU	Plan d’Intervention d’Urgence
PMR	Pays Membre Régional
PN ANG	Parc National Andringitra
PNA	Plan National d’Adaptation (au changement climatique)
PNASS	Plan National d’Adaptation du Secteur Santé (au changement climatique)
PNDE	Plan National de Décentralisation Émergente
PNEDD	Politique Nationale de l’Environnement pour le Développement Durable
PNGRC	Politique Nationale de Gestion des Risques et Catastrophes
PNLCC	Politique Nationale de Lutte contre le Changement Climatique
PRCPB	Projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité
PREE	Programme d’Engagement Environnemental
REDD	Réduction des Émissions (de CO ₂) dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RFT	Réserves Foncières Touristiques
RN	Route Nationale
RNI	Réserve Nationale Intégrale
RSE	Responsabilité Sociétale des Entreprises
SAPM	Système des Aires Protégées de Madagascar
SO	Sauvegarde Opérationnelle
Sp	Species (espèces)
SPANB	Stratégie et Plan d’Actions National pour la Biodiversité
SSI	Système de Sauvegarde Intégré
STEP	Station de Traitement et d’ÉPpuration
STD	Service Technique Déconcentré

TBE	Tableau de Bord Environnemental
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Biodiversité
V	Vavy (femme/ féminin)
VBG	Violence Basée sur le Genre
VOI	Vondron' Olona Ifotony
VU	Vulnérable
WCS	Wildlife Conservation Society
WWF	World Wide Fund
ZES	Zones Economiques Spéciales
ZICO	Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Description du projet

Le Projet de renforcement de la Résilience par la Conservation de la Biodiversité (PRCPB) a comme thématique générale la résilience climatique pour la préservation de la biodiversité à travers les aires protégées, dont le Parc National Andringitra (PN ARG), outre les cinq autres ciblées par le Projet.

Le PRCPB a pour objectif global de « **Renforcer les systèmes de protection, de conservation et d'utilisation durable du capital naturel et des écosystèmes, afin d'augmenter la résilience du pays face aux changements climatiques** », ainsi que des objectifs spécifiques communs à toutes les aires protégées qui sont de :

- Promouvoir un écotourisme respectueux de la biodiversité et de l'environnement dans les parcs nationaux, contribuant à l'accélération de la croissance économique et à la création d'emplois à forte valeur ajoutée ;
- Attirer le secteur privé dans la gestion des parcs naturels, afin de professionnaliser leur gestion et de générer des revenus pour la prise en charge des actions de préservation de la biodiversité ;
- Améliorer les conditions de vie des communautés vivant à la périphérie des aires protégées ciblées.

Le Projet est structuré autour de trois composantes déclinées en sous-composantes, illustrées ci-dessous en ce qui concerne le Parc National Andringitra :

Composantes	Sous-composantes	Actions concernées par EIES/ PRCPB SOUS-PROJET PN ARG
Composante 1 : Valorisation des Aires Protégées et Appui à la Gouvernance	<u>Sous-composante 1.1 : Développement des infrastructures de conservation durable des AP</u> <u>Sous-composante 1.2 : Suivi écologique de la biodiversité et adaptation aux changements climatiques</u> <u>Sous-composante 2.3 : Appui institutionnel à Madagascar National Parks (MNP) et au Ministère en charge de l'Environnement</u>	<i>Réhabilitation des circuits de 102,6km : Circuit Imarivolanitra (28km), circuit Imaïtso(8km), circuit Diavolana(13km), circuit Asaramanitra(6km), circuit Isahavato(15km), Circuit liaison Imaïtso-Andriampotsy(9km), Circuit Sahanambo(18,6km)</i> <i>Réhabilitation du centre d'interprétation</i> <i>Réhabilitation de site de camping Andriampotsy</i> <i>Réinstallation du poste de garde avec barrière de contrôle</i> <i>Réhabilitation des ponts (voies d'accès à 3 circuits)</i>
Composante 2 : Promotion de l'Écotourisme et Renforcement de la Résilience des Populations	<u>Sous-composante 2.1 : Résilience sociale et développement socio-économique</u> <u>Sous-composante 2.2 : Renforcement de la promotion de l'écotourisme au sein des parcs nationaux</u> <u>Sous-composante 2.3 : Mise en place de micro Stations climatiques et collecte des données biologiques.</u>	<i>Entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly (3 ponts et points critiques)</i> <i>Construction CSB II à Namoly</i> <i>Adduction eau avec micro-barrage à Andriambola</i>

La troisième composante concerne la gestion du projet, relative à la coordination, au suivi-évaluation et à l'administration.

Pour les infrastructures communautaires, seule la construction du CBS II à Namoly fait partie de la présente EIES. Les autres doivent encore faire l'objet d'EIE, selon le pre-screening.

Les parties prenantes au PRCPB/ Sous-projet PN Andringitra

- Le Gouvernement de Madagascar, à travers le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable qui en est l'Agence d'exécution ;
- Le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, pour la mise en œuvre du Pacte national sur la souveraineté alimentaire et la résilience (Compact National), à travers les sous-projets de chaînes de valeur agricole ;
- Le Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, en intervenant en amont pour l'aspect relatif à la sécurisation foncière ;
- Le Ministère du Tourisme, de par l'importance du tourisme, en particulier de l'écotourisme dans le présent projet ;
- Les Directions Régionales de ces ministères, dans les Régions Matsiatra Ambony et d'Ihorombe ;
- Madagascar National Parks (MNP), pour la mise en œuvre, ainsi que la Direction du Parc National Andringitra ;
- L'Office National pour l'Environnement et le Comité Technique d'Évaluation, pour les évaluations environnementales ;
- Les bénéficiaires directs : Populations locales, Communautés des 04 Communes autour du Parc National Andringitra ;
- Les bénéficiaires institutionnels, en renforcement de capacité : Direction du Parc National Andringitra, Services Techniques Déconcentrés (Environnement, changement climatique, agriculture, élevage, pêche, tourisme ; aménagement du territoire), Collectivités décentralisées, Comités Locaux du Parc (CLP), Comité d'Orientation et de Soutien à l'Aire Protégée (COSAP) ;
- Autres : Membres du secteur privé œuvrant dans le domaine du tourisme et le développement des chaînes de valeur.

Justification de l'EIES

À Madagascar, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi n° 2015-003 du 20 janvier 2015 portant Charte de l'Environnement actualisée, « les projets d'investissements publics ou privés, qu'ils soient soumis ou non à autorisation ou à approbation d'une autorité administrative, ou qu'ils soient susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent faire l'objet d'une étude d'impact. Le décret Mise En Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE) prévoit d'une manière détaillée les différents dispositifs relatifs aux obligations sur les études environnementales, en fixant les règles et procédures à suivre en vue de la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement et de préciser la nature, les attributions respectives et le degré d'autorité des institutions ou organismes habilités à cet effet ».

Le Projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité (PRCPB) qui porte notamment sur le développement et le renforcement d'infrastructures sociales, ainsi que la production agricole dans les zones périphériques des aires protégées, est ainsi concerné par ces dispositions.

Pour le compte de la BAD, la conduite de la présente EIES est en conformité avec les dispositions de ses cinq Sauvegardes Opérationnelles (SO), à savoir :

. SO 1 : *Évaluation environnementale et sociale*

. SO 2 : *Réinstallation involontaire, acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations*

. SO 3 : Biodiversité et services écosystémiques

. SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources.

. SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité

La conduite d'une EIES pour le PRCPB/ PN Andringitra est conforme à la fois aux réglementations nationales et aux politiques de sauvegarde de la BAD.

Cadre politique, juridique et institutionnel du CGES

Le PRCPB/ sous-projet PN Andringitra a sera appelé au cours de sa mise en œuvre, à respecter et à promouvoir les orientations de politiques nationales, régionale et multisectorielles fondamentales, dont les plus pertinentes sont :

Cadre politique :

En amont :

- Programme Émergence Madagascar (PEM, 2021) : « Une gestion durable des ressources naturelles », tel est l'engagement n°10, énoncé dans le PEM. Pour la réalisation de cette vision, le PRCPB d'une manière générale, et le projet de réhabilitation des infrastructures touristiques du Parc National Andringitra en particulier, ainsi que la construction des infrastructures communautaires aux alentours de l'aire protégée, contribuent directement à certains axes stratégiques pour la promotion de l'économie verte et bleue du PEM
- Politique Générale de l'État (PGE, 2019) : C'est le document qui donne les directives et les trajectoires pour atteindre les objectifs de l'émergence. L'énergie et l'eau pour tous, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles figurent parmi les priorités
- Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA, 2021) : C'est le document national officiel de référence, pour tout programme d'adaptation au changement climatique
- Stratégie et Plan d'Actions National pour la Biodiversité (SPANB, 2015) : Dans le cadre du SPANB, les ressources générées par le tourisme contribueront à renforcer les actions de protection et de lutte contre la destruction des ressources naturelles. Ces actions contribueront aussi à augmenter la résilience de la biodiversité face aux changements climatiques, et à favoriser le développement du secteur privé et la création d'emplois formels.

Au niveau sectoriel :

- Plan émergence Madagascar Agriculture et le Compact National pour l'Alimentation et l'Agriculture (PACTE de Madagascar, 2022) : Le Plan émergence Madagascar-Agriculture vise l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur agricole moderne. Pour le PRCPB, il servira de référence pour les sous-projets agricoles qui vont être développés.
- Lettre de Politique de Décentralisation Émergente (LPDE) et Plan National de la Décentralisation Émergente (PNDE, 2022) : Cette Lettre de Politique fixe les grandes orientations de la politique de l'État en matière de décentralisation et de territorialisation des politiques publiques pour aboutir au développement local, ce qui est pertinent pour le PRCPB et ses sous-projets qui vont être mis en œuvre au niveau décentralisé, voire local.
- Politique nationale de lutte contre le changement climatique (PNLCC, 2021) : La vision de la PNLCC est de contribuer au développement durable à travers la réduction des risques climatiques,

en tirant bénéfices de l'atténuation des gaz à effets de serre et en renforçant les actions d'adaptation. La PNLCC est la référence nationale pour toute action de lutte contre le changement climatique.

- Lettre de Politique nationale pour le développement du tourisme (2017) : Dans cette Lettre de Politique, il est précisé que tourisme se doit d'être un levier efficace et durable de développement économique, social et environnemental. La facilitation des investissements hôteliers et touristiques fait partie des actions prioritaires.
- Nouvelle Politique forestière (2017) : La politique forestière s'efforce de s'articuler le plus étroitement possible avec les orientations globales du pays, notamment avec les objectifs de la Politique Générale de l'État (PGE) et les politiques sectorielles adoptées dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'environnement, de l'énergie, des mines, du foncier ou encore du changement climatique.
- Politique nationale de gestion des risques et des catastrophes (PNGRC, 2016) : La politique nationale de la gestion des risques et catastrophes (PNGRC) prévoit que la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) repose sur la cohérence et la synergie des actions des intervenants sur l'ensemble du territoire national, à travers des organisations, des mécanismes et des procédures appropriées, de manière entre autres à protéger les installations nécessaires à la défense et à la sauvegarde de la vie des populations, de leurs biens et de l'environnement
- Nouvelle Politique de l'Energie (NPE, 2015) : La Lettre de politique résume les orientations, objectifs et stratégies adoptés en vue d'augmenter le taux de desserte des ménages en électricité ou éclairage moderne à des prix abordables, recourant massivement aux sources d'énergies renouvelables, dans le but de préserver le patrimoine écologique national et participer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions.
- Politique Nationale de l'environnement pour le développement durable (PNEDD, 2015) : La PNEDD a pour objectifs d'assurer la gestion durable des ressources naturelles, terrestres et aquatiques, marines et côtières, ainsi que les habitats et écosystèmes associés, et d'accroître la contribution des biens et services environnementaux à l'économie nationale
- Lettre de Politique foncière 2015-2030 (2015) : La lettre de Politique foncière a comme objectif général de « faire du foncier un levier de développement grâce à la sécurisation de la diversité des droits, à une gestion foncière concertée, et à la conciliation des besoins actuels et futurs en terre ». Ce qui figure parmi les références pour le PRCPB et ses sous-projets, pour les questions relatives à la sécurisation des terrains où se fera la construction d'infrastructure communautaire (CSB).
- Politique Nationale sur la riposte aux IST et au VIH SIDA dans le monde du travail (2014) : La Politique a pour but de prévenir et réduire l'impact négatif du VIH sur le monde du travail à Madagascar. Les dispositions prises pour la mise en œuvre de la politique s'articulent autour de trois orientations stratégiques, dont notamment : la promotion des droits et protection des travailleurs affectés par le VIH et le sida, le renforcement de l'engagement des décideurs et des partenaires sociaux du monde du travail, et la promotion de l'accès universel des travailleurs aux informations et à tous les moyens et services de prévention, de soutien et de prise en charge des IST, du VIH et du Sida.
- Plan National d'Adaptation du Secteur Santé au Changement Climatique (PNASS, 2013) : Le secteur Santé est reconnu comme un secteur climato-sensible, justifiant l'existence du PNASS, notamment dans le contexte du changement climatique connu actuellement. L'insuffisance des CSB y est reconnu comme facteur aggravant, face aux problèmes de manque de moyen rencontrés par le

secteur. D'où la pertinence du PRCPB comme contribution à la mise en œuvre du PNASS à travers la construction du CBS à Namoly

- Le Plan d'Action Nationale Genre et Développement (PANAGED) en 2003 : Des actions sont programmées dans le but de donner les mêmes chances aux hommes et aux femmes dans tous les domaines du développement. Le PANAGED comprend le développement économique et la lutte contre la féminisation de la pauvreté, le renforcement des capacités des femmes et des filles, la promotion des droits à la santé et à la santé de la reproduction de la femme et des adolescentes, le statut juridique de la femme par l'application des droits fondamentaux des femmes et des filles.
- Stratégie Nationale REDD+ : La stratégie nationale REDD+ (adoptée en 2018) pour sa vision 2030 spécifie que le mécanisme REDD+ Madagascar va contribuer à la diminution de 14% des émissions GES (gaz à effet de serre) du secteur forestier, à travers l'accroissement du couvert forestier et la maîtrise de la déforestation et de la dégradation des forêts dans ses zones d'investissement
- Stratégie Nationale de lutte contre la violence basée sur le genre : La Stratégie a pour objectif de mettre à la disposition des acteurs un document de référence pour conduire les actions de prévention et de réponse aux VBG d'une manière coordonnée et efficace. Pour la mise en œuvre de cette Stratégie, l'État entend mettre en place des mécanismes de recours accessibles à tous les citoyens, à travers la mise en place de structures de prise en charge psychosociale, médicale et judiciaire des survivant (es) de VBG.

Cadre juridique

Pour la gestion environnementale et sociale

Textes fondamentaux :

- Loi 2015-005 du 26 février 2015 portant refonte du Code de Gestion des Aires Protégées. Cette loi a créé le Système des Aires Protégées de Madagascar, un ensemble structuré et cohérent de toutes les Aires Protégées sans distinction y compris les Aires Protégées privées agréées, les Aires Protégées communautaires ;
- Loi 2015-003 du 13 février 2015, portant Charte de l'Environnement actualisée à Madagascar. La Charte de l'Environnement à Madagascar est une loi-cadre fixant les règles et principes fondamentaux pour la gestion de l'environnement y compris sa valorisation.
- Décret n°99-954 du 15 décembre 1999 modifié par le décret n°2004-167 du 03 février 2004 relatif à la Mise en compatibilité des investissements avec l'environnement (MECIE). Le décret a pour objet de fixer les règles et procédures à suivre en vue de la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement et de préciser la nature, les attributions respectives et le degré d'autorité des institutions ou organismes habilités à cet effet.

Autres textes :

- Décret n°2020-1156 fixant les normes nationales applicables sur les infrastructures routières résistantes aux inondations et aux phénomènes géologiques à Madagascar (NIRIPG) ;
- Décret n° 2019-1957 fixant les normes nationales de construction de bâtiment résistant aux aléas naturels ;
- Décret n° 2015-1042 portant Directive Nationale pour des Infrastructures d'Alimentation en Eau Potable à l'Échelle Communautaire Résistantes aux Aléas Climatiques ;

- Décret n° 2013-070 du 1^{er} mars 2013, fixant les normes malgaches de construction des infrastructures hydroagricoles contre les crues et les inondations (NIHYCRI). La fixation des normes NIHYCRI s'appliquent à tous travaux de construction, de réhabilitation et d'extension d'hydroagricole ;
- Décret n° 2003-170 du 04 Avril 2007 sur la réglementation de l'importation et de l'utilisation des Substances Appauvrissant la couche d'ozone ;
- Arrêté n° 6830/2001 du 28 juin 2001 fixant les modalités et les procédures de participation du public à l'évaluation environnementale
- Arrêté interministériel n°4355/97 du 13 mai 1997 portant définition et délimitation des Zones sensibles ;
- Loi n°94-027 du 18 novembre 1994 portant code d'hygiène et de la sécurité et de l'environnement du travail ;
- Loi n°90-016 du 20 juillet 1990 régissant les réseaux hydroagricoles et tous les travaux et ouvrages d'infrastructures contribuant à l'aménagement et la mise en valeur des terres desservies par ces ouvrages.

Pour la lutte contre le changement climatique

Madagascar a ratifié la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à travers la Loi n° 98-02029 du 02 décembre 1998 et de son Décret d'application n° 98-168 du 18 décembre 1998. De cette adhésion découlent les dispositifs adoptés par le Pays en matière de changement climatique.

- Loi n° 2003-009 du 03 septembre 2003 autorisant la ratification du Protocole de Kyoto de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques et le décret n° 2003-009 du 03 septembre 2003 portant ratification dudit Protocole ;
- Loi 2014-022 du 10 décembre 2014 autorisant la ratification de l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto et le Décret n°2015-701 du 20 avril 2015 portant ratification de l'Amendement de Doha ;
- Loi n° 2016-019 du 30 juin 2016, autorisant la ratification de l'Accord de Paris de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques.

Pour le secteur tourisme

- Décret n° 2001-027, portant refonte du décret 96.773 du 03 septembre 1996 relatif aux normes régissant les entreprises, établissements et opérateurs touristiques, ainsi que leurs modalités d'application.
- Décret n° 96-1293 du 30 décembre 1996 relatif à la création et à la gestion des zones d'intérêt touristique.
- Loi n° 95-017 du 25 août 1995 portant Code du tourisme. Le Code du Tourisme fixe les règles qui sont de nature à favoriser le développement intégré, ordonné et harmonieux du tourisme, aussi bien dans le cadre de l'aménagement du territoire national que dans celui de la sauvegarde de l'environnement. Ce développement doit respecter les éléments de notre identité nationale et de nos coutumes.

Pour le foncier, traitant les éventuels déplacements de population

- Loi N°2017-046 fixant le régime juridique de l'immatriculation et de la propriété foncière titrée ;
- Loi N° 2015-052 du 16 décembre 2015 Relative à l'Urbanisme et à l'Habitat ;

- Loi N° 2008-013 sur le domaine public ;
- Loi N°2006-031 fixant le régime juridique de la propriété foncière privée non titrée ;
- Ordonnance n° 74-022 définissant les orientations du régime foncier et précisant les conditions générales d'exécution des travaux d'aménagement foncier en milieu rural
- Ordonnance n° 62-023 du 19 septembre 1962 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique, à l'acquisition amiable de propriétés immobilières par l'État ou les collectivités publiques secondaires et aux plus-values foncières.

Cadre juridique des institutions

- Décret n° 2022- 013 du 12 janvier 2022 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2021- 852 du 25 août 2021 fixant les attributions du Ministre de l'Aménagement du Territoire et des Services Fonciers, ainsi que l'organisation générale de son ministère ;
- Décret n° 2021- 890 du 22 septembre 2021 fixant les attributions du Ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, ainsi que l'organisation générale de son ministère ;
- Décret n° 2020 - 206 du 19 juin 2020 fixant les attributions du Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, ainsi que l'organisation générale de son ministère. Ce texte précise également les missions et attributions du Bureau National des Changements Climatiques et de la Réduction des Émissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (BNCCREDD) ;
- Décret 2019 - 1393 du 17 juillet 2019 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 2008- 600 du 23 juin 2008 portant création et organisation de l'Office National pour l'Environnement (ONE) ;
- Loi n°2014-021 relative à la représentation de l'État, constituant le cadre légal de la représentation de l'Etat auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées. Elle met en exergue le prolongement de l'administration centrale au niveau territorial.
- Loi Organique n°2014-018 régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires.

Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la BAD

En conformité avec les procédures du Groupe de la Banque Africaine de Développement en matière de gestion environnementale, le projet a été classé en Catégorie 1, nécessitant l'élaboration et la mise en œuvre d'une EIES et d'un PGES. Les 5 sauvegardes opérationnelles sont enclenchées qui sont toutes applicables à ce projet.

Conventions et traités internationaux

Les plus pertinentes et en lien avec le PRCPB sont les trois conventions de Rio issues de la « Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement » ou « Sommet de la Terre » tenu à Rio de Janeiro en 1992. Ces trois conventions sont :

- La « Convention sur la Diversité Biologique » (CDB) : traité international ayant trois buts principaux : La conservation de la biodiversité, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques ;

- La « Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques » : premier cadre de coopération internationale important reconnaissant l'existence et les impacts des changements climatiques. Son objectif ultime est de « stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique » ;
- La « Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification » (CLD, ou CNULCD) : elle traite de la désertification, définie comme « la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines » et des moyens de lutte adaptée : « mise en valeur intégrée des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, en vue d'un développement durable et qui visent à prévenir et/ou réduire la dégradation des terres, remettre en état les terres partiellement dégradées, et restaurer les terres désertifiées ».

Risques environnementaux et sociaux

Des sources d'impacts :

Il est attendu que le PRCPB/ PN Andringitra apporte largement des impacts positifs. Toutefois, des impacts négatifs ne sont pas exclus, dont il faut considérer la nature et l'envergure.

Les principales sources d'impact sont les aménagements des infrastructures (ponts, centre de santé de base de catégorie 2, marché local) et le développement des activités agricoles, qui font tous l'objet de sous-projets.

Des types de sous-projet générant des impacts potentiels

Il s'agit des sous-projets pour :

- Réhabilitation de circuits totalisant 102,6km : Circuit Imarivolanitra (28km), Circuit Imitso (8km), Circuit Diavolana (13km), Circuit Asaramanitra (6km), Circuit Isahavato (15km), Circuit de liaison Imitso - Andriampotsy (9km), Circuit Sahanambo (18,6km),
- Piste d'accès circuit et gîte Soitambara-parking Rasambo (5km)
- Réhabilitation du centre d'interprétation à Namoly
- Réhabilitation de site de camping Andriampotsy
- Réinstallation du poste de garde avec barrière de contrôle
- Réhabilitation de ponts (voies d'accès à 3 circuits)
- Construction infrastructures communautaires : Entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly (3 ponts et points critiques), Construction CSB II à Namoly, Adduction eau avec micro-barrage à Andriambola

Consultations publiques

Période : 11-12-13 décembre 2022

Participants : Aînés (Raïamandreny), Association des femmes, Association des porteurs et guides, Membres du CLP, simples membres des communautés

Lieux de réunion : Gîte Morarano et Gîte Soitambara (Namoly)

Les préoccupations majeures exprimées concernent les retombées du transfert de gestion des infrastructures écotouristiques aux promoteurs privés. Des craintes ont été exprimées (exclusion, limitation d'accès).

Mesures recommandées : Dialogues bien établis et conventions claires entre les opérateurs et les différentes parties prenantes : autorités locales, communautés, gestionnaire du PN Andringitra.

Les éléments d'analyse des échanges issus des consultations des différentes parties prenantes montrent un niveau d'acceptabilité élevé du projet par les parties consultées. L'ensemble des acteurs consultés adhèrent au projet et le jugent pertinent, ainsi que les activités prévues. L'expression de leur desiderata n'est pas une opposition, mais démontre au contraire leur volonté de s'impliquer. Ce qui explique :

- Leur forte demande d'être considérés comme acteurs-interlocuteurs et premiers bénéficiaires, notamment les jeunes et les femmes
- Leur souhait pour le développement du tourisme et auquel ils veulent être parties prenantes
- Leur volonté de mieux collaborer avec MNP/Direction du Parc, notamment les membre du CLP.

Des enjeux et sensibilité du milieu

cf. page suivante.

Sur les alternatives ou variantes

Pour les sous-projets nécessitant une réhabilitation, les deux alternatives analysées sont :

- L'alternative « 0 » sans projet, qui consiste à ne pas engager d'opérations au niveau des zones touchées par le projet ;
- L'alternative « A » avec intervention du PRCPB/ PN ARG à travers ses différents sous-projets (réhabilitation des infrastructures touristiques, et infrastructures communautaires)

Les sous projets concernés par cette comparaison sont la réhabilitation des infrastructures touristiques et la construction du CSB II.

Dans chacun des sous-projets, l'alternative « A » a été adoptée, car le projet n'apporte pas de préjudice sur l'environnement en général, renforce la conservation de la biodiversité, contribue à l'amélioration de la sécurité et améliore les conditions sociales. Par ailleurs, l'alternative « A » améliorera la gouvernance de l'aire protégée, à travers le renforcement des CLP et des COSAP, ainsi que la participation des autres parties prenantes.

L'alternative «0 » ne signifie pas « statu quo » par rapport à la situation actuelle, car en cas de « sans projet », le tourisme à long terme peut accuser du recul pour cause d'infrastructures en mauvais état, l'insécurité sociale peut être exacerbée, et rien ne remplace les avantages apportés par l'amélioration des infrastructures sociales aux normes.

Des perturbations environnementales et sociales peuvent survenir au cours des travaux et leurs préparations, mais des mesures d'atténuation sont prévues.

Enjeux	Description	Niveau de sensibilité
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX		
Biodiversité (faune, flore, habitats)	L'état de l'ensemble de la biodiversité (faune, flore, habitats) du PN ARG et celles des zones périphériques influence la qualité de l'air, la qualité et la quantité de l'eau des localités environnantes, la capacité de stockage de CO ₂ , la pluviométrie, les activités écotouristiques	Élevé
Ressources en eau	Le PN ARG contribue à assurer assure la qualité, la quantité et l'accès aux ressources en eau. Il tient le rôle de réservoir d'eau pour les districts environnements, très important pour la riziculture, notamment	Élevé
Forêts	Parfois, la recherche de terres cultivables favorise le défrichement. Les coupes sélectives se pratiquent d'une façon importante à cause des besoins en bois pour différentes raisons (construction, énergie, ...) Les forêts sont aussi menacées par les feux.	Élevé
Changement climatique	Le PN ARG et les formations forestières contribuent à l'atténuation du CC et à la régulation du micro-climat	Élevé
ENJEUX HUMAINS (SOCIO-CULTURELS, SANITAIRES, SÉCURITAIRES)		
Santé des personnes	Risque de propagation de Covid19 et autres virus (ex : VIH SIDA), dû à l'augmentation du nombre des personnes qui circulent	Élevé
Respect des us, coutumes et croyance	La multiplicité des croyances n'entraîne pas de séparation au sein de la population. Cette tolérance est à entretenir et à préserver.	Élevé
Genre	Les femmes sont assez actives et ne sont pas « invisibles » dans les diverses activités génératrices de revenu.	Moyen
ENJEUX ÉCONOMIQUES		
Tourisme	Du fait de sa situation géographique, le PN ARG dispose de fortes potentielles touristiques pour la destination « Grand Sud » très prisée par les touristes, notamment étrangers.	Élevé
Fourniture d'énergie	Insuffisance des besoins satisfaits en fourniture d'électricité	Élevé
Pratique du Tavy (culture sur brûlis)	Encore pratiquée	Élevé
Agriculture (riziculture, culture maraichères, élevage, ...)	Activités centrales pour le milieu rural	Élevé

Plan de gestion environnementale et sociale pour les infrastructures touristiques et communautaires

Pour les **phases de travaux et d'exploitation** afférents aux aménagements des infrastructures (touristiques et communautaires), les **plans de gestion environnementale** sont les références :

- Pour les mesures préconisées pour l'atténuation et/ou la bonification des impacts
- En fonction : du récepteur affecté (milieu : *sol, air, eau, biodiversité, paysage, etc.*, ou domaine : *santé, économie, sécurité sociale, etc.*) et de la source et de la description des impacts

- En désignant les responsables de mise en œuvre des mesures et les organismes de contrôles et de suivi
- Identifiant les indicateurs de mise en œuvre des mesures et les moyens de vérification.

Les plans concernent :

- Les infrastructures touristiques, qui entrent surtout dans le cadre de travaux d'entretien périodiques mais qui ont connu des défaillances ces dernières années ;
- L'infrastructures communautaire (CSB II) qui occupe un terrain relativement restreint, donc d'envergures limitées :

L'installation de lampes solaires ne nécessitent pas d'actions techniques spécifiques, mais d'acquisition auprès d'un fournisseur.

Succinctement, les conclusions tirées après croisement de tous les éléments sus-cités sont les mêmes :

	Infrastructures touristiques	Réhabilitation du CSB II
Phase travaux	Impacts environnementaux et sociaux négatifs considérés comme significatifs identifiés, mais tous maitrisables, avec les mesures d'atténuation préconisées	Impacts environnementaux et sociaux négatifs considérés comme significatifs identifiés, mais tous maitrisables, avec les mesures d'atténuation préconisées
Phase exploitation	*Impacts environnementaux et sociaux négatifs considérés comme significatifs identifiés, mais tous maitrisables, avec les mesures d'atténuation préconisées	Impacts environnementaux et sociaux négatifs considérés comme significatifs identifiés, mais tous maitrisables, avec les mesures d'atténuation préconisées

Des exceptions toutefois :

* Concernant les risques engendrés lors de la phase d'exploitation des infrastructures touristiques.

En effet, cet afflux des touristes va entraîner :

- Sur le plan sécuritaire, le risque de développement de fléaux tels que le grand banditisme, la criminalité, les trafics divers (humain, drogue, etc.) ;
- La propagation des infections sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA. Ce risque sera présent pendant toute la phase d'exploitation du projet ;
- La migration humaine autour du PN ANG, où des pressions sur les ressources naturelles et la conservation de la biodiversité peuvent se ressentir.

Des mesures pour limiter ces différents impacts et risques sont développés dans cette étude. Les détails des analyses se trouvent dans les chapitres 7 et 8 du rapport.

Mécanisme de gestion des plaintes

Compte tenu de son envergure et de la multiplicité des acteurs impliqués, le PRCBP d'une manière générale, doit disposer d'un mécanisme de gestion de plaintes, afin que la mise en œuvre du projet se déroule d'une manière harmonieuse, dans la mesure du possible et que les crises interpersonnelles ou intercommunautaires soient évitées. Ce, d'autant plus que la mise en œuvre des sous-projets pourrait occasionner des impacts non désirés, notamment au niveau de l'accès aux Parcs, de la gestion des zones de concession, de la disponibilité des ressources en eau,

des possibles différences de point de vue concernant les infrastructures, de la relation entre les concessionnaires et les communautés de base, etc.

Ce mécanisme, cadré dans le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale, se décline au niveau des six parcs nationaux concernés, dont le Parc National Andringitra. Le mécanisme de gestion des plaintes s'aligne notamment avec les dispositions de la loi sur le Code des Aires Protégées (COAP) et celles du décret portant sur la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE).

Pour le règlement des plaintes liées à la gestion environnementale, ainsi que pour les demandes d'informations, les doléances ou préoccupations diverses, un registre des plaintes/doléances doit être mis à la disposition de la population au niveau de chaque Fokontany et de la Commune des sous-projets. De ce fait, toute doléance écrite ou verbale reçue par la Direction du PN ANG de la part des personnes physiques et/ou morales sur les sites ou dans le cadre de la conduite de ses activités doit être enregistrée dans ce registre. Toutefois, une plainte ou doléance écrite sur papier libre est également recevable.

D'autre part, le Projet mettra en place d'autres alternatives pour l'enregistrement de plainte dans le but d'une prise en charge plus large des divers types de réclamation. Par exemple et selon le contexte et les possibilités :

- Des boîtes à doléances,
- De l'utilisation des nouvelles technologies de la communication (SMS, IT, internet) ;
- De l'ouverture d'un numéro vert.

Les instances institutionnelles de règlement des plaintes sont les suivantes :

- Niveau local : Fokontany d'appartenance du plaignant, Communes
- Niveau régional : Chefferie des Région Matsiatra Ambony et Ihorombe, DREDD ou CIREDD
- Niveau national : MEDD, MNP Central

La situation souhaitable est le règlement à l'amiable au niveau local. Les plaintes collectées et enregistrées au niveau fokontany/communes seront traitées suivant le processus ci-après :

Étape	Activités	Personnes responsables/	Observations	Durée de traitement
Étape 1	Réception plainte au niveau de la mairie ou du fokontany, qu'elle soit anonyme ou non	Chef Fokontany, Responsable de la Mairie	Consignation des éléments de la plainte dans le registre déposé à cet effet.	1 jour
Étape 2	Médiation au niveau Fokontany	Chef Fokontany ou son adjoint Raïamandreny ou Sages du Fokontany Chef Quartier Plaignant(s) Un représentant de la Direction du PN ARG	PV (Procès-verbal) de médiation à établir par la chef fokontany et les agents de la Direction du PN ARG	1 jour à 7 jours calendaires
Étape 3	Médiation au niveau de la Commune, assistée par la Direction du PN ARG	Le Maire ou son représentant, Plaignant(s) Un représentant de la Direction du PN ARG	PV de médiation à établir par la Commune sous l'assistance de la Direction du PN ARG	2 jours à 7 jours calendaires

Étape	Activités	Personnes responsables/	Observations	Durée de traitement
Étape 4	Arbitrage par le CRL (Comité de règlement des litiges) érigé par le Maire	Le CRL qui peut s'adjoindre toute personne qu'il juge compétente pour l'aider à la résolution du litige, le(s) plaignant(s), un représentant de la Direction du PN ARG	PV de médiation à établir par le CRL	3 jours à 7 jours calendaires
Étape commune toutes les plaintes	Restitution des résultats des traitements aux intéressés Suivi des résolutions	Unité de Gestion et d'Exécution du sous-projet considéré CRL (en tant que de besoin)	Une copie des PV ou autres montrant les résolutions adoptées sera donnée aux intéressés	1 à 3 jours après la livraison des résultats des traitements

Précédant toute activité du projet, le mécanisme doit être connu et compris par tous les membres des communautés locales. Pour ce faire, des réunions au niveau de toutes les localités concernées sont à organiser pour faire connaître le MGP comme décrit supra, et s'assurer que le MGP est bien compris. Le MGP sera traduit en malagasy et dans la mesure de possible en dialecte local. Des supports de communication (affiches ...) seront également produits.

Dans le souci d'assurer l'accessibilité du MGP à toutes les parties prenantes, il convient de préciser qu'outre les instances locales au niveau Fokontany et communal, les plaintes sont également recevables au niveau de la Direction du PN Andringitra.

Au cas où les plaintes n'ont pu être résolues au niveau local, la démarche est la suivante :

Niveaux de gestion de plainte au-delà du niveau local :

Niveau	Réception	Responsabilité
National	MEDD MNP niveau central	<ul style="list-style-type: none"> - Réception et traitement des plaintes graves ou non résolues au niveau régional - Suivi de l'avancement de l'état de traitement de la plainte dans le système d'information MGP (<i>à mettre en place, si inexistant</i>) - Suivi du MGP - Recours au tribunal - Gestionnaire du numéro vert et du site web
Régional	DREDD	<ul style="list-style-type: none"> - Réception et traitement des plaintes graves ou non résolues au niveau local - Supervision du MGP - Suivi évaluation MGP - Traitement des recours - Alimentation du dans le système d'information MGP (<i>à mettre en place, si inexistant</i>)

L'équilibre entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes doit être trouvé, le nombre au sein de chaque organe doit être impair pour faciliter la décision.

Considération spécifique des VBG/EAHS

Longtemps occultées, les violences basées sur le genre, ainsi que l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (VBG/EAHS) constituent malheureusement des faits de société qui ne doivent pas être ignorés.

Le MNP, à travers la Direction du PN ANG, établira un protocole spécifique de prise en charge des violences et abus sexuels envers les femmes et les enfants et jeunes, avec des organismes spécialisés et les STD du Ministère en charge de la Population à Fianarantsoa. Ceux-ci sont en lien avec les organismes spécialisés dans le traitement de VBG, comme les cellules d'écoute et les conseils juridiques y afférents. Ils prendront en charge les activités concernant de VBG/EAHS comme les sensibilisations, la mobilisation et la prise en charges des cas.

Par ailleurs, tout prestataire, fournisseur ou autre intervenant travaillant dans le cadre du projet aura à signer un code de conduite spécifique, à travers lequel ce tiers s'engage à créer et à maintenir un environnement dans lequel la violence basée sur le genre (VBG) et toute forme d'exploitation, abus et harcèlement sexuels (EAHS), ainsi de la violence contre les enfants n'ont pas leur place et où elles ne seront tolérées par aucun employé, sous-traitant, fournisseur, associé ou représentant de l'entreprise.

Toutes les plaintes et les signalements de cas de VBG/EAS /HS respecteront les principes de confidentialité et seront transmises à la BAD pour information et être traités par des entités spécialisées.

Dans le cas des VBG et EAHS, il ne sera pas question d'arrangement à l'amiable.

Règlement des conflits :

La Direction du PN ANG devra veiller à prendre les dispositions nécessaires pour résoudre à l'amiable et de manière efficace, les plaintes ainsi que les différentes préoccupations des parties prenantes, afin que certaines situations ne débouchent pas sur des conflits, qui peuvent être difficiles à gérer par la suite. Le concept de gestion participative des sites peut constituer, en lui-même, une stratégie de prévention des conflits. Les caractéristiques fondamentales de ce concept peuvent se résumer en quelques points :

- Le renforcement de capacité institutionnelle, technique et organisationnelle de tous les acteurs
- Le respect des us et coutumes locaux ;
- La planification participative du Projet en intégrant les communautés concernées à tous les niveaux (dès le processus de conception du PRCPB jusqu'au suivi- évaluation).

Pour prévenir les conflits, MNP, à travers la Direction du PN ANG, veillera à une participation effective de toutes les parties prenantes dans les réflexions, les partages d'information et les décisions concernant les sujets sensibles identifiés dans les documents-outils de gestion du Parc (PAG, PGES, etc.) et/ou figurant dans le tableau ci-dessus. L'organisation d'assemblées plénières sera optimisée, afin de présenter le contenu des documents contractuels et recueillir les différentes opinions exprimées.

Les parties prenantes doivent être à chaque fois représentées par des personnes ou entités/ structures ayant l'aptitude à participer aux débats, et la considération du genre doit être respectée : équilibre entre le nombre des hommes et des femmes, participation des jeunes, participation des minorités (personnes résidentes non-autochtones, personnes en situation de handicap, etc.), et les différents métiers doivent être également représentés.

Les séances de réunion ou toute forme de mécanisme de partage veillera à la disponibilité de ces personnes ou entités et mettra en place un système de traçabilité pour s'assurer que les informations sont bien reçues et comprises (compte rendu avec fiche de présences signées, accusé de réception, etc.).

Un tel mécanisme de participation favorisera l'appropriation du Projet par les concernés, ainsi que la diffusion de l'information auprès de toutes les parties prenantes. La participation de ces dernières sera assurée à travers leurs représentants dans les différents comités - suivant les sous-projets concernés - qui

participeront à l'élaboration des documents qui décrivent les engagements de chaque partie dans la gestion PN ARG.

La médiatisation à travers la radio locale, les affichages publics et la page Facebook de la Direction du PN ARG est également prévue, afin d'assurer une large diffusion de la teneur de ces documents.

BUDGET DE MISE EN ŒUVRE DU PGES/ SOUS-PROJET PN ANDRINGITRA

Le coût de la mise en œuvre du PGES comprend la réalisation des évaluations environnementales, la mise en œuvre du PGES, le suivi, la surveillance et l'audit environnemental, ainsi que le renforcement de capacité des institutions et les campagnes d'information et de sensibilisation des acteurs concernés.

Estimation des couts de renforcement de capacité des acteurs régionaux

Acteurs concernés	Thèmes	Quantité	Coût unitaire USD	Coût total USD
Formation				
<ul style="list-style-type: none"> • DREDDs • ONE • CTE • Promoteur (PN Andringitra, CEP) • CTD (Régions, Communes,) • Entreprises • Bureaux de contrôle • Société civile • Projets oeuvrant aux alentours du PN • COSAP 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet PRCPB et le sous –projet du PN Andringitra • Evaluation environnementale : cadrage juridique • Les procédures de l'évaluation environnementale à Madagascar : processus, acteurs et charte de responsabilités dans les différentes étapes, la hiérarchisation des mesures d'atténuation, les sanctions • Les sauvegardes opérationnelles de la BAD • La participation du public dans l'évaluation environnementale : principes, procédure, la charte de responsabilités, les modalités de considération des résultats de la consultation dans le processus d'évaluation environnementale, le consentement libre préalable et éclairé (CLPE) • Le permis environnemental, et le CCE / PGES • Les résultats des évaluations environnementales et des suivis environnementaux • Les concepts genre, EAHS, VBG • Les normes internationales et leur application dans les sous projets (normes HSE, chantiers, etc.) • Le mécanisme de gestion des plaintes • Les différents outils : CGES, EIES, PREE, PAR, PAB 	02 ateliers régionaux, dont 01 avant le début des travaux et 01 après 2 ans	10 000	20 000
	Formation			

PRCPB EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

MEED MNP ONE CTE • Gestionnaires des AP dans la région	• Evaluation des stocks carbone.	01 session	15000	15000
Information et Sensibilisation : Maire et autres acteurs locaux				
• Maires • Conseillers • Chef du Fokontany • CLP • COBA • Associations locales : jeunes, femmes, etc. • Société civile	• MECIE • Processus d'évaluation environnementale : objectifs, procédure et charte de responsabilité des différents acteurs • Rôles et responsabilité du maire et du public dans les différentes étapes • La participation du public : objectifs, modalité, considération des résultats • Le cahier de charges environnemental • Le suivi environnemental : objectifs, modalité de réalisation • Mécanisme de gestion des plaintes • Concept genre, EAHS, VBG	02 ateliers régionaux	5 000	10 000
Echanges périodiques				
	Il s'agit des sessions d'échange et de partage sur la situation de la mise en œuvre du PGES, les difficultés, les bonnes pratiques.	04 sessions (01/an)	3000	12000
TOTAL				57 000

Pour l'estimation du coût de la mise en œuvre du PGES, les aspects ci-après sont pris en compte :

- Les coûts de mise en œuvre du PGES, pendant les phases préparatoires et travaux, relèvent majoritairement de l'Entreprise mandatée aux travaux.
- Les coûts des mesures d'atténuation et ou de bonification pour la mise en œuvre du PGES
- Le cout de la réalisation de l'audit de performance annuel E&S est inclus dans le CGES
- Le cout du suivi et de la surveillance environnementale
- Le cout de mise en œuvre du MGP
- Les couts de mesures de renforcement de capacité ne tiennent pas en compte des besoins logistiques
- Le frais d'évaluation et de suivi selon les exigences du décret MECIE (détails en Annexe 5) qui représente 0,5% des frais d'investissement des activités et aménagements prévus dans cette EIES.

Estimation du coût de la mise en œuvre du PGES

Activités	Coût total USD
Coûts de mesures d'atténuation ou de bonification	28 500
Coûts des mesures de renforcement de capacité	57 000
Coût de mise en œuvre du MGP	2 200

PRCPB EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Coût de la réalisation de l'audit de performance annuel E&S est inclus dans le CGES	pm
Frais d'évaluation et de suivi du dossier EIES PN Andringitra	900
Plan d'action genre et d'insertion sociale	20 500
Sous –total	109 100
Imprévus	16 365
TOTAL	125 465

Au total, le coût de la mise en œuvre du PGES du sous-projet PN Andringitra dans le cadre du PRCPB, s'élève à **125 465 US\$**.

EXECUTIVE SUMMARY

Project description

The Project for Strengthening Resilience through the Conservation of Biodiversity (PRCPB, *French acronym*) has as its general theme climate resilience for the preservation of biodiversity through protected areas, including the Andringitra Park (PN ARG, *French acronym*), in addition to the five others targeted by the Project.

The overall objective of the PRCPB is to "Strengthen systems for the protection, conservation and sustainable use of natural capital and ecosystems, in order to increase the country's resilience to climate change", as well as specific objectives common to all protected areas which are to:

- Promote ecotourism that respects biodiversity and the environment in national parks, contributing to the acceleration of economic growth and the creation of high value-added jobs;
- Attract the private sector in the management of natural parks, in order to professionalize their management and generate income for taking charge of biodiversity preservation actions;
- Improve the living conditions of communities living on the periphery of targeted protected areas.

The Project is structured around three components broken down into sub-components, illustrated below with regard to the Andringitra National Park:

Component	Subcomponent	Actions concerned by ESIA PRCPB FOR PN ANG SUB-PROJECT
Component 1: Enhancement of Protected Areas and Support for Governance	<u>Sub-component 1.1: Development of PA sustainable conservation infrastructure</u> <u>Sub-component 1.2: Ecological monitoring of biodiversity and adaptation to climate change</u> <u>Sub-component 1.3: Institutional support to Madagascar National Parks (MNP) and the Ministry in charge of the Environment.</u>	<i>Rehabilitation of the 102.6 km circuits:</i> <i>Imarivolanitra circuit (28km), Imitso circuit (8km), Diavolana circuit (13km), Asaramanitra circuit (6km), Isahavato circuit (15km), Imitso-Andriampotsy link circuit (9km), Sahanambo circuit (18.6km)</i> <i>Rehabilitation of the interpretation center</i> <i>Rehabilitation of Andriampotsy campsite</i> <i>Reinstallation of the guard post with control barrier</i> <i>Rehabilitation of bridges (access roads to 3 circuits)</i>
Component 2: Promotion of Ecotourism and Strengthening Resilience of Populations	<u>Sub-component 2.1: Social resilience and socio-economic development</u> <u>Sub-component 2.2: Strengthening the promotion of ecotourism within national parks</u> <u>Sub-component 2.3: Establishment of micro climatic stations and collection of biological data.</u>	<i>Maintenance of the black spots of the Namoly access track (3 bridges and critical points)</i> <i>Construction CSB II in Namoly</i> <i>Water supply with micro-dam in Andriambola</i>

For community infrastructure, only the construction of CBS II in Namoly is part of this ESIA. The others still have to undergo an EIA, according to the pre-screening.

Stakeholders of the PRCPB/ PN Andringitra sub-project

- The Government of Madagascar, through the Ministry of Environment and Sustainable Development which is the Executing Agency;
- The Ministry of Agriculture and Livestock, for the implementation of the National Pact on Food Sovereignty and Resilience (National Compact), through agricultural value chain sub-projects;
- The Ministry of Tourism: to ensure the proper application of the national policy on tourism in the implementation of this project; to ensure compliance with the code of good conduct for tourism investors; spin off
- The Ministry of Territorial Development and Land Services: to get involved upstream in the land concession procedures; to ensure the process and the finalization of the official allocation of land to the sectors concerned, with regard to community infrastructures: To the Ministry of National Education with regard to the land of the CEG, to the Ministry of Public Health for the CSBII, to the Commune, for the market.
- The Ministry of Public Health: for possible collaboration on its contribution to the functioning of the CSB II;
- The Ministry of Population, Social Protection and the Promotion of Women: for collaborations with the project on various subjects: IEC with the population in terms of social protection, with young people on GBV/EAHS, etc.
- The National Office for the Environment (ONE), operational body, delegated contracting authority and one-stop shop for making investments compatible with the environment, placed under the supervision of the Ministry in charge of the Environment. The ONE is thus called upon to ensure the coordination of the CTEs, the management of the evaluation of the EIAs and the issuance of environmental permits, the coordination of the monitoring of the conformity of the environmental management plans.
- Decentralized local authorities (CTD): Regions of Matsiatra Ambony and Ihorombe, and 04 Communes surrounding the PN Andringitra.
- The Regional Directorates of these ministries, in the Matsiatra Ambony and Ihorombe Regions.
- Madagascar National Parks (MNP), for the implementation, as well as the Directorate of the Andringitra National Park;
- The Technical Evaluation Committee, for environmental evaluations;
- Direct beneficiaries: Local populations, Communities of the 15 Communes around the Andringitra National Park;
- Institutional beneficiaries, in capacity building: Directorate of the Andringitra National Park, Deconcentrated Technical Services (Environment, climate change, agriculture, livestock, fishing, tourism; regional planning), Decentralized communities, Local Park Committee (CLP), Steering and Support Committee for the Protected Area (COSAP);
- Others: Members of the private sector working in the field of tourism and the development of value chains.

Rationale for ESIA

In Madagascar, in accordance with the provisions of Article 13 of Law No. 2015-003 of January 20, 2015 on the updated Environmental Charter, "public or private investment projects, whether or not subject to authorization or with the approval of an administrative authority, or that they are likely to harm the environment must be the subject of an impact study. The Compatibility of Investments with the Environment decree (MECIE, *French acronym*) provides in detail for the various mechanisms relating to the obligations on environmental studies, by setting the rules and procedures to be followed with a view to making investments compatible with the environment. environment and to specify the nature, the respective attributions and the degree of authority of the institutions or organizations authorized for this purpose".

The Climate Resilience Project through the Preservation of Biodiversity (PRCPB), which focuses in particular on the development and strengthening of social infrastructure, as well as agricultural production in the peripheral zones of protected areas, is thus concerned by these provisions.

On behalf of the AfDB, the conduct of this ESIA is in accordance with the provisions of its five Operational Safeguards (OS), namely:

- . OS 1: Environmental and social assessment
- . OS 2: Involuntary resettlement, land acquisition, displacement and compensation of populations
- . OS 3: Biodiversity and ecosystem services
- . OS 4: Pollution prevention and control, greenhouse gases, hazardous materials and efficient use of resources.
- . OS 5: Working conditions, health and safety

The conduct of an ESIA for the PRCPB/ PN Andringitra complies with both national regulations and AfDB safeguard policies.

Policy, legal and institutional framework of the ESMF:

The PRCPB / PN Andringitra sub-project will be called upon during its implementation to respect and promote the orientations of fundamental national, regional and multi-sectoral policies, the most relevant of which are:

Policy framework:

The PRCPB will be required during its implementation to respect and promote the guidelines of national and multi-sectoral policies, strategies, programs and plans that concern the project.

Upstream policies:

- Madagascar Emergence Program (Programme Émergence Madagascar-PEM, *French acronym*, 2021): "Sustainable management of natural resources", such is commitment no. 10, set out in the PEM. To achieve this vision, the PRCPB in general, and the project to rehabilitate the tourist infrastructure of the PN Andringitra in particular, as well as the construction of community infrastructure around the protected area, contribute directly to certain strategic axes for the promotion of the green and blue economy of the EMP

- General State Policy (PGE, *French acronym*, 2019): This is the document that gives the directives and trajectories to achieve the objectives of emergence. Energy and water for all, as well as the sustainable management of natural resources, are among the priorities
- National Climate Change Adaptation Plan (NAP, 2021): This is the official national reference document for any climate change adaptation program
- National Strategy and Action Plan for Biodiversity (NBSAP, 2015): Within the framework of the NBSAP, the resources generated by tourism will contribute to strengthening actions to protect and fight against the destruction of natural resources. These actions will also contribute to increasing the resilience of biodiversity to climate change, and to promoting the development of the private sector and the creation of formal jobs.

At sector level:

- Madagascar Agriculture Emergence Plan and the National Compact for Food and Agriculture (Madagascar PACTE, 2022): The Madagascar-Agriculture Emergence Plan aims for food self-sufficiency and the emergence of a modern agricultural sector. For the PRCPB, it will serve as a reference for the agricultural sub-projects that will be developed.
- Emerging Decentralization Policy Letter (LPDE, *French acronym*) and Emerging Decentralization National Plan (PNDE, *French acronym*, 2022): This Policy Letter sets the main guidelines for State policy in terms of decentralization and territorialization of public policies to achieve local development, which is relevant for the PRCPB and its sub-projects which will be implemented at decentralized or even local level.
- National policy to combat climate change (PNLCC, *French acronym*, 2021): The vision of the PNLCC is to contribute to sustainable development through the reduction of climate risks, by benefiting from the mitigation of greenhouse gases and by strengthening adaptation actions. The PNLCC is the national reference for any action to combat climate change.
- Letter of National Policy for the Development of Tourism (2017): In this Letter of Policy, it is specified that tourism must be an effective and sustainable lever for economic, social and environmental development. The facilitation of hotel and tourism investments is one of the priority actions.
- New Forest Policy (2017): The forest policy strives to articulate as closely as possible with the overall orientations of the country, in particular with the objectives of the General State Policy (PGE) and the sectoral policies adopted in the fields of agriculture, livestock, fishing, environment, energy, mining, land and even climate change.
- National risk and disaster management policy (PNGRC, *French acronym*, 2016): The national risk and disaster management policy (PNGRC) stipulates that Risk and Disaster Management (DRM) is based on the coherence and synergy of actions interveners throughout the national territory, through appropriate organizations, mechanisms and procedures, so as, among other things, to protect the installations necessary for the defense and safeguarding of the lives of the populations, their property and the environment.
- New Energy Policy (NPE, 2015): The Policy Letter summarizes the orientations, objectives and strategies adopted with a view to increasing the rate of supply of households with electricity or modern lighting at affordable prices, making massive use of energy sources. renewable energies, with the aim of preserving the national ecological heritage and participating in the global effort to combat climate change and its repercussions.

- National Environmental Policy for Sustainable Development (PNEDD, *French acronym*, 2015): The PNEDD has objectives to ensure the sustainable management of natural resources, land and water, marine and coastal, as well as associated habitats and ecosystems, and increase the contribution of environmental goods and services to the national economy
- Letter of Land Policy 2015-2030 (2015): The letter of Land Policy has the general objective of "making land a lever for development by securing the diversity of rights, concerted land management, and reconciliation current and future land needs. This is among the references for the PRCPB and its sub-projects, for questions relating to the securing of land where construction or rehabilitation of community infrastructure (health-based center) will take place.
- National Policy on the response to STIs and HIV/AIDS in the world of work (2014): The Policy aims to prevent and reduce the negative impact of HIV on the world of work in Madagascar. The measures taken for the implementation of the policy revolve around three strategic orientations, including in particular: the promotion of the rights and protection of workers affected by HIV and AIDS, the strengthening of the commitment of decision-makers and partners of the world of work, and the promotion of universal access for workers to information and to all means and services for the prevention, support and management of STIs, HIV and AIDS.
- National Plan for the Adaptation of the Health Sector to Climate Change (PNASS, *French acronym* 2013): The health sector is recognized as a climate-sensitive sector, justifying the existence of the PNASS, particularly in the context of the current climate change. The inadequacy of the health-based centers is recognized as an aggravating factor, in the face of the problems of lack of means encountered by the sector. Hence the relevance of the PRCPB as a contribution to the implementation of the PNASS through the rehabilitation of the CBS in Namoly.
- The National Gender and Development Action Plan (PANAGED, *French acronym*) in 2003: Actions are planned with the aim of giving the same opportunities to men and women in all areas of development. PANAGED includes economic development and the fight against the feminization of poverty, the strengthening of the capacities of women and girls, the promotion of the rights to health and reproductive health of women and adolescent girls, the legal status of women through the application of the fundamental rights of women and girls.
- National REDD+ Strategy: The national REDD+ strategy (adopted in 2018) for its 2030 vision specifies that the Madagascar REDD+ mechanism will contribute to a 14% reduction in GHG (greenhouse gas) emissions from the forestry sector, through the increase in forest cover and control of deforestation and forest degradation in its investment areas
- National Strategy for the Fight against Gender-Based Violence: The Strategy aims to provide stakeholders with a reference document to conduct GBV prevention and response actions in a coordinated and effective manner. For the implementation of this Strategy, the State intends to put in place appeal mechanisms accessible to all citizens, through the establishment of psychosocial, medical and judicial support structures for GBV survivors.

Legal framework

For environmental and social management

Basic texts:

- Law 2015-005 of 26 February 2015 revising the Protected Areas Management Code. This law has created the System of Protected Areas of Madagascar, a structured and coherent set of all Protected Areas without distinction including approved private Protected Areas, community Protected Areas;

- Law 2015-003 of 13 February 2015 on the Environmental Charter updated in Madagascar. The Environmental Charter in Madagascar is a framework law setting the rules and fundamental principles for the management of the environment, including its development.
- Decree no. 99-954 of December 15, 1999 amended by decree no. 2004-167 of February 3, 2004 relating to the compatibility of investments with the environment (MECIE). The purpose of the decree is to lay down the rules and procedures to be followed with a view to making investments compatible with the environment and to specify the nature, the respective powers and the degree of authority of the institutions or bodies authorized for this purpose.

Other texts:

- Decree No. 2020-1156 setting the national standards applicable to road infrastructure resistant to flooding and geological phenomena in Madagascar (NIRIPG, *French acronym*);
- Decree No. 2019-1957 setting national standards for the construction of buildings resistant to natural hazards;
- Decree No. 2015-1042 on the National Directive for Drinking Water Supply Infrastructure at Community Scale Resistant to Climatic Hazards;
- Decree No. 2013-070 of March 1, 2013, setting Malagasy standards for the construction of hydro-agricultural infrastructure against floods and floods (NIHYCRI, *French acronym*). The setting of NIHYCRI standards apply to all construction, rehabilitation and hydro-agricultural extension works;
- Decree No. 2003-170 of April 4, 2007 on the regulation of the import and use of Substances Depleting the Ozone Layer;
- Order No. 6830/2001 of 26 June 2001 establishing the terms and procedures for public participation in environmental assessment
- Interministerial Order No. 4355/97 of 13 May 1997 on the definition and delimitation of Sensitive Zones;
- Law No. 94-027 of 18 November 1994 on the occupational health and safety and environment code;
- Law No. 90-016 of July 20, 1990 governing hydro-agricultural networks and all infrastructure works and works contributing to the development and development of the land served by these works.

For the fight against climate change

Madagascar has ratified the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) through Law No. 98-02029 of December 2, 1998 and its Implementing Decree No. 98-168 of December 18, 1998. the measures adopted by the Country in terms of climate change.

- Law No. 2003-009 of September 3, 2003 authorizing the ratification of the Kyoto Protocol of the United Nations Framework Convention on Climate Change and Decree No. 2003-009 of September 3, 2003 ratifying the said Protocol;
- Law 2014-022 of December 10, 2014 authorizing the ratification of the Doha Amendment to the Kyoto Protocol and Decree No. 2015-701 of April 20, 2015 ratifying the Doha Amendment;

- Law n° 2016-019 of June 30, 2016, authorizing the ratification of the Paris Agreement of the United Nations Framework Convention on Climate Change.

For the tourism sector

- Decree No. 2001-027, revising Decree 96.773 of September 3, 1996 relating to the standards governing businesses, establishments and tourist operators, as well as their methods of application.
- Decree No. 96-1293 of December 30, 1996 relating to the creation and management of areas of tourist interest.
- Law No. 95-017 of August 25, 1995 on the Tourism Code. Tourism Code lays down the rules that are likely to promote the integrated, orderly and harmonious development of tourism, both in the context of national land use planning and that of environmental protection. This development must respect the elements of our national identity and customs.

For land, dealing with possible population displacements

- Law No. 2017-046 establishing the legal regime for registration and titled land ownership;
- Law No. 2015-052 of December 16, 2015 relating to Town Planning and Housing;
- Law No. 2008-013 on the public domain;
- Law No. 2006-031 establishing the legal regime for untitled private land ownership;
- Ordinance No. 74-022 defining the orientations of land tenure and specifying the general conditions for the execution of land development works in rural areas
- Ordinance No. 62-023 of September 19, 1962 relating to expropriation for public purposes, the amicable acquisition of real estate by the State or secondary public authorities and land capital gains.

Legal framework of institutions

- Decree No. 2022-013 of January 12, 2022 amending and supplementing certain provisions of Decree No. 2021-852 of August 25, 2021 setting the powers of the Minister of Territorial Development and Land Services, as well as the general organization of his ministry;
- Decree No. 2021-890 of September 22, 2021 setting the powers of the Minister of Agriculture and Livestock, as well as the general organization of his ministry;
- Decree No. 2020 - 206 of June 19, 2020 setting the powers of the Minister of the Environment and Sustainable Development, as well as the general organization of his ministry. This text also specifies the missions and responsibilities of the National Office for Climate Change and the Reduction of Emissions from Deforestation and Forest Degradation (BNCCREDD);
- Decree 2019 - 1393 of July 17, 2019 amending and supplementing certain provisions of Decree No. 2008-600 of June 23, 2008 establishing and organizing the National Office for the Environment (ONE);
- Law No. 2014-021 relating to the representation of the State, constituting the legal framework for the representation of the State in the Decentralized Territorial Communities. It highlights the extension of the central administration to the territorial level.

- Organic Law n°2014-018 governing the competences, the methods of organization and functioning of the Decentralized Territorial Communities, as well as those of the management of their own affairs;

AfDB Integrated Safeguards System (ISS)

In accordance with the procedures of the African Development Bank Group in terms of environmental management, the project has been classified in Category 1, requiring the development and implementation of an ESIA and an ESMP. The 5 operational safeguards are triggered which are all applicable to this project.

International conventions and treaties

The most relevant and related to the PRCPB are the three Rio conventions resulting from the “United Nations Conference on Environment and Development” or “Earth Summit” held in Rio de Janeiro in 1992. These three conventions are:

- The “Convention on Biological Diversity” (CBD): international treaty with three main goals: The conservation of biodiversity, the sustainable use of its components and the fair and equitable sharing of the benefits arising from the use of genetic resources;
- The “United Nations Framework Convention on Climate Change”: the first major international cooperation framework recognizing the existence and impacts of climate change. Its ultimate goal is “to stabilize greenhouse gas concentrations at a level that prevents dangerous anthropogenic interference with the climate system”;
- The “United Nations Convention to Combat Desertification” (UNCCD, or UNCCD): it deals with desertification, defined as “land degradation in arid, semi-arid and dry sub-humid areas resulting from various factors , including climatic variations and human activities" and appropriate means of control: "integrated development of land in arid, semi-arid and dry sub-humid zones, with a view to sustainable development and which aim to prevent and /or reduce land degradation, rehabilitate partially degraded land, and restore desertified land”.

Environmental and social risks

Sources of impact:

It is expected that the PRCPB/ PN Andringitra will bring largely positive impacts. However, negative impacts are not excluded, the nature and scope of which must be considered.

The main sources of impact are infrastructure development (bridges, CSB II) and the development of agricultural activities, all of which are the subject of sub-projects.

Types of sub-project generating potential impacts

These are sub-projects for:

These are sub-projects for:

- Rehabilitation of circuits totaling 102.6km: Imarivolanitra circuit (28km), Imitso circuit (8km), Diavolana circuit (13km), Asaramanitra circuit (6km), Isahavato circuit (15km), Imitso - Andriampotsy link circuit (9km), Circuit Sahanambo (18.6km),
- Soaitambara-Rasambo car park and circuit access track (5km)

- Rehabilitation of the interpretation center in Namoly
- Rehabilitation of Andriampotsy campsite
- Reinstallation of the guard post with control barrier
- Rehabilitation of bridges (access roads to 3 circuits)
- Construction of community infrastructure: Maintenance of black spots on the Namoly access track (3 bridges and critical points), Construction CSB II in Namoly. Water supply with micro-dam in Andriambola.

Public consultations

. Period: 11-12-13 December 2022

. Participants: Elders (Raia mandreny), Women's Association, Association of Porters and Guides, Members of the CLP, ordinary members of the communities

. Meeting places: Gite Morarano and Gite Soitambara (Namoly)

The major concerns expressed concern the fallout from the transfer of the management of ecotourism infrastructures to private promoters. Concerns have been expressed (exclusion, limitation of access).

Recommended measures: Well-established dialogues and clear agreements between operators and the various stakeholders: local authorities, communities, Andringitra NP manager.

The elements of analysis of the exchanges resulting from the consultations of the various stakeholders show a high level of acceptability of the project by the parties consulted. All the actors consulted adhere to the project and consider it relevant, as well as the planned activities. The expression of their wishes is not an opposition, but on the contrary demonstrates their willingness to get involved. Which explains:

- Their strong demand to be considered as actors-interlocutors and primary beneficiaries, especially young people and women
- Their wish for the development of tourism and in which they want to be involved
- Their desire to collaborate better with MNP/Park Management, in particular the members of the CLP.

Issues and sensitivity of the environment

Issues	Description	Level of sensitivity
ENVIRONMENTAL ISSUES		
Biodiversity (fauna, flora, habitats)	The state of all the biodiversity (fauna, flora, habitats) of PN ANG and those of the peripheral zones influences the quality of the air, the quality and the quantity of water in the surrounding localities, the storage capacity of CO ₂ , rainfall, ecotourism activities	High

Issues	Description	Level of sensitivity
Water resources	The PN ARG contributes to ensuring the quality, quantity and access to water resources. It plays the role of water reservoir for the environmental districts, very important for rice growing, especially	High
Forests	Sometimes the search for cultivable land encourages clearing.	High
Climate change	Selective cutting is practiced in a significant way because of the need for wood for different reasons (construction, energy, etc.)	High
HUMAN ISSUES (SOCIO-CULTURAL, HEALTH, SAFETY)		
People's health	Risk of spreading Covid19 and other viruses (e.g. HIV AIDS), due to the increase in the number of people circulating	High
Social peace	There is a mixture of ethnic groups that coexist. This cohabitation is to be preserved	Medium
Respect for habits, customs and beliefs	The multiplicity of beliefs does not lead to separation within the population. This tolerance is to be maintained and preserved.	High
Gender	Women are quite active and are not "invisible" in the various income-generating activities.	Medium
ECONOMIC ISSUES		
Tourism	Due to its geographical location, the PN ARG has strong tourist potential for the "Great South" destination, which is very popular with tourists, especially foreigners.	High
Energy supply	Insufficient of electricity supply	High
Practice of Tavy (slash-and-burn cultivation)	Still practiced	High
Agriculture (rice growing, market gardening, animal husbandry, etc.)	Central activities for the rural environment	High

On the alternatives or variants

For sub-projects requiring rehabilitation, the two alternatives analyzed are:

- The "0" alternative without project, which consists of not engaging in operations in the areas affected by the project;
- Alternative "A" with the intervention of the PRCPB/PN ARG through its various sub-projects (rehabilitation of tourist infrastructure and community infrastructure)

The sub-projects concerned by this comparison are the rehabilitation of tourist infrastructure and the construction of CSB II.

In each of the sub-projects, alternative "A" was adopted, because the project does not harm the environment in general, reinforces the conservation of biodiversity, contributes to the improvement of security and improves social conditions. In addition, alternative "A" will improve the governance of the protected area, through the strengthening of CLPs and COSAPs, as well as the participation of other stakeholders.

The "0" alternative does not mean "status quo" in relation to the current situation, because in the event of "no project", long-term tourism may decline due to poor infrastructure, insecurity can be exacerbated, and there is no substitute for the benefits of improving social infrastructure to standard.

Environmental and social disturbances may occur during the works and their preparations, but mitigation measures are planned

Environmental and Social Management Plan for Tourism and Community Infrastructures

For the work and operation phases relating to the development of tourist and community infrastructures, the environmental management plans are the references:

- For the measures recommended for the mitigation and/or improvement of the impacts,
- Depending on: the receptor affected (environment: soil, air, water, biodiversity, landscape, etc., or field: health, economy, social security, etc.) and the source and description of the impacts,
- By designating those responsible for implementing the measures and the control and monitoring bodies,
- Identifying the indicators for implementing the measures and the means of verification.

The plans concern:

- Tourism infrastructure, which is mainly subject to periodic maintenance work but which has experienced failures in recent years;
- Community infrastructure (CSB II) which occupies a relatively small area, and therefore of limited scope:

Briefly, the conclusions drawn after crossing all the above-mentioned elements are the same:

	Tourism infrastructures	Rehabilitation of CSB II
Work phase	Negative environmental and social impacts considered significant identified, but all manageable, with recommended mitigation measures	Negative environmental and social impacts considered significant identified, but all manageable, with recommended mitigation measures
Exploitation phase	*Negative environmental and social impacts considered significant identified, but all manageable, with recommended mitigation measures	Negative environmental and social impacts considered significant identified, but all manageable, with recommended mitigation measures

Exceptions however:

- * Concerning the risks generated during the operation phase of the tourist infrastructures.

Indeed, this influx of tourists will lead to:

- In terms of security, the risk of development of scourges such as organized crime, criminality, various trafficking (human, drugs, etc.);

- The spread of sexually transmitted infections and HIV/AIDS. This risk will be present throughout the operation phase of the project;
- Human migration around PN ANG, where pressures on natural resources and biodiversity conservation may be felt.

Measures to limit these different impacts and risks are developed in this study.

Complaint management mechanism (CMM)

Given its size and the multiplicity of actors involved, the PRCBP in general must have a mechanism for managing complaints, so that the implementation of the project takes place in a harmonious manner, in the possible and that interpersonal or intercommunity crises are avoided. This, especially since the implementation of the sub-projects could cause unwanted impacts, particularly in terms of access to the Parks, management of concession areas, availability of water resources, possible differences in perspective regarding infrastructure, the relationship between concessionaires and grassroots communities, etc.

This mechanism, framed in the Environmental and Social Management Framework, is available at the level of the six national parks concerned, including the Andringitra National Park. The complaint management mechanism is aligned in particular with the provisions of the law on the Code of Protected Areas (COAP) and those of the decree on the Compatibility of Investments with the Environment (MECIE).

For the settlement of complaints related to environmental management, as well as for requests for information, grievances or various concerns, a register of complaints / grievances must be made available to the population at the level of each Fokontany and the Commune. sub-projects.

Therefore, any written or verbal complaint received by the Andringitra National Park Management from natural and/or legal persons on the sites or in the context of the conduct of its activities must be recorded in this register. However, a complaint or grievance written on plain paper is also admissible.

On the other hand, the Project will put in place other alternatives for the registration of complaints with the aim of a broader management of the various types of complaint. For example, and depending on the context and the possibilities:

- complaint boxes,
- the use of new communication technologies (SMS, IT, internet);
- the opening of a green number.

The institutional complaint resolution bodies are as follows:

- Local level: Fokontany to which the complainant belongs, Commune
- Regional level: Chiefdom of Region of Matsiatra Ambony and Region of Ihorombe, DREDD or CIRED
- National level: MEDD, MNP Central

The desirable situation is amicable settlement at the local level. Complaints collected and recorded at the fokontany/commune level will be processed according to the following process:

Stage	Activities	Persons responsible/	Comments	Duration of the treatment
Step 1	Receipt of complaint at the level of the town hall or the fokontany, whether anonymous or not	Chief Fokontany, Head of the Town Hall	Recording of the elements of the complaint in the register filed for this purpose.	1 day
2nd step	Mediation at the Fokontany level	Chief Fokontany or his deputy	PV (Report) of mediation to be established by the chief fokontany and the agents of the Direction of the PN ARG	1 day to 7 calendar days
Step 3	Mediation at the Commune level, assisted by the PN ARG Directorate	Raiamandreny or Sages of Fokontany	Mediation report to be established by the Commune with the assistance of the PN ARG management	2 days to 7 calendar days
Step 4	Arbitration by the CRL (Dispute Resolution Committee) set up by the Mayor	District Manager	Mediation report to be established by the CRL	3 days to 7 calendar days
Common Stage for all Complaints	Restitution of the results of the processing to the interested parties	Complainant(s)	A copy of the minutes or other showing the resolutions adopted will be given to those concerned.	1 to 3 calendar days after delivery of treatment results

Prior to any project activity, the mechanism must be known and understood by all members of the local communities. To do this, meetings at the level of all the localities concerned must be organized to make the CMM known as described above, and to ensure that the CMM is well understood. The CMM will be translated into Malagasy and as far as possible into the local dialect. Communication media (posters, etc.) will also be produced.

In order to ensure the accessibility of the CMM to all stakeholders, it should be specified that in addition to the local authorities at the Fokontany and communal levels, complaints are also admissible at the level of the PN ARG Directorate.

In the event that the complaints could not be resolved at the local level, the procedure is as follows:

Complaint management levels beyond the local level:

Level	Reception	Responsibility
National	MEDD MNP central level	<ul style="list-style-type: none"> - Receipt and processing of serious or unresolved complaints at regional level - Follow-up of the progress of the processing of the complaint in the CMM information system (to be set up, if non-existent) - CMM tracking

		<ul style="list-style-type: none"> - Recourse to court - Toll-free number and website manager
Régional	DREDD	<ul style="list-style-type: none"> - Reception and processing of serious or unresolved complaints at the local level - Supervision of the CMM - CMM monitoring and evaluation - Processing appeals - Feeding of the CMM information system (to be implemented, if non-existent)

The balance between the number of men and the number of women must be found, the number within each body must be odd to facilitate the decision.

GBV/EAHS Specific Consideration

Long concealed, gender-based violence, as well as sexual exploitation, abuse and harassment (GBV/EAHS) are unfortunately societal facts that should not be ignored.

The MNP, through the Directorate of the PN ARG, will establish a specific protocol for the management of violence and sexual abuse against women and children and young people, with specialized organizations and the STDs of the Ministry in charge of Population in Fianarantsoa. These are linked to organizations specializing in the treatment of GBV, such as listening cells and related legal advice. They will take charge of GBV/EAHS activities such as sensitization, mobilization and case management.

In addition, any service provider, supplier or other stakeholder working within the framework of the project will have to sign a specific code of conduct, through which this third party undertakes to create and maintain an environment in which gender-based violence and any form of sexual exploitation, abuse and harassment, as well as violence against children, have no place and where they will not be tolerated by any employee, contractor, supplier, associate or representative of the company.

All complaints and reports of GBV/SEA/SH cases will respect the principles of confidentiality and will be transmitted to the AfDB for information and to be treated by specialized entities.

In the case of VBG and EAHS, there will be no question of amicable settlement.

Conflict resolution:

The PN Andringitra management must ensure that it takes the necessary steps to resolve amicably and effectively, complaints as well as the various concerns of stakeholders, so that certain situations do not lead to conflicts, which can be difficult to resolve. subsequently manage. The concept of participatory site management can constitute, in itself, a conflict prevention strategy. The fundamental characteristics of this concept can be summarized in a few points:

- Strengthening the institutional, technical and organizational capacity of all actors

- Respect for local habits and customs;
- Participatory planning of the Project by integrating the communities concerned at all levels (from the PRCPB design process to monitoring and evaluation).

To prevent conflicts, MNP, through the Management of the PN Andringitra, will ensure the effective participation of all stakeholders in the reflections, the sharing of information and the decisions concerning the sensitive subjects identified in the documents-tools of management of the Park (PAG, ESMP, etc.) and/or listed in the table above. The organization of plenary meetings will be optimized, in order to present the content of the contractual documents and collect the different opinions expressed.

Stakeholders must each time be represented by persons or entities/structures with the ability to participate in the debates, and gender consideration must be respected: balance between the number of men and women, participation of young people, participation of minorities (non-indigenous residents, people with disabilities, etc.), and the different professions must also be represented.

The meeting sessions or any form of sharing mechanism will ensure the availability of these people or entities and will set up a traceability system to ensure that the information is received and understood (minutes with signed attendance sheets, acknowledgment reception, etc.).

Such a participation mechanism will promote ownership of the Project by those concerned, as well as the dissemination of information to all stakeholders. The participation of the latter will be ensured through their representatives in the various committees - depending on the sub-projects concerned - which will participate in the preparation of documents which describe the commitments of each party in the management of PN Andringitra.

Media coverage through local radio, public displays and the Facebook page of the PN Andringitra Directorate is also planned, in order to ensure wide dissemination of the content of these documents.

Budget for the implementation of the Environmental Management Plan

The cost of implementing the ESMP includes carrying out environmental assessments, implementing the ESMP, environmental monitoring, surveillance and auditing, as well as institutional capacity building and information and communication campaigns. awareness of the actors concerned.

Estimate Of Capacity Building Costs of Regional Stakeholders:

Actors concerned	Topics	Quantity	Unit cost USD	Total cost USD
Training				
<ul style="list-style-type: none"> • DiREDD • ONE • STD • Promoter (PN Andringitra, CEP) • CTD (Region, Municipality, OPCI) • Companies • Control offices • Civil society 	<ul style="list-style-type: none"> • The PRCPB project and the PN Andringitra sub-project • Environmental assessment: legal framework • Environmental assessment procedures in Madagascar: process, actors and charter of responsibilities in the different stages, prioritization of mitigation measures, sanctions • AfDB Operational Safeguards • Public participation in environmental 	02 regional workshops, including 01 before the start of works and 01 after 2 years	10,000	20,000

<ul style="list-style-type: none"> • Projects opening around the National Park • COSAP 	assessment: principles, procedure, charter of responsibilities, procedures for considering the results of the consultation in the environmental assessment process, free, prior and informed consent (FPIC) <ul style="list-style-type: none"> • The environmental permit, and the CCE / ESMP • The results of environmental assessments and environmental monitoring • Gender, EAHS, GBV concepts • International standards and their application in sub-projects (HSE standards, construction sites, etc.) • The complaint management mechanism • The different tools: CGES, ESIA, PREE, PAR, PAB 			
Information and Awareness: Mayor and other local actors				
<ul style="list-style-type: none"> • Mayors • Advisors • Head of Fokontany • CLP • COBA • Local associations: young people, women, etc. • Civil society 	<ul style="list-style-type: none"> • MECIE • Environmental assessment process: objectives, procedure and charter of responsibility of the various actors • Roles and responsibilities of the mayor and the public in the different stages • Public participation: objectives, method, consideration of results • The environmental specifications • Environmental monitoring: objectives, method of implementation • Complaint management mechanism • Gender concept, EAHS, GBV 	02 regional workshops	5,000	10,000
Training				
<ul style="list-style-type: none"> • MEDD • NPM • ONE • ETC • PA managers in the region 	<ul style="list-style-type: none"> • Assessment of carbon stocks 	01 session	15,000	15,000
Periodic exchanges				
	These are exchange and sharing sessions on the situation of the implementation of the ESMP, the difficulties, the good practices.	04 sessions (01/year)	3,000	12,000
TOTAL				42,000

For the estimation of the cost of the implementation of the ESMP, the following aspects are taken into account:

- The costs of implementing the ESMP, during the preparatory and works phases, are mainly the responsibility of the Company mandated to carry out the works.
- The details of the costs of the mitigation and/or enhancement measures for the implementation of the ESMP are presented in Annex 5
- The cost of carrying out the annual E&S performance audit is included in the ESMF

- The cost of environmental monitoring and surveillance
- The cost of implementing the MGP
- Costs of capacity building measures do not take into account logistical needs
- The costs of evaluation and monitoring according to the requirements of the MECIE decree (details in Annex 5) which represents 0.5% of the investment costs of the activities and developments planned in this ESIA project.

Cost Estimate of the implementation of the ESMP:

Activities	Total cost USD
Costs of mitigation or enhancement measures	28 500
Costs of capacity building measures	57 000
Cost of implementing the MGP	2 200
Cost of carrying out the annual E&S performance audit is included in the ESMF	pm
Costs of evaluation and follow-up of the ESIA file PN Andringitra	900
Gender and Social Inclusion Action Plan	20 500
Subtotal	109 100
Unforeseen expenses	16 365
TOTAL	125 465

In total, the cost of implementing the ESMP for the sub-project PN Andringitra under the PRCPB amounts to **\$125, 465**.

1. INTRODUCTION

1.1 Contexte et justification du projet

Avec des espèces floristiques rares et à taux d'endémicité élevé, Madagascar fait partie des hotspots mondiaux de la biodiversité, outre la richesse de sa faune et ainsi que des habitats terrestres et marins exceptionnels. Madagascar présente un taux de protection des habitats terrestres s'élevant à 15% du territoire, s'approchant ainsi des objectifs d'Aïchi qui fixe l'objectif national à 17%. Avec près de 80% d'espèces de plantes et 90% d'animaux endémiques, le pays dispose d'une biodiversité mondiale unique à préserver. De l'autre côté, son littoral s'étendant sur plus 5 000 kilomètres et 1,5 millions de mètres carrés de Zone Économique Exclusive (ZES) viennent renforcer l'importance de ce capital naturel qui tient un rôle crucial dans le développement du pays.

Le Système des Aires Protégées de Madagascar (SAPM) a été mis en place au cours des années 2000, pour préserver cette richesse naturelle. Le SAPM concerne actuellement 125 aires protégées (dont 02 en cours de création définitive) représentant 12% du territoire. Le Pays a ainsi dépassé la Vision Durban consistant à tripler la superficie de ses aires protégées qui étaient de 1,7 millions ha en 2003. Un réseau de 43 aires protégées du SAPM est géré par « Madagascar National Parks » (MNP), dont le Parc National de Andringitra, situé au Centre-sud du pays.

Les aires protégées subissent des pressions d'origines diverses, surtout anthropiques. De plus, elles subissent les impacts du changement climatique, phénomène vécu à l'échelle mondiale, depuis au moins ces trois dernières décennies, dont il est essentiel de comprendre les liens avec la conservation à long terme de la biodiversité de Madagascar. Comme ailleurs, le climat constitue le principal facteur contrôlant la structure et la productivité végétale, ainsi que la composition des espèces animales et végétales à l'échelle mondiale. Un grand nombre de végétaux ne peuvent se reproduire et croître que dans une plage de températures spécifiques, réagissent à des volumes et des profils saisonniers de précipitations spécifiques, risquent d'être déplacés par la concurrence d'autres végétaux ou de ne pas survivre à des changements climatiques. De même, les espèces animales nécessitent des plages de températures et/ou de précipitations également spécifiques et dépendent de la présence permanente d'espèces indispensables à leur alimentation.

Or, ces différentes pressions menacent les fonctions vitales des aires protégées, qui pourvoient des services écosystémiques divers, dont le développement de l'écotourisme et l'atténuation des effets des changements climatiques, de par leurs fortes capacités de captage et de stockage de gaz à effet de serre (GES).

Les aires protégées constituent ainsi des biens, qui à leur tour, sont pourvoyeurs de richesses, à la fois à protéger et à valoriser.

La place et le rôle des communautés locales de base occupant les zones périphériques sont primordiaux pour leur contribution à la préservation de ces richesses naturelles. En effet, ces communautés constituées principalement de familles d'agriculteurs sont quasi-dépendantes de ces aires protégées, car celles-ci leur garantissent la pérennité des ressources naturelles basiques - en qualité et en quantité - dont elles ont besoin pour leurs activités quotidiennes. En l'occurrence, les ressources en eau et des terres fertiles, sans compter la création d'emplois liée au développement de l'écotourisme. Les communautés de base sont ainsi des parties totalement prenantes dans la protection des aires protégées, aussi bien en tant que bénéficiaires que co-gestionnaires.

Ainsi, dans l'optique de renforcer la conservation des aires protégées par l'implication de la population locale dans la surveillance et la protection du capital naturel, ainsi que la participation du secteur privé dans la préservation de la biodiversité et la promotion de l'écotourisme, la République de Madagascar a initié le Projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité (PRCPB) avec l'appui de la Banque Africaine

de Développement (BAD). Ce projet est d'autant plus pertinent, car il contribuera aussi au renforcement de la résilience basée sur la nature et va améliorer l'adaptation de la population au changement climatique.

Le PRCB concerne six (06) aires protégées : Montagne d'Ambre, Lokobe, Ankarafantsika, Nosy Hara, Andringitra et le complexe Analamazaotra/Mantadia.

Le projet est aligné au document de stratégie -pays (DSP) 2022 -2026 de la Banque pour Madagascar, qui a été approuvé par le Conseil d'Administration de la Banque le 11 mai 2022. Il est aligné au pilier II « *soutien à la transformation de l'agriculture et au développement de l'industrie manufacturière* » et la stratégie nationale sur les changements climatiques.

Le PRCB est également en cohérence avec la stratégie de la Banque pour remédier à la fragilité et renforcer à la résilience en Afrique, notamment, l'axe relatif à la promotion des sociétés résilientes, grâce à un accès inclusif et équitable à l'emploi, aux services de base et des bénéfices des revenus des ressources naturelles.

1.2 Justification et objectifs d'une Étude d'Impact Environnemental et Social (EIES)

1.2.1 Justification d'une EIES

À Madagascar, conformément aux dispositions de l'article 13 de la Loi n° 2015-003 du 20 janvier 2015 portant Charte de l'Environnement actualisée, « les projets d'investissements publics ou privés, qu'ils soient soumis ou non à autorisation ou à approbation d'une autorité administrative, ou qu'ils soient susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent faire l'objet d'une étude d'impact. Le décret Mise En Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE) prévoit d'une manière détaillée les différents dispositifs relatifs aux obligations sur les études environnementales, en fixant les règles et procédures à suivre en vue de la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement et de préciser la nature, les attributions respectives et le degré d'autorité des institutions ou organismes habilités à cet effet ».

Par ailleurs, l'annexe 1 dudit décret MECIE liste les projets de grandes envergures soumis obligatoirement aux études d'impact environnemental dans divers domaines et secteurs : infrastructures, aménagement, agriculture, élevage, ressources naturelles renouvelables, tourisme et hôtellerie, industrie, déchets, mines, hydrocarbure et énergie fossile.

Le Projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité (PRCPB) qui porte notamment sur le développement et le renforcement d'infrastructures sociales, ainsi que la production agricole dans les zones périphériques des aires protégées, classées zones sensibles selon l'Arrêté interministériel n°4355/97 du 13 mai 1997 portant définition et délimitation des zones sensibles, est ainsi concerné par ces dispositions.

Pour le compte de la BAD, la conduite de la présente EIES est en conformité avec les dispositions de ses cinq Sauvegardes Opérationnelles (SO), à savoir :

. SO 1 : Évaluation environnementale et sociale

. SO 2 : Réinstallation involontaire, acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations

. SO 3 : Biodiversité et services écosystémiques

. SO 4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources.

. SO 5 : Conditions de travail, santé et sécurité

Dans l'ensemble, le PRCPB aura à se conformer à la fois aux réglementations nationales et aux politiques de sauvegarde de la BAD.

1.2.2 Objectifs de l'EIES :

Bien que des impacts positifs, notamment sociaux et économiques, du projet soient attendus pour le Parc National d'Andringitra, des effets négatifs localisés et à petite échelle peuvent survenir, notamment lors de la mise en œuvre des travaux d'aménagement prévus. D'où la nécessité de l'étude d'impact environnemental et social (EIES).

L'EIES consiste en l'analyse scientifique et préalable des impacts potentiels prévisibles d'une activité donnée sur l'environnement, et en l'examen de l'acceptabilité de leur niveau, ainsi que des mesures d'atténuation permettant d'assurer l'intégrité de l'environnement dans les limites des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

1.2.3 Démarches méthodologiques de conduite de l'EIES pour le PN Andringitra

L'EIES se base sur le « Cadre de Gestion Environnementale et Sociale » (CGES) afférent au projet, et qui avait pour objectifs d'identifier l'ensemble des risques potentiels sur le plan environnemental et social au regard des interventions envisagées.

À partir de la note conceptuelle, le projet est considéré par rapport aux situations de la conservation et du changement climatique dans le contexte du PN Andringitra, et la considération des parties prenantes aux niveaux local, régional et national.

Une consultation des parties prenantes a été réalisée, à laquelle s'est ajoutée une évaluation de la situation écologique et sociale sur le site. Cette démarche a permis de faire une appréciation des risques et opportunités environnementaux et sociaux, ainsi que des impacts potentiels. Cette appréciation aboutit à l'orientation des mesures pour réduire les risques et impacts ou à renforcer les avantages du projet. Ce cadrage permet également de faciliter la préparation des PGES de chaque sous-projet.

La méthodologie adoptée dans la conduite de la présente EIES consiste à la conduite des étapes ci-après, dont certaines sont itératives :

- Réunion de cadrage avec le Maître d'ouvrage, en l'occurrence Madagascar National Parks
- Documentation (fournie par le Maître d'ouvrage, sur internet) :
 - Collecte de données
 - Analyses de la documentation portant sur l'environnement du projet, son contexte, sur les textes législatifs et réglementaires régissant la gestion de l'environnement et des ressources naturelles en rapport avec le projet, et leur mise en relation avec les Politiques intégrées de sauvegarde de la BAD ;
- Consultations des parties prenantes : Administration au niveau central, services techniques déconcentrés, collectivités décentralisées, personnes et institutions-ressources aux niveaux central et décentralisé, populations locales, et autres différents acteurs concernés ou susceptibles d'être concernés par le projet (*Fokontany*, Communautés locales de base), les associations des guides et

les opérateurs touristiques, les autorités administratives, les collectivités, les ONG locales, les projets/programmes, etc.

Cette approche facilite le recensement des points de vue et préoccupations des différents acteurs concernés par le projet, ainsi que le recueil des suggestions et recommandations qu'ils ont formulées. Plus tard, elle facilitera l'appropriation, le consentement et l'engagement de ces parties prenantes.

- Exploitation des données et informations recueillies : Évaluation de enjeux environnementaux et sociaux.
- Analyse des impacts : Établissement de grille d'évaluation des risques et des impacts négatifs.
- Établissement du plan de gestion environnementale et sociale, et intégrant l'identification des mesures d'atténuation et de compensation des impacts négatifs.

1.2.4 Plan de l'EIES

Le présent Rapport d'EIES sera structuré comme suit, après la description des acronymes et abréviations :

Résumé non technique

1. Introduction

2. Description du projet

3. Cadre politique, juridique et institutionnel

4. Description de l'état initial de l'environnement de la zone du projet

5. Analyse des alternatives (variantes)

6. Consultation et participation publique

7. Identification et analyse des impacts environnementaux et sociaux

8. Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)

9. Conclusion

Bibliographie

Annexes

2. DESCRIPTION DU PROJET

La thématique générale du Projet de Résilience Climatique pour la Préservation de la Biodiversité (PRCPB) est le renforcement de la résilience climatique par et pour la préservation de la biodiversité.

Le PRCPB a pour objectif global de renforcer les systèmes de protection, de conservation et d'utilisation durable du capital naturel et des écosystèmes, afin d'augmenter la résilience du pays face aux changements climatiques.

2.1 Champ d'application et zones d'influence du projet

Le projet concerne le Parc National Andringitra (PN ARG). Le Parc National Andringitra se trouve dans les Régions de Matsiatra Ambony (Haut Matsiatra) et d'Ihorombe, dans la partie Centre-sud de Madagascar, se partageant entre 2 Districts : Ambalavao et Ivohibe.

Déclaré Parc National 19 mai 1998 à travers le Décret n°98-376, cette aire protégée couvre l'ancienne Réserve Naturelle Intégrale (RNI) créée en 1927, ainsi que la Forêt Classée du Pic d'Ivohibe créée en 1964. Le PN Andringitra fait partie du patrimoine mondial dénommé "Forêts humides de l'Atsinanana" ; classé "Bien naturel" en 2007 selon les critères UNESCO IX et X, il fait partie des 3 sites World Heritage à Madagascar.

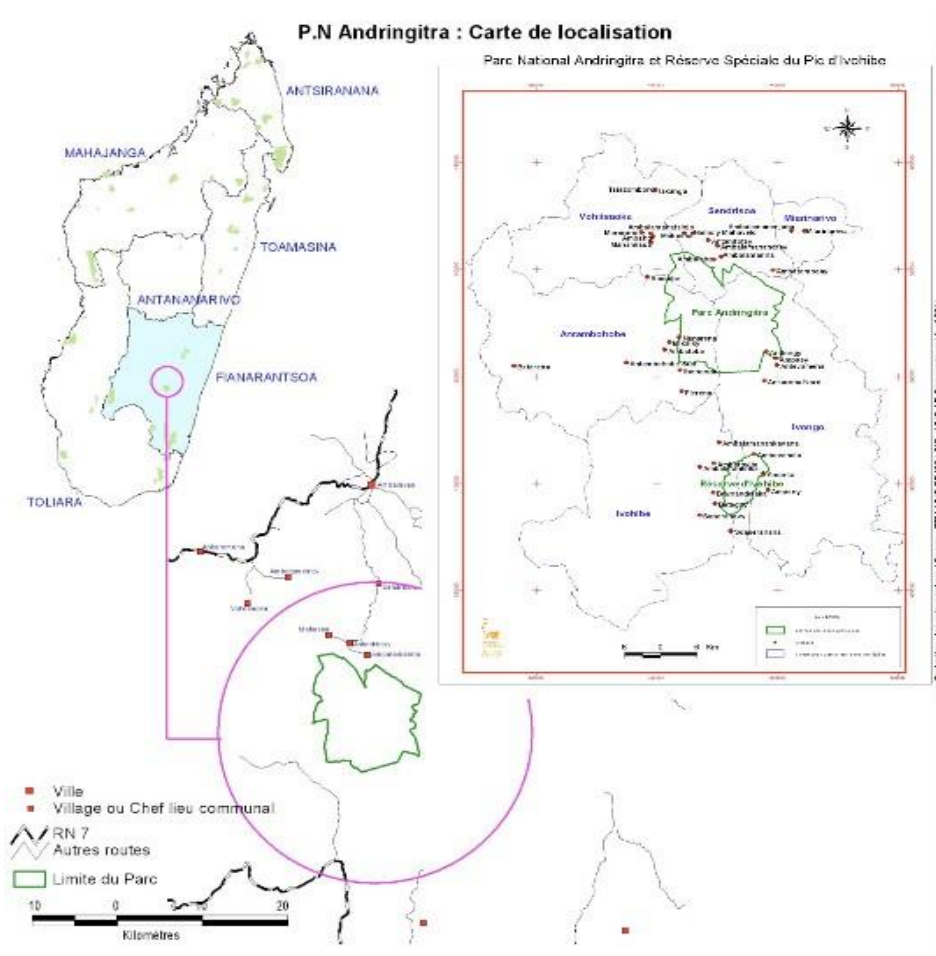


FIGURE 1 : LOCALISATION DU PN D'ANDRINGITRA

Source : MNP/PN ANDRINGITRA/ PAG 2013

Le PN ANG a une superficie de 31'160 ha.

À l'**intérieur** du Parc, se trouvent :

- Le noyau dur (ND)
- La zone tampon (ZT), incluant 5 zones d'utilisation contrôlée (ZUC)
- Une zone de service (ZDS)
- Une zone écotouristique (ZET)
- Une zone d'utilisation durable (ZUD) : prairies d'altitude et des savanes utilisées comme pâturages

À l'**extérieur** du Parc se trouve :

- Une zone de protection
- Une zone périphérique, terroirs qui ont des influences directes sur le PN ARG, notamment par des pressions anthropiques mais qui participent également de manière directe ou indirecte à la conservation du PN ARG.

La zone périphérique concerne 31 réparties au sein de 13 Fokontany et appartenant à cinq (05) communes rurales.

2.2 Maître d'ouvrage du projet : Madagascar National Parks

Madagascar National Parks (MNP) est l'organisme chargé d'établir, de conserver et de gérer durablement un réseau national de Parcs et Réserves représentatifs de la biodiversité et du patrimoine naturel propres à la Grande Ile.

MNP a été créé en 1990, comme une association de droit privé reconnue d'utilité publique via le décret n° 91-592 du 4 décembre 1991.

Le Parc National Andringitra fait partie du réseau d'aires protégées sous la responsabilité du MNP.

2.3 Objectifs et composantes du Projet

Madagascar, avec le soutien de la Banque mondiale et de la Banque allemande pour la reconstruction Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), a commencé à mettre en œuvre un programme de concession dans les zones tampons des parcs nationaux et des réserves gérés par le MNP, afin de développer des écolodges et des services touristiques. À cet égard, une réglementation politique sur la concession a été élaborée et adoptée par le pays.

En 2007, KfW a soutenu cette politique, stipulée dans la loi 1997-017 portant sur la législation forestière, en accompagnant le MNP dans le lancement d'un appel à manifestation d'intérêt pour la concession des activités hôtelières et en prenant comme site pilote le Parc National d'Ankarafantsika (dans l'Ouest). En parallèle, la Banque Mondiale, par l'intermédiaire de l'International Finance Cooperation (IFC), a également soutenu le pays par une évaluation de sites à Madagascar dans cette optique de mise en concession, et comprenant une douzaine de parcs nationaux. Néanmoins, avec la crise sociopolitique survenue en 2009, les premiers contrats de concession avec des opérateurs privés ont été mis en attente pour être finalement annulés, plus tard. L'évolution des réflexions a conduit au constat qu'afin que le processus de concession réussisse à Madagascar, le cadre réglementaire régissant la politique de concession mérite d'être révisé, pour sécuriser et rassurer les investisseurs.

Dans ce contexte, la Banque Africaine de Développement (BAD), également comme partenaire de développement du pays, souhaite aussi accompagner les efforts de Madagascar pour la promotion de

l'écotourisme et de la résilience socio-économique des communautés locales à travers le MNP, par le biais de création d'emplois verts et le renforcement de leurs moyens d'existence. L'intention est d'attirer plus de touristes à Madagascar et de multiplier la création d'emplois formels par le secteur privé. D'où le « Projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité » (PRCPB) pour concrétiser ce soutien et qui contient aussi un volet pour des appuis aux activités agricoles afin de contribuer à la sécurité alimentaire. Six aires protégées sont concernées, dont le Parc National Andringitra.

Pour l'ensemble des six aires protégées, l'objectif global du PRCPB est de renforcer les systèmes de protection, de conservation et d'utilisation durable du capital naturel et des écosystèmes afin d'augmenter la résilience du pays face aux changements climatiques.

Les objectifs spécifiques sont de :

- Promouvoir un écotourisme dans les parcs nationaux respectueux de la biodiversité et de l'environnement, contribuant à l'accélération de la croissance économique et à la création d'emplois à forte valeur ajoutée ;
- Attirer le secteur privé dans la gestion des parcs naturels, afin de professionnaliser leur gestion et de générer des revenus pour la prise en charge des actions de préservation de la biodiversité ;
- Améliorer les conditions de vie des communautés vivant à la périphérie des six aires protégées.

Le Projet est structuré autour de trois composantes :

- Composante 1 : Valorisation des Aires Protégées et appui à la gouvernance ;
- Composante 2 : Promotion de l'écotourisme et renforcement de la résilience des populations ;
- Composante 3 : Gestion du Projet.

Chaque composante se décline en sous-composantes comme suit :

Composante 1, Valorisation des aires protégées et appui à la gouvernance : développement des infrastructures, suivi écologique, renforcement des capacités institutionnelles et réglementaires.

Sous composante 1.1, Développement des infrastructures de conservation durable des aires protégées : en sus des activités stratégiques, il s'agit de réhabiliter et de remettre en état et aux normes les infrastructures écotouristiques existantes (sentiers pédestres, poste d'accueil, poste de garde, centre d'interprétation, sites de camping, etc.).

Sous Composante 1.2, Suivi écologique de la biodiversité et adaptation au changement climatique : se focalisant sur la formation et mise en œuvre des suivis écologiques terrestre et marin et lutte anti braconnage, éducation et sensibilisation des populations locales.

Également sur la formation des agents du ministère et des Parcs sur l'évaluation des stocks carbone, mise en place des micro stations, opérationnalisation d'un dispositif d'alerte précoce de résilience climatique, de subsistance des communautés et gestion des parcs, étude et mise en place de mécanisme contractuel de paiement des services environnementaux et communautaires.

Sous Composante 1.3, Renforcement des capacités : concernant le renforcement des capacités de la partie nationale (MEDD/ONE/MNP) sur des thématiques diverses : gestion durable des ressources naturelles, changement climatique, genre, mobilisation des ressources financières, etc.

Composante 2, Promotion de l'écotourisme et renforcement de la résilience des populations : Cette composante vise le renforcement de la promotion de l'écotourisme, le renforcement des infrastructures sociales et des conditions de production agricole dans les zones périphériques des aires protégées, en vue d'améliorer les

conditions de vie des populations riveraines, et renverser ainsi la tendance à la dégradation de la biodiversité induite par l'action anthropique.

Sous Composante 2.1, Appui à la résilience sociale et développement socio-économique : Renforcement des infrastructures d'accès et des infrastructures socio-économiques dans les zones centrales et périphériques des six Parcs d'intervention : réhabilitation de pistes d'accès (ponts, points critiques...) pour assurer l'accès aux parcs en toutes saisons ; adduction en eau potable (creusage forage, micro-barrage...), construction d'écoles publiques, construction et dotation en médicament des Centres de Santé de Base, construction de micro-barrages, éclairage public, dotation de panneaux météorologiques , construction d'un marché local, etc.

Sous Composante 2.2, Renforcement de la promotion de l'écotourisme dans les parcs : Appui à la finalisation du cadre légal et à l'élaboration d'une politique d'investissement et de la stratégie marketing des Parcs, et exploitation des parcs au niveau national ; renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur écotouristique.

Les types d'écologie à aménager par les investisseurs dans les parcs nationaux ne peuvent être définis que sur la base de leur proposition ultérieure ; les instruments de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer seront ainsi présentés dans le CGES.

Sous Composante 2.3, Promotion des chaînes de valeurs agricoles : Comme les sous projets agricoles ne sont pas encore identifiés, cette composante sera énoncée dans le cadre de gestion environnementale et sociale. Une étude de faisabilité est prévue, avec consultation de la population locale autour des six aires protégées.

Composante 3, Gestion du Projet : Coordination technique de toutes les activités prévues, la gestion administrative, financière et comptable.

2.4 Composantes du PRCPB pour le sous-projet PN Andringitra

Le PN Andringitra est concerné par toutes les composantes et sous-composantes du PRCPB.

Composantes	Sous-composantes	Actions concernées par EIES/ PRCPB POUR PN ANG
Composante 1 : Valorisation des Aires Protégées et Appui à la Gouvernance	<p><u>Sous-composante 1.1 : Développement des infrastructures de conservation durable des AP</u></p> <p><u>Sous-composante 1.2 : Suivi écologique de la biodiversité et adaptation aux changements climatiques</u></p> <p><u>Sous-composante 1.3 : Appui institutionnel à Madagascar National Parks (MNP) et au Ministère en charge de l'Environnement.</u></p>	<p>. Réhabilitation de circuits totalisant 102,6km : Circuit Imarivolanitra (28km), circuit Imitso (8km), circuit Diavolana (13km), circuit Asaramanitra (6km), circuit Isahavato (15km), circuit de liaison Imitso - Andriampotsy (9km), circuit Sahanambo (18,6km), piste d'accès circuit et gîte Soaitambara-parking Rasambo (5km)</p> <p>. Réhabilitation du centre d'interprétation à Namoly</p> <p>. Réhabilitation de site de camping Andriampotsy</p> <p>. Réinstallation du poste de garde avec barrière de contrôle</p> <p>. Réhabilitation de ponts (voies d'accès à 3 circuits)</p>

Composantes	Sous-composantes	Actions concernées par EIES/ PRCPB POUR PN ANG
Composante 2 : Promotion de l'Écotourisme et Renforcement de la Résilience des Populations	<p><u>Sous-composante 2.1 : Résilience sociale et développement socio-économique</u></p> <p><u>Sous-composante 2.2 : Renforcement de la promotion de l'écotourisme au sein des parcs nationaux</u></p> <p><u>Sous-composante 2.3 : Mise en place de micro Stations climatiques et collecte des données biologiques</u></p>	<p>. Entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly (3 ponts et points critiques)</p> <p>. Construction CSB II à Namoly</p> <p>. Adduction eau avec micro-barrage à Andriambola</p>

2.5 Consistance des aménagements prévus

Outre l'aménagement de la zone de concession qui ne fait pas partie des activités de ce projet financé par la BAD, les aménagements prévus concernent :

2.5.1 Infrastructure d'accès

Il s'agit de l'entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly – PN ANG, long de 47 km et ayant 3 ponts.

Cet aménagement doit faire l'objet d'une EIE selon le « pre-screening » établi par l'ONE.

2.5.2 Infrastructures communautaires

Ci-après les infrastructures communautaires prévues :

- . Construction CSB II à Namoly
- . Entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly
- . Adduction d'eau avec micro-barrage à Andriambola.

Seule la construction du CSB II à Namoly entre dans le cadre du présent EIES.

2.5.3 Infrastructures écotouristiques

Pour assurer la conservation durable de sa biodiversité, le Parc National Andringitra étant parmi les sites prioritaires en écotourisme, vise à augmenter davantage les revenus touristiques à travers l'amélioration et la diversification de ses offres de services et infrastructures.

Pour ce faire, les aménagements suivants sont prévus :

- . *Réhabilitation de circuits totalisant 102,6km* : Circuit Imarivolanitra (28km), circuit Imitso (8km), circuit Diavolana (13km), circuit Asaramanitra (6km), circuit Isahavato (15km), circuit de liaison Imitso - Andriampotsy (9km), circuit Sahanambo (18,6km), piste d'accès circuit et gîte Soaitambara-parking Rasambo (5km)
- . *Réhabilitation du centre d'interprétation à Namoly*
- . *Réhabilitation de site de camping Andriampotsy*
- . *Réinstallation du poste de garde avec barrière de contrôle à Andriantelo*

. *Réhabilitation de ponts* (voies d'accès à 3 *circuits*) : Réinstallation de ponts (structure rigide) à Andriantelo, Kaikarivo et passerelle à Amboakitsy.

3. CADRE POLITIQUE, JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

3.1 Cadre politique

Le PRCPB sera appelé au cours de sa mise en œuvre, à respecter et à promouvoir les orientations de politiques, stratégies, programmes et plans nationaux et multisectoriels et qui concernent le projet. Ces politiques sont listées ci-dessous. Dans les paragraphes suivants (à partir de 3.1.1) l'essentiel de chaque politique est résumé, afin que leur pertinence soit mieux mise en exergue dans la planification, l'évaluation et la réalisation des sous-projets prévus.

En amont :

- Programme Émergence Madagascar (PEM, 2021)
- Politique Générale de l'État (PGE, 2019)
- Plan National d'Adaptation au Changement Climatique (PNA, 2021)
- Stratégie et Plan d'Actions National pour la Biodiversité (SPANB, 2015)

Sectoriels :

- Plan émergence Madagascar Agriculture et le Compact National pour l'Alimentation et l'Agriculture (PACTE de Madagascar, 2022) Lettre de Politique de Décentralisation Émergente (LPDE) et Plan National de la Décentralisation Émergente (PNDE, 2022)
- Politique nationale de lutte contre le changement climatique (PNLCC, 2021)
- Lettre de Politique nationale pour le développement du tourisme (2017)
- Nouvelle Politique forestière (2017)
- Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes (PNGRC, 2016)
- Nouvelle Politique de l'Energie (NPE, 2015)
- Politique Nationale de l'Environnement pour le Développement Durable (PNEDD, 2015)
- Lettre de Politique foncière 2015-2030 (2015)
- Politique Nationale sur la riposte aux IST et au VIH SIDA dans le monde du travail (2014)
- Plan National d'Adaptation du Secteur Santé au Changement Climatique (PNASS, 2013)
- Plan d'Action Nationale Genre et Développement (PANAGED, 2003)
- Stratégie Nationale REDD+
- Stratégie Nationale de lutte contre la violence basée sur le genre.

3.1.1 Vision et engagements sur l'environnement dans le Plan Émergence Madagascar (PEM)

Le PEM est le document de référence du pays, traduisant son programme de développement jusqu'à l'horizon 2030, décliné en 13 engagements (velirano). « Une gestion durable des ressources naturelles », tel est l'engagement n°10, énoncé dans le PEM. Pour la réalisation de cette vision, le PRCPB d'une manière générale, et le projet de réhabilitation des infrastructures touristiques du Parc National Andringitra en particulier, ainsi que la construction des infrastructures communautaires aux alentours de l'aire protégée, contribuent directement à certains axes stratégiques pour la promotion de l'économie verte et bleue du PEM : « Nous voulons faire de la

biodiversité Malagasy, un moteur de croissance et ainsi répondre à la complexe question de l'industrialisation verte et du développement durable ».

3.1.2 Politique Générale de l'Etat

C'est le document qui donne les directives et les trajectoires pour atteindre les objectifs de l'émergence. L'énergie et l'au pout tous, ainsi que la gestion durable des ressources naturelles figurent parmi les priorités.

3.1.3 Plan national d'adaptation (PNA) au changement climatique

Validé en 2021, le PNA est articulé autour de trois grands axes stratégiques, à savoir (i) le renforcement de la gouvernance de l'adaptation au changement climatique et l'intégration de l'adaptation dans les documents et activités de planification, (ii) la mise en œuvre d'un programme d'actions sectoriel prioritaire, (iii) et le financement de l'adaptation aux changements climatiques par le développement d'une capacité nationale et d'une meilleure mobilisation et coordination des financements internationaux.

Cette priorisation tient compte du premier document « Contribution Déterminée au niveau National » (CDN-1, 2016) que le Pays a adopté à l'issue de l'Accord de Paris, tout en considérant l'évolution des autres problématiques liées au changement climatique au niveau d'autres secteurs. Le deuxième document CDN adopté en 2022 (CDN-2, 2022) est toujours cohérent avec le PNA, en matière d'adaptation. Le projet de réhabilitation ou d'entretien des infrastructures touristiques du PN Andringita est concerné par des secteurs dans le PNA, comme la biodiversité et foresterie, le tourisme.

Le plan propose une approche sectorielle avec des orientations stratégiques et des actions prioritaires pour chaque secteur au niveau national et/ou régional, et un ensemble de programmes structurants. Le PNA a adopté 12 programmes structurants découlant des cadrages politiques et stratégiques existants, et tenant compte des expériences acquises, ainsi que des défis actuels du Programme Émergence de Madagascar. Peuvent être cités entre autres : - Amélioration de l'accès à l'eau potable en milieux urbains et ruraux ; Amélioration de la conservation des forêts naturelles et de la gestion des aires protégées intégrant l'aménagement de zones de refuge climatique à l'intérieur et dans les périphéries ; Accélération du reboisement à travers l'opérationnalisation du mécanisme REDD+ et le développement de services écosystémiques.

3.1.4 Stratégie et Plan d'Actions National pour la Biodiversité

Le document SPNAB pour la période 2015-2025 constitue le cadre d'intervention des actions visant la préservation de la biodiversité à Madagascar. Le documet SPANB est aligné avec le nouveau cadre mondial de la biodiversité adopté par la COP 15 à Paris en Décembre 2022. Dans ce cadre, les ressources générées par le tourisme contribueront à renforcer les actions de protection et de lutte contre la destruction des ressources naturelles (feux de brousse, extension de l'agriculture à l'intérieur des aires protégées, lutte contre les coupes d'arbres, le braconnage, etc.). Ces actions contribueront aussi d'une part, à augmenter la résilience de la biodiversité face aux changements climatiques, et d'autre part, à favoriser le développement du secteur privé et la création d'emplois formels. L'objectif 3 du nouveau cadre mondial de la biodiversité sur les avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques partagés de manière juste et équitable touche aussi la valorisation de la biodiversité unique du pays.

3.1.5 Plan émergence Madagascar Agricole et le Compact National pour l'Alimentation et l'Agriculture (PACTE de Madagascar, 2022)

Le Plan émergence Madagascar-Agriculture vise l'autosuffisance alimentaire et l'émergence d'un secteur agricole moderne à travers sept programmes : Développement de la riziculture, développement des cultures vivrières (maïs, manioc), développement des cultures industrielles/oléagineux : soja, arachide), développement de la filière bovine à viande, développement de la filière des petits ruminants, développement de l'agribusiness et la mise en place d'usines d'engrais.

3.1.6 Lettre de Politique de Décentralisation Émergente et Plan national de décentralisation émergente

En 2021, le Gouvernement a validé la Lettre de Politique de Décentralisation Émergente (LPDE) qui est focalisée sur l'autonomisation des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans leurs rôles en matière de développement et la territorialisation des politiques publiques. La mise en œuvre de cette Lettre de Politique est matérialisée par le Plan National de Décentralisation Émergente (PNDE) qui implique tous les Ministères sectoriels.

La Lettre de Politique de Décentralisation Émergente (LPDE) fixe les grandes orientations de la politique de l'Etat en matière de décentralisation et de territorialisation des politiques publiques pour aboutir au développement local. En termes de Vision, « *la LPDE ambitionne qu'en 2030 la décentralisation est effective à Madagascar (i) à travers des CTD autonomes et responsables du développement de territoires viables, (ii) dans le cadre d'une gouvernance fondée sur la territorialisation des politiques publiques afin (iii) d'assurer l'émergence socioéconomique durable de la nation et de tout le territoire* ».

La LPDE souligne les impératifs à travers six grandes orientations politiques et stratégiques: les réformes institutionnelles et territoriales, la territorialisation des politiques publiques, la responsabilisation et l'autonomisation des collectivités territoriales décentralisées, la participation citoyenne au choix de politique locale et au contrôle citoyen, aux transferts de pouvoirs, de compétences et délivrances des services publics locaux, aux réformes nécessaires au financement de la décentralisation.

3.1.7 Politique Nationale de lutte contre le changement climatique

La politique nationale de lutte contre le changement climatique (PNLCC) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention Cadre des Nations-Unies sur le Changement Climatique et du Protocole de Kyoto auxquels Madagascar a adhéré, respectivement en 1998 et en 2003.

Madagascar a élaboré sa première politique relative à la lutte contre le changement climatique en 2011, et qui a été révisée en 2021. Cette révision tient compte de l'évolution du contexte de développement, ainsi que de l'adhésion de Madagascar à l'Accord de Paris, actée en 2016.

La vision de la PNLCC est de contribuer au développement durable à travers la réduction des risques climatiques, en tirant bénéfices de l'atténuation des gaz à effets de serre et en renforçant les actions d'adaptation.

Cette vision se décline en objectifs d'accroître la résilience socioéconomique et d'assurer l'accès de la population aux ressources vitales, de réduire les émissions des gaz à effet de serre et renforcer les puits carbonés, et d'instaurer les cadres nationaux de renforcement des actions climatiques.

3.1.8 Lettre de politique nationale pour le développement du tourisme

Madagascar ambitionnait pour devenir en 2020, une destination mondialement reconnue pour sa gestion durable et l'exceptionnelle richesse de son patrimoine naturel, culturel et humain, « Ile Trésor ».

Pour y parvenir, le tourisme se doit d'être un levier efficace et durable de développement économique, social et environnemental, avec comme objectif spécifique de 500.000 visiteurs en 2019.

Les actions prioritaires préconisées sont :

- L'amélioration de l'accessibilité de la Destination Madagascar et de ses zones touristiques prioritaires ;
- Plus grande visibilité de la destination au niveau national et international ;
- La gestion durable effective de la destination ;
- La facilitation des investissements hôteliers et touristiques ;

- La compétitivité accrue des services hôteliers et des prestations touristiques.

Il est nécessaire d'établir des nouveaux objectifs pour les années à venir tenant en compte des conséquences de la pandémie de la Covid-19.

3.1.9 Nouvelle politique forestière 2016-2030

La vision de la nouvelle politique forestière (POLFOR) pour la période 2016 -2030 est : « Toutes les parties prenantes s'organisent et œuvrent ensemble pour que les ressources forestières Malagasy soient protégées et valorisées de façon durable, rationnelle et responsable ».

Les principes qui sous-tendent la politique sont principalement :

- La conformité avec les politiques / programmes centraux et sectoriels ;
- La recherche de l'équilibre d'options et zones d'utilisation des ressources forestières pour un développement durable ;
- La responsabilisation des parties prenantes du secteur forestier.

La POLFOR renforce la décentralisation de la gestion forestière. En effet, en sus de la mise en œuvre de la délégation de gestion effective des aires protégées et des forêts communautaires, il est prévu de doter les collectivités territoriales, appuyées par les services techniques déconcentrés de l'État, de plus d'autorité et de capacité pour s'investir réellement dans la « gestion forestière territoriale ».

La politique forestière s'efforce de s'articuler le plus étroitement possible avec les orientations globales du pays, notamment avec les objectifs de la Politique Générale de l'État (PGE) et les politiques sectorielles adoptées dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de l'environnement, de l'énergie, des mines, du foncier ou encore du changement climatique.

3.1.10 Politique Nationale de Gestion des Risques et des Catastrophes

La politique nationale de la gestion des risques et catastrophes (PNGRC) stipule notamment en son article 7 que la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) repose sur la cohérence et la synergie des actions des intervenants sur l'ensemble du territoire national, à travers des organisations, des mécanismes et des procédures appropriées, de manière à :

- Renforcer le mécanisme institutionnel de la Gestion des Risques et des Catastrophes (GRC) à tous les niveaux d'intervention ;
- Promouvoir les investissements dans la Réduction des Risques de Catastrophe (RRC) ;
- Développer les aptitudes à réduire les vulnérabilités de la population et les risques de catastrophe par la promotion de la connaissance et de la culture du risque, aux fins de renforcement de sa résilience ;
- Protéger les installations nécessaires à la défense et à la sauvegarde de la vie des populations, de leurs biens et de l'environnement ;
- Assurer la protection et le secours de la population, en toutes circonstances, par le renforcement de l'état de préparation.

3.1.11 Lettre de Politique de l'Énergie 2015-2030

La lettre de politique de l'énergie énonce des axes stratégiques pour une nouvelle politique du secteur, dont les deux premiers concernent la valorisation du capital naturel et la préservation de l'environnement et l'accès à l'Énergie durable pour tous.

La Lettre de politique résume les orientations, objectifs et stratégies adoptés en vue de faire passer de 15 à 70% le taux de desserte des ménages en électricité ou éclairage moderne à des prix abordables, recourant massivement

aux sources d'énergies renouvelables, dans le but de préserver le patrimoine écologique national et participer à l'effort mondial de lutte contre les changements climatiques et leurs répercussions.

3.1.12 Politique nationale de l'environnement pour le développement durable

La Charte de l'Environnement actualisée (Loi n°2015-003) est la Loi-cadre énonçant les règles et principes fondamentaux pour la gestion de l'Environnement à Madagascar. Aussi, elle définit les principes et le cadre général pour les acteurs environnementaux et les acteurs de développement, ainsi que des orientations stratégiques de la politique nationale de l'environnement.

L'article 5 de ladite Loi stipule précisément que l'environnement constitue une préoccupation prioritaire de l'État. La gestion de l'environnement, notamment la protection, la conservation, la valorisation, la restauration et le respect de l'environnement sont d'un intérêt général. À cet effet, l'État s'engage à développer et à allouer les ressources nécessaires pour assurer la gestion efficace de l'environnement et la mise en œuvre effective de la politique environnementale.

La Charte parle également et particulièrement de la bonne gouvernance environnementale, ainsi que des procédures d'étude d'impact pour les actions à mettre en œuvre et des sanctions en cas d'infraction.

Ainsi, la stratégie d'approche pour la mise en œuvre des actions environnementales est basée sur trois principales composantes :

- Le développement socio-économique
- La gestion durable de l'environnement
- La bonne gouvernance environnementale.

La Politique nationale de l'environnement pour le développement durable (PNEDD) est cohérente avec la Charte. Aussi la PNEDD a-t-elle comme objectifs de :

- Maintenir Madagascar dans la catégorie des pays Hotspot en biodiversité
- Assurer la gestion durable des ressources naturelles, terrestres et aquatiques, marines et côtières, ainsi que les habitats et écosystèmes associés,
- Promouvoir un cadre de vie sain pour la population
- Accroître la contribution des biens et services environnementaux à l'économie nationale
- Disposer d'un cadre favorisant l'implication de tous les secteurs dans une même vision de gestion durable de l'Environnement.

3.1.13 Politique foncière 2015-2030

À travers sa nouvelle politique foncière 2015-2030, Madagascar a pour vision : une gestion foncière concertée et transparente, une planification inclusive de l'usage des espaces, et un accès équitable et sécurisé à la terre pour tous, hommes et femmes, permettant un développement socio- économique durable porté par la population, ouvert aux investissements, et ancré dans les dynamiques locales. Dans ce cadre, l'objectif général c'est de « faire du foncier un levier de développement grâce à la sécurisation de la diversité des droits, à une gestion foncière concertée, et à la conciliation des besoins actuels et futurs en terre ».

Par rapport à cette politique, les orientations et axes stratégiques fixés sont de :

- Sécuriser les droits dans leur diversité ;
- Gérer et planifier de façon concertée les usages du foncier ;

- Faciliter l'accès et la valorisation du foncier urbain et rural ;
- Améliorer et mettre en synergie la décentralisation et la déconcentration de la gestion foncière ;
- S'engager sur la transparence et la redevabilité.

3.1.14 Politique nationale sur la riposte aux IST et au VIH SIDA dans le monde du travail

La Politique a pour but de prévenir et réduire l'impact négatif du VIH sur le monde du travail à Madagascar, et dont parmi les objectifs spécifiques, sont énoncés (1) l'implication davantage du monde du travail à s'engager davantage dans l'élimination du VIH et du sida, (2) le changement des comportements et l'accroissement de l'utilisation des moyens préventifs, à destination des travailleurs, de leurs familles et des communautés environnantes, y compris la promotion du dépistage volontaire.

Les dispositions prises pour la mise en œuvre de la politique s'articulent autour de trois orientations stratégiques, dont notamment : (1) la promotion des droits et protection des travailleurs affectés par le VIH et le sida (2) le renforcement de l'engagement des décideurs et des partenaires sociaux du monde du travail, et (3) la promotion de l'accès universel des travailleurs aux informations et à tous les moyens et services de prévention, de soutien et de prise en charge des IST, du VIH et du Sida.

3.1.15 Plan d'Actions National d'Adaptation du Secteur Santé au Changement Climatique

Le secteur Santé est reconnu comme un secteur climato-sensible, justifiant l'existence du PNASS, notamment dans le contexte du changement climatique connu actuellement.

L'insuffisance des CSB y est reconnu comme facteur aggravant, face aux problèmes de manque de moyen rencontrés par le secteur. D'où la pertinence du PRCPB comme contribution à la mise en œuvre du PNASS à travers la réhabilitation du CBS à Joffreville, afin qu'il soit mieux opérationnel.

3.1.16 Plan d'Action Nationale Genre et Développement (PANAGED)

En 2000, Madagascar a adopté la politique nationale pour la promotion de la femme (PNPF). Elle fût suivie par la définition d'un Plan d'Action Nationale Genre et Développement (PANAGED) en 2003. Des actions sont programmées dans le but de donner les mêmes chances aux hommes et aux femmes dans tous les domaines du développement.

Le PANAGED comprend le développement économique et la lutte contre la féminisation de la pauvreté, le renforcement des capacités des femmes et des filles, la promotion des droits à la santé et à la santé de la reproduction de la femme et des adolescentes, le statut juridique de la femme par l'application des droits fondamentaux des femmes et des filles. Le Ministère en charge de la Population dispose une Direction Générale pour la Promotion du Genre et de la Famille, de l'Enfance et des Loisirs. Ce département est chargé de la mise en œuvre du programme.

3.1.17 Stratégie nationale REDD+

La stratégie nationale REDD+ (adoptée en 2018) pour sa vision 2030 spécifie que le mécanisme REDD+ Madagascar va contribuer à la diminution de 14% des émissions GES (gaz à effet de serre) du secteur forestier, à travers l'accroissement du couvert forestier et la maîtrise de la déforestation et de la dégradation des forêts dans ses zones d'investissement. La stratégie s'articule autour de quatre orientations stratégiques définies et adoptées avec l'ensemble des parties prenantes :

- L'amélioration du cadre politique, juridique et institutionnel nécessaire à la bonne gouvernance des ressources ;

- La promotion de l'aménagement et l'utilisation efficace des terres et des espaces ruraux ;
- La promotion de la gestion durable et la valorisation des ressources forestières ; et
- L'amélioration du niveau de vie des populations locales à travers des alternatives aux pratiques agricoles et à la consommation de bois énergie non durables.

Pour une mise en cohérence avec les référentiels et les contextes locaux, chaque Région formulera sa stratégie spécifique sur la base du cadre national.

La stratégie nationale REDD+ se traduit opérationnellement en programmes juridiques « interrégionaux ».

3.1.18 Stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre

Madagascar a élaboré la stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre pour la période de 2016 à 2020. La Stratégie a pour objectif de mettre à la disposition des acteurs un document de référence pour conduire les actions de prévention et de réponse aux VBG d'une manière coordonnée et efficace. Cette stratégie s'articule autour de 5 axes stratégiques, à savoir : (1) prévention des actes de violences, (2) réponse médicale, juridique et sociale, (3) réinsertion socioéconomique des survivants de VBG et accompagnement psychosocial des auteurs, (4) coordination et suivi-évaluation et (5) optimisation des résultats par des mesures d'accompagnement.

Pour la mise en œuvre de cette Stratégie, l'État entend mettre en place des mécanismes de recours accessibles à tous les citoyens, à travers la mise en place de structures de prise en charge psychosociale, médicale et judiciaire des survivant (es) de VBG :

- Le Centre d'Écoute et de Conseil Juridique (CECJ) et des associations/ONGs à vocation sociale agissent dans le domaine de la prise en charge psychosociale (PCPS), dans la conciliation et pour orienter en fonction des besoins. ;
- Les Centres Hospitaliers, les Centres de Santé de Base (CSB), les dispensaires et les centres médicaux privés s'attellent à la prise en charge médicale (PCM) des survivants ;
- Le Tribunal de Première Instance, la Police et la Gendarmerie s'occupent de la prise en charge juridique (PCJ) suite à la plainte de la victime. Si le survivant décide de poursuivre le cas en justice, le dossier sera déféré au Parquet.

Ces documents référentiels qui dans l'ensemble, impliquent tous les domaines du développement à Madagascar, offrent les divers supports de base pour traduire en actions les initiatives, projets, programmes en conformité avec les besoins et les impératifs du pays.

3.2 Cadre juridique

Les sous-chapitres présentent les principaux textes à considérer dans le développement du document d'étude d'impact environnemental et social des aménagements dans et autour du Parc National Andringitra.

Les aménagements consistent aux entretiens et réhabilitation des infrastructures touristiques du PN et la mise en place des infrastructures communautaires dans les zones environnantes.

3.2.1 Cadre juridique national

3.2.1.1 Législation sur la gestion et l'évaluation environnementales et sociales

TABLEAU 1 : PERTINENCE DES TEXTES JURIDIQUES DE BASE SUR LA GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Évaluation environnementale et sociale		
Loi 2015 -003 du 19 février 2015 portant Charte de l'Environnement Actualisée	<p>La Charte de l'environnement actualisée définit en ce qui concerne l'étude d'impact :</p> <p><i>L'article 4</i> pose le principe de l'obligation d'une étude d'impact préalable : « Le permis environnemental constitue un préalable obligatoire à tout commencement des travaux. L'article 13 définit que les projets d'investissements publics ou privés, qu'ils soient soumis ou non à autorisation ou à approbation d'une autorité administrative, ou qu'ils soient susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent faire l'objet d'une étude d'impact dont les règles et procédures en la matière seront définies par le décret MECIE.</p>	<p>Le processus et les procédures d'évaluation environnementale et sociale pour toutes les activités du PRCPB sont définis dans le cadre de gestion environnementale et sociale.</p> <p>Les procédures et les dispositions définies dans ce CGES seront appliquées dans le cadre de développement de ce document EIES et aussi pour la mise en œuvre des activités et sous – projets du PRCPB</p>
Décret n° 99-954 du 15 décembre 1999 relatif à la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement modifié par le Décret n° 2004-167 du 03 février 2004 (décret MECIE)	<p>Ce décret définit les types des études d'impacts selon la nature technique, l'ampleur des projets et la sensibilité de leurs milieux d'implantation. On distingue :</p> <p>L'étude d'impact environnemental (EIE) pour les projets qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – implantés dans (i) les zones sensibles telles que définies par l'arrêté 4355 /97 portant définition et délimitation des zones sensibles ou (ii) les zones forestières sensibles telles que définie par l'arrêté 18177/04 – inscrits dans l'annexe 1 du décret MECIE (cf. Annexe 1 de ce document) – ou toutes activités susceptibles d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement, et pour lesquelles l'ONE ou l'Office National pour l'Environnement estime qu'une EIE est nécessaire <p>Le programme d'engagement environnemental ou PREE, il s'agit d'une étude d'impact environnemental et social allégée s'appliquant pour les projets inscrits dans l'annexe 2 du décret MECIE et qui ne sont pas implantées dans les zones sensibles</p> <p>Les projets qui ne requièrent ni d'EIE, ni de PREE : les projets qui sont implantées en dehors des zones sensibles et ne se situant pas ni dans l'Annexe 1, ni dans l'Annexe 2 du décret MECIE.</p> <p>Le processus d'évaluation environnementale définit par le décret MECIE est présentée par la figure ci-après</p> <p>La législation malgache définit l'EIE comme étant une étude d'impact environnemental et social</p>	<p>Le PN d'Andringitra en tant qu'aire protégée fait partie des zones sensibles.</p>

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Évaluation environnementale et sociale		
Décret n° 2014 – 1569 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2008-600 du 23 juin 2008 portant refonte du décret n°95-607 du 10 septembre 1995, portant création et organisation de l'Office National pour l'Environnement	<p>L'ONE est chargé :</p> <ul style="list-style-type: none"> – De la prévention des risques environnementaux dans les investissements publics et privés et de la lutte contre les pollutions. À cet effet, il doit veiller à ce que les activités économiques ne se fassent pas au détriment de l'environnement par l'application de la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE) ; – De la gestion du système d'information environnementale, du suivi et de l'évaluation de l'état de l'environnement pour appuyer l'évaluation environnementale et pour une meilleure prise de décision à tous les niveaux ; – De la labellisation et de la certification environnementale. 	Respecter les rôles et attributions de l'ONE dans le processus d'évaluation environnementale et de suivi de tout sous projet assujetti à une EIES
Arrêté interministériel n° 4355/97 du 13 mai 1997 portant définition et délimitation des zones sensibles	<p>C'est un arrêté d'application du décret MECIE</p> <p>En son article 2, cet arrêté définit les zones sensibles comme étant « <i>les zones constituées par un ou plusieurs éléments de nature biologique, écologique, climatique, physico-chimique, culturelle, socio-économique caractérisées par une valeur spécifique et une certaine fragilité vis-à-vis des activités humaines et des phénomènes naturels susceptibles de modifier lesdits éléments et /ou de dégrader voire de détruire ladite zone</i> ».</p> <p>Selon l'article 3, les zones sensibles sont : les récifs coralliens, les mangroves, les îlots, les forêts tropicales, les zones sujettes à érosion, les zones arides ou semi-arides sujettes à désertification, les zones marécageuses, les zones de conservation naturelle, les périmètres de protection des eaux potables, minérales ou souterraines et les sites paléontologiques, archéologiques, historiques ainsi que leurs périmètres de protection.</p> <p>Aux fins de l'application de l'Arrêté n° 4355/97, l'ONE a entrepris la cartographie des zones sensibles de Madagascar. À ce jour, les zones cartographiées comprennent les sites archéologiques, les marécages, les forêts, <u>les aires protégées</u>, les zones arides et les périmètres de protection</p>	<p>L'aire protégée fait partie d'une zone sensible d'où la réalisation d'une EIES pour les activités de réhabilitation des infrastructures du PN ARG. ainsi que pour les activités communautaires.</p> <p>Selon le COAP (Code de gestion des aires protégées), une aire protégée est constituée par les noyaux durs et les zones tampons.</p> <p>Tous les aménagements et travaux pour les infrastructures communautaires font partie de cette EIES. Elles sont implantées dans la zone tampon ou périphérique de l'aire protégée. Elles respectent les dispositions du PAG.</p>
Arrêté interministériel N° 18177/04 du 27 septembre 2004 portant définition et délimitation des zones forestières sensibles	Les zones forestières définies dans cet arrêté sont considérées comme des zones sensibles et sont géoréférencées	

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Évaluation environnementale et sociale		
Arrêté n° 6830/2001 fixant les modalités et les procédures de participation du public à l'évaluation environnementale	<p>Cet Arrêté fixe les modalités et les procédures de participation du public dans une démarche d'évaluation environnementale.</p> <p>L'article 2 de l'Arrêté 6830/2001 donne une définition du public comme « <i>toute personne touchée, susceptible d'être touchée, personne ayant intérêt à faire valoir, et les ONG de l'environnement</i> ». Le public est ainsi constitué par les personnes directement ou indirectement touchées par un projet et les parties à même d'influer de façon positive ou négative sur les résultats des initiatives de consultation. Il est constitué principalement par 3 groupes d'acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les populations affectées par le projet (particulier et familles à proximité des sites des opérations du projet, autorités locales), – Le secteur public (administrations locales, territoriales et nationales) – Les autres acteurs (ONG locales, nationales et internationales, groupes confessionnels, universités et centres de recherche, etc.) <p>Les textes réglementaires en vigueur sur l'étude d'impact rendent obligatoire la participation du public pour les investissements nécessitant une EIE :</p> <ul style="list-style-type: none"> – -dans le cadre de l'évaluation environnementale de ces dossiers EIES – -après l'obtention du permis environnemental c'est-à-dire dans la phase de mise en œuvre du projet et du suivi environnemental (lors des activités de suivi ou de contrôle) 	<p>Le choix du type de participation du public durant l'évaluation environnementale est du ressort de l'ONE et du Comité technique d'évaluation.</p> <p>La décision du type de participation du public est fixée durant la phase d'évaluation environnementale. Toutefois, quel que ce soit le type de participation du public, le promoteur du projet (CEP et PN Andringitra) doit toujours être présent pour toutes les séances de participation du public.</p> <p>Durant la séance de consultation du public, le Promoteur du projet doit faire un exposé sur son projet, et par la suite répondre à toute question ou doléance formulée, par l'assistance.</p>

3.2.1.2 Code de gestion des aires protégées

TABEAU 2 : PERTINENCE DES TEXTES SUR LES AIRES PROTEGEES PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Loi n° 2015-005 du 26 février 2015 portant refonte du Code de Gestion des Aires Protégées ou COAP et ses textes d'application	La loi 2015-005 portant refonte du Code de gestion des aires protégées (COAP) a institué le Système des Aires Protégées de Madagascar (ou SAPM) qui forme un ensemble structuré et cohérent de toutes les aires protégées sans distinction, y compris les aires protégées privées agréées et les aires protégées communautaires.	<p>- Les infrastructures touristiques se trouvent dans la zone tampon. Il n'y aura pas des nouvelles constructions. Ces circuits touristiques sont aussi prévus dans le PAG</p> <p>Les activités de réhabilitation et de mise aux normes de ces infrastructures sont déjà prévues dans le PAG.</p>

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
	<p>Le COAP stipule que :</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'aire protégée est constituée par le noyau dur et la zone tampon – Le Plan d'Aménagement et de Gestion (PAG) fait partie des outils de gestion de l'aire protégée. Il concerne l'aire protégée, la zone périphérique et la zone de protection 	<p>- Pour l'infrastructure communautaire, elle est implantée dans la zone périphérique</p>

3.2.1.3 Forêts

TABLEAU 3 : PERTINENCE DES TEXTES SUR LES FORETS PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Décret n°2017-376 du 16 mai 2017 portant adoption de la politique forestière nationale actualisée	<p>Ce décret traduit les objectifs de mise en œuvre de la POLFOR actualisée (2017) visant à freiner la tendance à la réduction des superficies forestières et en les mettant en valeur et en impliquant toutes les parties prenantes.</p> <p>Il contient trois orientations interdépendantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Assurer la gestion durable et efficace du capital forestier Malagasy – Améliorer la gouvernance forestière – Mettre en place des systèmes de financement durable. 	<p>Les droits d'usage des populations locales sur les ressources forestières définies dans le PAG devraient toujours être pris en considération pour toutes activités réalisées dans ou aux alentours des aires protégées.</p> <p>Les renforcements de capacité pour une meilleure application de la loi et les mesures requises pour limiter les pressions sur ces ressources forestières au niveau des aires protégées sont à définir.</p>
Loi n° 97-017 du 8 août 1997 portant révision de la législation forestière	<p>Cette loi régit les forêts soumises au régime forestier qui sont inaliénables et imprescriptibles, et bénéficient de divers avantages. Elle fixe notamment les principes de l'exploitation forestière, des permis de coupe et droits d'usage, des défrichements et feux de végétation, ainsi que du reboisement.</p> <p>De même cette loi présente les procédures applicables à la répression des infractions à la législation forestière, de la chasse, de la pêche et de la protection de la nature</p>	

3.2.1.4 Tourisme

TABLEAU 4 : PERTINENCE DES TEXTES SUR LE TOURISME PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Secteur Tourisme		
Loi n° 95-017 du 25 août 1995 portant Code du tourisme	Cette loi fixe les règles qui sont de nature à favoriser le développement intégré, ordonné, durable et harmonieux du tourisme, aussi bien dans le cadre de	Ces points touchent les activités de réhabilitation des infrastructures touristiques ainsi que les impacts positifs de ces activités.

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Secteur Tourisme		
	<p>l'aménagement du territoire que dans celui de la sauvegarde de l'environnement.</p> <p>Les opérateurs touristiques sont tenus au respect des lois et règlements en vigueur, notamment de ceux relatifs à la protection de l'environnement, de la faune, de la flore ; la sauvegarde, la protection et la conservation du patrimoine national ; l'hygiène et la santé publique. Enfin, ce texte prévoit des sanctions administratives et pénales.</p> <p>Les opérateurs touristiques doivent employer des personnes : qualifiées : la formation du personnel est une obligation</p>	Aucune extension ni construction des bâtiments n'est prévue dans le PN ARG.
<p>Décret n°2001-027</p> <p>Portant refonte du décret 96.773 du 03 septembre 1996 relatif aux normes régissant les entreprises, établissements et opérateurs touristiques ainsi que leurs modalités d'application.</p>	<p>Toute activité touristique doit préserver l'environnement, promouvoir sa qualité et se conformer à la réglementation en vigueur y afférente notamment au texte relatif à la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE).</p> <p>Tous travaux relatifs à la construction, à l'aménagement, et à l'extension des bâtiments d'hébergement touristique et de restauration doivent faire l'objet d'un avis du Ministre chargé du Tourisme, préalable à l'octroi du permis de construire défini par le Code de l'Urbanisme</p>	

3.2.1.5 Eau et assainissement

TABLEAU 5 : PERTINENCE DES TEXTES SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
La loi n° 98-029 du 20 janvier 1999 portant Code de l'eau et ses textes d'application	<p>Cette loi s'applique aux eaux de surface et aux eaux souterraines. Elle fixe des principes essentiels, tels que la domanialité publique de l'eau, la protection quantitative et qualitative de l'eau, ainsi que la protection de l'environnement, notamment le principe de réalisation d'une étude d'impact environnemental pour tous aménagements, ouvrages ou travaux exécutés par des personnes publiques ou privées, susceptibles d'affecter l'environnement et d'occasionner des troubles à l'écosystème aquatique.</p> <p>Un prélèvement d'eau (surface ou souterraine), nécessite l'obtention d'une autorisation relative au prélèvement d'eau émise par l'autorité compétente.</p> <p>Selon le Code de l'Eau, tous les plans d'eau appartiennent à l'État (ou à ses démembrements)</p>	<p>Les activités prévues prévoient l'utilisation l'eau aussi bien pendant la réalisation des travaux que pendant leur exploitation.</p> <p>Ces aspects s'appliquent pour les infrastructures touristiques et communautaires.</p> <p>Selon les clauses environnementales et sociales à intégrer dans le dossier d'appel d'offres, l'acquisition de toute autorisation (durant la phase de construction) est assurée par l'entreprise.</p>

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Décret n° 2003-940 du 09 septembre 2003 relatif aux périmètres de protection	Ce décret rend obligatoire la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvements des eaux destinées à la consommation humaine et autour des points de captage d'eau, ainsi qu'ouvrages de prise, d'adduction et de distribution d'eau à usage alimentaire	
Décret n° 2003 / 941 du 09 septembre 2003 relatif à la surveillance de l'eau, au contrôle des eaux destinées à la consommation humaine et aux priorités d'accès à la ressource en eau	Ce texte priorise l'approvisionnement en eau potable comme priorité dans la répartition des ressources en eau. L'annexe du décret définit les normes de potabilité de l'eau destinée à la consommation humaine	
Décret n° 2003/ 943 du 09 Septembre 2003 relatif aux déversements, écoulements, rejets, dépôts directs ou indirects dans les eaux superficielles ou souterraines	Toute activité source de pollution ou pouvant présenter des dangers dans la ressource en eau et l'hygiène du milieu doit envisager des mesures propres à enrayer ou prévenir le danger constaté ou présumé	Ces aspects seront traités dans la présente EIES
Décret n° 2003-464 du 15 avril 2003 portant classification des eaux de surface et réglementation des rejets d'effluents liquides	Le texte classe les eaux de surface en Classes A, B, C, et Hors Classes selon des facteurs biologiques et physico-chimiques De même, les normes de qualité des eaux usées sont définies et dont les paramètres sont liés aux facteurs organoleptiques et physiques, chimiques, biologiques (comme la présence des métaux, cyanures, ...).	Les normes de rejets à considérer dans l'EIES

3.2.1.6 Travail, santé et sécurité

TABEAU 6 : PERTINENCE DES TEXTES SUR LE TRAVAIL, SANTE ET SECURITE PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Loi n°2003-044 du 28 Juillet 2004 portant Code du travail et ses textes d'application	Cette loi s'applique à tout employeur et à tout travailleur dont le contrat de travail est exécuté à Madagascar Pour les conditions d'hygiène, de sécurité et d'environnement au travail, la loi précise que : <ul style="list-style-type: none"> – tout employeur doit fournir les équipements et les habillements adéquats pour protéger collectivement et individuellement la vie et la santé des travailleurs contre tous les risques inhérents au poste de travail ; – pour prévenir les risques d'accidents, les installations, les 	Le code de travail s'applique aussi bien au personnel du MNP qu'aux prestataires mobilisés par le Projet PRCPB incluant ceux pour la réhabilitation des infrastructures touristiques et la construction du CSB Il ainsi que le personnel du ce centre de santé, etc. Des équipements de protection adéquats EPI ou équipement de

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
	matériels et matériaux de travail sont soumis à des normes de sécurité obligatoires. Ils doivent faire l'objet de surveillance, d'entretien et de vérification systématiques. Elle vise l'élaboration d'un corps de règles stable et effectivement appliqué pour le travailleur et l'employeur.	protection collective sont requis pour certaines activités
Décret n°2007-563 du 03 juillet 2007 relatif au travail des enfants Décret n°2018-009 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret N°2007-563 du 03 juillet 2007 relatif au travail des enfants	L'âge minimum légal d'accès à l'emploi est de quinze (15) ans sur toute l'étendue du territoire de Madagascar. Cet âge minimum ne doit pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire. Les enfants de 15 ans et plus peuvent être embauchés pour exécuter des travaux légers : <ul style="list-style-type: none"> – Les activités qui ne sont pas susceptibles de nuire à leur santé ou à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social et qui ne sont pas de nature à porter préjudice à leur assiduité scolaire, à leur participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelle ; – Les activités qui n'excédant pas leur force – Les activités qui ne présentent pas des causes de danger. – Le travail de nuit et les heures supplémentaire sont interdits aux enfants jusqu'à l'âge de 18 ans. 	Ces dispositions s'appliquent dans la mise en œuvre de tous les sous projets du PRCPB
Décret n° 2011-626 du 11 octobre 2011 portant application de la Loi N° 2003 - 044 du 28 juillet 2004 portant Code du Travail, relatif à la lutte contre le VIH/SIDA en milieu de travail	Ce décret vise (i) à intégrer dans le programme de travail de l'entreprise le volet VIH/SIDA ; (ii) à prendre les mesures nécessaires toute contamination au VIH/SIDA sur le lieu du travail ; et (iii) en orientant le malade (le cas échéant) vers un centre médical et (iii) à proscrire toute discrimination envers le malade.	Ces dispositions s'appliquent dans cette EIES : des entreprises locales et des ouvriers sont mobilisés

3.2.1.7 Divers textes sectoriels

GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES

TABLEAU 7 : PERTINENCE DES TEXTES SUR LA GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Loi n° 96-025 du 30 septembre 1996 relative à la Gestion Locale des Ressources naturelles renouvelables (GELOSE)	Cette loi énonce la possibilité de Transfert de gestion des ressources naturelles renouvelables (TGRN) à des communautés locales. L'objectif est de permettre la participation effective ces communautés à la conservation durable des ressources naturelles renouvelables comprises dans la limite de leurs terroirs. Les ressources naturelles visées par ces TGRN comprennent : les forêts, la faune et la flore sauvages aquatiques ou terrestre, l'eau et les territoires de parcours. Le contrat de gestion entre le Service technique chargé des ressources concernées, la Communauté locale et la Commune est	Les Communautés locales de base font partie des parties prenantes pour la gouvernance et la gestion des parcs nationaux. Elles sont représentées dans la structure de gouvernance du PN ARG. Elles interviennent dans diverses activités telles que les suivis écologiques participatifs, les patrouilles, etc.

	établi pour 3 années, renouvelable sur 10 ans lorsqu'après évaluation, une gestion convenable des ressources est reconnue.	Selon le PAG (2012-2016), il y a 18 communautés de base formant une ceinture verte au Nord et au Sud du PN ARG.
Décret 2001 -122 du 14 février 2001 fixant les conditions de mise en œuvre de la gestion contractualisée des forêts de l'État (GCF)	<p>Ce décret précise le domaine d'application de la GCF dont entre autres : les forêts domaniales, les forêts classées, les stations forestières, les peuplements artificiels et les zones périphériques des aires protégées.</p> <p>Ces zones demandées devraient être inscrites dans le terroir de la communauté locale demanderesse</p> <p>Comme dans le cas de la GELOSE, la durée du contrat établi entre l'Administration forestière et la Communauté locale est de 3 ans puis 10 ans</p>	Des activités de renforcements de capacité de ces structures peuvent contribuer à améliorer l'atteinte des objectifs de conservation de l'aire protégée.

POLLUTION ET DECHETS

TABLEAU 8 : PERTINENCE DES TEXTES LIES AUX POLLUTIONS ET DECHETS PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Loi n° 99 - 021 19 août 1999 sur la politique de gestion et de contrôle de la pollution industrielle	Cette loi s'applique aux activités industrielles ou le cas échéant, artisanales, aux établissements, installations ou exploitations à caractère industriel présentant des causes de dangers, des inconvénients ou des risques d'émission de polluants. Elle institue, en outre, le principe de pollueur – payeur.	L'EIES requiert l'application du principe du pollueur -payeur
Loi n° 2011-002 portant Code de la santé	Il appartient aux personnes physiques ou morales dont les activités sont à l'origine des déchets solides banals ou spéciaux de les remettre dans le circuit garantissant la protection de l'environnement par tous les moyens que les techniques modernes et accessibles mettent à leur portée : stockage central, récupération, recyclage, incinération, enfouissement, compostage	La gestion des déchets solides et des effluents liquides issus des travaux d'aménagement, des activités touristiques, ainsi que la pollution de l'air doivent être prises en considération dans l'EIES.

PATRIMOINE CULTUREL

TABLEAU 9 : TEXTE SUR LE PATRIMOINE CULTUREL PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Ordonnance N° 82-029 du 6 novembre 1982 relative à la sauvegarde, la protection et la conservation du patrimoine national	<p>Toute découverte susceptible d'intéresser l'art, l'histoire, la préhistoire, l'archéologie et d'une manière générale la science ou les techniques, doit être déclarée aux autorités locales dans les trois jours qui suivent la découverte.</p> <p>Si la découverte a lieu dans un terrain appartenant à une collectivité publique le classement se fait d'office...Si elle a lieu sur un terrain privé le terrain est classé avec l'accord du</p>	Si les activités de réhabilitation ou de construction à réaliser dans et autour du PN pourraient occasionner la découverte fortuite des sites ou des objets archéologiques et historiques, conformément à la législation en vigueur (décret 83 116 fixant les

	<p>propriétaire. En cas de refus l'État peut procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique.</p> <p>En cas de déplacement de tombes, le rituel identique au <i>famadihana</i> ou <i>alafaditra</i> (retournement de mort) doit être pratiqué</p>	<p>modalités d'application de l'Ordonnance n°82-029 du 06/11/82 sur la sauvegarde, la protection et la conservation du patrimoine national),</p> <p>Il revient au Fokontany d'avertir les instances supérieures, en allant du service local en charge de la culture et du patrimoine, jusqu'au service central du Ministère concerné. [Article 24].</p>
--	--	---

Décentralisation

TABLEAU 10 : TEXTE SUR LA DECENTRALISATION PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Loi n°2014-021 relative à la représentation de l'État	La loi traduit la nécessité d'assurer l'efficience et l'efficacité des actions de l'Administration au niveau territorial par le renforcement du rôle de coordination et d'impulsion des services déconcentrés de l'État par le Représentant de l'État.	Le Représentant de l'État prolonge les fonctions d'administration centrale au niveau de son ressort territorial.
Loi Organique n°2014-018 régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires	La loi organique détermine le cadre de gestion des affaires locales des Collectivités Territoriales Décentralisées, notamment les règles régissant les pouvoirs et compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi que les dispositifs de péréquation destinés à favoriser l'égalité entre elles.	<p>L'objectif de la décentralisation est d'assurer la promotion du développement du territoire par la recherche d'une plus grande intégration et d'une mobilisation de la population à tous les niveaux. La décentralisation se traduit par le transfert aux Collectivités Territoriales Décentralisées des compétences qui leur sont propres et distinctes de celles de l'État. Les Collectivités Territoriales Décentralisées disposent d'un pouvoir réglementaire, dont les actes sont soumis à un contrôle de légalité a posteriori.</p> <p>La Commune en tant que CTD est gestionnaire des infrastructures et équipements publics comme l'école ou le centre de santé. La réhabilitation de ces types d'infrastructures nécessite l'établissement d'une convention de partenariat entre la CTD et le CEP du PRCPB. Cette convention doit définir la charte de responsabilité, notamment en matière de mise en œuvre du PGES (phase exploitation) après la réception technique définitive de ces infrastructures.</p>

CONSTRUCTION DES BATIMENTS

TABLEAU 11 : TEXTE SUR LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS PAR RAPPORT AU PRCPB ET AU SOUS-PROJET PN ARG

Textes réglementaires et législatifs	Contenu	Applicabilité au projet
Décret n° 2019-1957 du 18 octobre 2019 fixant la norme nationale de construction de bâtiment résistant aux aléas naturels	<p>Ce décret fixe les règles relatives à la construction et à l'extension des bâtiments destinées à les rendre plus résistant aux aléas naturels.</p> <p>Les normes comprennent entre autres : (i) des règles sur l'implantation, le dimensionnement et les matériaux de construction et, (ii) des spécifications sur la conception architecturale et d'ingénierie.</p> <p>Le document « Norme nationale de construction des bâtiments résistant aux aléas naturels à Madagascar » est annexé au décret. Cette norme à portée nationale est appliquée dans tout le territoire de la République de Madagascar.</p>	Dans le cadre du projet PRCPB, toute nouvelle construction ou réhabilitation des infrastructures (santé, scolaire, etc.) doit appliquer les dispositions prévues par ce décret

3.2.2 Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la banque africaine de développement

La BAD a adopté en décembre 2013 un Système de Sauvegardes Intégré (SSI) qui conçu pour promouvoir la durabilité des résultats des projets par la protection de l'environnement et des personnes contre les éventuels impacts négatifs des projets. Les sauvegardes de la BAD ont pour objectifs: (i) d'éviter, dans la mesure du possible, les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes concernées, tout en optimisant les bénéfices potentiels du développement, (ii) de minimiser, atténuer et/ou compenser les impacts négatifs des projets sur l'environnement et les personnes touchées, à défaut de les éviter et (iii) d'aider emprunteurs/clients à renforcer leurs systèmes de sauvegarde et développer leur capacité à gérer les risques environnementaux et sociaux. La Banque requiert que les emprunteurs/clients se conforment à ces sauvegardes lors de la préparation et de l'exécution des projets. La déclaration de politique de sauvegardes intégrée établit les principes essentiels qui fondent l'approche de la Banque en matière de sauvegarde. Les cinq Sauvegardes Opérationnelles (SO) de la BAD sont :

- SO1 : Évaluation Environnementale et Sociale : Cette SO primordiale régit le processus de détermination de la catégorie environnementale et sociale d'un projet et les exigences de l'évaluation environnementale et sociale qui en découlent.
- SO2 : Réinstallation involontaire : Acquisition de terres, déplacement et indemnisation des populations. Cette SO consolide les conditions et engagements politiques énoncés dans la politique de la Banque sur la réinstallation involontaire et intègre un certain nombre d'améliorations destinées à accroître l'efficacité opérationnelle de ces conditions.
- SO3 : Biodiversité et services écosystémiques : Cette SO fixe les objectifs pour conserver la diversité biologique et promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles. Elle traduit également les engagements politiques contenus dans la politique de la Banque en matière de gestion intégrée des ressources en eau et en exigences opérationnelles.
- SO4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources : elle couvre toute la gamme d'impacts liés à la pollution, aux déchets et aux substances dangereuses clés, pour lesquels il existe des conventions internationales en vigueur, ainsi que

des normes complètes spécifiques à l'industrie ou régionales, qui sont appliquées par d'autres Banque Multilatérale de développement (BMD), notamment pour l'inventaire des gaz à effet de serre.

- SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité : La SO5 définit les exigences de la Banque envers ses emprunteurs ou ses clients concernant les conditions des travailleurs, les droits et la protection contre les mauvais traitements ou l'exploitation. Elle assure également une meilleure harmonisation avec la plupart des autres banques multilatérales de développement.

3.2.2.1 Sauvegardes opérationnelles enclenchées par le projet

L'objectif primordial des sauvegardes opérationnelles est d'intégrer les considérations environnementales et sociales – y compris celles liées à la vulnérabilité au changement climatique – dans les opérations de la Banque et de contribuer ainsi au développement durable dans la Région. Le tableau ci-après présente les sauvegardes opérationnelles enclenchées par le projet de réhabilitation des infrastructures touristiques du PN Andringitra.

TABLEAU 12: APPLICABILITE DES SAUVEGARDES OPERATIONNELLES POUR LE PROJET

Sauvegarde opérationnelle	Applicable	Observation
SO1 : Évaluation Environnementale et Sociale	Oui	Le projet de réhabilitation des infrastructures touristiques et la construction des infrastructures communautaires entraînent des risques et impacts environnementaux qui constituent un facteur pour l'enclenchement de la SO1
SO2 : Réinstallation involontaire	Non	<p>Les zones d'implantation des activités du projet de réhabilitation des infrastructures touristiques se situent toutes à l'intérieur de l'aire protégée dans les zones tampons. Il n'y aura pas de déplacement involontaire.</p> <p>Pour la construction du Centre de Santé de Base II (CSB II) à Namoly, elle sera implantée sur un terrain domanial. L'emplacement de cette nouvelle construction a été identifié par la population avec les autorités locales et le COSAP. La régularisation foncière se fera de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Fokonolona va faire la demande de la parcelle concernée. Par la suite elle va faire la donation ce terrain au secteur concerné, le Ministère de la Santé publique pour le CSBII. • Cette démarche va être facilitée par le Président du COSAP et associe les autorités locales. • tant que l'officialisation de la donation n'est pas effective, aucune activité ne sera initiée.
SO3 : Biodiversité et services écosystémiques	Oui	L'objectif global du PRCPB est de renforcer les systèmes de protection, de conservation et d'utilisation durable du capital naturel et des écosystèmes afin d'augmenter la résilience du pays face aux changements climatiques. Les activités prévues au sein du PN Andringitra et aux alentours vont contribuer à l'objectif primordial de la SO3 (conserver la diversité biologique et de promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles).
SO4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources	Oui	Les activités prévues sont susceptibles d'engendrer des perturbations de la qualité de l'air ; la pollution des eaux et des sols par les déchets et les déversements accidentels ; la qualité de l'air par la perturbation de l'ambiance sonore.

SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité	Oui	Ces activités prévoient la mobilisation des prestataires.
--	-----	---

3.2.2.2 Politique de diffusion et d'accès à l'information

La politique révisée en 2012 vise à :

- Maximiser la diffusion des informations détenues par le Groupe de la Banque et limiter la liste d'exceptions, pour démontrer la volonté du Groupe de rendre public cette information ;
- Faciliter l'accès à l'information sur les opérations du Groupe de la Banque et son partage avec un large spectre de parties prenantes ;
- Promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la responsabilité ;
- Améliorer l'efficacité de la mise en œuvre et mieux coordonner les processus de diffusion de l'information ;
- Faire mieux connaître la mission, les stratégies et les activités du Groupe de la Banque ;
- Appuyer le processus consultatif du Groupe de la Banque dans le cadre de ses activités et la participation des parties prenantes dans l'exécution des projets financés par le Groupe ;
- Assurer l'harmonisation avec les autres institutions de financement du développement dans le domaine de la diffusion de l'information

L'élaboration de la politique révisée de diffusion et d'accessibilité de l'information du Groupe de la Banque repose sur de vastes consultations au sein du Groupe de la Banque et à l'externe avec les principales parties prenantes dont les pays membres régionaux, les communautés économiques régionales, le secteur privé, les partenaires au développement et la société civile.

Tout document classé comme « public » et toutes les informations « publiques » seront publiées (i) sur le site Internet de la BAD dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la date de leur approbation, distribution, finalisation, discussion, émission, réception ou soumission, sauf dispositions contraires de la politique d'accès à l'information ou (ii) diffusées sur demande.

Les informations classées « publiques » sont entre autres :

- Informations relatives aux opérations : Études économiques et sectorielles ; Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté ; Documents de stratégie-pays et leurs mises à jour ; Profil de gouvernance –pays, etc.
- Évaluations environnementales et sociales : Étude d'impact environnemental (EIE) et Analyse environnementale ; Résumés de l'EIES.
- Plan de gestion environnementale et sociale
- Résumé du rapport sur l'état d'avancement des projets - Documents du Département de l'évaluation des opérations - Informations sur l'acquisition de biens et services : Rapports de mise en œuvre de projet, • Documents de politique financière, etc.
- Économie et recherche : Rapport sur le développement en Afrique ; Revue africaine de développement, etc.

3.2.2.3 Analyse comparative des sauvegardes opérationnelles de la BAD et des textes nationaux

Cette analyse consiste à comparer les textes nationaux avec les SO de la BAD et d'en trouver surtout les complémentarités.

Si le Projet de réhabilitation des infrastructures touristiques du PN Andringitra et la construction d'un CSB II, se veut respectueux à la fois des deux références, **il faut retenir et appliquer les clauses les plus contraignantes** à l'issue de cette comparaison.

TABEAU 13 : ANALYSE DES SAUVEGARDES OPERATIONNELLES DE LA BAD AVEC LA LEGISLATION MALGACHE

Critère de comparaison	SO de la BAD	Législation malgache	Conclusion / Dispositions à adopter pour l'EIES du PN Andringitra
Évaluation environnementale et sociale			
Exigence d'une Évaluation environnementale et sociale	L'évaluation environnementale et sociale est exigée si un projet va probablement entraîner des impacts environnementaux ou sociaux potentiels dans sa zone d'influence	Le Décret MECIE porte sur l'exigence de soumission d'une EIE pour tout projet ou activité susceptible d'altérer l'environnement.	Conformité entre SO et législation nationale
Catégorisation environnementale	<p>La SO1 de la BAD prévoit une catégorisation des projets (catégorie 1, 2 et 3) pour les projets sans intermédiaire financier</p> <ul style="list-style-type: none"> Catégorie « 1 », impacts environnementaux et sociaux majeurs, réalisation d'une EIES Catégorie 2 : impacts environnementaux et sociaux modérés, EIES ou l'élaboration de simples mesures adaptées au niveau de risque pour les projets d'investissement, Aucune action n'est requise pour les projets classés dans la catégorie 3 néanmoins, ils pourraient nécessiter la réalisation d'analyses spécifiques ou d'autres études spécifiques 	<p>Le décret MECIE prévoit</p> <ul style="list-style-type: none"> La réalisation d'une EIE lorsque les activités sont réalisées dans une zone sensible, ou dans l'Annexe 1 ou susceptibles, de par leur nature technique, leur contiguïté, l'importance de leurs dimensions ou de la sensibilité du milieu d'implantation, d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement La réalisation d'un PREE lorsque le projet se trouve dans l'Annexe 1 Pour les projets ne répondant aux dispositions mentionnées ci-dessus, aucune action n'est requise 	<p>Aucune divergence entre les 2 cadres.</p> <p>Selon le niveau des risques, et la classification du sous-projet, on préparera une EIES ou un PREE,</p> <p>Si nécessaire des prescriptions environnementales et sociales seront prescrites pour les sous –projets non assujettis à l'EIES ni PREE.</p> <p>Le PN ARG fait partie des zones sensibles.</p> <p>Le projet de réhabilitation et d'entretien des infrastructures touristiques du PN Andringitra avec la construction d'un CSBII aux alentours du PN est assujetti à une EIES.</p>
Participation du public	La SO1 insiste sur l'impératif de la consultation du public dans le cadre de l'évaluation environnementale et sociale. La consultation doit être effectuée sur la base d'une analyse des parties prenantes	<p>Selon l'Arrêté 6830, Elle a pour objectif d'informer le public concerné par le projet sur l'existence du projet et de recueillir ses avis à ce propos.</p> <p>On entend par public concerné le public qui est touché ou qui risque d'être touché par les décisions prises en matière d'environnement ou qui a intérêt à faire valoir à l'égard du processus décisionnel. Les organisations non gouvernementales qui œuvrent en faveur de l'environnement sont réputées avoir un intérêt</p>	<p>Le cadre national ne requiert pas d'analyse des parties prenantes. Les consultations sont réalisées dans les lieux d'implantation du projet</p> <p>La SO1 de la BAD, la plus contraignante sera appliquée.</p>
Évaluation des questions liées au	La SO1 précise des critères de vulnérabilité des personnes et insiste sur la nécessité de prendre en	Dispositions non spécifiées dans le cadre national	Application des exigences de la SO1 de la BAD

PRCPB EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Critère de comparaison	SO de la BAD	Législation malgache	Conclusion / Dispositions à adopter pour l'EIES du PN Andringitra
genre ; groupes vulnérables	charge ces aspects dans le cadre de l'évaluation environnementale et sociale.		
Diffusion d'informations	<p>La politique de diffusion et d'accès à l'information publiée en 2012 prend en compte la publication des documents de sauvegarde environnementale et sociale du Client par le groupe de la BAD.</p> <p>La SO1 précise les documents qui doivent être publiés selon le caractère « public » des informations</p>	<p>Non prévues par les textes.</p> <p>L'arrêté 6830 sur la participation du public dans l'évaluation environnementale, ne précise que les documents accessibles au public durant la consultation.</p> <p>Dans la pratique, actuellement, les résumés non techniques de certains projets sont rendus accessibles par l'ONE avant le lancement des activités</p>	Application des exigences de la SO1 de la BAD
SO 3 : Biodiversité et services écosystémiques			
Préservation de la diversité biologique et de l'intégrité des Écosystèmes	<p>La SO3 prend en compte les principes de conservation et les définitions prévues la réglementation internationale sur la biodiversité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Notion d'habitat • Gestion durable des ressources naturelles biologiques 	<p>Le décret MECIE prévoit la hiérarchisation des mesures d'atténuation conformément aux réglementations internationales</p> <p>Le principe de pas de perte nette sur la biodiversité est exigé, lorsque les impacts négatifs sont considérables et qu'on n'a pas pu éviter ou minimiser les pertes (MECIE)</p> <p>Les réglementations sur la biodiversité sont presque focalisées dans le COAP, c'est-à-dire au niveau des aires protégées.</p> <p>Les textes sur les forêts, l'eau fait référence à la gestion durable forestière et de l'eau</p>	<p>Correspondance des dispositions au niveau des deux cadres, notamment concernant les points ci-après : l'application des bonnes pratiques en matière de gestion durable des ressources naturelles, la compensation de la biodiversité, l'approche de précaution et la gestion adaptative.</p> <p>Application des 2 cadres, compte tenu de leur complémentarité</p>
SO4 : Prévention et contrôle de la pollution, gaz à effet de serre, matières dangereuses et utilisation efficiente des ressources			
Prévention et contrôle de la pollution, et utilisation efficiente des ressources	<p>Le client appliquera des mesures de contrôle et de prévention de la pollution conformes aux législations et normes nationales, aux conventions internationales en vigueur et aux normes et bonnes pratiques internationalement reconnues – en particulier les Directives environnement, santé et sécurité</p>	<p>Les textes nationaux traitent les aspects suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> • La préservation durable de la ressource en eau par la réalisation d'une étude d'impact des projets d'approvisionnement en eau • Pollutions : obligation de contrôle des sources polluantes, et traitement des effluents (liquides ou gazeux) avant leur rejet 	<p>Le cadre national ne prévoit pas des dispositions juridiques favorisant l'utilisation rationnelle des matières premières, et sur l'analyse des risques et dangers (approches ou procédures).</p> <p>Application des principes et exigences de la SO4 en complément du cadre national en la matière</p>

PRCPB EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Critère de comparaison	SO de la BAD	Législation malgache	Conclusion / Dispositions à adopter pour l'EIES du PN Andringitra
		<ul style="list-style-type: none"> Les textes nationaux font renvoi aux normes internationales pour différentes émissions (sonores, qualité de l'air, ...), vu l'absence des normes nationales La loi n° 99 - 021 19 août 1999 sur la politique de gestion et de contrôle de la pollution industrielle, définit comme un de ses principes l'utilisation rationnelle des matières premières toutefois le texte d'application de cette n'est pas encore disponible. 	
SO5 : Conditions de travail, santé et sécurité			
Protection des droits des travailleurs Travail des enfants Considération des aspects genre	La SO5 définit des principes et fixe des exigences pour atteindre les objectifs visés notamment la protection des droits sociaux des travailleurs, la conformité aux exigences de l'OIT, la prévention et la protection contre les risques professionnels. La SO prend aussi en charge le travail des enfants, les exigences à appliquer aux fournisseurs et sous-traitants et la gestion des plaintes des travailleurs.	Les textes nationaux sur les conditions de travail et d'emploi (la rémunération et salaires, les congés), les mesures de protection des catégories vulnérables de travailleurs, le travail des enfants et l'âge minimum des travailleurs, le caractère du mécanisme de la gestion des plaintes et autres moyens de recours, la santé et sécurité du travail tel que sa mise en œuvre, les cantines et installations sanitaires, les zones de repos, les services d'hébergement, la collaboration des employeurs en matière de Santé et Sécurité au Travail (SST) et le système d'examen de SST. Existence des textes traitant le travail des enfants	Il n'y a pas de discordance majeure entre les dispositions des eux cadres, sauf l'aspect lié à la mise à disposition et l'utilisation d'un mécanisme de gestion des plaintes au profit des travailleurs Application conjointe de la SO5 et des textes nationaux, vue leur complémentarité

3.2.3 Conventions internationales

Madagascar s'est engagé dans la lutte contre le changement climatique et de la préservation de sa biodiversité en ratifiant plusieurs conventions/accords internationaux. Pour cette ratification, Madagascar a intégré ceux-ci dans sa législation nationale. Parmi les plus importantes conventions internationales ratifiées liées au projet de réhabilitation des infrastructures touristiques et les infrastructures communautaires dans et autour du PN Andringitra, peuvent être cités :

TABLEAU 14 : CONVENTIONS ET TRAITES RATIFIEES PAR MADAGASCAR

N°	Convention / Accord	Date de ratification	Liens avec le sous-projet du PN Andringitra
1	Convention de Rio sur la diversité biologique (CDB)	09/08/95	Les travaux de déboisement et défrichement sur le site du sous-projet vont occasionner la perte de quelques espèces floristiques et la perte d'habitats pour la faune. Des mesures de préservation de la biodiversité doivent donc être prises par le projet en vue de compenser la perte de biodiversité observée
2	Convention Cadre des Nations Unies sur la Désertification	17/06/94	Cette convention vise la protection des ressources forestières. La mise en œuvre des activités du sous-projet doit éviter une surconsommation des ressources forestières
3	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques	18/ 12/ 98	Les travaux de construction et de réhabilitation et même lors de l'exploitation des infrastructures, diverses activités seront responsables d'émission de gaz à effet de serre (GES). Des dispositions doivent donc être prises pour limiter les émissions de GES durant toutes les phases du projet
4	Protocole de Kyoto de la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	03/09/03	Le sous-projet PN ARG du PRCPB doit être bien géré pour limiter la production des gaz à effet de serre. Des dispositions doivent être prises
5	Accord de Paris sur le climat	09/09/16	Les activités initiées au niveau du PN ARG contribuent aux objectifs de l'Accord de Paris (i) le renforcement de la résilience climatique par et pour la préservation de la biodiversité, (ii) l'accroissement de la capacité d'adaptation.
6	Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles- Alger	23/09/70	Le PN ARG vise la conservation de la biodiversité
7	C029 - Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	01/11/1960	Le projet doit éliminer toutes formes de travail forcé dans ses activités
8	Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants	04/10/2001	Le projet doit prendre des mesures pour interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants telles que le travail des enfants aux fins d'activités illicites, les travaux qui sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant.

3.3 Cadre institutionnel

- **Comité de pilotage** : Responsable des orientations et de la supervision générale du Projet. Sa mission est de prendre des décisions stratégiques et de superviser la réalisation d'action, d'approuver les plans de travail et budget prévisionnel du Projet et de chaque composante, d'approuver les rapports techniques, financiers et d'audits. Il est en charge de l'évaluation de l'impact du Projet. Les membres de cette structure sont des **hauts responsables** au sein des départements suivants :
 - *Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable*, assure la présidence du comité qui est le ministère de tutelle du MNP. Le décret 2020-206 du 19 juin 2020 fixe ses attributions et son

organisation générale. Le Ministère en charge de l'Environnement s'assigne comme mission « la Sauvegarde et la valorisation de notre environnement et ressources naturelles uniques pour le bien-être de la population Malagasy et le développement durable du pays » ».

- *Le Ministère du Tourisme*, qui a pour mission la conception et la mise en œuvre de la politique nationale du gouvernement en matière de tourisme. Organe de dialogue avec les partenaires et opérateurs touristiques, il mobilise et coordonne les départements ministériels et organismes rattachés ayant une influence directe ou indirecte sur le développement du tourisme. Le ministère exerce également la régulation des activités des professionnels du secteur tourisme.
 - *La Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM)* : elle assure la représentation des opérateurs touristiques dans le dialogue avec le secteur public et les Partenaires Techniques et Financiers, pour développer des propositions et des projets, défendre leurs intérêts, et influencer les décisions, allant vers un développement durable du tourisme à Madagascar.
 - *L'Association Vahatra* : elle a comme mission d'une part, de contribuer à l'amélioration de la connaissance sur la biodiversité malgache en vue de mieux la gérer et de conserver et d'autre part, de mettre en œuvre un programme basé sur la formation pratique en écologie, en biologie et en biologie de conservation pour les jeunes scientifiques naturalistes et biologistes malgaches. Elle intervient aussi dans les appuis scientifiques des gestionnaires des ressources naturelles et des aires protégées pour la conservation de la biodiversité à Madagascar.
 - *Le Bureau National des Changements climatiques et REDD+ (BNCCREDD+)* au sein du MEDD est chargée de piloter et de coordonner toutes les activités liées aux changements climatiques et au concept et processus REDD+ en général à Madagascar.
 - *L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM)* s'est fixé pour objectifs de renforcer la compétitivité du secteur privé malgache, d'accroître l'Investissement Étranger Direct (IDE), d'élaborer et recommander des mesures incitatives liées aux investissements privés à Madagascar et d'accompagner les investisseurs dans leurs démarches d'implantation et d'expansion en leur fournissant des services dédiés par des Conseillers spécialisés et à travers son Guichet Unique. C'est une structure rattachée à la Présidence de la République.
 - *MNP* : Il est représenté par son Directeur Général.
- **Dispositif d'exécution** : Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) est l'Agence d'exécution du projet à travers Madagascar National Parks (MNP). Une Cellule d'Exécution du Projet (CEP) sera mise en place et rattachée au MNP. Compte tenu de la nature et de l'envergure du projet, plusieurs ministères et structures seront également impliqués dans sa mise en œuvre.
- *La Cellule d'Exécution du Projet (CEP)* qui a pour principales attributions de : (i) coordonner l'exécution de l'ensemble des composantes et activités du Projet y compris le développement des instruments et des procédures, le renforcement des capacités et la formation environnementale des structures impliquées dans la mise en œuvre du projet ; (ii) assurer la gestion financière du projet et faire produire tous les rapports de suivi et d'évaluation technique, budgétaire, financière et comptable, et tous documents nécessaires aux audits externes du Projet, et (iii) valider les plans de travail annuel et les rapports de réalisations annuels émanant des structures de gestion de chaque parc national. Elle assure aussi la consolidation des rapports et des informations, ainsi que la tenue d'un audit annuel des performances environnementales et sociales du projet.
 - *Direction du PN Andringitra* : pour l'exécution des activités. Les principales activités assurées par la Direction du PN sont notamment (après l'acquisition du permis environnemental) :

- L'intégration des clauses environnementales et sociales dans les dossiers d'appel (DAO) pour la réalisation des travaux ;
- Le recrutement des prestataires de service (réalisation des travaux, mission de contrôle) ;
- La supervision et le suivi des travaux (réalisation technique et respect des clauses environnementales et sociales) ;
- La mise en œuvre des dispositions du (Cahier de charges environnementales) CCE (celles qui ne sont pas mises en œuvre par les prestataires de service)
- La réception technique des travaux ;
- La mise en œuvre du Cahier des Charges Environnementales (CCE) pour la phase d'exploitation (infrastructures touristiques) ;
- L'établissement du rapport de suivi environnemental d'une manière périodique ;
- L'établissement du rapport mensuel selon les dispositions de la SO1 de la BAD, vu que le PRCPB est classé de catégorie 1, ainsi que l'audit de performances environnementales et sociales

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRCPB, par rapport à l'organigramme actuel du PN d'Andringitra, des recrutements sont aussi prévus pour les postes Assistant en Suivi évaluation et Responsable en sauvegarde Sociale /IEC/ Genre. Le responsable Sauvegarde Environnementale au niveau central va assurer l'appui et l'accompagnement de la Direction du PN Andringitra pour les aspects liés aux sauvegardes environnementales. L'organigramme du PRCPB est donné par la figure suivante :

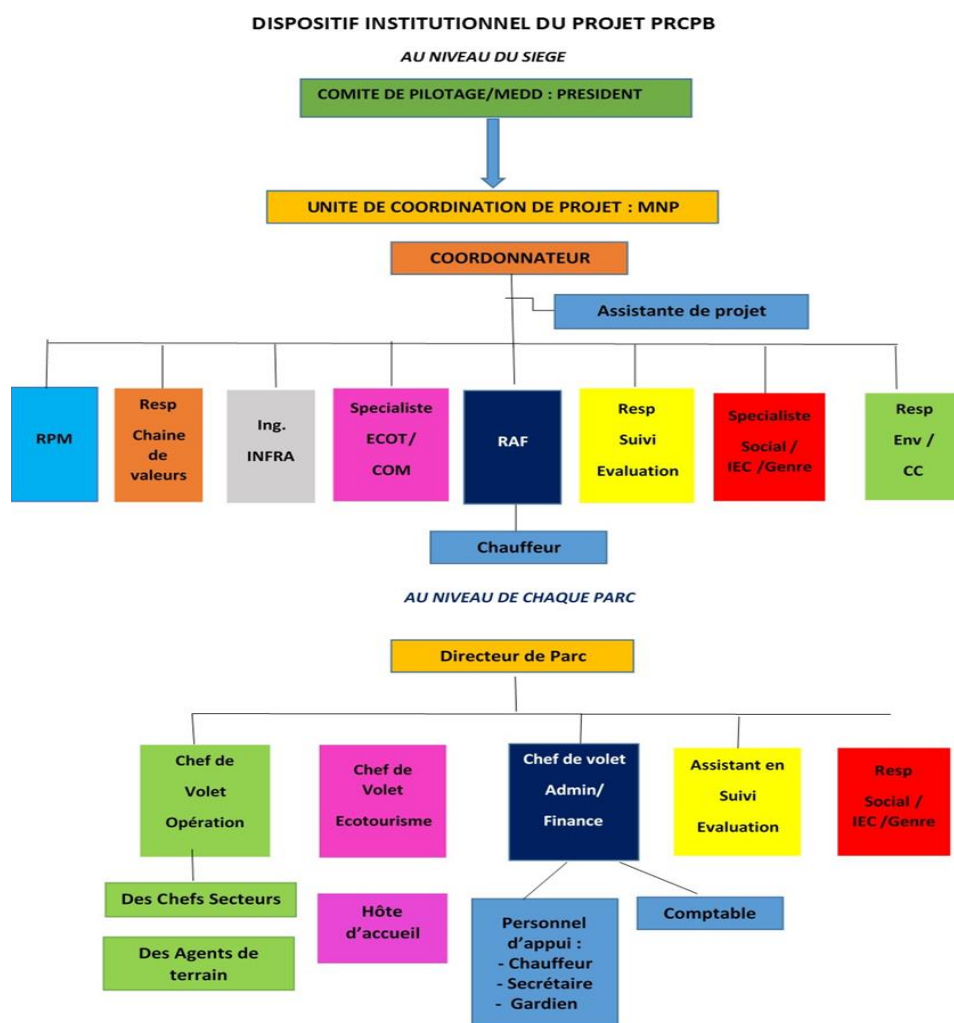


FIGURE 2 : ORGANIGRAMME PRCPB

Il faut souligner que l'organigramme au niveau de chaque Parc National géré par MNP présenté par la figure ci-dessus est un organigramme général. Chaque site dispose de sa propre organisation. Celui du PN Andringitra est présenté par la figure ci-après :

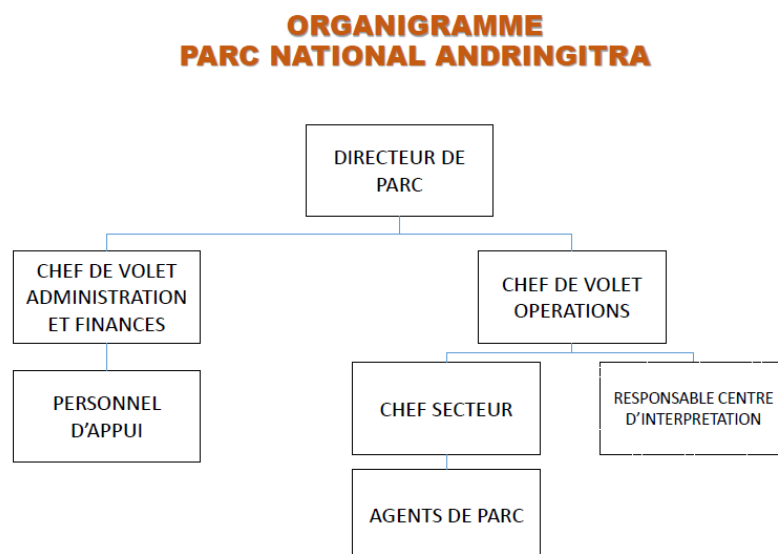


FIGURE 3 : ORGANIGRAMME DU PN ANDRINGITRA

Autres acteurs impliqués dans la mise en œuvre du PRCPB/ PN Andringitra

- Les Directions concernées au niveau du MEDD qui sont
 - *La Direction de la gestion des pollutions, des déchets et de l'intégration de la dimension environnementale (DPDIDE)* : Cette structure est au sein de la Direction Générale de la Gouvernance Environnementale (DGGE). La DPDIDE a pour mission de garantir la compatibilité des politiques, programmes, projets avec la préservation de l'Environnement st chargée. Elle assure la mise en œuvre des règles et des procédures pour la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement. Cette Direction joue le rôle de Cellule environnementale du MEDD.
 - *La Direction des Aires Protégées, des ressources naturelles renouvelables et des écosystèmes (DAPRNE)* : Située sein de la Direction Générale de la Gouvernance Environnementale (DGGE), elle est chargée de l'élaboration et de la mise en œuvre de la stratégie de la conservation de la Biodiversité, et du développement des aires protégées. Cette Direction joue un rôle primordial dans la gouvernance des aires protégées et la valorisation des ressources naturelles.
 - *Les Directions Régionales de l'Environnement et du Développement Durable de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe* qui représentent le Ministère au niveau des Régions respectivement de la Haute Matsiatra et de l'Ihorombe Elles sont chargées de la mise en œuvre de la politique environnementale, forestière et du développement durable au niveau des Régions, en relation avec les Collectivités Territoriales Décentralisées, les ONG, les secteurs privés, les Associations, les Communautés de Base (COBA), les Services déconcentrés et décentralisés.

- *Le Ministère du tourisme* : pour veiller à la bonne application de la politique nationale sur le tourisme dans la mise en œuvre de ce projet ; pour s'assurer du respect du code bonne conduite des investisseurs touristiques et des retombées économiques.
- *Le Ministère de l'aménagement du territoire et des services fonciers* : pour l'implication en amont dans les démarches de mise en concession des terrains et veiller au processus et à la finalisation d'attribution officielle des terrains aux secteurs concernés.
- *Le Ministère de la santé publique* : pour une collaboration éventuelle sur sa contribution dans le fonctionnement du CSB II.
- *Le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la femme* : pour des collaborations avec le projet sur divers sujets : IEC auprès de la population en termes de protection sociale, auprès des jeunes sur la VBG/EAHS, etc.
- *L'Office National pour l'Environnement (ONE)*, organe opérationnel, maître d'ouvrage délégué et guichet unique pour la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement, placé sous la tutelle du Ministère chargé de l'Environnement. L'ONE est ainsi appelé à assurer la coordination des CTE, la direction de l'évaluation des EIE et la délivrance des permis environnementaux, la coordination du suivi de la conformité des plans de gestion environnementale.
- *Les collectivités territoriales décentralisées (CTD)* : Régions Matsiatra Ambony et Ihorombe et les 13 Communes concernées autour du PN Andringitra.
- *Les associations des professionnels* : tourisme, artisanats, hôtellerie.
- *Les organisations locales (COBA, CLP, COSAP, ...)* : en tant que structure de proximité des aires protégées. Elles sont représentées dans la structure de gouvernance du PN et participe aux activités de gestion au quotidien de l'aire protégée : suivi écologique participatif, patrouille.
- *La société civile* : pouvant aussi participer à informer, éduquer et conscientiser la population sur différentes thématiques.
- *Les bureaux d'études et le secteur privé.*

4. DESCRIPTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA ZONE DU PROJET

4.1 Ancrage territorial du projet et de ses activités

Le Parc National Andringitra se trouve dans le Centre-sud de Madagascar, dans les Districts d'Ambalavao et Ivohibe, appartenant respectivement à la Région Matsiatra Ambony et à la Région d'Ihorombe.

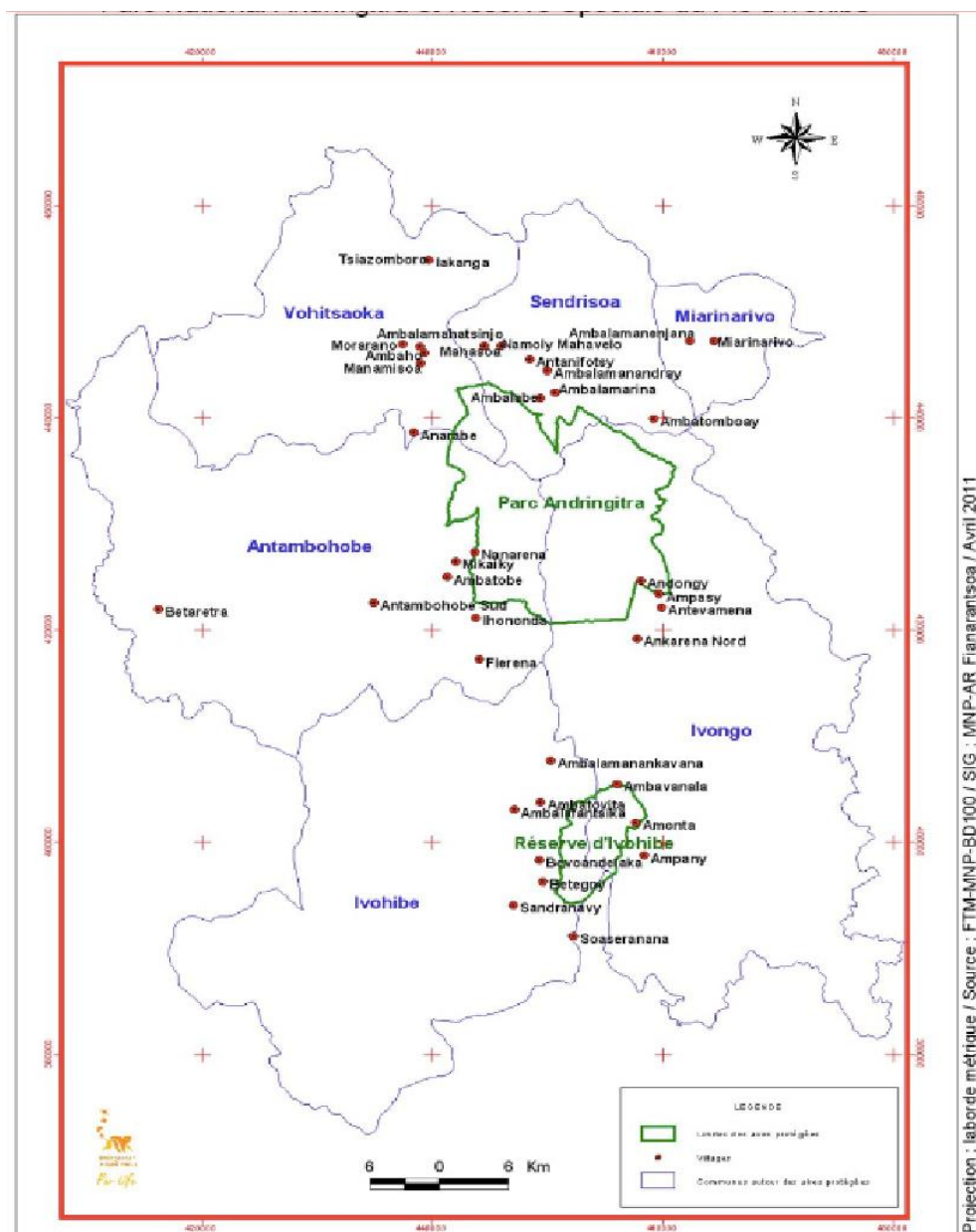


FIGURE 4 : ANCRAGE TERRITORIAL DU PN ANDRINGITRA (SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA/ PAG 2013)

Les 13 communes et le nombre de Fokontany respectifs sont dans le tableau suivant :

TABEAU 15 : COMMUNES, FOKONTANY ET VILLAGES DE LA ZONE PERIPHERIQUE (SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA/PAG 2012-2016)

Districts	Communes	Fokontany	Villages
Ambalavao	Miarinarivo	Vohiboay	Ambalamanenjana, Fangaiha
		Angalapona	Tambohobe
	Sendrisoa	Namoly Est	Ambalamanakava, Ambalabe, Ampasimbe
		Namoly Centre	Ambalamarina, Ambalamanandray
		Namoly Ouest	
		Namoly Mahavelo	Namoly Mahavelo, Ilaivory sud
		Mahasoa	Mahasoa, Ankija
		Antanifotsy	Lavatabika
	Vohitsaoka	Morarano	Ambalamahatsinjo, Ambaho, Morarano, Manamisoa, Iakanga
		Antananarivokely	Anarabe, Tsiazomboro, Ambatomena
Ivohibe	Antambohobe	Iatongo	Mikaiky, Ambatobe, Antanambao, Iatongo, Behasy
		Fierena	Ihorononda
		Befondrano	Nanarena
	Ivongo	Ambahatse	Ambatomboay, Ampasy, Antevamena, Ankarena Nord
02 Districts	05 Communes rurales	13 Fokontany	32 Villages

TABEAU 16 : ANCRAGE TERRITORIAL DES ACTIVITES (SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA/PAG 2012-2016)

Type de sous-projet	Activités	Zone d'implantation		District	Région
		Nombre	Fokontany ou Commune		
Infrastructures écotouristiques	Circuit Imarivolanitra (28km),	08	Namoly (CR Sendrisoa) Morarano (CR Vohitsaoka)	Ambalavao	Matsiatra Ambony
	Circuit Imitso (8km),				
	Circuit Diavolana (13km),				
	Circuit Asaramanitra (6km),				
	Circuit Isahavato (15km),				

Type de sous-projet	Activités	Zone d'implantation		District	Région
		Nombre	Fokontany ou Commune		
	Circuit de liaison Imaintso - Andriampotsy (9km),				
	Circuit Sahanambo (18,6km),				
	Piste d'accès circuit et gîte Soaitambara-parking Rasambo (5km)				
	Réhabilitation du centre d'interprétation à Namoly	01			
	Réhabilitation de site de camping Andriampotsy	01			
	Réinstallation du poste de garde avec barrière de contrôle	01			
	Réhabilitation de ponts (voies d'accès à 3 circuits	01			
Infrastructure communautaire	Centre de santé de base de catégorie 2 (CSB II)	01	Namoly	Ambalavao	

4.2 Zones d'influence du sous-projet concernées par l'EIES

Vu que :

- Les activités prévues de réhabilitation et d'entretien des infrastructures touristiques du PN Andringitra sont réalisées à l'intérieur du Parc ;
- Les principales matières premières utilisées pour les infrastructures touristiques et communautaires sont acheminées par route depuis
 - Fianarantsoa, (la Commune Urbaine de Fianarantsoa se trouvant à 50 km d'Ambalavao, sur la route nationale, soit environ 1h de route), ou
 - Ambalavao (47 km de Namoly, route secondaire)
- Les matières premières sont uniquement achetées auprès des fournisseurs formels. Il n'y aura pas de zone d'emprunt pour l'approvisionnement de ces matériaux.
- Il n'y aura ni zone d'emprunt ni construction de base vie. Aussi bien pour les infrastructures touristiques que pour les infrastructures communautaires, les ouvriers viennent de Namoly Sendrisoa, Morarano ou des autres Fokontany environnant.

Les zones d'influence pour ce projet sont :

TABLEAU 17 : ZONES D'INFLUENCE RESTREINTES ET ELARGIES (TIRÉE DU PAG 2012-2016)

	Zone d'influence restreinte	Zone d'influence élargie
Milieu physique	<ul style="list-style-type: none"> • Infrastructures touristiques : limite de la zone périphérique de l'aire protégée • Infrastructures communautaires : aux alentours immédiats de chaque infrastructure (cf. tableau précédent) 	Région Matsiatra Ambony
Milieu biologique		Région Matsiatra Ambony
Milieu humain	Zones de l'aire protégée avec la zone périphérique	Région Matsiatra Ambony Région Ihorombe

4.3 Milieu physique

Dans cette partie, les descriptions se porteront plus souvent sur la Région Matsiatra Ambony, étant donné que le PN Andringitra et ses zones d'influence se trouvent surtout dans cette région, dans le cadre de ce projet.

4.3.1 Climat

Madagascar connaît quatre (04) zones climatiques : i) la côte Est humide, ii) les hautes terres centrales, iii) le Nord-Ouest, et iv) le Sud-Ouest semi-aride. (DGM, 2019). Les Régions de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe où se trouve le PN Andringitra est dans la zone climatique « hautes terres centrales ».

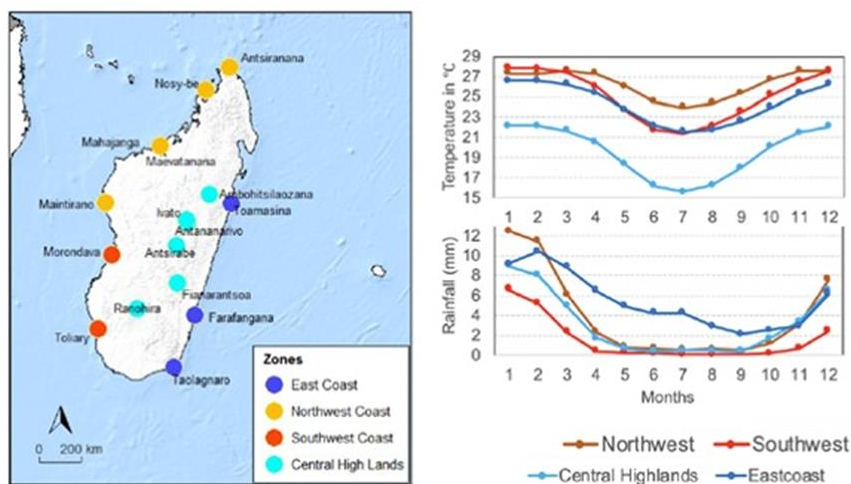


FIGURE 5 : ZONES CLIMATIQUES DE MADAGASCAR (SOURCE : « LES TENDANCES CLIMATIQUES ET LES FUTURS CHANGEMENTS CLIMATIQUES A MADAGASCAR », DGM, 2019)

La station météorologique la plus proche du Parc National Andringitra se trouve à Ambalavao. Ambalavao est caractérisé par un climat tempéré chaud. En moyenne la température y est de 18.6 °C. Chaque année, les précipitations sont en moyenne de 1220 mm. L'été commence à la fin de Janvier et se termine en Décembre. Concernant le PN Andringitra, de par sa situation géographique :

Sur le versant Est du massif, le climat est de type tropical humide à forte pluviosité. On y mesure en moyenne 4000 mm de pluie par an avec un maximum de précipitation au mois de février. La température moyenne annuelle est de 21° C.

Le massif central, où se trouve la zone touristique du parc, est soumis à un climat tropical typique des hautes altitudes. Les températures varient de 7°C à 25 °C. Les températures les plus basses sont enregistrées aux mois de juillet et août. La moyenne pluviométrique tourne autour de 2.390 mm. Le mois de février est le mois le plus pluvieux avec une précipitation moyenne de 830mm. En altitude, le climat peut changer brusquement et les crachins sont fréquents et imprévisibles.

Vers l'Ouest et en altitude, le climat devient rapidement saisonnier. L'Ouest est défini comme une région de climat tropical à saison sèche accentuée. Elle subit un effet de Foehn (vents chauds et secs) très sensible et bien visible au niveau de la moyenne annuelle de précipitations de 1300 mm par an. Le maximum correspond au mois de janvier. La température moyenne est de 24.5°C.

Risques climatiques

Madagascar est le deuxième pays le plus exposé aux événements climatiques extrêmes en Afrique, derrière les Comores.

L'observation des tendances amène au constat que la température et la pluviométrie sont les facteurs qui définissent les risques climatiques, tout en étant eux-mêmes tributaire de la position géographique.

Selon la Direction Générale de la Météorologie (DGM, 2019), en se basant sur les données climatiques entre 1967 – 2017, pour la zone climatique des hautes terres centrales, les tendances sont :

- Les précipitations annuelles ont tendance à la baisse : en été la tendance est à la hausse, tandis qu'en hiver elle est à la baisse ;
- Les températures maximales et minimales ont une tendance à la hausse ;
- Les précipitations maximales journalières s'orientent vers une tendance à la baisse et les températures maximales et minimales journalières vers une tendance à la hausse.

Pour les futurs changements climatiques à Madagascar, deux scénarios d'émissions futures différentes de gaz à effet de serre, relatifs aux scénarios modérés (RCP 4.5) et élevé (RCP 8.5) ont été réalisés.

La figure suivante montre les scénarios pour toutes les régions, parmi lesquelles figurent Matsiatra Ambony et Ihorombe.

Le tableau permet de faire une comparaison entre régions, et confirme globalement les tendances et ressentis actuels.

TABLEAU 18 : SCENARIOS POUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES PAR GRANDES ZONES CLIMATIQUES ET REGIONALE (SOURCE DGM, 2019)

SCENARIOS SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES AU NIVEAU REGIONAL																				
Changement de la Température Maximale (°C), Température Minimale (°C), Précipitations (%) pour les trois horizons 2030s, 2050s et 2080s relatifs aux scénarios d'émission RCP 4.5 (Modérée) et RCP 8.5 (Elevée)																				
Région	Zone	Code	Température Maximale						Température Minimale						Précipitations					
			RCP4.5			RCP8.5			RCP4.5			RCP8.5			RCP4.5			RCP8.5		
			2030	2050	2080	2030	2050	2080	2030	2050	2080	2030	2050	2080	2030	2050	2080	2030	2050	2080
Diana	NO	1	1.0	1.4	1.9	1.0	1.7	3.1	1.0	1.4	1.8	1.1	1.8	3.0	0.4	0.3	0.2	-2.9	-0.7	-1.7
Sofia	NO	2	1.0	1.4	1.9	1.1	1.8	3.2	1.0	1.4	1.9	1.1	1.9	3.2	0.1	-0.7	-1.4	-2.8	-0.3	-2.3
Boeny	NO	3	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.3	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.4	1.6	0.8	-0.9	0.5	2.9	1.8
Betsiboka	NO	4	1.0	1.5	2.0	1.2	2.0	3.5	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.4	-0.8	-1.6	-2.9	-1.7	0.6	-0.8
Melaky	NO	5	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.3	1.0	1.5	2.0	1.2	2.0	3.4	1.7	1.2	1.1	1.9	4.6	4.1
Atsimo-Andrefana	SO	6	1.1	1.6	2.1	1.3	2.0	3.5	1.0	1.6	2.0	1.2	2.0	3.5	-0.2	-1.2	1.9	-3.7	-0.1	2.2
Menabe	SO	7	1.1	1.6	2.1	1.3	2.0	3.6	1.1	1.6	2.1	1.3	2.1	3.6	1.3	1.2	3.3	0.4	4.8	6.3
Androy	SO	8	1.0	1.6	2.0	1.2	1.9	3.3	1.0	1.5	1.9	1.1	1.8	3.3	-0.9	-4.1	-2.1	-5.1	-3.6	-4.0
Ihorombe	HTC	9	1.1	1.6	2.1	1.3	2.1	3.6	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.4	0.8	-1.4	-0.6	-2.4	-0.5	-1.1
Haute Matsiatra	HTC	10	1.1	1.6	2.1	1.3	2.1	3.6	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.4	1.6	-0.7	-0.3	-2.0	0.8	1.6
Amoron'i Mania	HTC	11	1.1	1.6	2.1	1.3	2.1	3.6	1.0	1.6	2.0	1.2	2.0	3.5	1.1	-0.2	-0.8	-1.6	2.4	2.0
Vakinankaratra	HTC	12	1.1	1.6	2.1	1.3	2.0	3.6	1.0	1.5	2.0	1.2	2.0	3.5	0.6	-0.8	-1.8	-2.0	3.5	1.0
Itasy	HTC	13	1.1	1.6	2.1	1.2	2.0	3.6	1.0	1.5	2.0	1.2	2.0	3.5	0.3	-1.3	-2.5	-2.3	3.8	0.1
Bongolava	HTC	14	1.1	1.6	2.1	1.3	2.0	3.6	1.0	1.6	2.1	1.2	2.0	3.5	0.5	0.0	-0.8	-0.5	5.1	2.0
Analamanga	HTC	15	1.0	1.5	2.0	1.2	2.0	3.5	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.4	-0.9	-2.5	-3.7	-3.5	0.6	-2.3
Alaotra-Mangoro	HTC	16	1.0	1.4	1.9	1.1	1.9	3.3	1.0	1.4	1.9	1.1	1.8	3.2	-0.9	-3.0	-4.3	-4.0	-1.8	-4.3
Sava	CE	17	1.0	1.4	1.8	1.0	1.7	3.0	0.9	1.3	1.8	1.1	1.7	3.0	-1.1	-1.4	-0.4	-3.7	-3.5	-3.8
Analanjirifo	CE	18	1.0	1.4	1.8	1.1	1.8	3.1	0.9	1.4	1.8	1.1	1.7	3.1	-0.9	-1.5	-2.6	-3.2	-2.3	-4.7
Atsinanana	CE	19	1.0	1.4	1.9	1.1	1.8	3.2	1.0	1.4	1.8	1.1	1.8	3.1	-0.5	-3.4	-5.0	-4.7	-2.6	-5.9
Vatovavy Fitovinany	CE	20	1.0	1.5	2.0	1.2	1.9	3.4	1.0	1.4	1.9	1.1	1.9	3.2	-0.7	-4.1	-4.6	-4.2	-3.7	-5.9
Atsimo-Atsinanana	CE	21	1.0	1.5	1.9	1.2	1.9	3.3	1.0	1.4	1.8	1.1	1.8	3.2	-1.4	-4.4	-3.3	-4.7	-4.6	-7.7
Anosy	CE	22	1.1	1.6	2.0	1.2	1.9	3.4	1.0	1.5	1.9	1.1	1.9	3.3	-0.7	-3.6	-2.7	-4.6	-3.6	-4.8

NO- Nord-Ouest, SO-Sud-Ouest, HTC-Hautes Terres Centrales, CE-Côte Est

Les chiffres en gras indiquent une tendance à la hausse.

NO- Nord-Ouest, SO-Sud-Ouest, HTC-Hautes Terres Centrales, CE-Côte Est
Les chiffres en gras indiquent une tendance à la hausse.

D'une manière générale, Madagascar, de par sa position géographique dans le bassin de l'ouest de l'océan indien est enclin aux cyclones tropicaux, avec des occurrences plus fréquentes de cyclones intenses, ces 30 dernières années (DGM). La plupart des cyclones qui touchent Madagascar viennent de l'Océan Indien.

Les Régions de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe, font partie des Régions exposées et vulnérables aux changements climatiques (PNA, 2021).

Cette vulnérabilité constitue une menace aussi bien sur le point environnemental que socio-économique.

4.3.2 Géologie

Formé au Précambrien, le massif d'Andringitra est constitué essentiellement de granite, de syénite à pyroxène ou de granite syénitique.

La géologie de la Région Matsiatra Ambony se démarque par la coexistence de deux systèmes :

- le système de Vohibory qui s'allonge et se rétrécit du nord vers le sud,
- le système du graphite, dans la partie Est de la région et parallèlement à la côte.

Entre ces deux systèmes sont plaqués :

- des roches granitiques et migmatites de Tampoketsa, sous forme de minces filets allongés le long des régions d'Amoron'i Mania, de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe, toujours du nord au sud,
- des couches allongées parallèles à la côte et des îlots discontinus de roches granitiques,
- le système Androyen : très important dans la région. Ce système couvre environ le tiers de la région de Matsiatra Ambony dans sa partie occidentale.

Ce sont des roches essentiellement cristallines. Les terrains sédimentaires sont aussi importants dans les parties centrales et orientales de la Région.

4.3.3 Pédologie

Quatre types de sols sont notés : les sols minéraux bruts, les sols peu évolués, les sols brunifiés et les sols ferralitiques

Sols minéraux bruts : sols minéraux bruts d'érosion (Nord, Ouest, Nord-ouest et Sud-est) et sols minéraux d'apport colluvial

Sols peu évolués : sols d'érosion, sols d'apport alluvial, sols d'apport colluvial

Sols brunifiés : sur la bordure Est

Sols ferralitiques : La majeure partie des sols est à ranger dans cette classe. Ces sols ferralitiques se rencontrent sur tous les types de roches de la région Haute Matsiatra. Les phénomènes de jaunissement y sont fréquents. Une des caractéristiques essentielles de ces profils est qu'ils sont remaniés : une stone-line de cailloux de quartz, souvent très profonde, apparaît fréquemment en leur sein. Cette stone-line sépare généralement deux matériaux à propriétés radicalement différentes. Ramenée en surface par érosion, elle constitue un niveau repère dans le paysage.

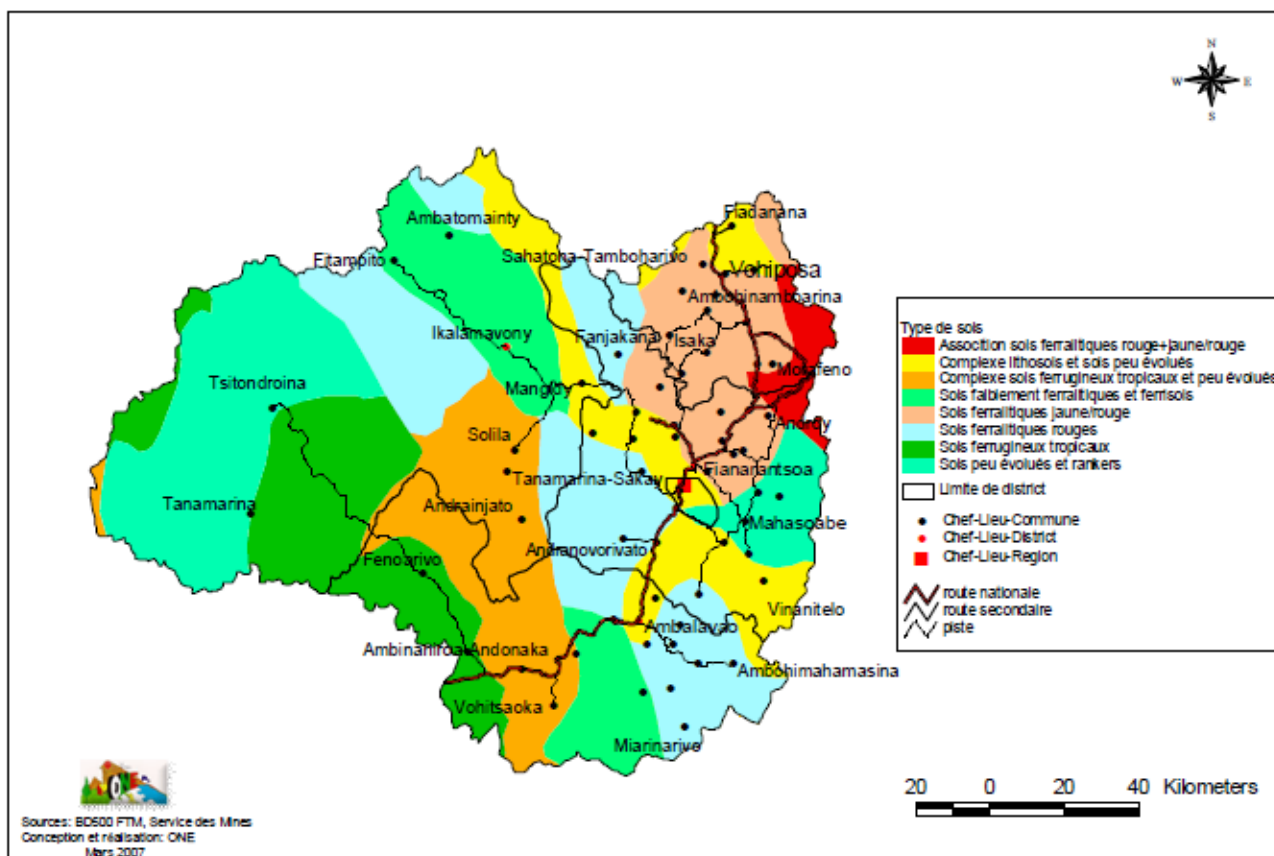


FIGURE 6 : PEDOLOGIE DE LA REGION MATSIATRA AMBONY (SOURCE : ONE, TABLEAU DE BORD ENVIRONNEMENTAL – TBE 2007)

4.3.4 Hydrographie

Le système hydrographique de la Région Matsiatra Ambony est très élaboré à Andringitra et prend naissance dans le massif. Les plus importants cours d'eau sont le Zomandao (affluent du Mangoky), Menarahaka, Iatara (affluent de Manampatra) et Rienana. Les cours d'eau permanents (Manantanana, Manambolo, Marofihitra, Vohidahy essentiellement) sont encaissés de 10 à 20 m (de plus en plus d'amont en aval) dans des alluvions anciennes.

Au niveau du District d'Ambalavao, trois (3) principaux cours d'eau sont notés (ONE/ TB, 2007) :

- - de l'Est à l'Ouest, la rivière Manantanana
- - du Nord au Sud, la rivière Zomandao
- - la rivière Manambolo

ainsi que de nombreux petits cours d'eau se dirigeant vers l'Ouest.

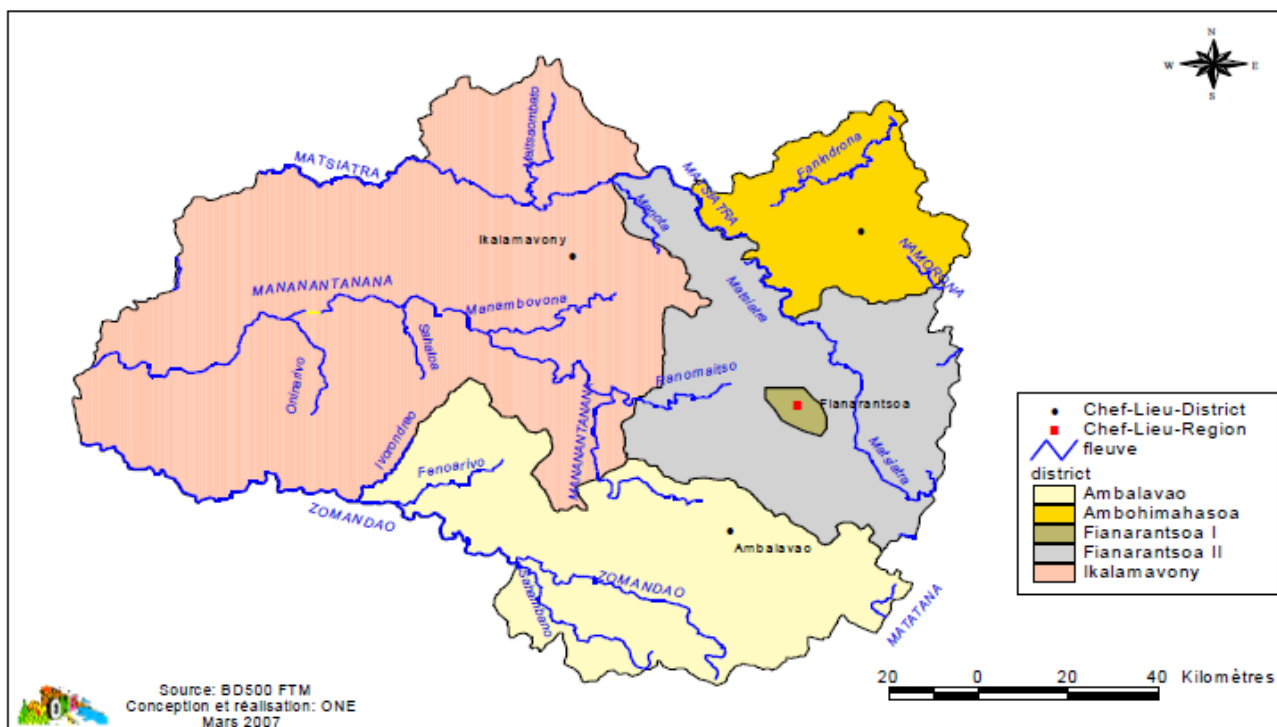


FIGURE 7 : HYDROGRAPHIE DE LA REGION DE MATSIATRA AMBONY (SOURCE : TABLEAU DE BORD ENVIRONNEMENTAL – TBE 2007)

4.3.5 Relief

Le massif de l'Andringitra situe entre 650 m à plus de 2 600 m d'altitude, dont le plus haut sommet, Pic Boby s'élève à 2 658 m d'altitude, le 2e plus haut sommet de Madagascar.

Les bas-fonds portent essentiellement des sols hydromorphes à gley. Leur mise en valeur a commencé depuis l'installation de la population dans la zone et comporte deux aspects : aménagement et mise en culture.

Les terrasses rizicoles (kipahy) constituent une particularité de la Région. Pour pallier l'insuffisance des bas-fonds et profitant des possibilités de captage d'eau en hauteur, les paysans ont installé des terrasses irrigables sur les flancs des collines.

4.4 Richesse biologique

Le Parc National Andringitra, classé site patrimoine mondial, est un refuge de plantes et d'animaux du massif forestier du Moyen Est de Madagascar, caractérisé par des forêts à basse altitude, forêts de montagne, de prairie altimontaine, de population de lémuriens et de population de palmier *Ravenea glauca*.

4.4.1 Flore

Le tableau ci-après montre les espèces floristiques caractéristiques du PN ARG :

TABLEAU 19 : FLORE CARACTERISTIQUE DU PN ANDRINGITRA (SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA, PAG 2013)

Groupe	Taxon	UICN	Autres	Notes
PLANTES : 1'061 espèces ; 188 fougères (Ptéridophytes), 871 Angiospermes (240 Monocotylédones, 631 Dicotylédones) et 2 Gymnospermes				
Familles endémiques				

Groupe	Taxon	UICN	Autres	Notes
Sarcolaenaceae	<i>Xerochlamys coriacea</i>	VU		
	<i>Xerochlamys bojeriana</i>	LC		
	<i>Leptolaena pauciflora</i>	LC		
	<i>Sarcolaena oblongifolia</i>	LC		
Asteropeiaceae	<i>Asteropeia labatii</i>	VU		
	<i>Asteropeia densiflora</i>	NT		
	<i>Asteropeia amblyocarpa</i>	LC		
Essences commerciales				
Arecaceae (Palmiers)	<i>Ravenea glauca</i>	VU		
Autres				
Orchidaceae : > 35 espèces	<i>Liparis andringitrana</i>	CR		
	<i>Cynosorchis andringitrana</i>	CR		
	<i>Disa andringitrana</i>	EN		
Espèces invasives				
Espèces invasives	<i>Pinus patula</i>		INV	
	<i>Acacia dealbata</i>		INV	
	<i>Psidium guava</i>		INV	

LC : préoccupation mineure ; NT : quasi-menacée ; VU : vulnérable ; EN : en danger ; CR : en danger critique d'extinction ;

4.4.2 Faune

TABLEAU 20 : FAUNE CARACTERISTIQUE DU PN ANDRINGITRA (SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA, PAG 2013)

Groupe/Taxon	UICN
MAMMIFERES	
Lémuriens : 15 espèces	
<i>Prolemur simus</i>	CR
<i>Varecia variegata editorum</i>	CR
<i>Eulemur cinereiceps</i>	CR
<i>Hapalemur aureus</i>	EN
<i>Propithecus edwardsi</i>	EN
<i>Hapalemur meridionalis</i>	VU

Groupe/Taxon	UICN
<i>Eulemur rubriventer</i>	VU
<i>Eulemur fulvus</i>	VU
<i>Eulemur rufifrons</i>	NT
<i>Lemur catta</i>	NT
<i>Daubentonia madagascariensis</i>	NT
<i>Lepilemur microdon</i>	DD
<i>Avahi peyrierasi</i>	DD
<i>Cheirogaleus major</i>	LC
<i>Microcebus rufus</i>	LC
Carnivores : 8 espèces	
Rongeurs : 11 espèces	
<i>Brachyuromys ramirohitra</i>	LC
Insectivores : ? espèces	
Ongulés : 1 espèce	
<i>Potamocheirus larvatus</i>	INV
OISEAUX : 108 espèces	
<i>Anas melleri</i>	EN
<i>Brachypteracias leptosomus</i>	VU
<i>Brachypteracias squamiger</i>	VU
<i>Mesitornis unicolor</i>	VU
<i>Circus macroscelus</i>	VU
<i>Tachybaptus pelzelni</i>	VU
<i>Neodrepanis hypoxantha</i>	VU
<i>Atelornis crossleyi</i>	NT
<i>Accipiter madagascariensis</i>	NT
<i>Accipiter henstii</i>	NT
<i>Lophotibis cristata</i>	NT
<i>Xenopirostris polleni</i>	NT
<i>Bernieria cinereiceps</i>	NT
<i>Neomixis flavoviridis</i>	NT
<i>Crossleyia xanthophrys</i>	NT
<i>Monticola sharpei bensoni</i>	LC

Groupe/Taxon	UICN
REPTILES : 50 espèces	
<i>Calumma hilleniusi</i>	EN
<i>Calumma andringitraensis</i>	NE
AMPHIBIENS : 79 espèces	
<i>Mantidactylus pauliani</i>	CR
<i>Mantidactylus madecassus</i>	EN
<i>Boehmantis microtympanum</i>	EN
<i>Mantidactylus elegans</i>	VU
<i>Anodonthyla montana</i>	VU
<i>Plethodontohyla coronata</i>	VU
<i>Boophis majori</i>	NT
<i>Mantidactylus blanci</i>	NT
<i>Mantidactylus bertini</i>	NT
<i>Mantidactylus decaryi</i>	NT
<i>Mantidactylus spiniferus</i>	NT
<i>Scaphiophryne madagascariensis</i>	NT
POISSONS ? espèces	

LC : préoccupation mineure ; NT : quasi-menacée ; VU : vulnérable ; EN : en danger ; CR : en danger critique d'extinction

4.4.3 Cibles de conservation et espèces phares

Pour la période 2012-2016, 4 cibles de conservation ont été identifiées : 2 habitats-cibles et 2 espèces-cibles :

- Habitats-cibles : Forêt dense humide de basse altitude (650-800 m) (FDHBA)
Forêt dense sclérophylle de montagne (1800 m -2000 m) (FDSM)
- Espèces-cibles : Lémurien à collier blanc *Eulemur cinereiceps* CR
Palmier *Ravenia glauca* VU

Les 4 cibles définies sont représentatives du PN Andringitra. Aussi, si leur gestion est efficiente, c'est la conservation du PN en entier qui sera garantie.

TABLEAU 21 : CIBLES DE CONSERVATION DU PN ANDRINGITRA (SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA, PAG 2013)

Cibles de conservation	Description
Forêt dense humide de basse altitude	Les forêts denses humides de basse altitude sont des peuplements fermés à plusieurs strates. On note la prédominance de <i>Sloanea rhodantha</i> , <i>Canarium madagascariense</i> , <i>Rinorea arborea</i> .

Cibles de conservation	Description
(650-800 m)	<i>Tambourissa sp.</i> et <i>Decarydendron sp.</i>
Forêt dense sclérophylle de montagne (1'800-2'000 m)	La zone d'Ampasimpotsy est originellement constituée par des forêts sclérophylles de montagne, une des spécificités du PN dans la région, située aux environs de 2'000 m d'altitude. Au fil du temps cette zone était utilisée comme pâturage illicite par la population de Namoly (Ambalabe, Ambalamanankavana, Ampasimbe). Cette forme d'utilisation locale est accompagnée de la transformation des forêts par des incendies.
Lémurien à collier blanc <i>Eulemur cinereiceps</i>	<i>Eulemur cinereiceps</i> : une espèce de lémurien diurne, espèce en danger d'extinction (EN) et à localisation très restreinte dans une région où l'habitat est très menacé : dans le corridor forestier Andringitra-Vondrozo (forêts denses humides de basse et moyenne altitudes). La population de l'Andringitra est menacée par l'hybridation avec <i>E. rufifrons</i>
Palmier <i>Ravenea glauca</i>	À part le Parc National d'Isalo (514 à 1'268 m d'altitude), le PN Andringitra est le second site où on trouve des populations de <i>Ravenea glauca</i> (palmier rare et endémique). La population de cette espèce dans le PN en diffère par une distribution plus élevée (jusqu'à 1'200 voire 1'800 m) et son écologie rupicole (ravins).

Synthèse :

TABLEAU 22 : SYNTHÈSE DES CARACTÉRISTIQUES DU PN ANDRINGITRA ((SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA, PAG 2013))

Régions	Haute-Mahatsiatra et Ihorombe
Districts	Ambalavao et Ivohibe
Ecorégions	Est, Centre, Haute Montagne
Surface	31'160 ha
Statut	La Réserve Naturelle Intégrale (RNI) a été créée le 31 décembre 1927 ; son statut a été changé le 19 mai 1998 selon le Décret 98-376 pour devenir le Parc National (PN) d'Andringitra.
Accès	Partie nord : à 47 km d'Ambalavao (sur piste) Partie ouest : à 60 km d'Ambalavao Partie est : à 60 km d'Ambalavao (une partie non accessible en voiture) Partie sud-ouest : à 90 km d'Ihosy Partie sud : non accessible.
Altitude	650 m à 2'658 m (Pic Imarivolanitra, ex Pic Boby)
Hydrographie	Zomandao (affluent de Mangoky), Menarahaka, Iantara (affluent de Manapatrana) et Rienana prennent naissance dans le massif d'Andringitra
Climat	À l'est le climat est de type tropical humide ; à l'Ouest, le climat est saisonnier-aride (maximum de sécheresse en février). En altitude, le climat est saisonnier-froid
Précipitations	Moyenne annuelle : (800-) 1'495mm (-2'625) ; Antanifotsy : 1'275mm ; Anjavidilava : 2'625mm ; Est : 4'000mm
Température	Min : 5,2°C ; Max : 21,4°C ; Moyenne annuelle (Antanifotsy) : 16°C ; Cuvette du Boby : -16°C (juillet 1956)
Habitats	Forêt dense humide de basse altitude, Forêt dense humide de moyenne altitude, Forêt sclérophylle de montagne, Prairies altimontaines et avec ligneux, Fourré de montagne, Savane avec et sans ligneux, Végétation rupicole,

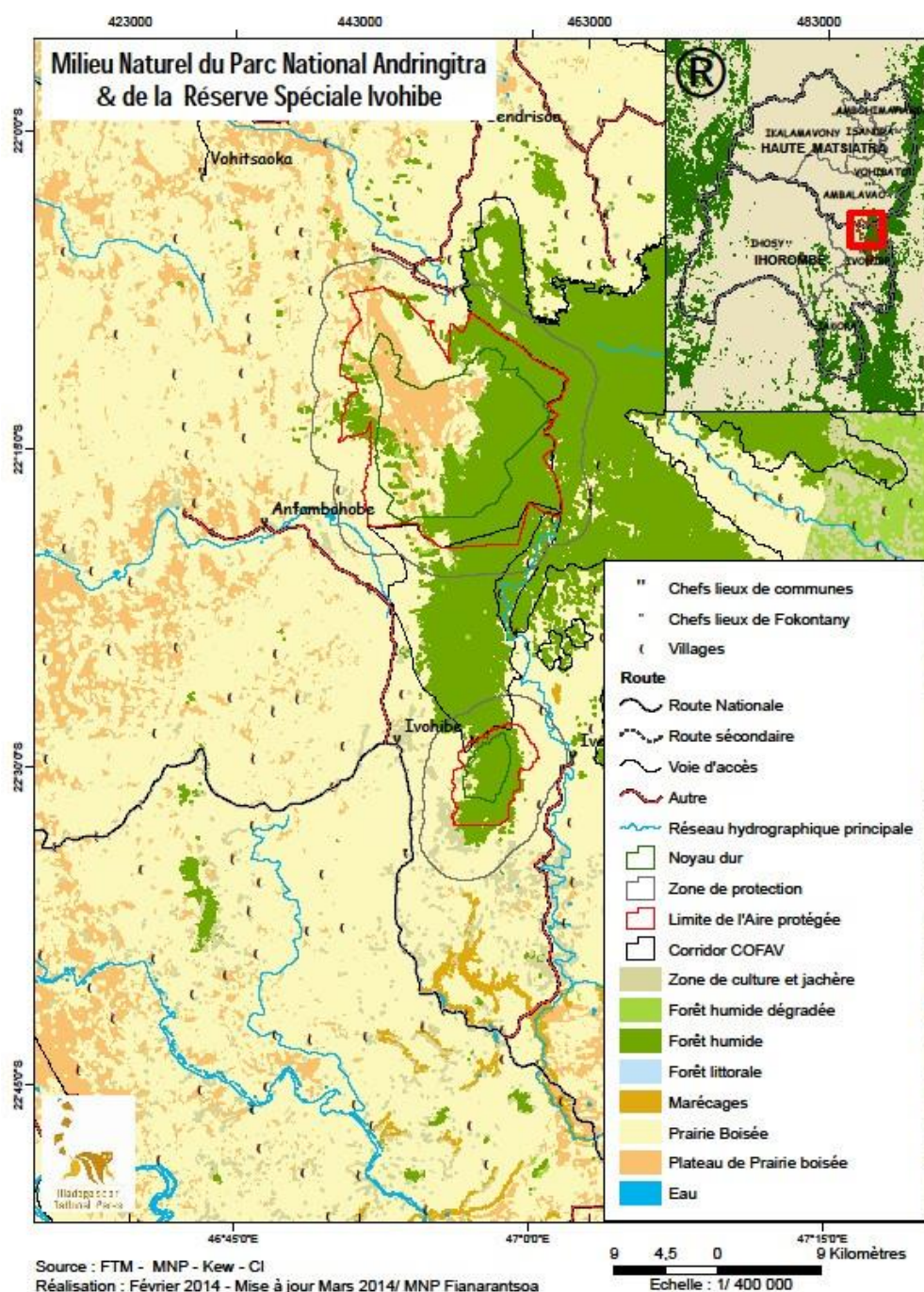


TABLEAU 23 : LES PRESSIONS SUR LE PN ANDRINGITRA : TYPE, LOCALISATION ET CALENDRIER, EN 2011
(SOURCE : MNP/ PN ANDRINGITRA/ PAG 2013)

Cibles de conservation	Type de pressions	historiq	active	anticipé	Localisation	1er trim	2ème	3ème	4ème
Forêt dense humide de basse altitude	Défrichement	X		X	Secteur Est de l'AP			X	X
	Coupe		X		Secteur Est, Namoly		X	X	
	Collecte de bambous		X						
Forêt dense sclérophylle de montagne	Feu	X		X	Namoly, Sahanambo, Ivohibe			X	X
Lémurien à collier blanc <i>Eulemur cinereiceps</i>	Défrichement	X		X					
	Chasse (piégeage)	X		X	Secteur Est	X			X
Palmier <i>Ravenea glauca</i>	Coupe pour collecte de larve		X						
	Collecte de produits forestiers (bois de chauffe)		X		Namoly	X	X	X	X
	Collecte de produits forestiers (miel)		X		Namoly	X		X	X

4.5 Milieu socio-économique

4.5.1 Population en zone rurale

La Région Matsiatra Ambony enregistre une proportion plus importante de ruraux, avec 1 197 974 habitants, contre 246 613 habitants en milieu urbain. La densité démographique en milieu rural est de 58,1 hab/km² (au niveau national 36,2 hab/km²) contre 1240,9 hab/km² en milieu urbain (au niveau national 255,9 hab/km²).

Le District d'Ambalavao enregistre plus d'habitants en milieu rural (soit 21,3% par rapport à celui de la Région Matsiatra Ambony) avec une densité démographique de 54,3 hab/km².

La Région Ihorombe enregistre également une proportion plus élevée d'habitant en milieu rural, avec 377 756 habitants, contre 39 556 habitants en milieu urbain. La densité démographique en milieu rural est de 14,5 hab/km² contre 1315,6 hab/km² en milieu urbain.

Pour sa part, le District Ivohibe enregistre principalement d'habitant en milieu (soit 18,27 % par rapport à celui de la Région Ihorombe), avec une densité démographique de 16,0 hab/km².

TABLEAU 24 : REPARTITION DE LA POPULATION RESIDENTE PAR MILIEU DE RESIDENCE SELON LA REGION ET DISTRICT - DENSITE (SOURCE : RGPH-3, 2018)

Région / District	EFFECTIFS			POIDS DÉMOGRAPHIQUES			DENSITÉ (Hab/km ²)		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Matsiatra Ambony	246 613	1 197 974	1 444 587	5,0	5,8	5,6	1240,9	58,1	69,4

Ambalavao	43 231	255 173	298 404	0,9	1,2	1,2	432,7	54,3	62,2
Ihorombe	39 556	377 756	417 312	0,8	1,8	1,6	1315,6	14,5	16,0
Ivohibe		69 052	69 052	-	0,3	0,3	-	16,0	16,0

4.5.2 Densité de la population

Avec une superficie totale de 20 880 km² (Monographie Région Haute Matsiatra, 2013) et une population totale estimée à 1 444 587 habitants en 2017, la densité démographique moyenne de la Région Matsiatra Ambony est de 69,4 habitants au km² (au niveau national 43,4 hab/km²).

Pour celle de la Région Ihorombe, la densité démographique est de 16 habitants/km² sur une superficie totale de 26,930 km² (Monographie Région Ihorombe, 2013) et une population totale de 417 312 habitants.

La projection 2019 et 2020 établie lors du RGPH-3 est illustrée dans le tableau suivant :

TABLEAU 25 : PROJECTION DU NOMBRE D'HABITANTS POUR LA PERIODE 2019 ET 2020 (SOURCE RGPH-3, 2018)

Région	District	2019	2020
Matsiatra Ambony	Total Région	1 482 435	1 522 112
	Ambalavao	307 467	316 842
	Fianarantsoa I	196 130	200 765
	Ambohimahasoa	277 829	284 782
	Ikalamavony	131 200	137 092
	Isandra	154 296	157 769
	Lalangina	188 111	192 344
	Vohibato	227 402	232 518
Ihorombe	Total Région	430 023	443 172
	Ihosi	303 199	313 733
	Ivohibe	70 508	72 077
	Iakora	56 316	57 362

Le district d'Ambalavao a le plus important nombre de population au sein de la Région de Matsiatra Ambony, tandis que le district d'Ivohibe tient la deuxième place dans la Région d'Ihorombe, mais loin derrière le premier (Ihosi).

TABLEAU 26 : REPARTITION DE LA POPULATION PAR SEXE SELON LA REGION, LE DISTRICT ET DENSITE, POIDS DEMOGRAPHIQUE (RGPH-3, 2018)

National / Région / District	Effectif			% Femme	Densité
	Homme	Femme	Ensemble		
Matsiatra Ambony	714 484	730 103	1 444 587	50,5	69,4
Ambalavao	147 218	151 186	298 404	50,7	62,2
Ihorombe	207 877	209 435	417 312	50,2	16,0

National / Région / District	Effectif			% Femme	Densité
	Homme	Femme	Ensemble		
Ivohibe	34 345	34 707	69 052	50,3	16,0
National	12 658 945	13 015 251	25 674 196	50,7	43,4

Le District d'Ambalavao compte 298 404 habitants dont 50,7 % sont des femmes, ce taux est identique à celui au niveau national mais supérieur à celui dans la Région Matsiatra Ambony. Le District d'Ivohibe quant à lui compte 69 052 habitants dont 50,3% sont des femmes, ce taux est inférieur à celui au niveau national mais supérieur à celui dans la Région d'Ihorombe.

La population au niveau du District d'Ambalavao représente 20,65% de la population de la Région Matsiatra Ambony et celle au niveau du District d'Ivohibe représente 16,54% de la population de la Région Ihorombe.

TABLEAU 27 : EFFECTIF DE LA POPULATION DES PERSONNES AGEES (60 ANS ET PLUS) RECENSEE DANS LES MENAGES ORDINAIRES PAR RAPPORT A LA POPULATION TOTALE (RGPH-3, 2018)

Région/ District	Effectif 3 ^{ème} âge (60- 79 ans)			Effectif 4 ^{ème} âge (80 ans et plus)			Effectif personnes âgées			Proportion (%) des personnes âgées		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Matsiatra Ambony	15 370	21 400	36 770	1 214	2 816	4 030	16 584	24 216	40 800	5,0	4,1	4,4
National	226260	789706	1015966	23028	105982	129 010	249288	895688	1144976	5,0	4,3	4,5

Dans la Région Matsiatra Ambony, la proportion de personnes âgées est supérieure en milieu urbain (5%) qu'en milieu rural (4,1%). Elle est la même au niveau national en milieu urbain (5%) mais inférieure en milieu rural (4,3%).

Le tableau ci-après présente la projection du nombre de population des Districts de la Région Matsiatra Ambony entre 2019 et 2020, sur la base du RGPH-3.

TABLEAU 28 : PROJECTION DU NOMBRE D'HABITANTS POUR LA PERIODE 2019 ET 2020 (SOURCE RGPH-3, 2018)

Région	District	2019	2020
Matsiatra Ambony	Total Région	953 519	978 350
	Fianarantsoa I	251 954	258 068
	Ambato boeni	274 013	283 840
	Marovoay	201 234	204 963
	Mitsinjo	85 626	87 202
	Fianarantsoa II	98 349	101 218
	Soalala	42 343	43 059

En tenant en compte de la superficie des Districts, ci-après l'évolution de l'augmentation moyenne du nombre de personnes par km²¹ durant cette période pour les 2 Régions :

- Région Matsiatra Ambony : pour la Région (1,9 hab.), **Ambalavao (1,9 hab.)**, Fianarantsoa I (40,8 hab.), Ambohimahasoa (3,8 hab.), Ikalamavony (0,59 hab.), Isandra (2,39 hab.), Lalangina (2,4 hab.) et Vohibato (1,57 hab).
- Région Ihorombe : pour la Région (0,002 hab.), Ihosy (0,001 hab.), **Ivohibe (0,002 hab.)**, Iakora (0,004 hab.).

L'augmentation moyenne majeure du nombre d'habitants au km² concerne les districts de Fianarantsoa I et d'Ambohimahasoa pour la Région Matsiatra Ambony. L'augmentation au niveau de la Région Ihorombe est très faible. Pour le lieu d'implantation du Parc National, on estime une augmentation moyenne de l'ordre de 9 personnes / 10 km².

4.5.3 Culture et religion

À l'instar des différentes localités à Madagascar, plusieurs pratiques et croyances religieuses cohabitent dans les districts d'Ambalavao et d'Ihorombe, notamment les croyances ancestrales et le christianisme avec ses différentes tendances.

Le culte des ancêtres est fortement pratiqué, tandis que différents tabous, us et coutumes conditionnent parfois les modes de vie quotidienne (choix des jours de cérémonie, jour de travail, etc.)

4.5.4 Éducation

Taux Brut de Fréquentation Scolaire (EDSMD-V, 2021)

Pour la Région Matsiatra Ambony, le Taux Brut de Fréquentation Scolaire est de 125,4% en 2021 avec 126,0% pour le sexe masculin et 124,7% pour le sexe féminin.

Dans la Région Ihorombe quant à elle, ce taux est de 87,1%, avec 85,0% pour le sexe masculin et 89,8% pour le sexe féminin.

Infrastructures scolaires

Dans la Région Matsiatra Ambony, durant l'année scolaire 2016-2017, le nombre d'infrastructure scolaire fonctionnel de niveau I est de 1664 dont 1 113 établissements publics et 551 établissements privés. Et celui de la Région Ihorombe, ce nombre est de 686, dont 614 établissements publics et 72 établissements privés (Ministère de l'Éducation Nationale, 2016-2017).

4.5.5 Santé

Les aspects sur la santé concernant les Régions Matsiatra Ambony et Ihorombe sont présentés dans les paragraphes ci-après (EDSMD V, 2021);

Vaccination :

Le pourcentage d'enfants de 12–23 mois ayant reçu tous les vaccins de base² varie d'un minimum de 25 % dans la région de Sava à un maximum de 82 % dans la région d'Itasy. Pour la Région Matsiatra Ambony, ce taux est de 61% et pour celui de la Région Ihorombe, il est de 45%.

¹ La superficie utilisée est celle de la monographie de la Région en 2013 (Région Matsiatra Ambony : Ambalavao 4826km², Ambohimahasoa 1 824 km², Fianarantsoa I 113,6 km², Ikalamavony 9 824 km², Isandra 1 450 km², Lalangina 1 758 km², Vohibato 3 239 km², Région Ihorombe Iakora 4, 258)

² On considère qu'un enfant a reçu tous les vaccins de base, s'il a reçu au moins : une dose de vaccin BCG qui protège

Connaissance du VIH

La connaissance par la population des moyens de prévention est indispensable si l'on veut lutter efficacement contre la propagation du VIH.

Au niveau national, pour les femmes et les hommes du groupe d'âges 15- 24 ans le taux de connaissance des moyens de prévention du VIH est respectivement de 26% et 24%. Pour la Région Matsiatra Ambony, ce taux est de 57 % pour les femmes et 78 % pour les hommes, pour la Région Ihorombe, il est de 49% pour les femmes et 53% pour les hommes. Les jeunes hommes des deux régions ont ainsi une meilleure connaissance des moyens de prévention du VIH par rapport aux jeunes femmes.

Mortalité infanto-juvénile

Selon l'étude réalisée par INSTAT, les résultats selon les régions font apparaître des écarts très importants : c'est la région de Vatovavy Fitovinany qui se caractérise par les niveaux de mortalité les plus élevés. Dans cette région le risque de décéder entre la naissance et le cinquième anniversaire est estimé à 119 ‰ contre 68 ‰ dans celle de Matsiatra Ambony et 46‰ dans celle d'Ihorombe.

Nutrition

Le pourcentage d'enfants de moins de 5 ans qui présentent un retard de croissance est plus élevé dans la Région de Vakinankaratra (52%) et Itasy (52%). Il est moins élevé dans la Région Diana (22%). Pour la Région Matsiatra Ambony, il est de 49% et pour celui de la Région Ihorombe, il est de 33%.

TABLEAU 29 NOMBRE D'INFRASTRUCTURE SANITAIRES CSBI ET CSBII

Région/District	CSBI	CSBII
Matsiatra Ambony	28	127
Ambalavao	3	36
Ihorombe	20	29
Ivohibe	5	4

Source : <http://snisnet.net/MDDSS/MDHMap0.php?maptype>

Le PRCPB contribuera à l'amélioration des conditions et services sanitaires en appuyant la construction d'un CBS II à Namoly.

4.5.6 Sources d'énergie

Certains districts de la Région de Matsiatra Ambony disposent d'installations de réseau électrique, mais la puissance fournie est incertaine.

L'énergie produite dans la Région provient de sources hydro-électriques pour 15,9% des communes, thermique pour 7,3%, solaire pour 3,7%. Il importe de remarquer que ces données concernent les communes pour lesquelles on a obtenu des réponses (enquête CREAM 2009).

La libéralisation de la production d'électricité entreprise par le gouvernement malgache depuis 1999 a permis à des opérateurs privés d'entrer dans le secteur.

contre la tuberculose ; trois doses de vaccin DTCQ-HepB-Hib qui protège contre la diphtérie, le • tétanos, la coqueluche, l'hépatite B et l'Haemophilus influenzae type b, trois doses de vaccin oral contre la poliomyélite et une dose de vaccin contre la rougeole

C'est le cas dans les villes ou communes qui ne sont pas couvertes par le réseau de la JIRAMA. Par conséquent, suivant les cas, on pourrait rencontrer une diversité des fournisseurs d'électricité au niveau des communes. Dans la région de la Matsiatra Ambony, 17,1% des communes sont desservies par la JIRAMA contre 11,0 % à la fois par la JIRAMA et par des fournisseurs autres que la JIRAMA.

Il importe toutefois de signaler que malgré la présence effective sur le terrain d'autres fournisseurs, plus de la moitié des communes de la Région (57,3%) ne disposent pas de réseau électrique en 2015.

Selon les résultats de l'Enquête Périodique auprès des Ménages (EPM 2010), seul 1% des ménages de Matsiatra Ambony ne dépendent pas des ressources naturelles de la forêt pour la cuisson. Les bois ramassés sont utilisés par 85,7% des ménages, contre 3,2% pour les bois achetés. 11,1% des ménages utilisent du charbon de bois.

La plupart des Communes du District d'Ambalavao ne bénéficient pas d'alimentation électrique. Les sources d'énergie restent très sommaires et se limitent au niveau des ménages : généralement, l'éclairage se limite à des panneaux photovoltaïques de dimensions réduites quand les ménages n'utilisent pas de bougies ou de lampes à pétrole.

4.5.7 Infrastructures de transport

Selon son Plan Régional de Développement (PRD, 2015)³, dans la région de Matsiatra Ambony, 81,7%, des chefs-lieux de communes sont situés à plus de 11 km du chef-lieu de district. Néanmoins, la Région affiche un taux d'accessibilité relativement élevé avec un pourcentage de 65,8% de communes accessibles en voiture légère toute l'année. Pour les communes non accessibles en voiture légère, 8,5% sont accessibles en 4x4 en permanence et 2,4% non accessibles, et auquel cas les trajets se font à pied.

Une bonne partie des communes de la Région (65,8%) est desservie par une ligne régulière de transport en commun et dispose de terminus. Par contre, en ce qui concerne l'existence de stations d'essence, une faible proportion de communes en dispose.

4.5.8 Agriculture et élevage

La Région Matsiatra Ambony dispose d'un potentiel agricole mesurée par la disposition d'une surface cultivable de 503 905 ha répartie entre les sept districts : **Ambalavao (111 822 ha)**, Ambohimahasoa (126 700 ha), Fianarantsoa I (1.154 ha), Isandra (19 228 ha), Lalangina (89 128 ha) et Vohibato (40 425 ha).

La superficie cultivée est très disparate dans la Région avec des districts comme Isandra et Vohibato ayant une superficie cultivée représentant 60,6% et 55,8% des surfaces cultivables et des districts comme Ambalavao et Ambohimahasoa où la potentialité agricole reste peu exploitée avec une surface cultivée représentant seulement 9,8% et 14,4% de la surface cultivable.

Généralement, sur les hauts plateaux de la Région Matsiatra Ambony, presque toute la totalité des vallées sont exploitées et les pentes présentant des possibilités d'irrigation sont occupées par les rizières en étage. Les autres cultures vivrières (manioc, patate douce, haricot, maïs,) destinées surtout à l'autoconsommation sont très pratiquées avec des techniques adéquates.

Par ailleurs, on peut remarquer l'affluence des cultures maraîchères et fruitières (agrumes surtout) et la vitiviniculture.

La partie orientale de la Région est destinée aux cultures de rente comme le café arabica. Dans le Sud, le tabac est plus prospère. Par contre dans le moyen Ouest, la plantation de manioc, arachide, et maïs sont abondants, à part la riziculture

³ Note dans le PRD : les données sont insuffisantes, donc les informations sont sous réserve

Pour le cas d'Andringitra en particulier :

TABLEAU 30 : LES ACTIVITES ECONOMIQUES DES POPULATIONS RIVERAINES (PAG PN ARG 2013)

Ethnie	Activités	Localisation par rapport à l'AP	Ressources naturelles utilisées
Betsileo	Elevage bovin Riziculture	Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest	Savane (pâturage) Vallée (aménagement rizières en terrasse) Bas-fond (riziculture)
Bara	Élevage bovin Cultures sur brûlis Riziculture	Est, Sud-Ouest	Forêt

4.5.10 Tourisme

Le plus souvent, la Commune d'Ambalavao est considérée comme une zone de passage pour les touristes de l'axe Sud de l'île. Elle souffre énormément de sa proximité avec Fianarantsoa, situé à moins d'une heure, mais qui propose des offres bien meilleures en termes de services, y compris touristiques. Aussi, le séjour moyen des touristes à Ambalavao n'est que de 1 à 2 jours qui est aussi le point de départ de tous les sites touristiques environnants, notamment le Parc National d'Andringitra.

En termes d'affluence, il existe deux pics d'arrivée de touristes dans la région. Le mois d'avril-mai pour les vacances précoces et le mois de juillet à mi-novembre celle qualifiée de vacances classiques.

L'année 2019 (avant Covid-19), environ 2 180 touristes ont visité le parc national d'Andringitra. Cette situation est loin des 4929 visiteurs de 2008.

TABLEAU 31 : NOMBRE DE VISITEURS DU PN D'ANDRINGITRA 2016-2018 (SOURCE : MNP/PN ANDRINGITRA)

Année	Visiteurs étrangers	Visiteurs nationaux	Total
2016	1792	740	2532
2017	1807	767	2574
2018	1535	650	2185
2019	1510	670	2180
Total	6644	2827	9471

4.5.11 Aspects fonciers

Problématiques foncières

À Madagascar, les problèmes en matière foncière sont surtout liés à la méconnaissance des textes des lois par les paysans, la complexité des procédures, et la saturation des services fonciers de l'État avec leur équipement vétuste, surtout en milieu rural. En plus, les procédures d'acquisition des propriétés foncières (droit d'enregistrement) entraînent des coûts de transactions élevés pour les ménages ruraux.

Possession de terrain par la femme (EDSMD 2021)

Dans la Région Matsiatra Ambony parmi les femmes en possession de terres, 11,5 % voit le nom figurer sur le titre (contre 27,3 % pour les hommes), 9,2 % dont le nom ne figure pas sur le titre (contre 27,5 % pour les hommes), 77,4 % n'a pas de titre de propriété (contre 43 % pour les hommes).

Et pour la Région Ihorombe, parmi les femmes en possession de terres, 15,0 % voit le nom figuré sur le titre (contre 15,0 % pour les hommes), 6,7 % dont le nom ne figure pas sur le titre (contre 5,5 % pour les hommes), 77,3 % n'a pas de titre de propriété (contre 79,5 % pour les hommes).

À Madagascar, la question d'inégalité hommes-femmes à l'accès à la terre se présente à plusieurs niveaux :

- Son statut personnel et social et son degré d'insertion dans la société : pour la majorité des Malgaches, il est considéré tout à fait normal que les femmes ne jouissent pas pleinement de leurs droits fonciers et il semble naturel qu'elles soient censées accepter cette situation imposée par la société
- Au niveau de l'héritage : droits de succession sont patrilinéaires.⁴
- Au niveau de l'éducation : l'analphabétisation des femmes dans le milieu rural ainsi que leur manque d'instruction sont les causes directes de leurs méconnaissances sur la propriété foncière, surtout les procédures qui y sont liées.

4.5.12 Situation Genre

Pour la Région Matsiatra Ambony, le taux des femmes actives en milieu rural est de 73,8 %, si dans la Région Ihorombe il est de 72% et au niveau national, de 67,4%.

Pour l'ensemble du milieu de Résidence (Urbain et Rural), le taux pour les deux Régions (Matsiatra Ambony 68,5 et Ihorombe 69,4%) est supérieur à la moyenne nationale (63,8%).

TABLEAU 32 : POURCENTAGE DES FEMMES ACTIVES PAR MILIEU DE RESIDENCE (RGPH-3, 2018)

Région	Urbain		Rural		Ensemble	
	% femmes actives	Effectif des femmes en âge de travailler	% femmes actives	Effectif des femmes en âge de travailler	% femmes actives	Effectif des femmes en âge de travailler
Matsiatra Ambony	47,7	80 227	73,8	314 950	68,5	395 177
Ihorombe	49,0	12 316	72,0	97 834	69,4	110 150
National	51,2	1582 976	67,4	5574121	63,8	7 157 097

TABLEAU 33 : REPARTITION DE LA POPULATION RESIDENTE PAR SEXE (RGPH-3, 2018)

National / Région / District	Effectif			% Femme
	Homme	Femme	Ensemble	
Matsiatra Ambony	714 484	730 103	1 444 587	50,5
Ambalavao	147 218	151 186	298 404	50,7
Ihorombe	207 877	209 435	417 312	50,2
Ivohibe	34 345	34 707	69 052	50,3
National	12 658 945	13 015 251	25 674 196	50,7

⁴ Selon le Code civil malgache, la femme n'hérite pas des terres ancestrales ; en tant qu'épouse, elle est au huitième rang dans la succession par rapport au testament.

Dans la Région Matsiatra Ambony 50,5% des habitants sont des femmes et 50,2% dans la Région d'Ihorombe si 50,7% au niveau du District d'Ambalavao, 50,3% au niveau du District d'Ivohibe et 50,7% au niveau national.

Prévalence de violence (ESDMD 2021)

Dans la Région Matsiatra Ambony 13,4% des femmes entre 15-49 ans subissent des actes de violence sexuelle à un moment quelconque (contre 25,8% dans la Région de Menabe) et 4,5% les ont subis au cours de l'année 2020 (contre 15, 8% dans la Région de Menabe). Pour la Région Ihorombe, ce taux est de 5,9% des femmes entre 15-49 ans subissant des actes de violence sexuelle à un moment quelconque et 3,2% les subissant au cours de l'année 2020.

Au niveau national, le pourcentage de femmes qui ont déclaré avoir subi des violences conjugales physiques, sexuelles ou émotionnelles, à un moment quelconque est plus élevé en milieu urbain qu'en milieu rural (48 % contre 40 %). Ces actes de violence sont plus fréquents dans les régions des hautes terres (59 % à Vakinankaratra, 56 % à Analamanga et 50 % à Itasy). Dans les Régions Matsiatra Ambony et Ihorombe, le pourcentage est respectivement de 50% et 21%. La Région d'Ihorombe est parmi celle où le taux est faible (19% pour la Région Androy et 20% pour la Région Androy).

Concernant la prévalence de violence conjugale dans la Région Matsiatra Ambony 38,4% de femme subis de violences émotionnelles si 27,4% subis de violence physique. Pour la Région Ihorombe, ce taux est respectivement de 17,3% et 14,7%.

Contrôle de l'utilisation de revenu de la femme (ESDMD 2021)

Dans la Région Matsiatra Ambony, 29,9% des femmes mariées de 15 à 49 ans décide principalement de comment utiliser l'argent qu'elle gagne, si 71,9% le décide avec leurs conjoints et 0,9% de femme voit l'utilisation de son argent décidée par son conjoint. En termes de gain, 7,8 % de femmes gagnent plus que leurs conjoints contre 44,4% qui gagnent moins que leurs conjoints.

Et pour la Région Ihorombe, 21,4% des femmes mariées de 15 à 49 ans décide principalement de comment utiliser l'argent qu'elle gagne si 76,5% le décide avec son conjoint et 1,9% de femme voit l'utilisation de son argent décidée par son conjoint. Et 5,6 % de femmes gagnent plus que leurs conjoints contre 47,9% qui gagnent moins que leurs conjoints.

Migration interne

Région Matsiatra Ambony

Dans cette Région, ce sont surtout les causes économiques qui requièrent des mouvements de population. L'immigration est de proximité, les immigrants viennent en premier lieu des localités du même district.

La période de soudure dans leur localité de départ est perçue comme étant la première raison d'immigration vers le Matsiatra Ambony. Vient ensuite l'émergence d'un pôle de travail. L'émigration est quant à elle due à la période de soudure, le manque de terrain arable et l'émergence d'un pôle de travail et le manque d'opportunité locale en termes d'emploi. (Monographie de la Région Matsiatra Ambony, CREAM 2013)

Région Ihorombe

Pour cette Région, les populations émigrent peu, que ce soit les autochtones, c'est-à-dire les Bara, ou les migrants.

Ihorombe a longtemps été et continue d'être une terre d'immigration. Ce qui attire les migrants vers la Région Ihorombe, ce sont ses terres arables. S'y ajoute le mouvement d'immigration 'massive' de la ruée vers le saphir d'Ilakaka.

4.6 Enjeux et sensibilité du milieu

La définition d'un enjeu repose sur le fait de s'interroger sur l'ensemble du projet, quelles sont les préoccupations qui peuvent le remettre en question ou du moins le bloquer pour cause de questionnements sur les impacts, en fonction du milieu. C'est la raison pour laquelle il est question d'enjeux environnementaux, d'enjeux sociaux et d'enjeux économiques.

La caractérisation et l'analyse du contexte biophysique, socioculturel et économique du PN ARG et ses zones d'influence ont permis de déterminer les enjeux. Ainsi, lors de la mise en œuvre du projet, l'ensemble des acteurs devrait leur accorder une attention particulière.

Concernant la sensibilité du milieu liée aux enjeux :

- Si la situation décrite par rapport à l'enjeu est positive, veiller au maintien et renforcement
- Si la situation décrite par rapport à l'enjeu est négative, veiller à la réduction ou à l'évitement

Très forte sensibilité

Ignorer l'enjeu (en manquer de considération) – par rapport à la description- peut générer des impacts très importants (positifs ou négatifs)

Forte sensibilité

Ignorer l'enjeu (en manquer de considération) – par rapport à la description - peut générer des impacts très importants (positifs ou négatifs)

Sensibilité modérée

L'enjeu a des impacts d'importance modérée même s'il y a chARGement de son état ou situation

Faible sensibilité

L'enjeu a des impacts insignifiants même s'il y a chARGement de son état ou situation

Le tableau ci-dessous montre les enjeux les plus significatifs et les liens avec la sensibilité du milieu.

TABEAU 34 : ENJEUX ET SENSIBILITE DU MILIEU

Enjeux	Description	Niveau de sensibilité
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX		
Biodiversité (faune, flore, habitats)	L'état de l'ensemble de la biodiversité (faune, flore, habitats) du PN ARG et celles des zones périphériques influence la qualité de l'air, la qualité et la quantité de l'eau des localités environnantes, la capacité de stockage de CO ₂ , la pluviométrie, les activités écotouristiques	Élevé
Ressources en eau	Le PN ARG contribue à assurer assure la qualité, la quantité et l'accès aux ressources en eau. Il tient le rôle de réservoir d'eau pour les districts environnements, très important pour la riziculture, notamment	Élevé
Forêts	Parfois, la recherche de terres cultivables favorise le défrichement. Les coupes sélectives se pratiquent d'une façon importante à cause des besoins en bois pour différentes raisons (construction, énergie, ...) Les forêts sont aussi menacées par les feux.	Élevé
Changement climatique	Le PN ARG et les formations forestières contribuent à l'atténuation du CC et à la régulation du micro-climat	Élevé
ENJEUX HUMAINS (SOCIO-CULTURELS, SANITAIRES, SÉCURITAIRES)		
Santé des personnes	Risque de propagation de Covid19 et autres virus (ex : VIH SIDA), dû à l'augmentation du nombre des personnes qui circulent	Élevé
Respect des us, coutumes et croyance	La multiplicité des croyances n'entraîne pas de séparation au sein de la population. Cette tolérance est à entretenir et à préserver.	Élevé
Genre	Les femmes sont assez actives et ne sont pas « invisibles » dans les diverses activités génératrices de revenu.	Moyen
ENJEUX ÉCONOMIQUES		
Tourisme	Du fait de sa situation géographique, le PN ARG dispose de fortes potentielles touristiques pour la destination « Grand Sud » très prisée par les touristes, notamment étrangers.	Élevé
Fourniture d'énergie	Insuffisance des besoins satisfaits en fourniture d'électricité	Élevé
Pratique du Tavy (culture sur brûlis)	Encore pratiquée	Élevé
Agriculture (riziculture, culture maraichères, élevage, ...)	Activités centrales pour le milieu rural	Élevé

5. ANALYSE DES ALTERNATIVES

5.1. Présentation des alternatives étudiées

Pour les sous-projets nécessitant une réhabilitation, les deux alternatives analysées sont

- L'alternative « 0 » sans projet, qui consiste à ne pas engager d'opérations au niveau des zones touchées par le projet ;
- L'alternative « A » avec intervention du PRCPB/ PN Andringitra, à travers ses différents sous-projets (aménagement infrastructures touristiques et communautaire).

Les sous projets concernés par cette comparaison sont la réhabilitation des infrastructures touristiques, l'entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly et la construction CSB II à Namoly.

5.2 Sous-projet : infrastructures touristiques

5.2.1 Alternative « 0 » sans projet

Critère environnemental

L'option « 0 » se traduit par l'absence d'action au niveau du PN Andringitra. Du point de vue purement biophysique, aucun travail n'induit donc aucun impact négatif sur les milieux biologique et humain.

Toutefois, vu que les infrastructures touristiques sont ouvertes au public, l'option « 0 » n'entraîne pas un statut quo sur la situation du milieu physique ; autrement dit, l'option « 0 » ne permet pas d'envisager que l'environnement du PN Andringitra demeurera intact. L'option « 0 » ne signifie pas « non-accès » au parc et aux infrastructures touristiques. L'accès – avec ou sans réhabilitation - peut toujours entraîner des perturbations au niveau des espèces ou des habitats (risque d'encombrement des circuits) ; de même, des érosions peuvent aussi apparaître dans diverses zones.

L'option « 0 » signifie également : laisser la dégradation des infrastructures, se poursuivre.

Critère social

Similairement, du point de vue social, en absence de travaux de réhabilitation, l'alternative n'est pas susceptible de provoquer des risques de conflits. L'effet positif est donc l'absence des risques de conflits liés par exemple au recrutement, la prolifération de l'insécurité, vu que l'aspect attractif de l'aire protégée n'est pas assez valorisé, le nombre de visiteurs sera éventuellement ou au mieux, maintenu. De l'autre côté toutefois, l'absence de projet limitera aussi la création d'emploi pour les communautés environnantes.

5.2.2 Alternative « A » avec projet

Critère environnemental

La mise en œuvre des activités de PRCPB permettra d'améliorer l'attractivité du PN Andringitra. La réhabilitation des infrastructures va entraîner la mise aux normes de certaines infrastructures et va améliorer l'image du PN ARG au niveau national qu'international.

Des impacts sur l'environnement biologique et physique sont identifiés durant la phase des travaux. La perte de la couverture végétale, la perturbation de la faune, le risque de prélèvement des espèces par les intervenants durant les travaux peuvent être cités, par exemple. Toutefois, les mesures d'atténuation sont aussi identifiées pour réduire ces impacts.

Critère social

La mise en œuvre des activités de réhabilitation va entraîner une augmentation des visiteurs au niveau du PN ARG. Cet aspect va entraîner la création d'emplois aussi bien directs qu'indirects, l'amélioration de la filière écotourisme. Néanmoins, il y a aussi des risques d'augmentation de l'insécurité et de prolifération de la prostitution.

Critère de gouvernance

Les infrastructures touristiques en bon état contribuent à la bonne gouvernance, car ces infrastructures ont des retombées économiques, qui à leur tour, renforcent les moyens pour améliorer la gouvernance du PN Andringitra.

5.2.3 Choix de l'alternative

Sur cette base, la situation « avec projet » peut être privilégiée au regard des avantages qu'elle peut générer sur le plan économique et social pour les populations environnantes du PN Andringitra et directement aussi pour l'aire protégée. Les impacts positifs majeurs sont entre autres :

- Pour la conservation : (i) maintien, voire renforcement de la protection du PN Andringitra, grâce au renforcement des moyens conférés au MNP et aux Gestionnaires du Parc (recettes issues des droits d'entrée), (ii) réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques et aux risques climatiques, etc.
- Sur la gouvernance : Amélioration de la gouvernance grâce au renforcement des moyens et à une meilleure implication des communautés
- Sur le plan développement local : (i) Création d'emplois, à travers la mise en œuvre de tous les sous-projets, et par ricochet, amélioration du milieu socio-économique des localités/ zones ciblées ;(ii) la réhabilitation ou construction des infrastructures communautaires, etc.

L'alternative « A » sera retenue.

5.3 Sous-projet Entretien des points noirs de la piste d'accès Namoly

5.3.1 Alternative « 0 », sans projet

L'alternative « 0 » consiste à demeurer dans la situation actuelle.

Critère environnemental

Le mauvais état de la piste peut favoriser la préservation de la biodiversité, rendue difficilement accessible.

Critère social

D'une manière générale, le mauvais état des voies de communication constitue un frein à diverses initiatives de développement (marché, tourisme, éducation, etc.) et d'opportunité d'échanges.

5.3.2. Alternative « A », avec projet

Critères sociaux et environnementaux combinés

En mettant en œuvre ce projet :

- Des emplois, même temporaires, seront créés et les mains d'œuvres locales seront valorisées ;
- L'accès au PN ARG sera facilité et le tourisme, redynamisé
- La motivation de la communauté locale comme partenaire du gestionnaire du Parc sera rehaussée et par ricochet, la protection de l'aire protégée

Critère de gouvernance

L'augmentation du nombre de touristes aura des impacts financiers qui permettront de renforcer la bonne gouvernance du PN Andringitra avec des moyens renforcés.

5.3.3 Choix de l'alternative

Les effets positifs attendus et qui sont réalistes, l'emportent. L'alternative « A » sera retenue.

5.4 Sous-projet construction de CSB à Namoly

5.4.1 Alternative 0, sans projet

La variante « 0 » consiste à ne pas construire le CSB II.

Cette situation va induire les aspects suivants : -

- Absence d'installation sanitaire adéquate, aussi bien pour les communautés locales que les visiteurs (en cas d'urgence)
- Risques : empirement des conditions de traitement des malades.

5.4.2 Alternative « A », avec projet

L'alternative « A » concerne la mise en œuvre du sous projet CSB II.

La réalisation du projet va induire :

- L'amélioration des conditions sanitaires
- L'attribution de poste de personnel médical plus proximité.

Le projet ne requiert pas d'acquisition de terrain. Le CSB II sera sur un terrain communal. La Commune accompagnera les démarches pour le transfert en charge de la santé.

Cette variante ne présente aucun inconvénient en termes d'acquisition de terres par rapport au site de construction. Par contre, la construction des bâtiments scolaires aura des conséquences mineures sur la qualité de l'air, du sol et du milieu humain.

5.4.3 Choix de l'alternative variante

Ainsi, l'alternative « A, avec Projet » est retenue dans le cadre de l'élaboration de la présente ÉIES. Elle présente des impacts négatifs non-significatifs, voire négligeables, maîtrisables, temporaires et de portée spatiale très limitée avec des effets circonscrits aux périmètres des travaux et aux environs immédiats du chantier.

6. CONSULTATION ET PARTICIPATION PUBLIQUE

6.1 Principes et objectifs de la consultation

Afin de s'assurer l'adhésion et l'appropriation de toutes les parties prenantes au projet RCPB sur le site du Parc National de Andringitra, la consultation de tous ces acteurs fait partie totalement intégrante du processus d'étude du projet.

Le but est que toutes ces parties puissent s'exprimer, que leurs avis et préoccupations soient considérés et qu'elles-mêmes soient totalement impliquées dès la conception du projet jusqu'à sa clôture, en passant par la mise en œuvre et la formulation d'une stratégie de sortie après-projet et les processus de prise de décision.

6.2 Méthodologie

6.2.1 Organisation et approche

La méthode adoptée dans le cadre de la réalisation de la présente étude a consisté à :

- Identifier/ Lister/ cartographier globalement la liste de toutes les parties prenantes
- Les inviter à se réunir en faisant connaître d'avance l'ordre du jour, par le biais du Maire de la commune :
Au cours de la réunion :
- Faire remplir la fiche de présence, en invitant à donner des précisions sur le genre (homme ou femme), l'entité ou le groupe d'appartenance
- Présenter succinctement le projet aux participants
- Répondre à leurs questions et demande d'éclaircissement. Noter les questions qui n'ont pu être répondues, éventuellement
- Recueillir leur avis, leur crainte, incompréhension, doléances et recommandations par rapport au projet
- Identifier leurs intérêts et/ou réserves et réticences par rapport au projet

Les consultations se sont tenues comme suit :

TABLEAU 35 : CALENDRIER DE CONSULTATIONS PUBLIQUES

Période	Lieu de consultation	Parties prenantes
11/12/2022	Gîte Morarano	Les Aînés (Raiamandreny) du village
11/12/2022	Gîte Morarano	Association des guides et porteurs
12/12/2022	Gîte Morarano	Association des femmes
13/12/22	Gîte Soitambara	Différents membres de la communauté

6.2.2 Difficultés rencontrées

Aucune difficulté majeure n'a été rencontrée, aucun barrage de l'ARGue n'a été rencontré.

En général, les consultations se sont déroulées dans la convivialité. Une participation active et une bonne compréhension des enjeux sociaux et environnementaux du Projet RCPB par les différents acteurs ont été remarquées. Les responsables locaux ont été représentés par les autorités locales (Maire, Chefs Fokontany).

6.2.3 Sujets abordés

Au centre des échanges figurent les questions concernant les impacts sociaux du projet et réciproquement, l'impérativité de l'implication réelle des communautés, à la fois comme acteurs et premiers bénéficiaires des retombées du tourisme.

Les principaux sujets abordés ont ainsi porté sur le transfert de gestion des infrastructures aux privés. Il n'y a pas d'opposition, mais les communautés doivent être priorisées et en tirer des avantages.

6.3 Résultats des consultations

Les comptes-rendus des consultations sont en **Annexe 2**.

6.3.1 Perception globale sur le projet

Les éléments d'analyse des échanges issus des consultations des différentes parties prenantes montrent un niveau d'acceptabilité élevé du projet par les parties consultées. L'ensemble des acteurs consultés adhèrent au projet et le jugent pertinent, ainsi que les activités prévues. L'expression de leur desiderata n'est pas une opposition, mais démontre au contraire leur volonté de s'impliquer. Ce qui explique :

- Leur forte demande d'être considérés comme acteurs-interlocuteurs et premiers bénéficiaires, notamment les jeunes et les femmes
- Leur volonté de mieux collaborer avec MNP/Direction du Parc.

6.3.2 Préoccupations majeures et principales recommandations

TABLEAU 36 : PREOCCUPATIONS MAJEURES SELON LES INTERETS DE CHAQUE GROUPE (DEDUITES DES CONSULTATIONS)

Groupes de personne	Préoccupations	Recommandations de la part des personnes consultées/ Attentes	Modalité de prise en compte des préoccupations dans la mise en œuvre du projet
Ainés	Conséquence du transfert de Gestion des infrastructures écotouristiques au promoteur : la population n'aura plus accès au site	Que la question soit clarifiée dès le début	Concertation (villageois, promoteur, projet) et établissement des divers dispositifs, avant les travaux. Signature d'une convention multipartite (impliquant tous les représentants des parties prenantes : autorité locale, promoteur du projet, investisseur privé, communautés locales) et suivi
Porteurs et guide	Que le transfert de gestion exclue les guides et porteurs	Que la question soit clarifiée dès le début Que le métier et les personnes soient valorisés	Concertation (porteurs/ guides, promoteur, projet) et établissement des divers dispositifs, avant les travaux. Signature d'une convention multipartite (impliquant tous les représentants des parties

Groupes de personne	Préoccupations	Recommandations de la part des personnes consultées/ Attentes	Modalité de prise en compte des préoccupations dans la mise en œuvre du projet
			prenantes : autorité locale, promoteur du projet, investisseur privé, communautés locales) et suivi
Association des femmes	Ne pas tirer avantages des infrastructures réhabilitées	Que le transfert de gestion n'exclue pas les guides et porteurs Que les activités des femmes soient valorisées avec le transfert de gestion : cuisine, commerce d'art, lavandière, lessiveuse, et que le transfert n'exclue pas les guides et porteurs	Concertation (association ds femmes, promoteur, projet) et établissement des divers dispositifs, avant les travaux. Signature d'une convention multipartite (impliquant tous les représentants des parties prenantes : autorité locale, promoteur du projet, investisseur privé, communautés locales) et suivi
Population, en général	Ne pas tirer avantages des infrastructures réhabilitées : communautés,	Le transfert de gestion ne doit pas bloquer les communautés (accès, utilisation des infrastructures, etc.). Les membres des communautés locales doivent être prioritaires	Concertation (les communautés, le promoteur, projet) et établissement des divers dispositifs, avant les travaux. Signature d'une convention multipartite (impliquant tous les représentants des parties prenantes : autorité locale, promoteur du projet, investisseur privé, communautés locales) et suivi
	Répartition des fonds récoltés (VOI, Commune ...)	Que les VOI et Commune puissent être soutenues, financièrement (ristournes, etc.)	
	Transgression des tabous (fady)	Non négociable	

6.4 Plan d'engagement des parties prenantes

TABLEAU 37 : PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

Parties	Engagement	Approche/ Moyens	Période/ Fréquence/
AUTORITÉ LOCALE : Maires des Communes Rurales concernées	S'impliquer dans le suivi des infrastructures communautaires, jusqu'à leur exécution définitive	Visites régulières, Rencontres face-à-face avec les responsables des travaux Communications par téléphone	Dès le début du projet : échanges hebdomadaires, au moins

Parties	Engagement	Approche/ Moyens	Période/ Fréquence/
	Intégrer systématiquement dans les activités les informations liées aux PN ARG : recrutements, ouverture/fermeture du PN ARG, événements, avertissements de dangers (ex : feux, etc.)	Affichages, communiqué par radio locale, TV, page Facebook de la Commune	Activités systématiques
	Organiser, en collaboration avec la direction du PN ARG des activités d'éducation et de sensibilisation environnementales	Visites éducatives du PN ARG avec des publics-cibles	Au moins 2 fois par an avec deux publics cibles différentes
	Pour les divers travaux d'infrastructures, informer sur les tenants et aboutissants les populations touchées, par toutes les voies de communication possible	Affichage, radio, TV, page Facebook de la Commune	Affichages : un mois avant et pendant les travaux Radio TV : journalier Page Facebook : un mois avant et pendant les travaux
MNP/ Direction PN ARG	- Être mieux à l'écoute des communautés à travers des missions sur le terrain plus régulières et en veillant à l'opérationnalisation effective du mécanisme de gestion des plaintes	Déplacement : Missions sur le terrain pour la proximité avec les communautés	Au moins 2 fois par mois au niveau de chaque secteur
	- Maintenir l'intégrité du PN ARG	Déplacement : Suivi et contrôle à l'intérieur du PN Communication : par téléphone, par email	Suivant PTA
	- Faciliter les contacts des membres des communautés avec les opérateurs privés, pour les emplois et le commerce des produits artisanaux	Rencontres face-à-face Communications par téléphone	Continu
	- Organiser, en collaboration avec la Commune et les Fokontany des activités d'éducation et de sensibilisation environnementales	Visites éducatives du PN ARG avec des publics-cibles	Au moins 2 fois par an avec deux publics-cibles différents
	- Assurer les défraiements des membres des CLP	Paiement en liquide avec des pièces justificatives dûment signées	Selon les accords
Communautés locales et les	- Participer à la préservation du PN ARG en n'y commettant aucun	- 0 entrée illicite	

PRCPB EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Parties	Engagement	Approche/ Moyens	Période/ Fréquence/
associations et groupements	acte délinquant		
	- S'impliquer dans les contrôles	Participation physique	Suivant accord avec la direction du PN ARG
		Transmission d'information par téléphone	En tant que de besoin

7. IDENTIFICATION ET ANALYSE DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

7.1 Méthodologie d'évaluation des impacts et risques

7.1.1 Méthodologie d'évaluation des impacts

7.1.1.1 Identification des impacts potentiels

Les matrices sont des tableaux bidimensionnels qui facilitent l'identification des impacts découlant de l'interaction entre les activités d'un projet et les éléments particuliers de l'environnement. La matrice de Léopold et *al* (1971) a été utilisée pour l'identification des impacts.

Elle sert en premier lieu à identifier les activités du projet et les composantes du milieu qui peuvent en ressentir les effets. Les impacts du projet sont identifiés à travers une matrice qui met en relation les activités sources d'impacts d'une part et les composantes de l'environnement affectées d'autre part.

7.1.1.2 Critère d'évaluation de l'importance d'impacts

L'évaluation des impacts sera effectuée à partir de la grille d'évaluation des impacts établie par Martin Fecteau. Elle repose sur trois (3) critères : la durée, l'étendue et l'intensité. Chaque critère est décliné en trois (3) niveaux.

La durée de l'impact : un impact peut être qualifié comme long, moyen ou court.

- La durée de l'impact est courte, si l'impact est bien circonscrit dans le temps et s'arrête avec la fin de l'activité source d'impact ;
- Un impact d'une durée temporaire moyenne peut s'échelonner sur quelques jours, mais doit être associée à la notion de réversibilité ;
- Par contre, un impact de longue durée a souvent un caractère d'irréversibilité et est observé de manière définitive ou à très long terme.

L'étendue de l'impact : elle correspond à l'ampleur spatiale de la modification de l'élément affecté. On distingue trois niveaux d'étendue : régional, local et ponctuel.

- L'étendue est régionale si un impact sur une composante est ressenti dans un grand territoire (l'ensemble d'une commune par exemple) ou affecte une grande portion de sa population ;
- L'étendue est locale si l'impact est ressenti sur une portion limitée de la zone d'étude ou par un groupe restreint de sa population ;
- L'étendue est ponctuelle si l'impact est ressenti dans un espace réduit et circonscrit à quelques individus ou à quelques m².

L'intensité de l'impact : elle est fonction de l'ampleur des modifications sur la composante du milieu touché par une activité du projet ou encore des perturbations qui en découleront

- L'intensité d'un impact est qualifiée de forte quand celui-ci est lié à des modifications très importantes d'une composante ;
- Un impact est dit d'intensité moyenne lorsqu'il engendre des perturbations tARGibles sur l'utilisation d'une composante ou de ses caractéristiques, mais pas de manière à les réduire complètement et irréversiblement ;
- Une faible intensité est associée à un impact ne provoquant que de faibles modifications à la composante visée, ne remettant pas en cause son utilisation ou ses caractéristiques.

L'appréciation globale est classée selon les trois catégories suivantes :

- Importance majeure : les répercussions sur le milieu sont très fortes et peuvent difficilement être atténuées ;
- Importance moyenne : les répercussions sur le milieu sont appréciables mais peuvent être atténuées par des mesures spécifiques ;
- Importance mineure : les répercussions sur le milieu sont significatives mais réduites et exigent ou non l'application de mesures d'atténuation.

TABLEAU 38 : GRILLE D'ÉVALUATION DE L'IMPORTANCE DES IMPACTS

Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
Forte	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Majeure
		Courte	Majeure
	Locale	Longue	Majeure
		Moyenne	Majeure
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Moyenne	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Locale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Moyenne
	Ponctuelle	Longue	Moyenne
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
Faible	Régionale	Longue	Majeure
		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Locale	Longue	Moyenne

		Moyenne	Moyenne
		Courte	Mineure
	Ponctuelle	Longue	Moyenne
		Moyenne	Mineure
		Courte	Mineure

Source : Martin Fecteau

7.1.2 Méthodologie d'évaluation des risques

Un **risque** est la probabilité que l'environnement ou une personne subisse un préjudice ou des effets nocifs pour son état en cas d'exposition à un **danger**. Cette notion peut également s'appliquer à des situations où il y a perte de biens ou d'équipement ou des effets nocifs pour l'environnement.

La méthodologie utilisée pour l'évaluation des dangers et des risques est basée sur l'Analyse Préliminaire des Risques (APR) qui repose sur l'identification des dangers et l'estimation des risques (*Hazard Identification - HAZID, en Anglais*).

L'étude des risques et dangers s'effectue par appréciation des deux critères déterminant le niveau de risque :

- La sévérité de cet événement s'il se produit. Cette sévérité est en relation avec l'ampleur des conséquences. La sévérité peut être Minimale - Faible- Moyenne - Haute – Très Haute
- La probabilité d'occurrence d'un événement se définit comme suit
 - Minimale : situation qui ne s'est jamais produite ou qui semble peu probable ;
 - Faible : situation qui s'est déjà produite une fois ;
 - Moyenne ; situation qui se produit à l'occasion ;
 - Forte : situation qui se produit sur une base régulière ;
 - Très forte : situation qui se produit plusieurs fois par année.

L'analyse des risques consiste ici à :

- 1) Pointer les principales situations de danger liées à la mise en œuvre du projet ;
- 2) Décrire les événements non souhaités qui peuvent survenir ayant des conséquences sur la santé des individus et sur les populations concernées ou l'environnement ou sur les installations ;
- 3) Apprécier la sévérité de cet événement s'il se produit,
- 3) Estimer la probabilité que l'événement non souhaité survient.

Le niveau de risque est lié à la combinaison du niveau de sévérité et de la probabilité que l'événement non souhaité se produise. Plus un événement est susceptible d'avoir des conséquences sévères et que la probabilité qu'il survienne est élevée, plus le risque apparaît comme inacceptable et nécessitera par conséquent la mise en place de procédures de réduction des risques et/ou la modification des installations pour en atténuer les effets potentiels.

TABEAU 39 : MATRICE DE DETERMINATION DU NIVEAU DES RISQUES

Sévérité	Conséquences			Minimale	Faible	Moyenne	Forte	Très forte
	Personnes	Installations	Environnement					
Minimale	Blessure légère	Faible dommage	Effets négligeables					
Faible	Blessure et/ou maladie mineures	Dommages mineurs localisé	Effets mineurs à importants					
Moyenne	Blessure et/ou maladie importantes	Dommages Importants localisés	Effets importants localisés					
Haute	Décès	Dommages considérables	Effets considérables et étendus					
Très Haute	Plusieurs décès	Perte totale	Désastre majeur					

Source : Ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement de Burkina Faso, 2022

Les trois niveaux de risques ainsi obtenus peuvent être définis suivant le tableau ci-après :

TABEAU 40 : TABLEAU DE HIERARCHISATION DES IMPACTS

Niveau de risques	Description
Faible	Risque acceptable nécessitant la mise en place et l'application de mesures courantes d'amélioration continue
Modéré	Risque important nécessitant le changement et/ou l'amélioration des procédures de gestion des risques (surveillance et contrôle, encadrement et formation).
Elevé	Risque inacceptable nécessitant la mise en place immédiate de procédures de réduction des risques et la modification des installations

Source : Ministère de l'environnement, de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement de Burkina Faso, 2022)

7.2 Sources et récepteurs d'impacts environnementaux et sociaux

Les tableaux illustrant les impacts découlent des analyses des informations et données des chapitres précédents. Les contenus de Ces tableaux sont ainsi produit par les analystes ayant conduit la présente EIES.

Les sources et récepteurs d'impacts environnementaux et sociaux suivant les phases du projet sont présentées dans les sous- chapitres respectivement sur les infrastructures écotouristiques et les infrastructures communautaires.

7.2.1 Infrastructures touristiques

TABEAU 41 : SOURCE ET RÉCEPTEURS D'IMPACTS POUR LA REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Activités	Sous –activités	Milieu Physique				Milieu Biologique			Milieu Humain				
		Sol	Air	Eaux	Paysage et Esthétique	Végétation flore	Ecosystème, habitats	Faune	Economie	Utilisation du territoire	Sociaux / Qualité de vie	Santé et Sécurité	Milieu culturel / Patrimoine
Phase d'installation et de préparation													
	Transport des matériaux et circulation des camions		x									x	
	Stockage des matériaux et équipements	x			x	x							
	Recrutement des entreprises et des ouvriers								x		x		
Phase des travaux (réhabilitation)													
Remise aux normes des circuits	Débroussaillage	x	x		x	x		x					
	Élagage et désencombrement	x			x	x		x				x	
	Remblai / Déblai, remise à niveau	x	x					x				x	
	Entretien et mise en place des points métriques	x	x			x							
Entretien et réhabilitation des ouvrages d'assainissement (circuits)	Entretien pavés	x	x			x							
	Dégagement et nettoyage des exutoires et canaux d'évacuation, des fossés	x	x	x		x							
Réhabilitation des ouvrages de franchissement (circuits)	Escalier, guide-pas, passerelle, pont, balustrade	x	x	x								x	

PRCPB EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Activités	Sous –activités	Milieu Physique				Milieu Biologique			Milieu Humain				
		Sol	Air	Eaux	Paysage et Esthétique	Végétation flore	Ecosystème, habitats	Faune	Economie	Utilisation du territoire	Sociaux / Qualité de vie	Santé et Sécurité	Milieu culturel / Patrimoine
Renouvellement des panneaux (circuits)	Panneaux directionnels et panneaux d'information				x							x	
Réhabilitation des aires de repos (circuits)	Extension belvédère, cascade sacré, point de vue, point d'observation, point de repos	x	x		x					x			
Réhabilitation du site de camping Andriampotsy	Débroussaillage	x	x		x	x		x	x	x		x	x
	Réhabilitation et renforcement des aires de tentes (avec ou sans abris), des réfectoires/cuisines	x	x	x	x								
	Constructions des toilettes et salle d'eau, mise en place des panneaux d'information et directionnels, révision et installation des réseaux de tuyauterie, travaux de design extérieur et intérieur	x	x	x	x					x			
Réinstallation du poste de garde avec barrière de contrôle	Reinstallation du poste de garde à Andriantelo avec barrière de contrôle	x	x									x	
Réhabilitation du centre d'interprétation	Réhabilitation de l'infrastructure après passage de cyclone	x	x	x	x	x	x		x			x	
	Travaux de génie civil	x	x	x	x	x	x		x			x	
Aspects globaux	Présence des touristes dans les zones des travaux	x				x		x				x	
	Présence des ouvriers	x				x		x	x		x	x	x
	Repli de chantiers	x			x								
PHASE D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES ET DES SITES													

Activités	Sous –activités	Milieu Physique				Milieu Biologique			Milieu Humain				
		Sol	Air	Eaux	Paysage et Esthétique	Végétation flore	Ecosystème, habitats	Faune	Economie	Utilisation du territoire	Sociaux / Qualité de vie	Santé et Sécurité	Milieu culturel / Patrimoine
	Présence et exploitation des infrastructures et sites (déchets solides et liquides)	x	x	x	x								
	Risque de prélèvement d'espèces par les visiteurs					x		x					
	Risque de feux de brousse	x	x			x		x					
	Afflux des touristes et des visiteurs (en 2022 plus de 1300 personnes)	x	x	x		x	x	x	x			x	

7.2.2 Infrastructures communautaires

Pour le sous-projet PN ARG, seule la construction d'un CSB II à Namoly est considérée dans cette EIES.

TABLEAU 42 : SOURCES ET REPECTEURS D'IMPACTS – CONSTRUCTION D'UN CSBII

Activités	Sous –activités	Milieu Physique				Milieu Biologique			Milieu Humain				
		Sol	Air	Eaux	Paysage et Esthétique	Végétation flore	Ecosystème, habitats	Faune	Economie et emploi	Utilisation du territoire	Sociaux / Qualité de vie	Santé et Sécurité	Milieu culturel / Patrimoine
Phase de préparation	Délimitation du chantier	x	x		x					x		x	
	Recrutement des ouvriers								x		x		
	Achats des matériaux								x		x		
	Transport des matériaux		x						x		x	x	
	Libération des emprises									x			
	Installation du chantier	x			x	x		x					

Activités	Sous –activités	Milieu Physique				Milieu Biologique			Milieu Humain				
		Sol	Air	Eaux	Paysage et Esthétique	Végétation flore	Ecosystème, habitats	Faune	Economie et emploi	Utilisation du territoire	Sociaux / Qualité de vie	Santé et Sécurité	Milieu culturel / Patrimoine
	Nettoyage de l'emprise (abattage, débroussaillage, dessouchage)	x	x		x	x	x	x				x	
Phase de construction	Travaux de fondation (fouilles, béton, maçonnerie et revêtement)	x	x			x	x	x	x		x		x
	Travaux de maçonnerie (préfabrication, manipulation du béton etc.)	x	x	x							x	x	
	Travaux de menuiserie	x	x	x					x		x	x	
	Travaux de revêtement (enduits extérieurs et intérieurs des murs de maçonnerie)	x	x	x					x		x	x	
	Travaux de peinture	x	x	x					x		x	x	
	Mobilisation des ouvriers								x			x	
Fermeture de chantier	Enlèvement des déchets solides liés aux travaux de construction.	x	x	x	x		x		x		x		
	Nettoyage de la zone	x	x		x				x		x		
Phase d'exploitation	Utilisation du bâtiment pour des activités sanitaires	x	x						x		x	x	
	Travaux d'entretien	x	x	x									

7.3 Impacts potentiels et risques du projet

Les tableaux d'analyse d'impact sont issus des études des données et informations des précédents chapitres. Les sources de ces tableaux sont ainsi les analystes qui ont conduit le présent EIES.

7.3.1 Impacts potentiels et risques pour la réhabilitation des infrastructures écotouristiques

7.3.1.1 Impacts positifs potentiels pour les infrastructures écotouristiques pour la phase installation et travaux - Infrastructures touristiques

Le projet de réhabilitation et d'entretien des infrastructures touristiques du PN d'Andringitra dans toutes ses phases sera générateur d'emploi. La réhabilitation des infrastructures va nécessiter le recrutement de main d'œuvre diverses pourront être effectués par les entreprises locales. Ces dernières auront la charge de conduire les différents travaux de mise aux normes.

En plus de ces emplois directs, il se développera également des emplois indirects autour de la venue de ces employés qui pour la plupart viennent des localités environnantes de l'aire protégée et ne nécessiteront pas des hébergements au niveau de la zone du Parc. Une augmentation du nombre de clients pour les activités de restauration dans la zone du parc est attendue.

La mise en œuvre des activités de réhabilitation nécessitera l'acquisition des matériaux et équipements qui proviennent de Fianarantsoa ou des Chefs-lieux des Districts Ambalavao ou Ivohibe. Tous ces aspects vont aussi contribuer à l'amélioration de l'environnement économique local que régional. Plusieurs secteurs d'activités sont concernés comme le transport, les matériaux de construction, les mobiliers.

Pendant la phase de construction, les emplois temporaires qui seront créés contribueront à améliorer les revenus des populations dans un premier temps et pourront accroître les capacités techniques de la main d'œuvre locale pour des travaux similaires dans le futur. Ce qui va entraîner un impact positif sur le développement de la localité de la zone d'influence.

TABLEAU 43 : ÉVALUATION DES IMPACTS POSITIFS PROBABLES DURANT LES PHASES D'INSTALLATION ET DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Sources d'impacts	Impacts positifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Recrutement des mains d'œuvre	Création d'emploi au profit de la population environnante	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
Développement des petits commerces vu la présence des ouvriers	Amélioration du pouvoir d'achats des populations locales	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
Achats et transports des matériaux et équipements	Contribution à l'amélioration des chiffres d'affaires des entreprises locales et régionales	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne

7.3.1.2 Impacts positifs potentiels issus de la réhabilitation et la mise aux normes des infrastructures touristiques pendant la phase d'exploitation

La mise aux normes et la réhabilitation des infrastructures touristiques du PN d'Andringitra vise entre autres l'amélioration des attractivités au niveau de l'aire protégée. L'afflux des touristes permettra d'une part d'augmenter le taux de fréquentation du parc, l'accroissement des recettes de l'État et des collectivités territoriales décentralisées. Et d'autre part, il permettra au MNP en tant que gestionnaire du parc du point de vue biologique d'améliorer les capacités de conservation de la biodiversité à travers la mise en œuvre des

dispositions du PAG. Pour cela, les impacts probables attendus sont (i) la pérennisation des fonctions écosystémiques de l' AP et l'amélioration de l'état de la biodiversité, (ii) la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques et aux risques climatiques, (iii) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles, (iv) de la gestion des activités de conservation (surveillance et restauration forestières) ainsi que (v) la réduction des pratiques non durables (défrichement, coupes sélectives, feux sauvages, ...).

L'augmentation du taux de fréquentation du parc du fait des aménagements envisagés par le projet va constituer une opportunité de développement socioéconomique de la zone (création d'emplois directs et indirects, brassage culturel, etc.). Aussi, le projet à travers les emplois qu'il devra générer, pourrait se positionner comme une véritable alternative au braconnage et autres activités illégales pouvant être développées dans le parc, contribuant ainsi à sa conservation.

L'amélioration des revenus des populations bénéficiaires directs ou indirects du projet de réhabilitation et d'entretien des infrastructures touristiques va aussi entraîner l'amélioration de leur condition de vie (amélioration de l'accès à l'éducation, santé, etc.).

Du point de vue culturel, la valorisation touristique des potentialités culturelles locales (danses traditionnelles, rites, plats culinaires, etc.) constituera des sources de revenu additionnel pour les populations.

TABLEAU 44 : ÉVALUATION DES IMPACTS POSITIFS PROBABLES DURANT LA PHASE D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Sources d'impacts	Impacts positifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Afflux des visiteurs au niveau de l'aire protégée	Augmentation des recettes financières de l'AP et amélioration des capacités de conservation de la biodiversité Maintien des services écosystémiques fournis par l'AP Réduction des dégradations et des prélèvements illicites	Moyenne	Régionale	Longue	Majeure
Développement de l'activité économique locale	Création des emplois indirects dans le secteur hôtelier, artisanat, transport et commerce Contribution à l'amélioration des recettes communales	Moyenne	Locale	Longue	Majeure
	Nouvelles opportunités d'emploi pour les jeunes garçons et filles dans le secteur touristique (préposés à l'accueil, services dans les snack/restaurant, femmes/hommes de ménage)	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne
	Diversification des produits commercialisables Développement du commerce de produits artisanaux	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne

Sources d'impacts	Impacts positifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Valorisation touristique des potentialités culturelles locales (danses traditionnelles, rites, etc.)	Source de revenu additif pour les populations	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Mise en place des différents panneaux signalétiques au niveau du PN ARG	Faciliter la visite du PN Andringitra	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne
Fermeture du chantier	Amélioration de la sécurité des visiteurs (usagers des infrastructures) Amélioration du paysage (attractivité de l'AP)	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne

7.3.1.3 Impacts négatifs potentiels et risques pendant les phases de préparation et de construction pour la mise aux normes et la réhabilitation des infrastructures touristiques

Les travaux d'aménagement susceptibles d'être sources d'impacts sont l'installation, des zones de stockage des matériaux et équipements et de l'aire de camping ainsi que la réhabilitation des circuits touristiques, du centre d'interprétation et du poste de garde.

Tous ces travaux auront des impacts négatifs sur le sol par la destruction de la couverture et le compactage. Il en résulterait également une modification de la topographie et l'érosion du sol.

Pour la qualité de l'air, il peut y avoir des nuisances sonores et l'émission de poussières engendrées par les travaux.

Comme il a été indiqué dans la description des activités, pour la mise aux normes des circuits touristiques, ces travaux nécessitent de manière générale le débroussaillage, et l'élagage des arbres, le décapage de la terre végétale, ce qui entraînerait une perte de la superficie végétale et une diminution des ressources forestières, une perturbation des écosystèmes et modifications des habitats (faune et flore) ainsi que des déplacements des animaux vers des zones moins perturbées.

Pour le milieu humain, les phases de préparation et d'installation va nécessiter l'emploi de main d'œuvre au regard de la densité des activités envisagées. En effet, les prestataires de services devront recruter des manœuvres pour les différents chantiers de réhabilitation des circuits touristiques, des aires de camping et du centre d'accueil. Ces opportunités d'emplois pour les jeunes des villages riverains au parc contribueront à améliorer leur pouvoir d'achat et leur condition de vie. Ce contexte favorable va générer également des emplois indirects à travers le développement de petites activités liées à la présence des ouvriers (restauration, transport, etc.).

À la fin du chantier, il y aura une cessation d'activités pour les ouvriers mobilisés ; perte de revenu, augmentation du chômage.

Par ailleurs, durant ces phases, les principaux risques sont les accidents de circulation liés au transport des matériels et équipements, la propagation des maladies telles que le COVID 19 ou la transmission des IST ou le VIH/Sida ou des conflits sociaux liés au recrutement de la main d'œuvre, ainsi que des risques de VBG/EAHS.

TABEAU 45 : IMPACTS NEGATIFS POTENTIELS ET RISQUES PENDANT LES PHASES DE PREPARATION ET DE REHABILITATIONS DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Phase de préparation					
Stockage des matériaux	Perte de couverture végétale	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
Phase de construction					
Débroussaillage de la zone	Perte de couverture végétale	Moyenne	Locale	Moyenne à longue	Moyenne à majeure
Élagage	Perte de végétation Perturbation des habitats	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Mise à niveau aire de camping	Risque d'amorce érosion Pollution de l'air Perturbation de la faune	Moyenne	Locale	Moyenne	Mineure Moyenne
Activités de mise aux normes des circuits touristiques et réhabilitation du camping	Pollution sonore pouvant entraîner des impacts sur la faune	Moyenne	Ponctuelle	Courte	Mineure
Remblais, déblais,	Altération de la qualité de l'air	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Eaux pluviales	Contribution à l'érosion du sol	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Réhabilitation du centre d'interprétation Réhabilitation du poste de garde/mirador	Pollution sonore, altération de la qualité de l'air, impacts sur la santé du personnel	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne
Réhabilitation des panneaux	Altération du paysage	Faible	Locale	Longue	Moyenne
Réhabilitation des ouvrages de franchissements	Dégradation du sol Contamination des sols par les déchets de chantier	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
	Pollution de l'eau par les matériaux utilisés ou le sol "Perturbation de l'écoulement de l'eau	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Repli du chantier : abandon des déchets solides sur site	Altération des paysages Risques de pollution	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne
	Perte de revenu des ouvriers locaux	Forte	Locale	Moyenne	Moyenne
	Augmentation du chômage	Forte	Locale	Moyenne	Moyenne

TABEAU 46 : RISQUES POTENTIELS PENDANT LES PHASES DE PREPARATION ET DE LA REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques		
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque
Phase de préparation				
Transport des matériaux et équipements au niveau de l'aire protégée (par camion)	Risque d'accident de circulation	Moyenne	Moyenne	
Phase de construction				
Recrutement local	Risques de recrutement d'enfants mineurs lors du recrutement de la main d'œuvre locale et de violation des droits des travailleurs	Moyenne	Forte	n
	Conflits sociaux à cause de non recrutement des ouvriers locaux	Moyenne	Forte	
Débroussaillage des ouvrages de franchissement	Risque d'amorce d'érosion	Moyenne	Forte	
Présence des visiteurs au niveau des sites ou	Risque d'accidents corporels	Moyenne	Forte	

Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques		
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque
circuits à réhabiliter (les sites à réhabiliter restent accessibles aux visiteurs)				
Remblais / déblais	Risque d'amorce d'érosion	Moyenne	Moyenne	
Présence d'une main d'œuvre temporaire dans la zone de l'AP	Risque de propagation des maladies (COVID 19) ou transmission VIH Sida ou IST et de grossesses non désirées Risque de grossesse non désirée, EAHS	Moyenne	Forte	
Recrutement local	Conflits sociaux à cause de non recrutement des ouvriers locaux	Moyenne	Forte	
Travaux aériens : élagage, travaux nécessitant des échafaudages, échelles	Risque de chute dans le vide pouvant occasionner, des blessures, fractures, lésions temporaires ou permanentes	Haute	Forte	
Équipements ou matériaux non stabilisés en élévation (outils, ciment.)	Chute d'objet ou de matériaux à l'origine d'un renversement, basculement, heurt ou entraînement d'un ouvrier pouvant provoquer des blessures temporaires ou permanentes	Moyenne	Moyenne	
Transfert et circulation des matériaux à l'intérieur de l'AP	Altération de l'ambiance sonore	Faible	Moyenne	
Manipulation des produits chimiques (peinture, white spirit)	Pollution de l'air, impact sur la santé (inhalation)	Faible	Moyenne	

7.3.1.4 Impacts négatifs potentiels et risques pendant la phase d'exploitation pour la mise aux normes des infrastructures touristiques du PN Andringitra

L'exploitation des infrastructures écotouristiques réhabilitées (le circuit touristique, le site de camping à Andriampotsy, le centre d'interprétation et la réhabilitation de poste de garde) sera accompagnée d'une augmentation du volume de déchets au sein du PN Andringitra. Il faut souligner qu'en 2022, l'aire protégée a eu plus de 1300 visiteurs. Ces déchets, s'ils sont mal gérés, pourraient non seulement nuire aux paysages du site mais polluer également les autres éléments naturels comme l'air, le sol et les eaux, sans parler de l'exposition des animaux sauvages aux risques de contamination et de maladies diverses.

Augmentation des demandes pour les produits de premières nécessités : cet afflux de touristes dans la zone d'implantation du PN d'Andringitra, va entraîner l'accroissement en produits divers sur les marchés locaux. Cet aspect lié à l'augmentation du taux de fréquentation du parc sera également susceptible de créer une inflation dans la zone.

Sur le plan sécuritaire, le développement de l'activité touristique aura des risques de développement de fléaux tels que le grand banditisme, la criminalité, les trafics divers (humain, drogue, tourisme sexuel etc.).

Les activités du projet auront des effets à la fois positifs et négatifs sur le plan culturel. Comme effet positif, mentionné plus haut, ce projet à vocation touristique pourra valoriser le potentiel culturel local (danses traditionnelles, rites, etc.). Comme effet négatif, l'afflux des touristes dans la zone pourra avoir une influence sur les us et mœurs locaux à travers la commercialisation des fêtes et les cérémonies religieuses.

L'afflux des touristes va entraîner comme effet la prolifération des infections sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA. Ce risque sera présent pendant toute la phase d'exploitation du projet dans toute la zone d'implantation du parc. La santé des touristes pourrait aussi être menacée par la qualité des eaux au niveau des structures d'accueil (restaurants, auberges, hôtels etc.).

D'autres risques peuvent aussi se manifester :

- Des risques d'augmentation de prélèvement d'espèces ;
- Des cas de tourisme sexuel ;
- Les conflits sociaux à cause de la migration aux alentours de l'aire protégée.

Selon, le PAG (2012-2016) du PN d'Andringitra, la menace principale de l'aire protégée reste les feux anthropiques qui ont des causes socio-économiques, culturelles ou criminelles. Le développement des activités touristiques dans la zone du PN Andringitra et la migration qui s'ensuit constituent des facteurs pour le maintien de cette menace.

TABLEAU 47 : IMPACTS NEGATIFS POTENTIELS PENDANT LA PHASE D'EXPLOITATION

TABLEAU 4 : IMPACTS NEGATIFS POTENTIELS PENDANT LA PHASE D'EXPLOITATION					
Sources impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Phase exploitation					
Présence et exploitation des infrastructures réhabilitées et des espaces réhabilités	Dégradation des infrastructures réhabilitées ou sites aménagés	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Pollutions par les déchets solides et liquides issus des activités du site	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Détérioration du paysage à cause de la présence des déchets	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Exploitation des circuits touristiques par les visiteurs	Impacts sur les habitats : changement dans la composition, morphologie, diversité (à cause du piétinement)	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Contacts des visiteurs avec les animaux	Changement de comportement naturel de certains animaux) dû à la	Faible	Locale	Longue	Moyenne

Sources impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Phase exploitation					
	présence quotidienne de visiteurs				
Migration	Augmentation du nombre de la population locale attirée par les nouvelles opportunités économiques entraînant des conflits sociaux	Faible	Locale	Longue	Moyenne
Développement de l'économie locale	Saisonnalité de l'activité économique liée au tourisme qui peut créer des difficultés pour les entreprises pendant la saison basse	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
Développement de fléaux tels que, la criminalité, les trafics divers (humain, drogue, etc.),	Détérioration du climat social lié à l'insécurité	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne

TABLEAU 48 : RISQUES DURANT LA PHASE D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques			
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque	de
Phase exploitation					
Afflux de touristes et de visiteurs en général	Risque d'augmentation des prélèvements des espèces Risque de perte de biodiversité	Moyenne	Moyenne		
	Risque d'augmentation de l'incidence du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles	Haute	Moyenne		
	Risque d'augmentation du taux de déperdition scolaire	Moyenne	Forte		
	Risque d'inflation locale : augmentation possible des prix de certains services et/ou denrées sous l'effet de l'augmentation de la demande	Moyenne	Moyenne		

Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques		
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque
	Risque de contamination des animaux par les déchets	Faible	Moyenne	
Commercialisation des fêtes et cérémonies traditionnelles des groupes ethniques comme attractions touristiques	Fragilisation des valeurs fondamentales de ces cérémonies et la dignité des populations locales	Faible	Haute	
Tradition / us et coutumes	Risque de détérioration de la qualité de l'artisanat liée à l'augmentation de la demande pour les touristes	Moyenne	Fort	
Barrières culturelles	Risque de participation limitée des femmes aux bénéfices du projet	Moyenne	Moyenne	
Feux de brousse	Pertes d'espèces végétales et animales Perte d'habitats naturels	Moyenne	Moyenne	

7.3.2 Impacts potentiels et risques pour l'infrastructure communautaire

7.3.2.1 Impacts positifs potentiels pour la construction du CSBII pendant les phases préparatoire et installation

Pour les différents travaux et aménagements communautaires à initier aux alentours du PN Andringitra, les impacts positifs pendant les phases préparatoire et construction sont les mêmes et sont axés sur :

- La création d'emploi temporaire parmi la population locale par le biais de recrutement des entreprises locales et des ouvriers ;
- L'accroissement des revenus des marchands dans les activités de restauration ou de petit commerce se trouvant aux alentours des sites des travaux ;
- La contribution au développement de l'économie.

TABEAU 49 : IMPACTS POSITIFS POTENTIELS PENDANT LES PHASES PRÉPARATOIRE ET CONSTRUCTION

CONSTRUCTION

Sources d'impacts	Impacts positifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Phase préparatoire et de construction					
Recrutement des mains d'œuvre	Création d'emploi au profit de la population environnante	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
Développement des petits commerces vu la présence des ouvriers	Amélioration du pouvoir d'achats des populations locales	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
Achats et transports des matériaux et équipements	Contribution à l'amélioration des chiffres d'affaires des entreprises locales et régionales	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne

7.3.2.2 Impacts positifs potentiels pour les infrastructures communautaires pendant la phase d'exploitation

Les impacts positifs découlant de l'exploitation de CSB sont :

- La disponibilité d'un centre de santé para –cyclonique
- L'augmentation de l'accès des populations au centre de soin ;
- L'amélioration des conditions de travail et de prestation du personnel de santé ;
- L'amélioration des conditions d'hygiène sanitaire aussi bien pour le personnel que les autres usagers du centre de santé ;
- Le développement des AGR dans la zone environnante.

TABEAU 50 : IMPACTS POSITIFS POTENTIELS PENDANT LA PHASE D'EXPLOITATION DU CSB II A NAMOLY

Sources d'impacts	Impacts positifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Exploitation du nouveau centre de santé	Disponibilité d'une infrastructure résiliente para cyclonique et répondant aux normes de construction rurale	Moyenne	Locale	Longue	Majeure
	Augmentation de l'accès des populations environnantes à un centre de soin	Moyenne	Locale	Longue	Majeure
	Amélioration des conditions de travail et de prestation du personnel de santé	Moyenne	Locale	Longue	Majeure
	Amélioration des conditions d'hygiène sanitaire pour les usagers du centre	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne
	Développement des AGR dans la zone environnante	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne

7.3.2.3 Impacts négatifs potentiels et risques pour le CSB II pendant les phases préparatoire et construction

Phase préparatoire

Les activités de terrassement vont entraîner un dégagement assez important de particules qui altéreront la qualité de l'air. En effet, l'air sera localement et temporairement pollué par les émissions de poussières potentiellement chargées de métaux lourds et de gaz d'échappement générés par le chantier. Cette pollution pourra être à l'origine de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement), oculaires (irritations oculaires) et de nuisances olfactives surtout chez les ouvriers et les populations riveraines du chantier.

Le nettoyage de l'emprise, le décapage de la terre, sont autant d'activités qui entraîneront une modification locale de la structure du sol. Cette fragilisation exposera le sol aux érosions aussi bien éoliennes qu'hydriques. Cette exposition du sol affectera au maximum de l'emprise du bâtiment.

Le paysage naturel sera modifié par les activités de la phase préparatoire. La libération de l'emprise du projet va entraîner la perte des végétations et de la couverture végétale. De même, ces activités vont affecter la biologie du sol (microfaune, microflore, potentiel de régénération des espèces en présence) mais aussi la faune.

Les travaux de fouille et de terrassement pendant la phase de libération des emprises sont susceptibles de porter atteinte au patrimoine culturel et archéologique, aux tombes et autres sites sacrés dans l'emprise du site du sous-projet.

Phase de construction

Pendant les travaux de construction des bâtiments, la circulation d'engins motorisés pour la livraison du matériel de construction va entraîner un dégagement assez important de particules qui altéreront la qualité de l'air. Par ailleurs lors de la pose des différents revêtements les composants utilisés étant pour la plupart chimique, pourront être à l'origine de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement), oculaires (irritations oculaires) et de nuisances olfactives surtout chez les ouvriers et les populations riveraines du chantier.

Les travaux de construction de l'infrastructure auront un impact sur les eaux de surface à divers niveaux. Les travaux de construction nécessitant une quantité d'eau, il est de ce fait attendu une pression importante sur les eaux de surface dans la zone.

Pendant la phase des travaux l'infiltration des huiles de vidange, peintures et autres produits chimiques déversés sur le sol, pourrait contaminer la nappe phréatique dans la zone. Ces déversements ont des effets pour la faune qui y est encore présente.

Pendant les travaux de construction on note un risque de conflits liée au brassage entre population locale et la main d'œuvre allochtone/ou de propagation de maladies infectieuses.

L'exécution des travaux de construction expose les travailleurs à des blessures physiques (piques, coupures, ...).

Les chantiers sont également des sites à risques de Violence basée sur le genre (VBG), d'Exploitation, Abus Sexuel et Harcèlement (EASH), du fait du brassage entre le personnel du chantier et la population riveraine du site.

TABLEAU 51 : IMPACTS NEGATIFS POTENTIELS PENDANT LES PHASES PREPARATOIRE ET CONSTRUCTION DU CSB II

CONSTRUCTION DE CSD II

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Phase de préparation					
Libération de l'emprise du projet	Dégradation de la qualité de l'air	Faible	Locale	Courte	Mineure
Installation de chantier Nettoyage de l'emprise du site (abattage des arbres, le dessouchage et le débroussaillage)	Modification des propriétés physiques des sols	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Pertes d'espèces ligneuses, arbustives et herbacées	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
Décapage de la terre	Destruction de l'habitat faunique/migration de la faune	Faible	Locale	Courte	Mineure
Phase de construction					

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Travaux de fondation (fouilles, béton, maçonnerie et revêtement) Travaux de maçonnerie (préfabrication, manipulation du béton etc.) ; Travaux de revêtement (enduits extérieurs et intérieurs des murs de maçonnerie) ; Travaux de peinture	Dégradation de la qualité de l'air	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
	Pollution du sol	Faible	Ponctuelle	Moyenne	Mineure
	Réduction de la quantité des eaux de surface	Moyenne	Régionale	Moyenne	Moyenne
	Pollution des eaux de surface	Moyenne	Régionale	Moyenne	Moyenne
	Pollution de la nappe phréatique	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Perte d'habitats et d'espèces faunique	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Repli de chantier	Altération du paysage	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne
	Perte d'emploi	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne

TABLEAU 52 : RISQUES PENDANT LES PHASES DE PREPARATION ET DE CONSTRUCTION DU CSB II

TABLEAU 32 : RISQUES PENDANT LES PHASES DE PRÉPARATION ET DE CONSTRUCTION DU CSD II				
Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques		
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque
Phase de préparation				
Libération de l'emprise Décapage de la terre végétale	Risques d'érosion des sols	Faible	Moyenne	
Phase de construction				
L'infiltration des huiles de vidange, peintures et autres produits chimiques déversés sur le sol	Risques de contamination des eaux de surface	Moyenne	Faible	
	Risque de pollution de la nappe phréatique	Moyenne	Faible	
	Destruction de ressources culturelles physiques (découverte fortuite)	Moyenne	Moyenne	

Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques		
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque
Travaux d'excavation	Risque d'atteinte au patrimoine culturel	Moyenne	Moyenne	
Travaux pendant la phase de construction	Conflits sociaux et/ou de propagation de maladies infectieuses	Moyenne	Moyenne	
	Développement des VBG et des grossesses non désirées	Moyenne	Moyenne	
	Risques des blessures physiques	Moyenne	Moyenne	

7.3.2.4 Impacts négatifs potentiels et risques pour la phase d'exploitation du CSB II

Pour le cas de l'exploitation du centre de santé CSB II, le risque fort identifié est lié à la présence des déchets médicaux qui nécessitent des mesures appropriées. De même, les matériaux de revêtements utilisés doivent répondre à certains critères : facilité pour le nettoyage ou les désinfections.

TABLEAU 53 : IMPACTS NEGATIFS POTENTIELS DE L'EXPLOITATION DU CSB II

Annexe 55 : Impacts négatifs potentiels de l'exploitation du CSB II					
Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels	Évaluation des impacts			
		Intensité	Étendue	Durée	Importance
Phase exploitation					
Production de déchets	Altération du paysage	Moyenne	Locale	Longue	Majeure
	Pollution de sol				
	Pollution de l'eau				
Mauvais entretiens des installations sanitaires	Nuisance olfactive	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne

TABLEAU 54 : RISQUES POUR L'EXPLOITATION DU CSBII

Principales situations de danger	Évènement non souhaité Impacts	Évaluation des risques		
		Sévérité	Probabilité	Niveau de risque
Phase d'exploitation				
Production de déchets médicaux	Risque d'infection	Haute	Moyenne	
	Risque de pollution	Moyenne	Forte	

8. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

Le PGES vise à assurer la réalisation correcte des mesures préconisées, et dans les délais prévus du projet et le respect des principes de gestion environnementale et sociale (atténuation des impacts négatifs et bonification des impacts positifs). Les objectifs sont entre autres de : (i) s'assurer que les activités du projet soient entreprises en conformité avec toutes les exigences légales et réglementaires et les exigences nationales et celles des sauvegardes opérationnelles de la BAD ; (ii) s'assurer que les enjeux environnementaux et sociaux du projet soient bien compris et pris en compte.

Les mesures d'ordre général sont celles qui prennent en compte l'ensemble des activités qui seront mises en œuvre, tandis que les mesures d'ordre spécifique aux impacts sont, d'une part, fonction de la phase de mise en œuvre du projet et, d'autre part, fonction des différentes opérations/activités du projet.

8.1 Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques du projet

Les tableaux de mesures d'atténuation sont issus des études des données et informations des précédents chapitres. Les sources de ces tableaux sont ainsi les analystes qui ont conduit le présent EIES.

8.1.1 Mesures réglementaires

Mise en œuvre du PGES

Pour faire face aux différents impacts susceptibles de survenir pendant la durée du projet, MNP devra :

- Intégrer la mise en œuvre PGES dans les missions du PN Andringitra ;
- Mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale, afin d'assurer la maîtrise des impacts identifiés (positifs et négatifs) ;
- Documenter toutes les actions entreprises en vue de corriger les impacts négatifs et d'optimiser les impacts positifs ;
- Respecter les exigences du Cahier de charges environnementales (CCE) : établissement périodique du rapport de suivi environnemental (annuellement).

Régularisation de la situation foncière

- La construction du CSBII à Namoly se fera sur un terrain domanial dont l'identification a été faite d'une manière consultative en association la population. Le terrain identifié fera l'objet de donation du fokonolona au secteur concerné (Ministère en charge de la santé). Pour cela, le MNP à travers le Président du COSAP va faciliter cette démarche et l'officialisation de la donation.

Autorisations réglementaires requises

- **Permis environnemental**

Le Maître d'Ouvrage du Projet ne peut ordonner le commencement des travaux qu'après obtention d'un Permis Environnemental auprès de l'ONE, à l'issue de l'évaluation favorable du dossier EIES du Projet par le Comité Technique d'Évaluation (CTE).

Au Permis Environnemental, l'ONE annexera également le cahier des charges environnementales, c'est à dire le Plan de Gestion Environnementale et Sociale, assignable aux prestataires du projet. Ce dernier sera basé sur le présent PGES.

- **Permis de construire**

La loi n° 2015-022 du 03 février 2016 relative à l'Urbanisme et l'Habitat exige la nécessité d'acquisition d'un permis de construire délivré par le Maire. Suivant l'article 19, le permis de construire ne peut être accordé pour une construction que dans les cas suivants :

- Elle est édifiée sur un terrain de plus de 150 m² ; -
- La largeur de la parcelle ne doit pas être inférieure à dix mètres pour être constructible ;
- La hauteur de la construction ne doit pas dépasser H=L.
- La surface bâtie ne doit pas être supérieure à 70% de la parcelle.

Le permis de construire est nécessaire pour les travaux de construction du CSBII.

- **Autorisation de défrichement**

Conformément à l'ordonnance n° 60-127 réglant le régime des défrichements sur l'ensemble sur le territoire national, une demande d'autorisation de défrichement devra être adressée par le Maître d'ouvrage au service forestier en charge de la zone d'étude.

Ces autorisations sont nécessaires pour le sous-projet de construction du CSBII

- **Prélèvement de l'eau**

Le Code de l'Eau stipule que l'eau est un bien public, sous le contrôle de l'Administration. Tous travaux et prélèvements d'eau de surface ou d'eaux souterraines sont soumis à autorisation, sauf pour des usages personnels.

- **Normes de construction**

La construction du CSB II doit se conformer aux exigences du Décret n° 2019-1957 du 18 octobre 2019 fixant la norme nationale de construction de bâtiment résistant aux aléas naturels.

- **Clauses environnementales et sociales**

Les entreprises de travaux devront aussi se conformer aux exigences des clauses environnementales et sociales notamment concernant le respect des prescriptions suivantes : la prévention de la pollution et propreté du site ; la sécurité du personnel ; la signalisation temporaire des travaux ; la sécurité des personnes. La Mission de Contrôle (MdC) devra veiller au respect de l'application de ces clauses par les Entreprises dans la mise en œuvre des PGES chantier.

- **Code de conduite**

Les entreprises de travaux devront aussi de conformer aux dispositions du code de conduite qui est axé par la prévention des actes de discriminations, de harcèlements et de violence.

8.1.2 Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques des travaux de réhabilitation des infrastructures touristiques

8.1.2.1 Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques identifiés en phase préparatoire et travaux de réhabilitation des infrastructures touristiques

TABEAU 55 : MESURES D'ATTENUATION ET DE COMPENSATION EN PHASE PREPARATOIRE ET TRAVAUX DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures d'atténuation, mitigation
Transport des équipements et matériaux	Risques d'accidents de transport			<ul style="list-style-type: none"> • Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés • Mettre des panneaux de signalisation dans les carrefours
	Pollution de l'air par les émissions atmosphériques et pollutions sonores. Atteinte à la structure du sol par compactage	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Entretien régulier des voitures • Limiter les zones d'accès des camions au strict minimum
Stockage des matériaux	Perte de couverture végétale	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Limiter au minimum les zones allouées au stockage • Respect des drainages naturels
Débroussaillage des zones à réhabiliter Réhabilitation des ouvrages de franchissement	Perte de couverture végétale	Moyenne à majeure		<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les zones à débroussailler au strict minimum
	Risque d'amorce d'érosion			<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux) pour assurer le drainage de la zone
Remblais / déblais (circuits touristiques) Mise à niveau des terrains (aire de repos)	Risque d'amorce d'érosion			<ul style="list-style-type: none"> • Respect des drainages naturels
Élagage	Perte de végétation, perturbation des habitats	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser l'élagage selon les règles de l'art, afin d'éviter les dommages à la végétation et la sécurité des infrastructures et des usagers (période de réalisation des activités, % des branches enlevées par rapport à la cime)
Durant les travaux, présence du personnel, ouvriers et visiteurs au niveau des sites ou circuits ou zones à réhabiliter	Risque d'accidents corporels			<ul style="list-style-type: none"> • Informer les visiteurs de la présence des travaux aux niveaux des zones concernées : indication précise des endroits des travaux et les dispositions à prendre • Mettre en place les mesures de sécurité requises (panneaux de signalisation, non accessibilité à certain zone endroit, déviation temporaire, etc.) • Mettre en place un plan d'urgence et mettre à disposition une trousse d'urgence

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures d'atténuation, mitigation
Eaux pluviales (zone de stockage temporaire des matériaux)	Contribution à l'érosion du sol, Perte des matériaux	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux) pour assurer le drainage de la zone
Réhabilitation du bureau d'accueil et des circuits touristiques, Réhabilitation de l'impluvium, Entretien et réhabilitation des ouvrages d'assainissement, Mise en place d'aires de repos et toilettes (circuits)	Pollution sonore, altération de la qualité de l'air, impacts sur la santé du personnel	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les ouvriers sur les mesures de sécurité • Informer les ouvriers sur les mesures de sécurité • Assurer le port d'EPI adaptés à chaque poste de travail pour tous les ouvriers • Tenir un registre des EPI distribués • Appliquer les sanctions • Planter des plantes vertes dans des petits pots • Arroser les sols au besoin, pour l'humidifier
	Contamination des sols par les déchets de chantier	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux • Déployer sur le sol une matière étanche
	Pollution de l'eau par les matériaux utilisés ou le sol	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • -Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation
Réhabilitation des ouvrages de franchissements	Dégradation du sol, Contamination des sols par les déchets de chantier	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle et nettoyage régulier du site durant la réalisation des travaux de réhabilitation • Déployer sur le sol une matière étanche
	Pollution de l'eau par les matériaux utilisés ou le sol, Perturbation de l'écoulement de l'eau	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • -Garantir l'écoulement en continu des cours d'eau durant les travaux • -Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation • Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux
Recrutement local	Conflits sociaux à cause de non-recrutement des ouvriers locaux ou des entreprises locales	Majeure		<ul style="list-style-type: none"> • Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes • Associer le COSAP aux recrutements

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures d'atténuation, mitigation
				<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des actions positives en vue de favoriser l'accès des femmes aux opportunités d'emploi • Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) • Élaborer une procédure transparente et équitable de recrutement et prioriser les jeunes / la population des villages riverains ; • À compétence égale, solliciter les sous-traitants locaux pour la fourniture des différents services
	Risques de recrutement d'enfants mineurs lors du recrutement de la main d'œuvre locale et de violation des droits des travailleurs	Majeure		<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer rigoureusement les dispositions de la procédure transparente et équitable dont un des critères de sélection est l'âge minimal autorisé par la législation en vigueur • Veiller au respect par les entreprises, des dispositions relatives à la gestion de la main d'œuvre • Mettre en place un MGP spécifiques aux relations de travail
Présence temporaire d'une main d'œuvre dans la zone de l'AP	Risque de propagation des maladies (COVID 19) ou transmission VIH Sida ou IST et de grossesses non désirées, d'EAHS	Majeure		<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des séances d'Information, d'Éducation et de Communication (IEC) à l'endroit du personnel de chantier et des habitants de la zone sur les IST/VIH, les grossesses non désirées et les risques d'EAHS • Mettre en place des procédures spécifiques pour la gestion des plaintes liées aux EAHS • Rendre disponibles et gratuitement des Condoms pour les ouvriers dans les lieux appropriés du chantier • En cas de pandémie, élaborer conjointement avec les autorités sanitaires d'un plan d'urgence • Appliquer rigoureusement les dispositions du plan d'urgence

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures d'atténuation, mitigation
				<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser le personnel sur les dispositions du code de conduite et faire signer ces codes au moment de l'embauche
Mise en place des panneaux d'informations Entretien des panneaux d'information Mise en place des points métriques	Modification du paysage	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Assurer l'intégration des panneaux au paysage naturel du milieu
Fin de chantier	Perte de revenu Augmentation du chômage	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Octroi d'une attestation de travail afin de prouver les expériences acquises et l'acquisition des compétences. Cela va aider les employés dans la recherche d'autres opportunités • Mesure d'insertion sociale comme le maintien à jour de la base de données de l'entreprise locale, le partage des lieux d'affichage des offres au niveau de la commune et dans les zones environnantes (Fianarantsoa, Ambalavao, Ivohibe, ...),
Repli du chantier : abandon des déchets solides sur site	Altération des paysages Risques de pollution	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Nettoyer au fur et à mesure suivant l'avancement des travaux • Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux • Démolir tous les baraquements provisoires • Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés • Nivellement du sol si – nécessaire
Transfert et transport des matériaux à l'intérieur de l'AP	Risques d'accidents au transport			<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les ouvriers sur les mesures de sécurité • Assurer le port d'EPI adaptés à chaque poste de travail pour tous les ouvriers • Tenir un registre des EPI distribués
Travaux aériens : élévation, travaux	Risque de chute dans le vide pouvant occasionner, des			<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à disposition des employés des EPI et

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures d'atténuation, mitigation
nécessitant des échafaudages, échelles	blessures, fractures, lésions temporaires ou permanentes			équipements adaptés à leur poste, ainsi que des équipements de protection collectifs
Équipements ou matériaux non stabilisés en élévation (outils, ciment, ...)	Chute d'objet ou de matériaux à l'origine d'un renversement, basculement, heurt ou entraînement d'un ouvrier pouvant provoquer des blessures temporaires ou permanentes			<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des équipements de protection collective : échafaudages, passerelles qui doivent être munis de garde-corps empêchant la chute des personnes et le cas échéant de filets pour éviter la chute de matériels et matériaux
Manipulation des produits chimiques (peinture, white spirit) et ciments	Pollution de l'air, impact sur la santé (inhalation)			<ul style="list-style-type: none"> Port d'EPI adapté pour les ouvriers intervenants

Niveaux de risque :

Foible	Moderé	Elevé

8.1.2.2 Mesures d'atténuation et de compensation des impacts et risques identifiés en phase d'exploitation des infrastructures touristiques

Dégradation des infrastructures réhabilitées et espaces réhabilités ou aménagés

Avec une fréquentation de plus de 1300 visiteurs en 2022, l'exploitation des infrastructures et espaces aménagés vont entraîner la dégradation de ces infrastructures et espaces. Les activités d'entretien relèvent du gestionnaire du PN ARG. Un plan à long terme d'entretien et de suivi est établi. Des dispositions permettant l'identification des situations d'urgence et d'intervention rapide sont à définir. De même, une charte de responsabilité des différents acteurs pour le suivi de ces infrastructures et espaces aménagés sera établie. Le suivi sera assuré par le personnel du PN ARG, les guides qui accompagnent les visiteurs, les autres entités intervenant dans la zone telles que les comités locaux de parc.

Pollution par les déchets solides

La présence et l'exploitation des infrastructures vont entraîner la production de déchets solides et liquides. Un système de gestion de déchets solides sera mis en place au niveau du PN ARG. Ce système permettra (i) les collectes et triages des déchets provenant des, terrains de camping, pique-nique, aire de repos, centre d'accueil, autres bureaux ; (ii) la valorisation en compost des déchets alimentaires et végétaux ; (iii) le triage et éventuellement recyclage des déchets plastiques et métaux et (iv) pour les déchets domestiques, acheminement dans les zones appropriées en dehors du parc, et pour les déchets non recyclables sont périodiquement acheminés dans les déchetteries les plus proches.

Impacts sur les habitats et la végétation

L'exploitation des circuits touristiques peut entraîner des impacts négatifs potentiels sur la faune et la flore. Pour la végétation, le piétinement excessif d'une zone peut avoir des impacts négatifs différents, selon le type d'habitat et sa sensibilité aux perturbations.

Changement de comportement des animaux

Une intensification du contact entre les visiteurs et les animaux sauvages peut entraîner un changement possible du comportement naturel de certains animaux, dû à la présence quotidienne de visiteurs. Comme mesures d'atténuation :

- Interdire les contacts avec les animaux pour éviter de perturber leur comportement à cause de la présence humaine, par les bruits comme les prises de photos
- Interdiction totale de nourrir les animaux.

Conflits sociaux dus à la migration

L'augmentation du taux de fréquentation du parc favorisée par la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures va entraîner une augmentation de la population dans les zones périphériques du PN compte tenu des nouvelles opportunités économiques issues des visiteurs. Des migrations spontanées peuvent se manifester et peuvent entraîner des conflits sociaux entre les populations locales et les nouveaux migrants. Ces conflits touchent plusieurs thématiques comme le non-respect des us et coutumes, les constructions illicites, l'affectation du sol, etc.

Les mesures préconisées sont notamment :

- L'information et la sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes telles que le dina (la convention sociale),
- La mise en place éventuelle de plans d'aménagement de terroir (en conformité entre autres, avec les objectifs de la zone périphérique dans le PAG).

Saisonnalité de l'activité économique liée au tourisme

Une grande partie des visiteurs des PN à Madagascar sont des touristes étrangers. Ainsi la fréquentation du PN n'est pas toujours constante durant toute l'année. Cette saisonnalité du tourisme est marquée par une haute fréquentation du PN entre avril - décembre. Cette dépendance vis à vis du tourisme rend l'économie locale vulnérable, et menace les fournisseurs de produits et services en cas de baisse de la fréquentation de l'aire protégée. Cet aspect peut créer des difficultés des entreprises œuvrant dans le secteur tourisme durant la saison basse. Ces entreprises locales doivent ainsi diversifier leurs activités comme par exemple dans les activités agricoles. Ces entreprises peuvent être issues aussi bien du secteur privé que des communautés. Des formations pour la diversification des activités de ses entreprises seront initiées.

Les feux constituent une des pressions au niveau du parc. Afin de réduire cette pression, il faut continuer et renforcer les mesures d'atténuation identifiées dans le PAG, intensifier la sensibilisation des populations riveraines sur l'impact négatif des feux, renforcer les activités de suivi et de contrôles initiées par MNP (renforcement du nombre des effectifs).

Selon le PAG, le défrichement est initié à cause de l'absence de bas-fond aménageable ainsi que le manque de terrains de tanety aménagés pour la culture.

Les mesures d'atténuation consistent à :

- Renforcer les activités de surveillance
- Renforcer la collaboration très étroite avec les partenaires la gendarmerie et les DREDD pour les activités de contrôle.

Réduction de l'insécurité liée au développement des fléaux (insécurité, banditisme, trafics divers, etc.)

Les principales mesures d'atténuation sont

- Les campagnes de sensibilisation dans les villages sur les mesures à prendre, afin de faire face aux problèmes d'insécurité ;
- La création et le renforcement des comités de vigilance dans les villages aux alentours du PN (formation et dotation des équipements), ainsi que les CLP,
- La préparation avec les diverses parties prenantes (autorités locales, les services techniques déconcentrés, la société civile) d'un document d'information et de sensibilisation pour les touristes faisant ressortir les dispositions à respecter et les précautions à prendre. Ce document sera disponible auprès des centres d'accueil des touristes

Risques d'augmentation des prélèvements des espèces

L'augmentation des visiteurs du PN ARG peut entraîner des risques de prélèvement des espèces par ces derniers. Pour réduire les risques :

- Le PN va renforcer les campagnes de sensibilisation sur la conservation de la biodiversité, la protection des espèces,
- La surveillance des prélèvements des espèces biologiques.

Prolifération des IST et du VIH/Sida, survenue de grossesses non désirées et d'EAHS

Le développement de l'activité touristique avec l'afflux des touristes qu'il va entraîner pourra avoir comme effet la prolifération des infections sexuellement transmissibles et du VIH/SIDA. Ce risque sera présent dans la zone du parc. Comme mesure d'atténuation, des mesures préventives seront mises en place :

- Sensibilisation des populations et des touristes sur les IST et le VIH/Sida, les grossesses non désirées ;
- Renforcement du partenariat avec les autorités sanitaires pour la sensibilisation sur les IST,
- Organisation de campagnes de dépistage volontaire des IST, VIH/SIDA et orientation des éventuels cas vers les structures de prise en charge appropriée.

Inflation

L'accroissement de la demande en produits divers sur les marchés locaux, lié à l'augmentation du taux de fréquentation du parc sera également susceptible de créer une inflation dans la zone. Les produits concernés sont les besoins de la population locale, c'est-à-dire les produits de première nécessité.

Aspect culturel

Une des attractions touristiques dans la zone de l'aire protégée est la commercialisation des fêtes et cérémonies traditionnelles de la population environnante et des groupes ethniques. L'afflux des touristes peut entraîner les risques de fragilisation des valeurs fondamentales et culturelles de ces cérémonies. Des mesures liées la sensibilisation des différentes parties prenantes sur les aspects culturels seront mises en œuvre.

Participation limitée des femmes

Cet afflux de touristes dans la zone devra booster l'activité économique principalement dans les secteurs hôteliers, du commerce, du transport et de l'artisanat. Les opérateurs économiques de ces secteurs verront leur volume d'activités augmenter. Il serait nécessaire de s'assurer que les hommes et les femmes aient les mêmes chances pour profiter des nouvelles opportunités d'emplois. Les entreprises en charge des travaux devront mettre en place des actions visant à favoriser l'accès des femmes aux emplois disponibles.

TABEAU 56 : MESURES D'ATTENUATION ET DE COMPENSATION DES IMPACTS ET RISQUES EN PHASE D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau de risque	Mesures d'atténuation et de compensation
Présence et exploitation des infrastructures réhabilitées (production de déchets solides et d'eaux usées)	Dégradation des infrastructures réhabilitées et espaces réhabilités	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Plan à long terme d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées et des espaces aménagés Plan de suivi avec charte de responsabilités des intervenants (personnel du PN)
	Pollutions (sol, eau, air) par les déchets solides et liquides issus des activités du site	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système de gestion des déchets Collectes périodiques et triages des déchets provenant des aires de repos, terrain de camping et du centre d'accueil et autres bureaux
	Détérioration du paysage à cause de la présence des déchets	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Valorisation en compost des déchets alimentaires et végétaux
Exploitation des circuits touristiques par les visiteurs	Impacts sur les habitats : changement dans la composition, morphologie, diversité (à cause du piétinement)	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Identification des habitats, espèces qui méritent d'avoir des suivis particuliers. Si nécessaire, intégration des résultats des investigations dans le PAG
Contacts entre animaux et visiteurs	Changement de comportement naturel de certains animaux dû à la	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Interdiction pour les visiteurs d'initier des contacts physiques avec les animaux ou de les

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau de risque	Mesures d'atténuation et de compensation
	présence quotidienne de visiteurs			nourrir <ul style="list-style-type: none"> • Limiter les perturbations sonores (prise de vue, photos, ...)
Migration	Augmentation du nombre de la population locale attirée par les nouvelles opportunités économiques, conflits sociaux	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Information et sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes telles que le dina (la convention sociale), (• Si nécessaire, contribuer à la mise en place des plans d'aménagement de terroir (en conformité entre autres avec les objectifs de la zone périphérique).
Feux de végétation	Pertes d'espèces végétales et animales Perte d'habitats naturels	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Information et sensibilisation • Renforcer les activités de surveillance dans et autour du PN
Développement de l'économie locale	Saisonnalité de l'activité économique liée au tourisme qui peut créer des difficultés pour les entreprises pendant la saison basse	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la diversification des activités des entreprises / entrepreneurs (fournisseurs des biens ou des services) sensibles (guide) • Formation professionnelle des concernés à d'autres activités
Développement de fléaux tels que, la criminalité, les trafics divers (humain, drogue, etc.),	Détérioration du climat social lié à l'insécurité	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les campagnes de sensibilisation dans les villages sur les mesures à prendre afin de faire face aux problèmes d'insécurité ; • Renforcer les comités de vigilance dans les villages (dotation des équipements de communication, formation, etc.) ; • Développer et mettre à disposition des touristes, un document sur les règles à respecter, les précautions à prendre
Afflux de touristes et de visiteurs en général (plus	Risques d'augmentation des prélèvements des espèces			<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser et renforcer les campagnes de sensibilisation et de communication sur les AP, la conservation de la

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau de risque	Mesures d'atténuation et de compensation
de 1300 visiteurs pour 2022) Migration	Risque de perte de biodiversité			biodiversité et la protection des espèces • Renforcer les activités de surveillance afin de limiter les prélèvements des espèces
	Risques d'augmentation de l'incidence du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles			• Informer, sensibiliser et conscientiser populations, les élèves sur les modes de transmission du VIH/Sida et les effets à long terme des IST • Sensibiliser et appuyer les autorités sanitaires dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles
	Risques d'inflation locale : augmentation possible des prix de certains services et/ou denrées sous l'effet de l'augmentation de la demande			• Établissement d'une manière périodique d'un contrôle des prix des aliments de base par les pouvoirs publics
	Risque d'augmentation du taux de déperdition scolaire			• Informer et sensibiliser les jeunes
Commercialisation des fêtes et cérémonies traditionnelles des groupes ethniques comme attractions touristiques	Risques de fragilisation des valeurs fondamentales de ces cérémonies et la dignité des populations locales			• Sensibiliser les visiteurs au respect des traditions et coutumes locales • Sensibiliser les jeunes et la population aux valeurs culturelles de leur propre société ; mettre en exergue des spécificités culturelles et des us et coutumes
Barrières culturelles	Participation limitée des femmes aux bénéfices du projet			• S'assurer que les hommes et les femmes aient les mêmes chances pour profiter des nouvelles opportunités d'emplois • Afficher les recrutements • Formation professionnelles des jeunes femmes aux activités liées à l'écotourisme (guide, réceptionniste, serveuse, etc.)

Niveaux de risque :

Faible	Moderé	Élevé
--------	--------	-------

8.1.2.3 Impacts résiduels pour la phase préparatoire et travaux - Infrastructures touristiques

Après la mise en œuvre des mesures préconisées, il subsistera toujours des impacts résiduels qui devront rester dans les limites des niveaux acceptables.

Aussi bien pour la phase préparatoire et travaux que pour la phase d'exploitation, d'une manière générale, les mesures d'atténuation ont pu réduire l'importance absolue des impacts. Aucune mesure de compensation n'a été définie.

TABEAU 57 : IMPACTS RESIDUELS ISSUS DE LA PHASE PREPARATOIRE ET TRAVAUX DE LA REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures proposées	Impacts résiduels	
				Importance / niveau de risque	
Risques d'accidents pour le transport des équipements et matériaux (vers le PN)	Moyen		<ul style="list-style-type: none"> • Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés • Mobiliser des professionnels du transport 	Mineure	
Perte de couverture végétale	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Limiter au minimum les zones allouées au stockage • Respect des drainages naturels 	Mineure	
Perte de couverture végétale	Moyenne à majeure		<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les zones à débroussailler au strict minimum 	Mineure	Les zones à débroussailler ont des superficies assez petites (circuit pédestre)
Risque d'amorce d'érosion	Majeure		<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux) pour assurer le drainage de la zone 	Mineure	
Perte de végétation, perturbation des habitats	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser l'élagage selon les règles de l'art, afin d'éviter les dommages à la végétation et la sécurité des infrastructures et des usagers (période de réalisation des activités, % des branches enlevées par rapport à la cime) 	Mineure	Ces activités sont réalisées dans la zone tampon : pas de perte d'habitats
Risque d'accidents corporels dus à la présence des ouvriers et visiteurs au niveau des sites ou circuits ou zones à réhabiliter	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Informer les visiteurs de la présence des travaux aux niveaux des zones concernées : indication précise des endroits des travaux et les dispositions à prendre • Mettre en place les mesures de sécurité requises (panneaux de signalisation, non accessibilité à certaines zones/ endroits, déviation 	Mineure	Information et respect des règles de sécurité au niveau des zones des travaux s'avèrent suffisante En cas d'accident,

Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures proposées	Impacts résiduels	
				Importance / niveau de risque	
			temporaire, etc.) •Mettre en place un plan d'urgence et mettre à disposition une trousse de premiers secours		l'existence d'un plan d'intervention d'urgence limite les impacts sur les sinistrés
Pollution sonore, altération de la qualité de l'air, impacts sur la santé du personnel (réhabilitation bâtiments)	Moyenne		• Informer les ouvriers sur les mesures de sécurité • Assurer le port d'EPI adaptés à chaque poste de travail pour tous les ouvriers • Tenir un registre des EPI distribués • Appliquer les règles	Mineure	
Pollution de l'eau ou du sol par les matériaux utilisés Perturbation de l'écoulement de l'eau	Moyenne		• Garantir l'écoulement en continu des cours d'eau durant les travaux • Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation • Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux	Mineure	
Conflits sociaux à cause de non recrutement des ouvriers locaux ou des entreprises locales			• Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes • Élaborer une procédure transparente et équitable de recrutement et prioriser les jeunes / la population des villages riverains ; • Mettre en place des actions positives en vue de favoriser l'accès des femmes aux opportunités d'emploi • Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes (MGP) • À compétence égale, solliciter les sous-traitants locaux pour la fourniture des différents services	Mineure	Les travaux requis sont accessibles aux jeunes et personnes vivant aux alentours du PN L'information, le respect et la transparence des procédures
Risques de recrutement d'enfants mineurs			• Appliquer rigoureusement les dispositions de la procédure transparente et équitable dont un des critères de	Mineure	

Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures proposées	Impacts résiduels	
				Importance / niveau de risque	
lors du recrutement de la main d'œuvre locale et de violation des droits des travailleurs			<p>sélection est l'âge minimal autorisé par la législation en vigueur</p> <ul style="list-style-type: none"> •Veiller au respect par les entreprises, des dispositions relatives à la gestion de la main d'œuvre •Mettre en place un MGP spécifiques aux relations de travail 		
Risque de propagation des maladies 'COVID 19) ou transmission VIH Sida ou IST et de grossesses non désirées, d'EAHS			<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des séances d'Information, d'Éducation et de Communication (IEC) à l'endroit du personnel de chantier et des habitants de la zone sur les IST/VIH et les grossesses non désirées et les risques d'EAHS •Mettre en place des procédures spécifiques pour la gestion des plaintes liées aux EAHS •En cas de pandémie, élaborer conjointement avec les autorités sanitaires d'un plan d'urgence •Appliquer rigoureusement les dispositions du plan d'urgence sanitaire Sensibiliser le personnel sur les dispositions du code de conduite et faire signer ces codes au moment de l'embauche 	Mineure	Ces activités nécessitent la collaboration avec des spécialistes ou du personnel de la santé
Modification du paysage	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> •Assurer l'intégration des panneaux au paysage naturel du milieu 	Mineure	<p>Le format des panneaux signalétique est de 31,5 x31,5cm ou de 15 x 65 cm</p> <p>Pour le panneau d'information avec toitures : il s'agit des activités d'entretien</p> <p>Support utilisé pour les points</p>

Impacts négatifs potentiels et risques	Importance	Niveau Risque	Mesures proposées	Impacts résiduels	
				Importance / niveau de risque	
					métriques : moellon
Perte de revenu Augmentation du chômage	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Octroi d'une attestation de travail, afin de prouver les expériences acquises et l'acquisition des compétences. Cela va aider dans la recherche d'autres opportunités • Mesure d'insertion sociale comme le maintien à jour de la base de données de l'entreprise local et, la diffusion des lieux d'affichage des offres au niveau de la commune et dans la zone environnante 	Mineure	
Altération des paysages Risques de pollution	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Nettoyer au fur et à mesure suivant l'avancement des travaux • Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux • Démolir tous les baraquements provisoires • Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés • Nivellement du sol si nécessaire 	Mineure	Les actions systématiques entreprises durant les travaux évitent les impacts résiduels

Niveaux de risque :

Faible	Modéré	Élevé
--------	--------	-------

TABEAU 58 : IMPACTS RESIDUELS ISSUS DE LA PHASE D'EXPLOITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau Risque	Mesures d'atténuation et de compensation	Impacts Résiduels	Observations
Présence et exploitation des infrastructures réhabilitées (production de déchets solides et d'eaux usées)	Dégradation des infrastructures réhabilitées et espaces réhabilités	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Plan à long terme d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées et des espaces aménagés Plan de suivi avec charte de responsabilités des intervenants (personnel du PN) 	Mineur	
	Pollutions (sol, eau, air) par les déchets solides et liquides issus des activités du site	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système de gestion des déchets Collectes périodique et triages des déchets provenant des aires de repos, terrain de camping et du centre d'accueil et autres bureaux Valorisation en compost des déchets alimentaires et végétaux 	Mineur	Pour les touristes, ils sont accompagnés par les guides ainsi les déchets sont collectés dans les récipients adéquats
	Détérioration du paysage à cause de la présence des déchets	Moyenne				
Exploitation des circuits touristiques par les visiteurs	Impacts sur les habitats : changement dans la composition, morphologie, diversité (à cause du piétinement)	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Identifier les habitats, espèces qui méritent d'avoir des suivis particuliers. Si nécessaire, intégrer les résultats des investigations dans le PAG 	Mineur	Il n'y a pas de perte d'habitats, on se trouve dans la zone tampon
Contacts entre animaux et visiteurs	Changement de comportement naturel de certains animaux dû à la présence quotidienne de visiteurs	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Interdiction pour les visiteurs d'initier des contacts physiques avec les animaux ou de les nourrir Limiter les perturbations sonores (prise de vue, photos, ...) 	Mineur	Visiteurs souvent accompagnés par les guides
Migration	Augmentation du nombre de la population locale attirée par les nouvelles opportunités économiques, conflits sociaux	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Information et sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes telles que le dina (la convention sociale), Si nécessaire, contribuer à la mise en place des plans d'aménagement de terroir (en conformité entre autres avec les objectifs de la zone périphérique). 	Mineur	Cela nécessite la contribution de toutes les parties prenantes

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau Risque	Mesures d'atténuation et de compensation	Impacts Résiduels	Observations
Feux de végétation	Pertes d'espèces végétales et animales Perte d'habitats naturels	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Information et sensibilisation • Renforcer les activités de surveillance dans et autour du PN • Renforcer la mise en œuvre des mesures identifiées dans le PAG 	Mineur	•
Développement de l'économie locale	Saisonnalité de l'activité économique liée au tourisme qui peut créer des difficultés pour les entreprises pendant la saison basse	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la diversification des activités des entreprises / entrepreneurs (fournisseurs des biens ou des services) sensibles (guide) • Formation professionnelle des concernés à d'autres activités 	Mineur	•
Développement de fléaux tels que, la criminalité, les trafics divers (humain, drogue, tourisme sexuel, etc.),	Détérioration du climat social lié à l'insécurité	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> • Organiser les campagnes de sensibilisation dans les villages sur les mesures à prendre afin de faire face aux problèmes d'insécurité ; • Renforcer les comités de vigilance dans les villages (dotation des équipements de communication, formation, etc.) ; • Développer et mettre à disposition des touristes, un document sur les règles à respecter, les précautions à prendre 	Mineur	•
Afflux de touristes et de visiteurs en général (plus de 1300 visiteurs pour 2022)	Risques d'augmentation des prélèvements des espèces Risque de perte de biodiversité Risque de développement du tourisme sexuel			<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser et renforcer les campagnes de sensibilisation et de communication sur les AP, la conservation de la biodiversité et la protection des espèces et sur les risques liés au tourisme sexuel • Renforcer les activités de surveillance afin de limiter les prélèvements des espèces 	Mineur	•
	Risques d'augmentation de l'incidence du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles, des VBG			<ul style="list-style-type: none"> • Informer, sensibiliser et conscientiser populations, les élèves sur les modes de transmission du VIH/Sida et les effets à long terme des IST • Sensibiliser et appuyer les autorités sanitaires dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles 	Mineur	•

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau Risque	Mesures d'atténuation et de compensation	Impacts Résiduels	Observations
	Risques d'inflation locale : augmentation possible des prix de certains services et/ou denrées sous l'effet de l'augmentation de la demande			•Établissement d'une manière périodique d'un contrôle des prix des aliments de base par les pouvoirs publics	Mineur à moyen	•Avec l'état actuel du réseau routier, cela s'avère difficile de maintenir les prix des PPN même sans la présence des activités touristiques
	Risque d'augmentation du taux de déperdition scolaire	Moyenne		• Informer et sensibiliser les jeunes	Mineur	Nécessite l'engagement des divers acteurs : Responsables de l'éducation des écoles, des autorités locales, des parents
Commercialisation des fêtes et cérémonies traditionnelles des groupes ethniques comme attractions touristiques	Risques de fragilisation des valeurs fondamentales de ces cérémonies et la dignité des populations locales	Majeure		•Sensibiliser les visiteurs au respect des traditions et coutumes locales •Sensibiliser les jeunes et la population aux valeurs culturelles de leur propre société ; mettre en exergue des spécificités culturelles et des us et coutumes	Mineur	•
Barrières culturelles	Participation limitée des femmes aux bénéfices du projet			• S'assurer que les hommes et les femmes aient les mêmes chances pour profiter des nouvelles opportunités d'emplois •Afficher les recrutements •Formation professionnelles des jeunes femmes aux activités liées à l'écotourisme (guide, réceptionniste, serveuse, etc.)	Mineur	•

Niveaux de risque :

Faible	Modéré	Élevé
--------	--------	-------

8.1.3 Mesures d'atténuation et impacts résiduels pour l'infrastructure communautaire

TABEAU 59 : MESURES D'ATTENUATION POUR LA CONSTRUCTION ET L'EXPLOITATION DU CSBII

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau Risque	Mesures d'atténuation ou de mitigation	Impacts Résiduels
Délimitation et signalisation du chantier	Altération du paysage	Mineure		<ul style="list-style-type: none"> Remise à l'état et nettoyage dès la fin des travaux 	Mineur
Stockage des matériaux	Dégradation du sol Perte de couvert végétal	Mineure		<ul style="list-style-type: none"> Limiter au minimum les zones allouées au stockage des matériaux Respect des drainages naturels 	Mineur
Libération de l'emprise du projet	Dégradation de la qualité de l'air	Mineure		<ul style="list-style-type: none"> Arroser les chantiers pendant les heures de travaux (au moins deux fois/jours) ; Doter le personnel d'équipements adéquats de protection contre la poussière Respecter les consignes de sécurité 	Mineur
Nettoyage de l'emprise du site (abattage des arbres, le dessouchage et le débroussaillage)	Modification des propriétés physiques des sols	Mineure		<ul style="list-style-type: none"> Limiter au minimum les superficies à déboiser, à décaper et à compacter dans les aires de travaux Mettre en place un système de collecte et de gestion des déchets solides et liquides 	Mineur
Décapage de la terre végétale	Risque d'érosion du sol			<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux) pour assurer le drainage de la zone Respecter le drainage naturel 	Mineur
	Perte de couverture végétale	Mineure		<ul style="list-style-type: none"> Limiter au minimum les superficies à déboiser 	Mineur
	Destruction de l'habitat faunique/migration de la faune	Mineure		<ul style="list-style-type: none"> Limiter au minimum les superficies à déboiser 	Mineur
Déchets de chantier	Altération du paysage	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Nettoyer au fur et à mesure suivant l'avancement des travaux Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés Nivellement du sol si nécessaire 	Mineur
Repli de chantier	Perte d'emploi	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Octroi d'attestation de travail Mesure d'insertion sociale 	Mineur

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Sources d'impacts	Impacts négatifs potentiels et risques	Importance Impacts	Niveau Risque	Mesures d'atténuation ou de mitigation	Impacts Résiduels
Transport des matériaux et équipements	Risque d'accident de circulation			<ul style="list-style-type: none"> Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés 	Mineur
Travaux aériens	Risque de chute dans le vide pouvant occasionner, des blessures, fractures, etc.			<ul style="list-style-type: none"> Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste, ainsi que des équipements de protection collectifs Respecter les consignes de sécurité 	Moyen
Manipulation des produits chimiques (peinture, etc.)	Pollution de l'air, impact sur la santé (inhalation)			<ul style="list-style-type: none"> Port d'EPI adapté pour les ouvriers intervenants 	Mineur
Terrassement fouille	Destruction de ressources culturelles physiques (découverte fortuite)			<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les travailleurs (conducteurs d'engins) sur la conduite à tenir par rapport à une découverte fortuite Signaler toute découverte fortuite au chef de chantier 	Mineur
Production de déchets	Altération du paysage Pollution de sol Pollution de l'eau	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système de gestion des déchets solide : mise en place des bacs à ordures, triage, valorisation 	Mineur
Mauvais entretiens des installations sanitaires	Nuisance olfactive	Moyenne		<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation du personnel et des usagers sur l'hygiène et la santé et l'entretien des infrastructures 	Mineur
Production de déchets médicaux	Risque d'infection			<ul style="list-style-type: none"> Appliquer les dispositions sur le traitement des déchets médicaux ⁵ Mettre en place un incinérateur 	Mineur

⁵ Guide technique de gestion des déchets médicaux, PNUD, 2017, <https://www.washinhcf.org/wp-content/uploads/2021/07/Madagascar-HCWMGuide-technique-VF.pdf>

8.2 Plan de renforcement des capacités et arrangements institutionnels

8.2.1 Capacité en gestion environnementale et sociale des parties prenantes

Les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'évaluation environnementale et sociale de l'EIES du PN Andringitra selon les dispositions du MECIE et leur mission ou responsabilité respective sont notamment : sont présentés dans les paragraphes suivant.

a. *Ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD)*

Le MEDD est chargé de la supervision de l'ONE et du contrôle dans la mise en œuvre du processus MECIE. À cet effet, il contrôle si, oui ou non, l'ONE applique la législation MECIE correctement, à la fois au niveau de la délivrance du permis environnemental et au niveau du suivi de conformité. Le MEDD est toujours membre du Comité Technique d'Evaluation (CTE), le comité de suivi environnemental et social pour tout projet soumis à une EIES. Le MEDD assure aussi les activités de contrôles environnementales au sein des projets de développement.

La mise en œuvre de ce mandat est assurée par le Service des Evaluations Environnementales (SEE) qui est un des 5 services de la Direction de la Gestion des Pollutions, des Déchets et de l'Intégration de la Dimension Environnementale (DPDIDE). Cette direction est rattachée à la Direction générale de la Gouvernance Environnementale. Le SEE constitue la cellule environnementale au sein du MEDD.

Le MEDD dispose des Directions Régionales (ou Interrégionale) de l'environnement et du développement durable (DREDD ou DIREDD). Pour le cas de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe, il est représenté dans chaque Région par une Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD). Ces Directions régionales sont chargées de la mise en œuvre de la politique environnementale, forestière et du développement durable au niveau des Régions, en relation avec les Collectivités Territoriales Décentralisées, les ONG, les secteurs privés, les Associations, les Communautés de Base (COBA), les Services déconcentrés et décentralisés. Les rôles de cellule environnementale sont assurés par le Service Régional (ou Interrégional de l'Environnement.

Besoin en renforcement de capacité : Compte tenu des changements assez fréquents au niveau des Ministères, les responsables des DREED, ont besoin d'être renforcés en matière de gestion de la biodiversité (inventaire et suivi, préservation), d'évaluation environnementale, les sauvegardes opérationnelles de la BAD et l'évaluation des stocks de carbone

Besoin de renforcement en logistique, les DREDD doivent être dotées de kits d'équipement de suivi in situ comme un drone pour les suivis aériens et des appareils de mesure in situ : appareils de mesures de MES dans l'air et des paramètres basiques des eaux (pH, DBO, DCO, température)

b. *Office National pour l'Environnement (ONE)*

En tant que maître d'ouvrage délégué pour la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement, placé sous la tutelle du MEDD, il assure la coordination des CTE, la direction de l'évaluation des EIES et la délivrance des permis environnementaux, la coordination du suivi de la conformité des plans de gestion environnementale.

Le screening (la catégorisation du projet) est réalisé par l'ONE à travers un comité interne. Le permis environnemental est délivré par l'ONE, à l'issue d'une évaluation environnementale favorable de l'EIES, sur la base des avis techniques du CTE faisant suite à l'évaluation de l'EIES du projet et des résultats de l'évaluation par le public.

Les travaux de suivi sont assurés conjointement par le Ministère chargé de l'Environnement, le Ministère de tutelle de l'activité concernée et l'ONE. Comme dans le cas de l'évaluation environnementale, un comité ad hoc de suivi environnemental est aussi mis en place. Son rôle est d'apprécier les rapports de suivi environnementaux périodiques des promoteurs (1 fois / an dès la délivrance du permis environnemental jusqu'à la fermeture du projet), d'assurer les missions de suivi de terrain et par la suite, si nécessaire d'ajuster le cahier des charges environnementales ou faire réaliser une EIE complémentaire.

Avant la fermeture du projet, le promoteur doit procéder à un audit environnemental et social. Cet audit est soumis à l'ONE pour évaluation et pour délivrance d'un quitus environnemental. Le Comité de suivi environnemental assure l'évaluation technique du document d'audit et l'évaluation sur terrain. Sur la base des résultats de l'évaluation technique du document et de l'évaluation sur terrain, le comité de suivi environnemental donne son avis technique sur le projet. Comme dans le cas du permis environnemental, l'octroi ou pas du quitus environnemental relève de la compétence du Directeur Général de l'ONE.

L'ONE produit des outils de gestion environnementale (directive et guides sectoriels) destinés au promoteur pour la réalisation d'une EIES.

L'ONE dispose de deux antennes régionales basées à Toamasina (Région Atsinanana) et à Taolagnaro (Région Anosy).

Besoin en renforcement de capacité : Pour l'ONE, les renforcements de capacité sont axés sur les sauvegardes opérationnelles de la BAD. De même les concepts VBG, EAHS, changements climatiques doivent être abordés, vu que pour les aspects liés au genre, les textes et les guides sur l'évaluation environnementale ne les abordent pas beaucoup. Les cadres de l'ONE ont également besoin de renforcement de leur capacité dans la gestion de la biodiversité, les modes de calcul des coûts et avantages fournis par les services écosystémiques au niveau des PN.

Besoins en logistique : pour le suivi de la mise en œuvre des mesures préconisées pour la sauvegarde environnementale et sociale de l'ensemble des aires protégées, l'ONE a besoin d'être doté d'une voiture 4 X 4 qui y soit dédiée ; d'un drone pour le suivi aérien ; d'appareils photo et de caméra ; ainsi que des appareils de mesures in situ des différents indicateurs de suivi : qualité de l'air, qualité des eaux, évolution des arbres, etc.

c. Comité Technique d'Évaluation (CTE)

Le CTE est un comité ad hoc chargé de l'évaluation du dossier d'EIES prévu par le décret MECIE. Ses membres sont les cellules environnementales du MEDD et des autres départements ministériels touchés par chaque dossier EIES.

En matière d'évaluation environnementale, le CTE doit assurer (i) l'analyse de la conformité technique et juridique de l'étude, (ii) l'analyse de suffisance, de pertinence et de cohérence des données au niveau du dossier EIES et (iii) l'analyse sur terrain du projet. Pour cela, chaque membre du CTE, en tant représentant des ministères sectoriels base leur analyse par rapport aux politiques, normes et textes réglementaires de son département et formule son avis et ses commentaires vis-à-vis du dossier EIES.

Le CTE est présent durant la phase de participation du public à l'évaluation environnementale. Le CTE décide des types d'information qui ne sont pas communicables au public (informations confidentielles, liées à la sécurité publique, etc.).

Il donne son avis technique en se basant sur l'évaluation (du dossier et terrain) de l'EIES du projet et des résultats de l'évaluation par le public.

Besoin en renforcement de capacité : Pour les membres du CTE et du CSE (Comité de suivi environnemental), les thèmes prioritaires sont d'abord leurs rôles en tant que représentant de leur département dans ces comités. Par la suite, comme il a été dit, qu'il y a des changements assez fréquents au niveau de ces Départements, il serait nécessaire de faire un rappel sur l'EIE, l'évaluation environnementale, les exigences nationales ainsi que les références internationales. Des renforcements de capacité sur l'articulation des textes sectoriels avec l'évaluation et le suivi environnemental et la manière de conduire une évaluation et un suivi environnemental sont également indispensables.

d. Ministères sectoriels

Les ministères sectoriels sont représentés au sein du CTE par la cellule environnementale. La Cellule environnementale est une structure créée au sein de chaque Ministère sectoriel. Elle est chargée de l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques sectorielles respectives et, dans une optique de développement durable⁶.

Sur le plan technique, la cellule environnementale est chargée entre autres de :

- Représenter leur Ministère respectif au sein du CTE Toutefois, le cas échéant, la Cellule Environnementale concernée peut faire appel à d'autres compétences de son Ministère ou des organismes rattachés ;
- Évaluer les dossiers de Programme d'Engagement Environnemental (PREE) relevant de leur Ministère ;
- Assurer le contrôle et le suivi des aspects environnementaux des activités dans le secteur d'activité concerné ;
- Contribuer à l'identification des risques de dégradation de l'environnement et proposer des mesures d'atténuation, de compensation et de prévention dans le secteur d'activité concerné ;
- Promouvoir une meilleure utilisation des ressources naturelles renouvelables dans le secteur d'activité concerné.

Selon les Ministères, la cellule environnementale peut être un service ou une direction selon l'organigramme du département ou une structure rattachée directement au Secrétariat Général du Département Ministériel.

Les rôles de la cellule environnementale peuvent aussi être assurés par les Directions Régionales ou Interrégionales de chaque Ministère.

Pour le cas de cette EIES, les Ministères de Tutelles des différentes activités prévues dans et autour du PN Andringitra sont le MEDD (qui a délégué la gestion du réseau de 43 aires protégées au MNP), le Ministère du Tourisme, le Ministère en charge de la Santé Publique (la construction du CSB). Comme la Commune en tant que Collectivité Territoriale Décentralisée (CTD) a la responsabilité de la gestion

⁶ Décret n° 2003- 439 du 27 Mars 2003 instituant une cellule environnementale au sein de chaque Ministère

des infrastructures et équipements publics de base sociale, éducatif, culturel, sportif et sanitaire⁷, le Ministère en charge de l'Intérieur est aussi concerné.

Besoin en renforcement de capacité : Comme leur rôle en tant que membre de CTE ou de CSE a été évoqué ci-dessus, le renforcement de capacité doit être axé sur le rôle régalien (les activités de contrôles). Les activités de contrôle seront abordées dans le sens de « Ministère de tutelle » et aussi dans le cadre de l'évaluation environnementale.

e. Maires, autorités locales et les CTD

Dans la mise en œuvre du décret MECIE, les maires et les autorités locales (Chef de Fokontany) sont notamment associés :

- La consultation du public durant l'évaluation environnementale : Conjointement avec l'ONE, et selon l'envergure du projet le maire (ou le représentant des maires dans le cas de plusieurs communes) établit le calendrier des consultations au niveau de la commune. Le maire procède à la délivrance de l'avis d'ouverture des procédures et en informe le public par voie d'affichage et par tout moyen de publicité approprié dans le périmètre qu'elle délimite à cet effet et notamment aux abords immédiats de l'emplacement projeté. Il met à la disposition du public les résumés non techniques de l'EIES
- Il ouvre et participe aux séances de consultations. Il maintient aussi les registres pour collecter les avis des populations.
- À la fin du délai prévu, le maire remet à l'ONE l'avis attestant les conditions dans lesquelles s'est déroulée la consultation du public complété de son avis personnel.
- Pour les travaux de suivi environnemental et social : les autorités locales des lieux d'implantation du projet sont associées aux travaux de suivi et de contrôle.

Les CTD doivent être impliquées dans la sensibilisation des populations et dans les activités de mobilisation sociale.

Besoin en renforcement de capacité : Dans le cas de l'EIES des aménagements dans et autour des PN, les maires concernées dans la zone d'implantation du PN (incluant ceux du PN ARG) sont des maires des Communes Rurales. D'une manière générale, les niveaux (de connaissance, etc.) des responsables en milieu rural sont assez disparates. Les thématiques à aborder concernent l'importance et l'articulation de la gestion environnementale dans le développement local, le processus MECIE, leur rôle dans le cas de la consultation publique, les suivis, le mécanisme de gestion des plaintes. Des agents doivent être formés sur l'informatique de base et des notions de développement et de suivi des projets communautaires.

Besoin en appui logistique : autant que peut se faire, les communes doivent disposer de panneaux solaires et de kits informatiques pour pouvoir assurer le suivi participatif des mesures et des projets mis en place d'une manière méthodique et efficace. De même elles doivent être fournies en fournitures de bureau.

f. Promoteur du Projet (CEP et PN)

⁷ Selon la Loi Organique n°2014-018 du 12 Septembre 2014 régissant les compétences, les modalités d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées, ainsi que celles de la gestion de leurs propres affaires

Le promoteur du Projet, durant l'évaluation environnementale participe aux séances de consultation du public et si nécessaire, à la demande de l'ONE, doit fournir les informations complémentaires requises pour mener à terme l'évaluation environnementale.

Après l'acquisition du permis environnementale, il doit appliquer les dispositions du cahier de charges environnementales (reflétant le PGES de son EIES).

Besoin en renforcement de capacité : En tant que Promoteur du Projet, il doit avoir une bonne maîtrise de tous les outils CGES, EIES, PGES, Clauses environnementales et sociales pour les entreprises. De plus, la connaissance du MECIE ainsi que les Sauvegardes opérationnelles de la BAD sont nécessaires. Les rapports exigés doivent aussi être abordés.

- g. *Les organisations locales (COBA, CLP, COSAP, ...)* : Elles doivent disposer et appliquer les procédures et les bonnes pratiques environnementales et sociales et de l'encadrement de la communauté locale dans leurs rôles de cogestionnaires des aires protégées.

Besoin en renforcement de capacité : ces structures ont besoin des sensibilisations et des informations de base sur l'évaluation environnementale, les outils de mise en œuvre, les acteurs et la charte de responsabilité. Un accent particulier sera abordé dans le rôle du cogestionnaire dans le suivi du PGES.

- h. *Les Entreprises contractantes* : elles doivent exécuter les mesures environnementales et sociales et respecter les directives et autres prescriptions environnementales contenus dans les marchés de travaux. À cet effet, les entreprises devront disposer au besoin d'un Responsable Hygiène Sécurité Environnement.

Besoin en renforcement de capacité : En dehors des outils requis pour la mise œuvre du PGES, les sanctions en cas de non-respect du PGES sont abordées. En effet ce thème concerne aussi bien le Promoteur, les membres du CTE, du CSE (Comité de Suivi Environnemental), les CTD que les bureaux de contrôles. Un rappel sur le processus d'évaluation environnementale est nécessaire.

- i. *Les Bureaux de contrôle* : Leur mission est d'assurer le contrôle de l'effectivité et de l'efficacité de l'exécution des mesures environnementales et sociales et du respect des directives et autres prescriptions environnementales contenues dans les marchés de travaux. Les bureaux de contrôle sont responsables du suivi de la mise en œuvre des PGES, en ayant dans leur équipe si nécessaire un superviseur spécialisé en Hygiène Sécurité Environnement.

Besoin en renforcement de capacité : Ce sont les mêmes thèmes que les entreprises contractantes

- j. *Les ONG et société civile* : Les ONG, les communautés locales de base et autres organisations environnementales de société civile pourront aussi participer à informer, éduquer et conscientiser la population sur les aspects environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre du projet, mais aussi au suivi de la mise en œuvre et à la surveillance des ressources naturelles. Leur participation effective dans les séances de consultation publique est souhaitée.

Besoin en renforcement de capacité : Dans leur rôle en tant que société civile (plaidoyer, interpellé, sensibilisé, etc.), la société civile doit avoir des renforcements de capacité sur la base et les pratiques en évaluation environnementale. Les exigences nationales et les sauvegardes opérationnelles seront aussi abordées. Un autre point à aborder c'est l'aspect « scientifique » du document et les outils de mise en œuvre.

- k. *Les membres du Comité de gestion des plaintes* : le fonctionnement de ce mécanisme et la résolution de plaintes liées au projet dépendent de ces membres

Besoin en renforcement de capacité : Le mécanisme de gestion de plainte est un thème de renforcement de capacité transversal de tous les groupes d'acteurs. Les thématiques abordées pour ces membres sont le processus MECIE, le PGES et sa mise en œuvre, les rôles des différents acteurs, la place du mécanisme de gestion de plaintes. Le fonctionnement, et les outils de mise en œuvre.

TABEAU 60 : TABLEAU DE SYNTHÈSE DES BESOINS EN RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

Acteurs	Besoins en renforcement de capacités	Besoin en appui logistique
Ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD)	<ul style="list-style-type: none"> Gestion de la biodiversité (inventaire et suivi, préservation), Évaluation environnementale, Sauvegardes opérationnelles de la BAD Évaluation des stocks de carbone 	<ul style="list-style-type: none"> Kits d'équipement de suivi in situ comme un drone pour les suivis aériens et des appareils de mesure in situ : appareils de mesures de MES dans l'air et des paramètres basiques des eaux (pH, DBO, DCO, température)
Office National pour l'Environnement (ONE)	<ul style="list-style-type: none"> Les sauvegardes opérationnelles de la BAD Les concepts VBG, EAHS, changements climatiques Gestion de la biodiversité, Les modes de calcul des coûts et avantages fournis par les services écosystémiques au niveau des PN 	<ul style="list-style-type: none"> Voiture 4 X 4 dédiée au suivi des PN ; Un drone pour le suivi aérien Appareils photo et caméra Appareils de mesures in situ des différents indicateurs de suivi : qualité de l'air, qualité des eaux, évolution des arbres, etc.
Comité Technique d'Évaluation (CTE)	<ul style="list-style-type: none"> Leurs rôles en tant que représentant de leur département dans Les comités. Rappel sur l'EIE, l'évaluation environnementale, les exigences nationales ainsi que les références internationales. L'articulation des textes sectoriels avec l'évaluation et le suivi environnemental La manière de conduire une évaluation et un suivi environnemental 	
Ministères sectoriels	<ul style="list-style-type: none"> Rôles régaliens (les activités de contrôles qui seront abordées dans le sens de « Ministère de tutelle » et aussi dans le cadre de l'évaluation environnementale 	
Maire et Collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> L'importance et l'articulation de la gestion environnementale dans le développement local, Le processus MECIE, Leur rôle dans le cas de la consultation publique, les suivis, le mécanisme de gestion des plaintes. L'informatique de base Notions de développement et de suivi des projets communautaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Kit de panneaux solaires Kit informatique Fournitures de bureau.
Promoteur du Projet (CEP et PN)	<ul style="list-style-type: none"> Maîtrise de tous les outils CGES, EIES, PGES, Clauses environnementales et sociales pour les entreprises. La connaissance du MECIE Sauvegardes opérationnelles de la BAD. Les rapports exigés 	
Les organisations locales (COBA, CLP, COSAP, ...)	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisations et informations de base sur l'évaluation environnementale, Les outils de mise en œuvre, les acteurs et la charte de responsabilité. 	<ul style="list-style-type: none"> Badges Uniformes

Acteurs	Besoins en renforcement de capacités	Besoin en appui logistique
	Les rôles du cogestionnaire dans le suivi du PGES.	
Les Entreprises contractantes et Les Bureaux de contrôle	Les outils requis pour la mise en œuvre du PGES, Les sanctions en cas de non-respect du PGES Rappel sur le processus d'évaluation environnementale est nécessaire	
Les ONG et société civile	La base et les pratiques en évaluation environnementale. Les exigences nationales et les sauvegardes opérationnelles L'aspect « scientifique » du document EIES et les outils de mise en œuvre.	
Les membres du Comité de gestion des plaintes	Le mécanisme de gestion de plainte est un thème de renforcement de capacité transversal de tous les groupes d'acteurs. Le processus MECIE, Le PGES et sa mise en œuvre, Les rôles des différents acteurs, La place du mécanisme de gestion de plaintes. Le fonctionnement, et les outils de mise en œuvre	

8.2.2 Mesures de renforcement de capacité

De ce qui précède les mesures de renforcement de capacité proposées sont présentées dans le tableau ci-après :

TABLEAU 61 : MESURES DE RENFORCEMENT DE CAPACITE

Type de mesure	Thématiques	Participant
Formation	<ul style="list-style-type: none"> Le projet PRCPB et le sous –projet du PN Andringitra Évaluation environnementale : cadrage juridique Les procédures de l'évaluation environnementale à Madagascar : processus, acteurs et charte de responsabilités dans les différentes étapes, la hiérarchisation des mesures d'atténuation, les sanctions Les sauvegardes opérationnelles de la BAD La participation du public dans l'évaluation environnementale : principes, procédure, la charte de responsabilités, les modalités de considération des résultats de la consultation dans le processus d'évaluation environnementale, le consentement libre préalable et éclairé (CLPE) Le permis environnemental, et le CCE / PGES Les résultats des évaluations environnementales et des suivis environnementaux Les concepts genre, EAHS, VBG Les normes internationales et leur application dans les sous projets (normes HSE, chantiers, etc.) Le mécanisme de gestion des plaintes Les différents outils : CGES, EIES, PREE, PAR, PAB Gestion de la biodiversité, les modes de calcul des coûts et avantages fournis par les services écosystémiques au niveau des PN 	<ul style="list-style-type: none"> DREDD ONE CTE Services techniques déconcentrés Promoteur (PN Andringitra, CEP) CTD (Région, Commune) Entreprises Bureaux de contrôle Société civile Projets ouvrant aux alentours du PN COSAP

Type de mesure	Thématiques	Participant
	<ul style="list-style-type: none"> • Développement et suivi des projets communautaires • Conduite d'une évaluation et d'un suivi environnemental • Evaluation des stocks carbone 	
Sensibilisation	<ul style="list-style-type: none"> • MECIE • Processus d'évaluation environnementale : objectifs, procédure et charte de responsabilité des différents acteurs • Rôles et responsabilité du maire et du public dans les différentes étapes • La participation du public : objectifs, modalité, considération des résultats • Le cahier de charges environnemental • Le suivi environnemental : objectifs, modalité de réalisation • Mécanisme de gestion des plaintes • Concept genre, EAHS, VBG 	<ul style="list-style-type: none"> • Maires • Conseillers • Chef du Fokontany • CLP • COBA • Associations locales : jeunes, femmes, etc. • Société civile

8.3 Plans de surveillance et de suivi environnementaux et sociaux

8.3.1 Plans de surveillance et de suivi environnementaux et sociaux pour la réhabilitation des infrastructures touristiques

8.3.1.1 Plan de surveillance environnementale et sociale pour la réhabilitation des infrastructures touristiques

TABEAU 62 : PLAN DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE POUR LA REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
Phase d'installation				
Organiser une séance de travail avec l'entreprise et veiller au respect par cette dernière, des dispositions nationales et des exigences de la BAD en matière de procédure de gestion de la main d'œuvre	<ul style="list-style-type: none"> • Procès-verbal de réunion : mesures à respecter, calendrier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • CEP • MdC (Mission de Contrôle) • CEP
<ul style="list-style-type: none"> • Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés • Limiter les zones d'accès des véhicules au strict minimum (voies d'accès permanentes) 	<ul style="list-style-type: none"> • Règlement intérieur de l'entreprise indiquant entre autres la vitesse • Contrat avec les professionnels du transport 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage des travaux et pendant la phase de construction 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • CEP
<ul style="list-style-type: none"> • Limiter au minimum les zones allouées au stockage des matériaux • Respect des drainages naturels 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de masse de la zone <p>Vérification sur site</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux et pendant la phase de construction 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • CEP
<p>Appliquer les exigences de la BAD et de législation nationale en matière de santé et de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer les riverains au démarrage des travaux sur le projet • Informer et sensibiliser les ouvriers et les populations riveraines sur les IST, le VIH/SIDA, les EAHS • Informer les ouvriers sur les consignes à respecter à l'intérieur du PN 	<ul style="list-style-type: none"> • Procès-verbal de réunion 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Durant toutes les phases du projet 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise • CEP

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
<ul style="list-style-type: none"> • Informer les ouvriers sur les mesures de sécurité • Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste, et des équipements de protection collectifs • Tenir un registre des EPI distribués 	<ul style="list-style-type: none"> • Procès-verbal de réunion • Registre de dotation des EPI • Règlement intérieur de l'entreprise sur l'obligation de port des EPI 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC
Phase des travaux				
<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les zones à débroussailler au strict minimum 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahier de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser l'élagage selon les règles de l'art, afin d'éviter les dommages à la végétation et la sécurité des infrastructures et des usagers 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'exécution validé • Cahier de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Informer les visiteurs de la présence des travaux aux niveaux des zones concernées : indication précise des endroits des travaux et les dispositions à prendre 	<ul style="list-style-type: none"> • Liste des lieux des travaux au quotidien disponible à l'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place les mesures de sécurité requises (panneaux de signalisation, non accessibilité à certain zone endroit, déviation temporaire, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Signalisation et mesure de sécurité mis en place 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un plan d'urgence et mettre à disposition une trousse d'urgence 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'urgence de l'entreprise ou de MNP 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • MNP
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux) pour assurer le drainage de la zone (stockage, aire de repos) 	<ul style="list-style-type: none"> • Cahier de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise
<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer les sanctions (en cas d'absence d'EPI) 	<ul style="list-style-type: none"> • Registre des sanctions 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
<p>Pour la réhabilitation des ouvrages de franchissements :</p> <p>Garantir l'écoulement en continu des cours d'eau durant les travaux</p> <p>; -Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation</p> <p>Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'exécution validé • Cahier de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<p>Réhabilitation du bureau d'accueil et de l'impluvium :</p> <p>- Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux</p> <p>- Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'exécution validé • Cahier de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<p>Réhabilitation des circuits touristiques, ouvrages d'assainissement, aires de repos et toilettes :</p> <p>- Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux</p> <p>- Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation</p> <p>- Respect des drainages naturels</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'exécution validé • Cahier de chantier 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<p>Bonne gestion des déchets de batteries d'accumulateurs</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plan de gestion des déchets dangereux • Contrat de prestation avec les professionnels (assurant les 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux • Pendant les travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
	entretiens)			
Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes par les canaux appropriés	• Affiche et liste des lieux d'affichage	• Constat sur place	• Avant le démarrage des travaux	• Entreprise • MdC
À compétence égale, privilégier la main d'œuvre locale (hommes/femmes)	Fiche d'embauche	• Constat sur place	• Pendant le recrutement	• Entreprise • MdC • CEP
Appliquer rigoureusement les dispositions de la procédure transparente et équitable dont un des critères de sélection est l'âge minimal autorisé par la législation en vigueur	Politique d'embauche de l'entreprise	Vérification	• Avant le démarrage des travaux	• Entreprise • MdC • CEP
Mettre en place un mécanisme de gestion des plaintes	Procès-verbal de mise en place du MGP	Vérification	Avant l'embauche des ouvriers	• Entreprise • MdC
Rendre disponibles et gratuitement des Condoms pour les ouvriers dans les lieux appropriés du chantier	PV de distribution	Vérification	Pendant les travaux	• Entreprise • MdC
• Fin de chantier				
Octroi d'une attestation de travail Mesure d'insertion sociale	Registre des attestations de travail Liste des informations partagées Base de données de l'entreprise	Vérification	Après le repli de chantier	• Entreprise • MdC
Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux Démolir tous les baraquements provisoires	Procès-verbal de repli de chantier	Constat	Avant repli	• Entreprise • MdC • CEP

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés Nivellement du sol si –nécessaire				
Phase d'exploitation,				
Plan à long terme d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées et des espaces aménagés	Plan d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées	Vérification	Au plus 6 mois après le début de la phase d'exploitation	• CEP
Collectes périodique et triages des déchets provenant des aires de repos, et du bureau d'accueil Valorisation en compost des déchets alimentaires et végétaux	Système de gestion de déchet documenté	Constat	Mise en place avant la phase d'exploitation Opérationnalisation ; durant la phase d'exploitation	• CEP
Documenter les consignes de sécurité et les règles à respecter au niveau du PN	Affichages	Constat	Avant la phase d'exploitation	• CEP
Information et sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes telles que le dina (la convention sociale), (Renforcement de capacité des autorités locales (Chef de Fokontany, CLP, Maires, ...) pour mieux assumer leur rôle surveillance, Si nécessaire, contribuer à la mise en place des plans d'aménagement de terroir (en conformité entre autres avec les objectifs de la zone périphérique	Procès-verbal de réunion de sensibilisation et d'information Procès-verbal de réunion de renforcement de capacités Procès-verbal de réunion	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
•Renforcer la diversification des activités des entreprises / entrepreneurs sensibles (fournisseurs des biens ou des services ou guides)	PV de réunion sur les potentialités des AGR	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
Formations des jeunes pour la diversification des sources de revenu	Support / manuel de formation	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
Informar, sensibiliser et conscientiser populations, les élèves sur les modes de transmission du VIH/Sida et les effets à long terme des IST Appuyer les autorités sanitaires dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles	Procès-verbal d'information et de sensibilisation sur les IST / VIH Sida Accord de collaboration entre CEP et autorités sanitaires	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
Sensibiliser les visiteurs au respect des traditions et coutumes locales	Procès-verbal de sensibilisation / flyers	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
S'assurer que les hommes et les femmes aient les mêmes chances pour profiter des nouvelles opportunités d'emplois	Affichage des offres d'emploi	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
Réaliser et renforcer les campagnes de sensibilisation et de communication sur les AP, la conservation de la biodiversité et la protection des espèces Renforcer les activités de surveillance afin de limiter les prélèvements des espèces	Procès-verbal / rapport sur les activités réalisées Rapport sur les surveillances réalisées	Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
Établissement d'un contrôle des prix des aliments de base par les pouvoirs publics	Affichage des prix par les vendeurs	Constat	Pendant la phase d'exploitation	Commune

Mesures d'atténuation, de mitigation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
Interdire les contacts avec les animaux pour éviter de perturber leur comportement à cause de la présence humaine, par le bruit, les prises de photos avec flash et pour éviter leur accoutumance à recevoir de la nourriture	Affichages à l'entrée et dans le Site	• Constat	Avant et pendant la phase d'exploitation	CEP
<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les acteurs sur la lutte contre les feux de brousse • Renforcer les activités de surveillance dans et autour du PN 	Procès-verbal de sensibilisation Rapport de surveillance	• Constat	Pendant la phase d'exploitation	CEP
• Mettre en œuvre le mécanisme de gestion des plaintes	Rapport sur la gestion des plaintes	• Vérification	Pendant la phase d'exploitation	MGP / PN Andringitra

8.3.1.2 Plan de suivi environnemental et social pour la réhabilitation des infrastructures touristiques

TABLEAU 63 : PLAN DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL POUR LA REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
Phase d'installation					
Organiser une séance de travail avec l'entreprise et veiller au respect par cette dernière, des dispositions nationales et des exigences de la BAD en matière de procédure de gestion de la main d'œuvre	Nombre de participants	Comptage	Avant le démarrage des travaux et tout au long des travaux	.	• CEP
Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés Mobiliser des professionnels du transport	Nombre de plaintes	Comptage	Avant le démarrage des travaux et tout au long des travaux		• Entreprise • CEP

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
<p>Limitier au minimum les zones allouées au stockage des matériaux</p> <p>Respect des drainages naturels</p>	Superficie e la zone (m ²)	Estimation	Avant le démarrage effectif des travaux et tout au long des travaux		<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • CEP
<p>Appliquer les exigences de la BAD et de législation nationale en matière de santé et de sécurité</p> <p>Informier les riverains au démarrage des travaux sur le projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer les et sensibiliser les ouvriers et les populations riveraines sur les IST, le VIH/SIDA, les EAHS • Informer les ouvriers sur les consignes à respecter à l'intérieur du PN ARG 	<p>Nombre de séances d'informations réalisées</p> <p>Nombre d'ouvriers informés sur l'IST et le VIH/ Sida</p> <p>Taux d'ouvriers informés sur les consignes à respecter à l'intérieur du parc</p> <p>Nombre de personnes des communautés riveraines sensibilisés</p>	Comptage	Avant le démarrage effectif des travaux	<p>1 séance avec les riverains avant le démarrage des travaux (500 000 Ar)</p> <p>Séance avec les ouvriers par Entreprise (coûts des travaux)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise • CEP
<p>Informier les ouvriers sur les mesures de sécurité</p> <p>Assurer le port d'EPI adaptés à chaque poste de travail pour tous les ouvriers</p> <p>Tenir un registre des EPI distribués</p>	<p>Nombre de séances d'information</p> <p>Nombre de non conformités sur le port EPI</p>	Comptage	Pendant les travaux	A la charge de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • MdC
Phase des travaux					
<p>Limitier les zones à débroussailler au strict minimum</p>	Surfaces débroussaillées (m ²)	Estimation	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant les travaux 		<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
•Réaliser l'élitage selon les règles de l'art afin d'éviter les dommages à la végétation et la sécurité des infrastructures et des usagers	Volume de bois enlevé (m³)	Estimation	Pendant les travaux		• MdC • Entreprise
Informers les visiteurs de la présence des travaux aux niveaux des zones concernées : indication précise des endroits des travaux et les dispositions à prendre	Nombre d'affichages et de consignes	Comptage	Pendant les travaux	Dépliants sur les consignes de sécurité à suivre durant les travaux '(CEP) 3 000 000 Ar	• MdC • Entreprise
Mettre en place les mesures de sécurité requises (panneaux de signalisation, non accessibilité à certains endroits, déviation temporaire, etc.)	Nombre de panneaux de signalisation Nombre des lieux des travaux où on a des panneaux signalisations	Comptage Comptage	Pendant les travaux	Entreprise (couts des travaux)	• MdC • Entreprise
Mettre en place un plan d'urgence et mettre à disposition une trousse d'urgence	Nombre de plan disponible Nombre de trousse d'urgence	Comptage	Avant le démarrage des travaux	Entreprise (couts des travaux)	• Entreprise • MdC • MNP
Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux de repos) pour assurer le drainage de la zone (stockage, aire de repos)	% des pentes Nombre de fossés latéraux mis en place	Estimation Vérification	Pendant les travaux	Entreprise (couts des travaux)	• MdC • Entreprise
•Appliquer les sanctions (en cas d'absence d'EPI)	Nombre de sanctions	Comptage	Pendant les travaux		• MdC • Entreprise
Pour la réhabilitation des ouvrages de franchissements •Garantir l'écoulement en continu des cours d'eau durant les travaux	Nombre de nettoyages réalisés pendant la durée des travaux Volume de déchets (m³)	Comptage	Pendant les travaux	Entreprise (couts des travaux)	• Entreprise • MdC

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
<ul style="list-style-type: none"> • -Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation • Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux 		Estimation			
Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes par les canaux appropriés	Nombre d'affichages	Comptage	Avant le démarrage des travaux	Entreprise (Affiches)	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<p>Accorder la priorité dans les recrutements à la main d'œuvre locale</p> <p>A compétence égale, privilégier les femmes</p>	<p>Nombre de personnes recrutées localement</p> <p>Proportion de femmes embauchées dans le cadre du sous-projet</p>	Registre de recrutement	Pendant le recrutement		<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • CEP
Appliquer rigoureusement les dispositions de la procédure transparente et équitable dont un des critères de sélection est l'âge minimal autorisé par la législation en vigueur	Nombre de plaintes sur l'embauche (liée à l'âge minimale ou inégalité de traitement)	Comptage	Avant le démarrage des travaux		<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • CEP
Mettre en place et en œuvre le MGP	<p>Nombre des membres du MGP</p> <p>Nombre de plaintes reçues</p> <p>Nombre de plaintes traitées</p>	Registre des plaintes	Avant le recrutement et durant les phases de construction et d'exploitation		<ul style="list-style-type: none"> • CEP
•Rendre disponibles et gratuitement des préservatifs pour les ouvriers dans les lieux appropriés du chantier	Nombre de préservatifs distribués	Comptage t Vérification des stocks	Tous les mois	Entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
Fin de chantier					

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
<ul style="list-style-type: none"> •Octroi d'une attestation de travail •Mesure d'insertion sociale 	Nombre des attestations de travail	Comptage	Après de repli de chantier		<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<p>Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux</p> <p>Démolir tous les baraquements provisoires</p> <p>Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés</p> <p>Nivellement du sol si –nécessaire</p>	<p>Superficies des baraquements démolies (m²)</p> <p>Volume de déchets (m³)</p> <p>Volume de déchets déposés dans les endroits autorisés (m³)</p>	Estimation	Avant repli de chantier	Entreprise	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • CEP
Phase d'exploitation					
Plan à long terme d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées et des espaces aménagés	Nombre d'actions réalisées	Vérification	Annuelle	Coût d'établissement du plan d'entretien des infrastructures (activité classique du PN ARG)	<ul style="list-style-type: none"> • CEP
<p>Collectes périodique et triages des déchets provenant des aires de repos, terrain de camping et du centre d'accueil et autres bureaux</p> <p>Valorisation en compost des déchets alimentaires et végétaux</p>	<p>Volume de déchets collectés (m³)</p> <p>Volume de déchets mis en compost (m³)</p>	Estimation	Tous les mois	<p>Achats / Valorisation des récipients de collecte des déchets</p> <p>1000 000 Ar /an pour 4 ans</p>	<ul style="list-style-type: none"> • CEP
Documenter les consignes de sécurité et les règles à respecter au niveau du PN / Affichages	Nombre d'affiches	Comptage	Avant et durant la phase d'exploitation	Production des affiches / dépliant	<ul style="list-style-type: none"> • CEP

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
				1 000 000ar / an pour 4 ans	
Information et sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes telles que le dina (la convention sociale), (Si nécessaire, contribuer à la mise en place des plans d'aménagement de terroir (en conformité entre autres avec les objectifs de la zone périphérique	Nombre de personnes sensibilisées Nombre d'autorités locales formées Nombre d'initiative de mise en place de plan d'aménagement de terroir	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	Production des dépliant 1 000 000 Ar / an pour 4 ans	CEP
•Renforcer la diversification des activités des entreprises / entrepreneurs (fournisseurs des biens ou des services) sensibles (guide	Nombre de potentialités identifiées Nombre de participants	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	Études (approche participative) 20 hommes /jour pour 400000 ar/j	CEP
Formations des jeunes pour la diversification des sources de revenu	Nombre de jeunes formés	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	2 séances de formations des jeunes 10 000 000 Ar/ séance	CEP
•Informer, sensibiliser et conscientiser populations, les élèves sur les modes de transmission du VIH/Sida et les effets à long terme des IST, EAHS Appuyer les autorités sanitaires dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles	Nombre de personnes sensibilisées par catégories d'acteurs Nombre de séances de sensibilisations	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	2 séances de sensibilisations / an en partenariat avec Ministère de la Santé 2 000 000Ar /An	CEP

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
<ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les visiteurs au respect des traditions et coutumes locales 	Nombre de flyers distribués	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	Flyers et affiche 1000000 /an pour 4 ans	CEP
<ul style="list-style-type: none"> S'assurer que les hommes et les femmes aient les mêmes chances pour profiter des nouvelles opportunités d'emplois 	Taux de recrutement des femmes dans le secteur tourisme ou autre	Calcul	Annuellement		CEP
<ul style="list-style-type: none"> Réaliser et renforcer les campagnes de sensibilisation et de communication sur les AP, la conservation de la biodiversité et la protection des espèces Renforcer les activités de surveillance afin de limiter les prélèvements des espèces 	Procès-verbal / rapport sur les activités réalisées Rapport sur les surveillances réalisées	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	Campagne de sensibilisation sur les AP et la conservation de la biodiversité : 2 campagnes / an 6 000 000Ar / an pour 4 ans	CEP
				Renforcement des activités de surveillance (CLP, MNP, etc.) 1 500 000 Ar / an pour 4 an	
				Partenariat avec MEDD et gendarmerie 3000000 Ar / an	

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Coûts estimés (Ar)	Responsable
• Établissement d'un contrôle des prix des aliments de base par les pouvoirs publics	Taux d'inflation locale	Demande de prix auprès des vendeurs Calcul	Annuellement		CEP
• Interdire les contacts avec les animaux pour éviter de perturber leur comportement à cause de la présence humaine, par le bruit, les prises de photos avec flash et pour éviter leur accoutumance à recevoir de la nourriture	Nombre de contrevenants	Comptage	Mensuelle	Etablissement des affiches/ flyers 500 000 ar / an pour 4 ans	CEP
• Sensibiliser les acteurs sur la lutte contre les feux de brousse • Renforcer les activités de surveillance dans et autour du PN ARG	Nombre de personnes sensibilisées Nombre d'activités de surveillance Nombre de points de feux (dans et autour de l'AP)	Comptage	Pendant la phase d'exploitation	Convention de partenariat avec les acteurs locaux, CLP, 2 000 000 Ar / an pour 4 ans	CEP
Total				114 500 000 Ar, soit 25 500 USD	

8.3.2 Plans de surveillance et de suivi environnementaux et sociaux pour l'infrastructure communautaire

8.3.2.1 Plan de surveillance environnementale et sociale de la construction du CSB II

TABLEAU 64 : PLAN DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA CONSTRUCTION DU CSB II

Mesures d'atténuation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
Phase préparation et travaux				
Organiser une séance de travail avec l'entreprise et veiller au respect par cette	• Procès-verbal de réunion : mesures à respecter, calendrier	• Constat	• Avant le démarrage des travaux	• CEP • MdC (Mission de Contrôle

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
dernière, des dispositions nationales et des exigences de la BAD en matière de procédure de gestion de la main d'œuvre				
<p>Appliquer les exigences de la BAD et de législation nationale en matière de santé et de sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer les riverains au démarrage des travaux sur le projet • Informer et sensibiliser les ouvriers et les populations riveraines sur les IST / VIH sida, les grossesses non désirées, les EAHS et faire signer les codes de conduite par tous les travailleurs • Informer les ouvriers sur les consignes à respecter 	<ul style="list-style-type: none"> • Procès-verbal de réunion • Codes de conduites signés 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage effectif des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MdC • Entreprise • CEP
Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes par les canaux adaptés	<ul style="list-style-type: none"> • Affiches 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage des travaux et durant la phase de construction 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<p>Accorder la priorité à la main d'œuvre locale dans les recrutements</p> <p>À compétence égale, privilégier les femmes</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fiche d'embauche 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat sur place 	<ul style="list-style-type: none"> • Pendant le recrutement 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC • CEP
Mettre en œuvre le mécanisme de gestion des plaintes	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de plaintes reçues • Nombre de plaintes traitées 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le recrutement et pendant la phase de construction et d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> • PN ARG • Membres MGP
Remise à l'état et nettoyage de la zone touchée par le chantier dès la fin des travaux	<ul style="list-style-type: none"> • Etat de la zone • Déchets issus de la zone 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant la phase d'exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise • MdC
<ul style="list-style-type: none"> • Limiter au minimum les zones allouées au 	<ul style="list-style-type: none"> • Selon le plan de masse 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat 	<ul style="list-style-type: none"> • Avant le démarrage 	<ul style="list-style-type: none"> • Entreprise

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
stockage des matériaux Respect des drainages naturels			effectif des travaux et pendant la phase de construction	• CEP
Mise à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste Respect des consignes de sécurité	• Registre des EPI	• Vérification	• Avant le démarrage effectif des travaux et pendant la phase des travaux	• Entreprise • MdC • CEP
Nettoyage progressif suivant l'avancement des travaux Nettoyage de l'ensemble du site avant de quitter les lieux Enlèvement de tous les déchets de chantier, triage et dépôt dans les endroits autorisés Nivellement du sol, si nécessaire	• Procès-verbal de repli de chantier	• Vérification	• Avant le repli	• MdC • Entreprise
Octroi des attestations de travail	Registre des attestations de travail	Vérification	Après de repli de chantier	• Entreprise • MdC
Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés Limiter les zones d'accès des véhicules au strict minimum (voies d'accès permanentes)	• Règlement intérieur de l'entreprise indiquant entre autres la vitesse • Contrat avec les professionnels du transport	• Constat	• Avant le démarrage des travaux et pendant la phase de construction	• Entreprise • MdC
Application des règles de sécurité pour le stockage des hydrocarbures	• PV de conformité des équipements	• Vérification	• Avant le démarrage des travaux	• Entreprise • MdC
Phase d'exploitation				
Mise en place d'un système de gestion des déchets solide : mise en place des bacs à ordures, triage, valorisation	Système de gestion de déchet documenté	• Constat	• Avant le démarrage de la phase d'exploitation	• Bénéficiaire • CEP

Mesures d'atténuation ou de bonification	Indicateurs de surveillance	Moyen de surveillance	Calendrier	Responsable
Sensibilisation du personnel et des usagers sur l'hygiène et la santé et l'entretien des infrastructures	• Procès-verbal de sensibilisation	• Constat	• Pendant la phase d'exploitation	• Bénéficiaire • CE
Application des dispositions sur le traitement des déchets médicaux Mise en place d'un incinérateur	• Procédure de gestion de déchet au sein du CSB II	• Vérification	• Pendant la phase d'exploitation	• Bénéficiaire • CE

8.3.2.2 Plans de suivi environnemental et social pour la construction du CSB II

TABLEAU 65 : PLAN DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL POUR LA CONSTRUCTION CSB II

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Cout (Ar)	Responsable
Phase préparatoire et travaux					
Organiser une séance de travail avec l'entreprise et veiller au respect par cette dernière, des dispositions nationales et des exigences de la BAD en matière de procédure de gestion de la main d'œuvre	Nombre de participants	Comptage	Avant le démarrage des travaux	•	• Entreprise • MdC (Mission de Contrôle)
Appliquer les exigences de la BAD et de législation nationale en matière de santé et de sécurité • Informer les riverains au démarrage des travaux sur le projet Sensibiliser les ouvriers et les populations riveraines sur les IST, le Sida, les risques EAHS ; le respect des us et coutumes locaux • Informer les ouvriers sur les consignes à respecter	Nombre de séances d'informations réalisées Nombre d'ouvriers informés sur l'IST et le VIH/ Sida Taux d'ouvriers informés sur les consignes à respecter à l'intérieur du parc	Comptage	Avant le démarrage effectif des travaux	1 séance avec les riverains, usagers et personnel avant le début des travaux)	• MdC • Entreprise • CEP

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Cout (Ar)	Responsable
Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes par les canaux adaptés	Nombre d'affiches Nombre d'avis de recrutement diffusés sur la radio	• Vérification	• Avant le recrutement		• Entreprise • MdC
Accorder la priorité à la main d'œuvre locale dans les recrutements À compétence égale, privilégier les femmes	Proportion de personnes recrutées localement parmi les employés des entreprises • Proportion de femmes embauchées dans le cadre du sous-projet	• Registre de recrutement	• Pendant le recrutement		• Entreprise • MdC • CEP
Mettre en œuvre le mécanisme de gestion des plaintes	Nombre de plaintes enregistrées Nombre de plaintes résolues Nombre de plaintes liées aux EAHS	Comptage •	• Pendant les travaux		• PN ARG • Membres MGP
Remise à l'état et nettoyage de la zone touchée par le chantier dès la fin des travaux	• Volume de déchets collectés (m3)	• Estimation	• Avant la phase d'exploitation	• • Entreprise	• Entreprise • MdC
Limitier au minimum les zones allouées au stockage des matériaux Respect des drainages naturels	Superficie e la zone (m2)	Estimation	• Avant le démarrage des travaux et tout le long des travaux	• Entreprise	• Entreprise • CEP
Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste Respecter les consignes de sécurité	• Nombre d'employés disposant des EPI	• Registre des EPI	• Avant le démarrage et tout au long des travaux	• Entreprise	• Entreprise • MdC
Nettoyer au fur et à mesure suivant l'avancement des travaux Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés	• Volume de déchets (m³)	• Estimation	• Avant le repli		• MdC • Entreprise

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Mesures d'atténuation, mitigation, ou bonification	Indicateurs de suivi	Moyen de suivi	Calendrier	Cout (Ar)	Responsable
Octroi d'une attestation de travail	Nombre d'attestation octroyée aux ouvriers	Registre des attestations	• Après de repli de chantier		• Entreprise • MdC
Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés Mobiliser des professionnels du transport	Nombre de plainte (liées au transport des matériaux)	• Comptage	• Avant le démarrage des travaux		• Entreprise • MdC
Appliquer les règles de sécurité pour le stockage des hydrocarbures	Nombre d'incident au niveau du système de stockage des hydrocarbures	• Vérification	• Pendant les travaux		•
Phase d'exploitation					
Mettre en place un système de gestion des déchets solide : mise en place des bacs à ordures, triage, valorisation	Volume de déchets (m³)	Comptage	• Tous les mois	Achats bac à ordures 2 500 000Ar	• Bénéficiaire • CEP
Sensibilisation du personnel et des usagers sur l'hygiène et la santé et l'entretien des infrastructures	Nombre des personnes sensibilisées	Comptage	• Pendant la phase d'exploitation • 1 fois / trimestre	1 séance à la fin des travaux 500000 Ar / séance Sensibilisation d'une manière périodique • 3 fois / année pour les 4 années	• Bénéficiaire • CEP
Appliquer les dispositions sur le traitement des déchets médicaux Opérationnaliser l'incinérateur	Volume de déchets par catégorie récoltés	Estimation	• Pendant la phase d'exploitation • Tous les mois	Affiches / flyers 1 000 000 Ar / Année pour 4 années	• Bénéficiaire • CEP
TOTAL				14 300 000Ar 3200 USD	•

8.3.3 Plans de gestion environnementale et sociale

8.3.3.1 Plan de gestion environnementale et sociale pour la réhabilitation des infrastructures touristiques

TABLEAU 66 : PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DE LA REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES TOURISTIQUES

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Sol	Travaux	Stockage des matériaux	Perte de couverture végétale	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter au minimum les zones allouées au stockage • Respect des drainages naturels 	Entreprise locale	Mission de contrôle (MdC)	Superficie de la zone décapée en m ²	Mesure et Vérification sur chantier
		Débroussaillage		<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les zones à débroussailler au strict minimum 	Entreprise locale	Mdc		
		Réhabilitation des ouvrages de franchissement Remblais / déblais (circuits touristiques) Mise à niveau des terrains (aire de camping) Eaux pluviales	Erosion	Mettre en place des mesures techniques (pentes, fossés latéraux) pour assurer le drainage de la zone Respecter le drainage naturel	Entreprise locale	MdC	Volume de remblai, déblais stockés en m ³	Mesure et Vérification sur chantier
		Réhabilitation des ouvrages de franchissement	Contamination du sol	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôle et nettoyage régulier du site durant la réalisation des travaux de réhabilitation • Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation 	Entreprise locale	MdC	Plan d'exécution de la réhabilitation validée et mis en œuvre	Vérification sur chantier

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
	Exploitation	Présence et exploitation des infrastructures réhabilitées (production de déchets solides)	Pollution du sol	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place un système de gestion des déchets • Collecte périodique et triages des déchets provenant des aires de repos, terrain de camping et du centre d'accueil et autres bureaux 	PN ARG	CEP	Type, quantité et mode de gestion/élimination des déchets	Document sur le système de gestion des déchets
Air	Travaux	Réhabilitation des bâtiments Réhabilitation t des circuits touristiques	Altération de la qualité de l'air	<ul style="list-style-type: none"> • Informer les ouvriers sur les mesures de sécurité • Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste et aussi des équipements de protection collectifs • Tenir un registre des EPI distribués • Appliquer les sanctions • Arroser les sites au besoin 	Entreprise locale	MdC	Nombre de session d'information/nombre de participants	Procès-verbal des sessions d'information sur les mesures de sécurité
		Manipulation des produits chimiques (peinture, white spirit)	Pollution sonore Nuisance olfactive				Type/Nombre d'EPI distribués Nombre d'incidents/sanctions Nombre d'arrosages effectués	Vérification du registre des EPI distribué Vérification du registre des sanctions Vérification du cahier de chantier - Constat sur site

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Eau	Travaux	Réhabilitation des ouvrages de franchissements	Perturbation de l'écoulement e l'eau Pollution de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> Contrôle et nettoyage périodiques des déchets durant la réalisation des travaux afin de garantir l'écoulement en continu des cours d'eau durant les travaux Bonne gestion des matériaux utilisés pour la réhabilitation 	Entreprise locale	MdC	Débit d'écoulement des eaux (litre/seconde)	Mesure/Vérification sur chantier et prise de photo Vérification du registre de nettoyage
Faune / Flore/ Biodiversité	Travaux	Elagage	Perte de végétation, perturbation des habitats	Réaliser l'élitage selon les règles de l'art, afin d'éviter les dommages à la végétation et la sécurité des infrastructures et des usagers (période de réalisation des activités, % des branches enlevées par rapport à la cime)	Entreprise locale	MdC	Volume de végétation/ bois enlevé	Vérification sur chantier
	Exploitation	Exploitation des circuits touristiques par les visiteurs	Impacts sur les habitats : changement dans la composition, morphologie, diversité (à cause du piétinement)	Identifier les habitats, espèces qui méritent d'avoir des suivis particuliers. Si nécessaire, intégrer les résultats des investigations dans le PAG	PN ARG	PN ARG	Inventaire/liste des habitats/espèces spécifiques à suivre Nombre d'incidents par rapport aux habitats/espèces spécifiques	Habitats / espèces pour des suivis particuliers identifiés Plan de suivi spécifique établi

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Contacts entre animaux et visiteurs	Changement de comportement naturel de certains animaux dû à la présence quotidienne de visiteurs	<ul style="list-style-type: none"> Interdiction pour les visiteurs d'initier des contacts physiques avec les animaux ou de les nourrir Limiter les perturbations sonores (prise de vue, photos, ...) 	PN ARG Guide	PN ARG	Type/nombre de consignes mises en place Nombre de visiteurs sensibilisés	Vérification des consignes in situ Rapport de réalisation de session de sensibilisation Rapport de constatation par les Guides
		Feux de végétation	Pertes d'espèces végétales et animales Perte d'habitats naturels	<ul style="list-style-type: none"> Information et sensibilisation Renforcer les activités de surveillance dans et autour du PN 	PN ARG CLP		Nombre et superficie de feux déclarés	Registre de suivi des feux Mesure et vérification sur place
		Coupe sélective		<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les activités de surveillance dans et autour du PN Renforcer la mise en œuvre des mesures identifiées dans le PAG ; renforcement des activités de sensibilisation par les CLP, vulgarisation de la pratique de reboisement communautaire, etc. 	PN ARG CLP		Nombre de séances d'information/sensibilisation Nombre de personnes/organisations sensibilisées Pourcentage de mesures effectives	Procès-verbal d'information et de sensibilisation Rapport de surveillance des CLP Rapport de mise en œuvre des mesures préconisées par le PAG
		Afflux de touristes et de visiteurs en général (plus de 1300 visiteurs pour 2022)		<ul style="list-style-type: none"> Réaliser et renforcer les campagnes de sensibilisation et de communication sur les AP, la conservation de la biodiversité et la protection des espèces Renforcer les activités de surveillance afin de limiter les prélèvements des espèces 			Nombre de séance d'information/sensibilisation Nombre de personnes sensibilisées Nombre/fréquence des activités de surveillance	Procès-verbal d'information et de sensibilisation Registre des activités de surveillance dans et autour du PN

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Paysage	Travaux	Mise en place des panneaux d'informations Entretien des panneaux d'information Mise en place des points métriques	Modification du paysage	Assurer l'intégration des panneaux au paysage naturel du milieu	Entreprise locale CEP	MdC	Nombre de panneaux mis en place vs nombre de panneaux mal placé	Vérification sur chantier
		Repli du chantier : abandon des déchets solides sur site		<ul style="list-style-type: none"> Nettoyer au fur et à mesure suivant l'avancement des travaux Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux Démolir tous les baraquements provisoires Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés 	Entreprise locale CEP	MdC	Type/nombre de verbalisation par rapport aux déchets et à la salubrité du milieu	Procès-verbal de repli de chantier Vérification sur chantier
	Exploitation	Présence et exploitation des infrastructures réhabilitées (production de déchets solides et d'eaux usées)	Détérioration du paysage à cause de la présence des déchets	<ul style="list-style-type: none"> Mettre en place un système de gestion des déchets 	PN ARG		Type/quantité et mode de gestion/élimination des déchets Type/nombre de verbalisation par rapport aux déchets et à la salubrité du milieu	Document sur le système de gestion des déchets
Santé et sécurité au travail	Travaux	Transport des équipements et matériaux vers le PN	Risques d'accidents de transport	Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés Mobiliser des véhicules en bon état	Entreprise locale	MdC CEP	Nombre d'accidents/incidents enregistrés Nombre/type d'entretien des véhicules	Registre des incidents/accidents Vérification du registre des plaintes Vérification de la fiche d'entretien du véhicule

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Durant les travaux, présence du personnel, ouvriers et visiteurs au niveau des sites ou circuits ou zones à réhabiliter		<ul style="list-style-type: none"> • Informer les visiteurs de la présence des travaux aux niveaux des zones concernées : indication précise des endroits des travaux et les dispositions à prendre • Mettre en place les mesures de sécurité requises (panneaux de signalisation, non accessibilité à certain zone endroit, déviation temporaire, etc.) • Mettre en place un plan d'urgence et mettre à disposition une trousse d'urgence 	Entreprise locale	MdC CEP	Liste des lieux des travaux au quotidien disponible à l'accueil Nombre de Panneaux de signalisation Type et nombre des mesures de sécurité sur terrain (délimitation physique des zones de travaux) Existence d'un plan d'urgence	Vérification des signalisations et des mesures de sécurité mis en place au niveau des sites Vérification de la disponibilité du plan d'urgence
		Transfert et transport des matériaux à l'intérieur de l'AP		<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les ouvriers sur les mesures de sécurité • Assurer le port d'EPI adaptés à chaque poste de travail pour tous les ouvriers • Tenir un registre des EPI distribués 	Entreprise locale	MdC	Nombre de session d'information/sensibilisation Type/nombre d'EPI distribués	Procès-verbal des sessions d'information sur les mesures de sécurité Vérification du registre des EPI distribué Vérification du registre des sanctions

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Travaux aériens nécessitant des échafaudages, échelles Élagage	Risque d'accidents corporels	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste et aussi des équipements de protection collective (EPC) 	Entreprise locale	MdC	Procès-verbal de sensibilisation des ouvriers Type/nombre d'EPI distribués	Vérification du registre de dotation des EPI et des EPC
		Présence temporaire d'une main d'œuvre dans la zone de l'AP	Risque de propagation des maladies ('COVID 19) ou transmission VIH Sida ou IST et de grossesses non désirées	<ul style="list-style-type: none"> • Organiser des séances d'Information, d'Éducation et de Communication (IEC) à l'endroit du personnel de chantier et des habitants de la zone sur les IST/VIH et les grossesses non désirées • En cas de pandémie, élaborer conjointement avec les autorités sanitaires un plan d'urgence • Appliquer rigoureusement les dispositions du plan d'urgence 	CEP Entreprise	MdC	Nombre de session d'information/sensibilisation du personnel du chantier et des habitants Nombre de personnes sensibilisées	Procès-verbal de sensibilisation du personnel du chantier et des habitants Plan d'urgence sanitaire Vérification sur site l'application

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Milieu social	Exploitation	Développement de fléaux tels que, la criminalité, les trafics divers (humain, drogue, etc.),	Détérioration du climat social lié à l'insécurité	<ul style="list-style-type: none"> •Organiser les campagnes de sensibilisation dans les villages sur les mesures à prendre afin de faire face aux problèmes d'insécurité ; • Renforcer les comités de vigilance dans les villages (dotation des équipements de communication, formation, etc.) ; •Développer et mettre à disposition des touristes, un document sur les règles à respecter, les précautions à prendre (à établir en collaboration avec les acteurs touristiques) 	CEP CLP		<p>Nombre de session de sensibilisation</p> <p>Nombre de personnes sensibilisées</p> <p>Type/nombre d'équipements distribués</p> <p>Type/nombre de documents développés pour les touristes</p>	<p>Procès-verbal de sensibilisation</p> <p>Procès-verbal de formation ou de dotation des comités de vigilance</p> <p>Documents sur les règles à respecter et les précautions à prendre dans et en dehors du PN (établi en collaboration avec les acteurs touristiques)</p>

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Afflux de touristes et de visiteurs en général (plus de 1300 visiteurs pour 2022)	Risques d'augmentation de l'incidence du VIH et d'autres maladies sexuellement transmissibles	<ul style="list-style-type: none"> • Informer, sensibiliser et conscientiser les populations, les élèves sur les modes de transmission du VIH/Sida et les effets à long terme des IST • Sensibiliser et appuyer les autorités sanitaires dans la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles 	CEP et partenaires		Nombre de session de sensibilisation Nombre de personnes sensibilisées Type/nombre d'accord entre CEP et autorités sanitaires	Procès-verbal d'information et de sensibilisation sur les IST / VIH Sida Accord de collaboration entre CEP et autorités sanitaires
			Risque d'augmentation du taux de déperdition scolaire	<ul style="list-style-type: none"> • Informer et sensibiliser les jeunes 	CEP et partenaires		Nombre de session de sensibilisation des jeunes Nombre de jeunes sensibilisés Type/Nombre de support /Outils de sensibilisation des jeunes développés (flyers, affiches, spot, films)	Procès-verbal d'information et de sensibilisation des jeunes sur la scolarisation, l'éducation
		Commercialisation des fêtes et cérémonies traditionnelles des groupes ethniques comme attractions touristiques	Risques de fragilisation des valeurs fondamentales de ces cérémonies et la dignité des populations locales	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les visiteurs au respect des traditions et coutumes locales • Sensibiliser les jeunes et la population aux valeurs culturelles de leur propre société ; mettre en exergue des spécificités culturelles et des us et coutumes 	CEP et Partenaires			

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Barrières culturelles	Participation limitée des femmes aux bénéfices du projet	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que les hommes et les femmes aient les mêmes chances pour profiter des nouvelles opportunités d'emplois • Afficher les recrutements • Formation professionnelle des jeunes femmes aux activités liées à l'écotourisme (guide, réceptionniste, serveuse etc. 	CEP et partenaires		<p>Nombre d'emplois vs nombre de femmes recrutées</p> <p>Nombre de session de formation aux métiers de l'écotourisme/ nombre de participants aux formations</p>	<p>Affichage des offres d'emploi</p> <p>Rapport de formation des jeunes aux activités liées à l'écotourisme</p>
Economie	Travaux	Recrutement local	Conflits sociaux à cause de non recrutement des ouvriers locaux ou des entreprises locales	<ul style="list-style-type: none"> • Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes • Élaborer une procédure transparente et équitable de recrutement et prioriser les jeunes / la population des villages riverains ; • À compétence égale, solliciter les sous-traitants locaux pour la fourniture des différents services 	Entreprise locale	CEP	<p>Nombre d'emplois vs recrutement local</p>	<p>Vérification des offres d'emplois et les zones d'affichage</p> <p>Politique d'embauche de l'entreprise</p> <p>Vérification des fiches d'embauche</p> <p>Vérification du registre des plaintes</p>

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
			Risques de recrutement d'enfants mineurs lors du recrutement de la main d'œuvre locale	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer rigoureusement les dispositions de la procédure transparente et équitable dont un des critères de sélection est l'âge minimal autorisé par la législation en vigueur 	Entreprise locale	CEP	Tranche d'âge des travailleurs	Politique d'embauche de l'entreprise Vérification du registre d'embauche
		Fin de chantier	Perte de revenu Augmentation du chômage	<ul style="list-style-type: none"> • Octroi d'une attestation de travail afin de prouver les expériences acquises et l'acquisition des compétences. Cela va aider dans la recherche d'autres opportunités • Mesures d'insertion sociale comme le maintien à jour de la base de données de l'entreprise local et, la diffusion des lieux d'affichage des offres au niveau de la commune et dans la zone environnante (Fianarantsoa, Ambalvao, Ivohibe, ...) 	Entreprise CEP	MdC	Nombre d'attestation de travail délivrée Type/nombre de formation/sensibilisation sur les possibilités d'AGR après l'Arrêt de chantier Type/nombre de Supports / manuels de formation	Vérification du registre d'attestation de travail Vérification des informations partagées PV de réunion sur les potentialités des AGR dans la zone

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
	Exploitation	Développement de l'économie locale	Saisonnalité de l'activité économique liée au tourisme qui peut créer des difficultés pour les entreprises pendant la saison basse	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la diversification des activités des entreprises / entrepreneurs (fournisseurs des biens ou des services) sensibles (guide) • Formation professionnelle des concernés à d'autres activités 	Prestataire	CEP		
		Afflux de touristes et de visiteurs en général (plus de 1300 visiteurs pour 2022)	Risques d'inflation locale : augmentation possible des prix de certains services et/ou denrées sous l'effet de l'augmentation de la demande	<ul style="list-style-type: none"> • Établissement d'une manière périodique d'un contrôle des prix des aliments de base par les pouvoirs publics • Affichage des prix par les vendeurs 	Ministère en charge du commerce		Indice des prix	Rapports sur le contrôle de prix Vérification sur site
Occupation du sol	Exploitation	Présence et exploitation des infrastructures réhabilitées (production de déchets solides)	Dégradation des infrastructures réhabilitées et espaces réhabilités	<ul style="list-style-type: none"> • Plan à long terme d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées et des espaces aménagées 	PN ARG	CEP	Nombre de suivi des infrastructures Nombre d'incidents	Plan d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Migration	Augmentation du nombre de la population locale attirée par les nouvelles opportunités économiques, conflits sociaux	<ul style="list-style-type: none"> • Information et sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes telles que le dina (la convention sociale), • Si nécessaire, contribuer à la mise en place des plans d'aménagement de terroir (en conformité entre autres avec les objectifs de la zone périphérique). 	PN ARG		Type/nombre de séances de sensibilisation sur les us et coutumes Nombre de participants Type/nombre de plans d'aménagement de terroirs Plaintes relatives à l'occupation des sols	Procès-verbal de sensibilisation de la population sur les us et coutumes, les règles sociales existantes t Procès-verbal de réunion sur la mise en place des plans d'aménagement de terroir Registre des plaintes

8.3.3.2 Plan de gestion environnementale et sociale pour la construction du CSB II

TABEAU 67 : PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE - CONSTRUCTION CSB II

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Sol	Travaux	Stockage des matériaux	Dégradation du sol	Limiter au minimum les zones allouées au stockage des matériaux Respect des drainages naturels	Entreprise locale	MdC	<ul style="list-style-type: none"> • Superficie de la zone décapée en m² 	Vérification du chantier
Air	Travaux	Travaux de réhabilitation et d'installation des blocs sanitaires	Altération de la qualité de l'air	Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste	Entreprise locale	MdC	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de session d'information/nombre de participants • Type/Nombre d'EPI 	Procès-verbal des sessions d'information sur les mesures de sécurité

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Manipulation des produits chimiques (peinture, white spirit)	Nuisance olfactive	<p>Informar les ouvriers sur les mesures de sécurité</p> <p>Tenir un registre des EPI distribués</p> <p>Appliquer les sanctions (non –port des EPI)</p> <p>Arroser les sites au besoin</p>			<p>distribués</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'incidents/ sanctions • Nombre d'arrosages effectués 	<p>Vérification du registre des EPI distribué</p> <p>Vérification du registre des sanctions</p> <p>Vérification du cahier de chantier - Constat sur site</p>
	Exploitation	Mauvais entretiens des blocs sanitaires	Nuisance olfactive	Sensibilisation du personnel et des usagers sur l'hygiène et la santé et l'entretien des infrastructures	Bénéficiaire	Ministère en charge de la santé	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de session d'information/nombre de participants 	Procès-verbal des sessions d'information sur les mesures d'hygiène et de salubrité
Paysage	Travaux	Délimitation et signalisation du chantier	Altération du paysage	Remise à l'état et nettoyage dès la fin des travaux	Entreprise locale	MdC	<ul style="list-style-type: none"> • Type/ quantité et mode de gestion/ élimination des déchets 	<p>Registre de suivi des déchets</p> <p>Procès-verbal de repli de chantier</p> <p>Vérification sur chantier</p>

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Déchets de chantier		Nettoyer au fur et à mesure suivant l'avancement des travaux Nettoyer l'ensemble du site avant de quitter les lieux Enlever tous les déchets de chantier, trier et les déposer dans les endroits autorisés Nivellement du sol si nécessaire			<ul style="list-style-type: none"> • Procès-verbal de repli de chantier • Vérification sur chantier 	
	Exploitation	Production de déchets	Altération du paysage	Mettre en place un système de gestion des déchets solide : mise en place des bacs à ordures, triage, valorisation	Bénéficiaire	Ministère de la santé	<ul style="list-style-type: none"> • Type/ quantité et mode de gestion/élimination des déchets 	Registre de suivi des déchets
Biodiversité	Travaux	Stockage des matériaux	Perte de couvert végétal	Limiter au minimum les zones allouées au stockage des matériaux	Entreprise	MdC	<ul style="list-style-type: none"> • Superficie de la zone décapée en m² 	Mesure/ vérification sur le chantier

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Economie	Travaux	Fin de chantier	Perte de revenu Augmentation du chômage	Octroi d'une attestation de travail afin de prouver les expériences acquises et l'acquisition des compétences. Cela va aider dans la recherche d'autres opportunités Mesures d'insertion sociale comme le maintien à jour de la base de données de l'entreprise local et, la diffusion des lieux d'affichage des offres au niveau de la commune et dans la zone environnante (Fianarantsoa, Ambalvao, Ivohibe, ...)	Entreprise CEP	MdC	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'attestation de travail octroyé • Type/ nombre de formation/ sensibilisation sur les possibilités d'AGR après l'Arrêt de chantier • Type/ nombre de Supports / manuels de formation 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérification du registre d'attestation de travail Vérification des informations partagées PV de réunion sur les potentialités des AGR dans la zone

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
		Recrutement local	Conflits sociaux à cause de non recrutement des ouvriers locaux ou des entreprises locales	<ul style="list-style-type: none"> • Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes • Élaborer une procédure transparente et équitable de recrutement et prioriser les jeunes / la population des villages riverains ; • À compétence égale, privilégier l'embauche locale • À compétence égale, privilégier les femmes <p>À compétence égale, solliciter les sous-traitants locaux pour la fourniture des différents services</p>	Entreprise	MdC	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'emplois créés vs nombre de recrutement local <p>Proportion de femmes embauchées dans le cadre du sous-projet</p>	<p>Vérification des offres d'emplois et les zones d'affichage</p> <p>Politique d'embauche de l'entreprise</p> <p>Vérification des fiches d'embauche</p> <p>Vérification du registre des plaintes</p>
	Exploitations	Développement des petits commerces vu la présence des ouvriers	Amélioration du pouvoir d'achats des populations locales	Augmentation / Maintien du nombre des usagers du CSBII			<ul style="list-style-type: none"> • Revenus des petits commerçants 	Enquête/Vérification sur site par comptage

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Santé et sécurité	Travaux	Transport des équipements et matériaux	Risques d'accidents de transport	Respecter la limitation des vitesses et le tonnage des véhicules utilisés Mobiliser des véhicules en bon état	Entreprise locale	MdC CEP	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'accidents/incidents enregistrés Nombre/type d'entretien des véhicules 	Registre des incidents/accidents Vérification du registre des plaintes Vérification de la fiche d'entretien du véhicule
		Travaux aériens nécessitant des échafaudages, échelles	Risque d'accidents corporels	Mettre à disposition des employés des EPI et équipements adaptés à leur poste et aussi des équipements de protection collective (EPC)	Entreprise locale	MdC	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de session d'information/nombre de participants Type/Nombre d'EPI et d'EPC distribués Nombre d'incidents/sanctions 	Procès-verbal des sessions d'information sur les mesures de sécurité Vérification du registre des EPI/EPC distribué Vérification du registre des sanctions Vérification du cahier de chantier - Constat sur site
		Travaux de réhabilitation		Sensibiliser tous les usagers du CSBII (personnel, usagers, ouvriers) sur les consignes de sécurité au niveau du site Mettre en place des dispositions pour les mesures d'urgence	Entreprise locale	MdC	<ul style="list-style-type: none"> Liste des lieux des travaux au quotidien disponible à l'accueil Nombre de Panneaux de signalisation Type et nombre des mesures de sécurité sur terrain (délimitation physique des zones de travaux) Existence d'un plan d'urgence 	Vérification des signalisations et des mesures de sécurité mis en place au niveau des sites Vérification de la disponibilité du plan d'urgence

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
Milieu social	Travaux	Présence temporaire d'une main d'œuvre dans la zone de l'AP	Risque de propagation des maladies 'COVID 19) ou transmission VIH Sida ou IST et de grossesses non désirées, d'EAHS	•Élaborer des codes de conduite qui seront signés par chaque employé au moment de son embauche, après sensibilisation	Entreprise	MdC CEP	Taux de signature des codes de conduite par rapport aux ouvriers embauchés • Nombre de code de conduites signés	Procès-verbal de sensibilisation des ouvriers Registre d'embauche
		Recrutement local	Risques de recrutement d'enfants mineurs lors du recrutement de la main d'œuvre locale et de violation des droits des travailleurs	Mettre en œuvre le mécanisme de gestion des plaintes 'MGP)	CEP / PN Andringitra	MdC	Nombre de plaintes enregistrées Nombre de plaintes résolues • Nombre de plaintes liées aux EAHS	Registre des plaintes
	Exploitation	Production de déchets médicaux	Risque d'infection	Appliquer les dispositions sur le traitement des déchets médicaux Mettre en place un incinérateur	Bénéficiaire		Type/quantité et mode d'élimination des déchets médicaux Nombre d'incinérateur	Registre de suivi des déchets Vérification
	Exploitation	Infrastructure sanitaire réhabilitée	Augmentation de l'accès des populations environnantes au centre de soin	Développer un plan de suivi et d'entretien des infrastructures réhabilitées	Bénéficiaire CEP	Ministère de la Santé	• Nombre de session de sensibilisation du personnel et des usagers • Nombre de	Rapport des sessions de sensibilisation

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Récepteurs affectés	Phase	Activités sources d'impacts	Description de l'impact	Mesures d'atténuation/ mitigation et bonification des impacts	Responsable de mise en œuvre	Organisme de contrôle et de suivi	Indicateurs	Moyens de vérification
			Amélioration des conditions de prestation du personnel de santé	Renforcer la sensibilisation des usagers pour maintenir la qualité et le respect des infrastructures			participants aux sessions de sensibilisation • Nombre de suivi des infrastructures • Nombre d'incidents	Plan d'entretien et de suivi des infrastructures réhabilitées
			Amélioration des conditions d'hygiène sanitaire pour les usagers du centre	Mettre en place des mesures pour lutter contre les actes de vandalisme ou le vol				

8.3.6 Plan d'action genre et d'inclusion sociale

Le plan d'action genre et d'inclusion social (PAGIS) est développé, afin d'éviter que les disparités de genre et les vulnérabilités de certains groupes ne soient des facteurs qui excluent les femmes, et les groupes défavorisés ou vulnérables du bénéfice des investissements du sous-projet PN Andringitra.

8.3.6.1 Objectifs et cibles du plan d'action genre

Ainsi, le présent Plan d'Action Genre et inclusion sociale a pour objectif global de veiller à la prise en compte des besoins et des intérêts des femmes et des différents groupes sociaux, notamment les groupes défavorisés ou vulnérables, dans la mise en œuvre des activités relatives aux investissements qui seront réalisées dans le cadre dudit sous-projet.

Les objectifs spécifiques du PAGIS sont les suivants :

- Objectif spécifique 1 : Favoriser l'implication des différentes parties prenantes, notamment les femmes et les groupes défavorisés ou vulnérables dans la mise en œuvre des activités du sous-Projet ;
- Objectif spécifique 2 : Promouvoir le respect des droits des populations riveraines, notamment des femmes et des groupes défavorisés ou vulnérables ;
- Objectif spécifique 3 : Favoriser l'amélioration des revenus des femmes et des jeunes des communautés riveraines au sous-projet ;
- Objectif spécifique 4 : Minimiser les risques de propagation des IST, du VIH/SIDA, des grossesses non désirées, des EAHS, de la traite des personnes dans la mise en œuvre du sous-Projet ;

Les cibles de ce plan d'action genre sont : le personnel du MNP, les enseignants et les élèves, le personnel du centre de santé de base, les travailleurs des entreprises (personnel d'encadrement et personnel d'exécution), les femmes, les jeunes, les personnes défavorisées ou vulnérables, et toutes les parties prenantes.

8.3.6.2 Aspects genre à intégrer dans le sous-projet

Les principaux défis genre qui devront être pris en compte dans le sous-projet de construction/réhabilitation des infrastructures touristiques ou communautaires sont les suivants :

- *L'implication des différentes parties prenantes, y compris les femmes, les groupes défavorisés ou vulnérables dans la mise en œuvre des activités du sous-projet ;*
- *L'accès des populations riveraines, notamment les femmes, les jeunes et les groupes défavorisés ou vulnérables aux emplois et diverses opportunités offertes par le sous-projet ; ainsi, des actions positives doivent être mises en place pour encourager le recrutement des femmes et des personnes en situation de handicap par les entreprises en charge des travaux. De même, la fourniture locale de biens et services doit être encouragée ;*
- *La mise en place des activités du sous-projet à travers une approche participative et inclusive exempt de toutes discriminations et autres violations des droits, notamment les EAHS.*

Pour les actions préventives,

- Le code de conduite et le règlement internes des entreprises intervenantes intégreront des mesures explicites d'interdiction de toute forme d'exploitation d'abus et de harcèlement sexuels de la part de ses employés.

- Chaque partie prenante (MNP, entreprises, bénéficiaires, usagers des infrastructures, etc.) devrait adopter le principe de tolérance zéro aux cas d'exploitation, abus et harcèlement sexuels.
- Les usagers de ces infrastructures seront informés de l'existence de ces règles, et en particulier des dispositions relatives à la prévention des violences basées sur le genre. Le mécanisme de gestion de plainte fera l'objet d'une large diffusion selon des canaux accessibles à toutes les parties prenantes.

En cas de violence, d'exploitation ou d'abus sexuel un système de prise en charge des victimes sera établi et connu de toutes les parties prenantes. Un partenariat du CEP et du Ministère en charge de la Population sera développé afin de mettre en place du mécanisme.

- Les actions de formation et de sensibilisation sur le genre seront initiées pendant les phases de travaux et d'exploitation.

TABLEAU 68 : PLAN D’ACTION GENRE DU SOUS-PROJET DE PN ANDRINGITRA

Impact / risque	Activités / Mesures	Objectifs	Indicateurs	Moyen de vérification	Responsable	Responsable de suivi	Coûts de mise en œuvre
Phase de préparation et travaux							
Conflits sociaux à cause de non recrutement des femmes pour les travaux de chantier	<p>Afficher les offres d'emploi et informer les communautés environnantes</p> <p>Élaborer une procédure transparente et équitable de recrutement et prioriser les jeunes / la population des villages riverains ;</p> <p>À compétence égale, embaucher les femmes</p>	Accorder une égalité des chances pour les deux sexes	<p>Taux de femme embauché</p> <p>Taux de femme embauché par rapport aux demandes déposée par les femmes</p> <p>Nombre des plaintes</p>	<p>Registre d'embauche</p> <p>Registre des plaintes</p>	Entreprise	CEP	Les actions de sensibilisation sont déjà inclus dans le PGES
Risque d'harcèlement sexuel du personnel des entreprises en charge des travaux de construction	Introduction dans les contrats des entreprises et des travailleurs les clauses spécifiques au harcèlement sexuel	Prévenir les violences basées sur le genre lors des travaux de construction	<p>Nombre de plaintes enregistrées en rapport avec le harcèlement</p> <p>Nombre de victimes de harcèlement</p> <p>Nombre de sensibilisations réalisées</p>	<p>Rapport du Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP)</p> <p>Procès-verbal de sensibilisation</p>	CEP Entreprise	MdC	Prévu dans les PGES
	Sensibiliser toutes les parties prenantes						Aspects à considérer dans les actions de sensibilisation avant le démarrage des travaux
	Mettre en place et rendre opérationnel un mécanisme de prise en charge des victimes	Prendre en charge le plutôt possible les victimes	Système de prise en charge défini	Rapports et procès verbaux des réunions	CEP en partenariat avec le Ministère en charge de la Population	CEP	Organiser différentes réunions avec les parties prenantes
Phase d'exploitation							
Risque d'harcèlement sexuel	Vulgarisation, sensibilisation et formation des acteurs sur les textes réglementaires et législatifs relatifs au harcèlement sexuel, ainsi que les outils de préventions ou de prise en charge	Rendre effectif l'application de la loi	<p>Nombre de personnes sensibilisées</p> <p>Nombre de formations réalisées</p>	<p>PV de réunions</p> <p>Procès-verbaux de formation</p>	CEP et Partenaires	CEP	

	Application rigoureuse des textes		Nombre de plaintes ou d'incidents enregistrés	Rapport issu du MGP	Membres du MGP	CEP	
--	-----------------------------------	--	---	---------------------	----------------	-----	--

Le coût de mise en œuvre de ce plan est estimé à 20.500 USD, dont les détails figurent en Annexe 5.

8.3.7 Autres plans de gestion

Les autres plans de gestion prioritaires requis dans le cadre de cette EIES sont :

- Le Plan d'Intervention d'Urgence en Annexe 6
- Le Plan d'Hygiène Santé et Sécurité en Annexe 7
- Le Plan d'Action Biodiversité en Annexe 8.

8.4 Mécanisme de gestion des plaintes

Compte tenu de son envergure et de la multiplicité des acteurs impliqués, le PRCBP d'une manière générale, doit disposer d'un mécanisme de gestion de plaintes, afin que la mise en œuvre du projet se déroule d'une manière harmonieuse, dans la mesure du possible et que les crises interpersonnelles ou intercommunautaires soient évitées. Ce, d'autant plus que la mise en œuvre des sous-projets pourrait occasionner des impacts non désirés, notamment au niveau de l'accès aux Parcs, de la gestion des zones de concession, de la disponibilité des ressources en eau, des possibles différences de point de vue concernant les infrastructures, de la relation entre les concessionnaires et les communautés de base, etc.

Ce mécanisme, cadré dans le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale, se décline au niveau des six parcs nationaux concernés, dont le Parc National Andringitra. Le mécanisme de gestion des plaintes s'aligne notamment avec les dispositions de la loi sur le Code des Aires Protégées (COAP) et celles du décret portant sur la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement (MECIE).

8.4.1 Objectifs et principes du MGP

Le mécanisme de gestion des plaintes se veut être un dispositif inclusif, accessible, participatif, simple et efficace, impliquant le moins possible de contraintes administratives, afin d'assurer aux Parties Prenantes un traitement rapide et efficace des doléances, demandes d'informations, et plaintes en lien avec les différentes phases de mise en œuvre du projet.

Le mécanisme de gestion de plaintes repose sur les principes suivants :

- *Non-discrimination/Accessibilité :*

Il est essentiel que le mécanisme soit accessible au plus grand nombre de personnes appartenant aux différents groupes de parties prenantes, en particulier celles qui sont souvent exclues ou qui sont le plus marginalisées ou vulnérables. Ainsi, toutes les plaintes, quelles que soient leurs types et moyens de transmission sont recevables. Les personnes habilitées à recevoir les plaintes par téléphone procéderont à la transcription dans le registre et le formulaire de plainte, y compris des plaintes anonymes. Ainsi, les procédures de dépôt des plaintes seront diversifiées et culturellement adaptées, en vue de favoriser l'accès au MGP, sans discrimination aucune : courrier, sms, message WhatsApp, appel téléphonique, plainte formulée par écrit et déposée en personne par le requérant, transmission de vive voix, etc.

De même, la composition des comités devra se faire en tenant compte du genre, pour s'assurer que les femmes qui souhaitent saisir le mécanisme, puissent aborder certaines questions sans aucune gêne avec celles-ci.

- *Confidentialité/sécurité*

Pour créer un environnement de confiance, sans crainte de représailles, il faut garantir des procédures confidentielles. La confidentialité permet d'assurer la sécurité et la protection de ceux qui déposent une plainte et des personnes concernées par celle-ci. Il faut, pour ce faire, limiter le nombre de personnes ayant accès aux informations sensibles. Toutes les procédures du traitement des plaintes seront conduites dans le plus grand respect de tous, et ce, par toutes les parties et, le cas échéant, dans la plus stricte confidentialité.

- *Principe de subsidiarité*

Ce principe se base sur la règle de répartition des compétences. La responsabilité doit être prise par le niveau le moins élevé d'une autorité pour résoudre un problème donné. Le principe de subsidiarité vise à assurer une prise de décision la plus proche possible des populations et des communautés locales et de ce fait, le rôle des autorités traditionnelles, si elles sont acceptées par tous, est considéré. Le principe de subsidiarité priorise la résolution à l'amiable, bien que les parties aient toujours le droit de recourir au tribunal.

- *Transparence/Traçabilité*

Le MGP garantit que tous les processus de prise de décision, en matière de plaintes sont transparents, et accessibles à toutes les parties prenantes, voire aux groupes vulnérables.

Le Projet doit s'assurer que les plaignants seront informés en temps opportun de toutes décisions, et des raisons qui justifient les réponses aux plaintes. Le Projet fera en sorte que les plaignants puissent accéder aux voies de recours prévues dans le processus. Il est important que l'objet et la fonction du mécanisme soient communiqués en toute transparence. L'on peut à cet effet utiliser les médias pour passer l'information au plus grand nombre. En outre, les plaintes feront l'objet d'enregistrement et les accords obtenus, matérialisés dans des PV qui seront formellement archivés afin de garantir la traçabilité.

- *Participation*

Le succès et l'efficacité du système ne seront assurés que s'il est développé avec une forte participation de représentants de tous les groupes de parties prenantes et s'il est pleinement intégré aux activités des programmes. Les populations, ou groupes d'utilisateurs, doivent participer à chaque étape des processus, depuis la conception jusqu'à l'évaluation, en passant par la mise en œuvre.

- *Principe : Éthique et impartialité*

L'approche équitable vise à prendre en compte les obstacles qui empêcheraient certaines personnes vulnérables ou défavorisées d'être par exemple au même niveau d'information, ou d'avoir accès aux mêmes opportunités que les autres, tout en respectant les droits de chacun. De même, l'impartialité vise à ne pas avoir de parti pris dans le traitement des plaintes et à ne pas léser une partie au profit d'une autre. Ainsi, les plaintes qui surviendraient dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet seront gérées dans une perspective de justice sociale et les droits de chacun seront respectés.

- *Suivi, évaluation et apprentissage continu*

Un suivi doit être effectué régulièrement, pour s'assurer du fonctionnement adéquat du mécanisme, et de sa capacité à répondre de manière efficiente aux préoccupations des parties prenantes. Pour ce faire, une collecte de données périodiques (une fois par mois) sera effectuée par les spécialistes en sauvegardes environnementale et sociale du projet, sur la base des indicateurs définis au chapitre 8 du présent document.

Cette collecte peut se faire au moyen d'entretiens périodiques auprès des utilisateurs du mécanisme, d'ateliers participatifs, de l'exploitation des différents registres. Elle permettra de relever les éventuelles insuffisances qui seront constatées dans la mise en œuvre du mécanisme, et d'envisager des actions correctives adéquates, dans une perspective d'amélioration continue.

En outre, les données et les résultats obtenus seront capitalisés dans la conception des Projets futurs.

8.4.2 Typologie des plaintes

Pendant la mise en œuvre du projet, des plaintes de divers ordres peuvent apparaître. La typologie des différentes plaintes est la suivante :

- **Requête : demande d'informations, doléances ou préoccupations**

Des demandes d'informations et de clarifications relatives à des offres de services, aux emplois et opportunités offertes ou des doléances peuvent être adressées au Projet. En tous les cas, les activités prévues feront l'objet d'une large communication aux différentes parties prenantes, et les champs d'intervention du MGP seront clairement définis, afin d'éviter les sollicitations qui dépassent le cadre même du Projet.

- **Plaintes ou réclamations liées à la gestion environnementale et sociale du Projet**

Ces plaintes peuvent porter sur les éléments suivants, pour le cas du PN ARG :

- Le non-respect des mesures convenues dans le PGES ;
- La non compréhension/acceptation des critères d'éligibilité par les populations riveraines, concernant les emplois potentiels ;
- Étendue et durée des travaux excédant les délais prévus avec leurs conséquences sur les activités économiques et autre perturbation ;
- Dommages matériels (impacts sur des biens privés) ;

- Augmentation des risques d'accidents du fait de la circulation des engins de chantier et impliquant des hommes ou des animaux ;
- Nuisances de toutes sortes, pollutions ;
- Non recrutement de la main d'œuvre locale ;
- Manquements des entreprises (hôtelier, restaurateur, opérateur touristique) à l'égard des populations ;
- Conflits entre travailleurs du Projet et populations riveraines pour diverses raisons.

■ **Plaintes sensibles**

➤ *Plaintes liées aux aspects fiduciaires*

Ces plaintes peuvent survenir à l'issue des cas de :

- Corruption ;
- Concussion ;
- Conflits d'intérêt ;
- Vols, détournements ;
- Fraude.

➤ *Plaintes liées aux VBG/EAS/HS, VCE ou tout autre abus ou violation de droits*

Il s'agit notamment :

- Des cas d'exploitations et d'abus sexuels, de harcèlements sexuels ;
- Des détournements de mineurs ;
- Des violations des us et coutumes des zones d'intervention du Projet y compris des profanations des sites sacrés ;
- Des cas de traite des personnes ;
- Des discriminations de toutes sortes.

Les plaintes sensibles sont des plaintes pour lesquelles des procédures particulières de gestion doivent être mises en place. Ainsi, le traitement de ces plaintes se fera de manière confidentielle, de sorte à protéger les requérants contre d'éventuelles représailles et à éviter d'exposer les personnes mises en cause.

Par ailleurs, le Projet veillera à l'identification des structures offrant des services de prise en charge des survivant-e-s de VBG/EAS/HS en vue de les impliquer dans le fonctionnement du MGP.

■ **Plaintes liées à l'emploi et aux conditions de travail**

Une procédure spécifique doit être proposée pour la gestion des plaintes liées aux relations de travail, qui peuvent survenir pour les raisons suivantes :

- Heures de travail non comptabilisées ;
- Retards/non-paiement des salaires des employés quel que soit le type d'engagement (formel, informel ou tacite) ;
- De l'embauche de mineur-e-s sur les chantiers ;
- Absence d'EPI adaptés aux postes de travail ;
- Non compensation des heures supplémentaires ;
- Harcèlement moral, intimidation, discrimination.

8.4.3 Mise en place de la structure de gestion des plaintes

La mise en place d'une structure de gestion de plaintes a pour finalité de créer au plus près des communautés locales un ensemble de dispositifs et d'outils pour :

1 Sensibiliser et informer de manière continue et fréquente sur la relation entre les citoyens, en particulier l'existence d'un mécanisme de gestion des plaintes.

2 Informer les communautés sur la modalité de déposer une plainte ;

3 Informer les communautés sur la modalité de gestion des plaintes et la présence du responsable des plaintes (Chef Fokontany, président et secrétaire de l'Association des usagers de l'infrastructure au niveau du Fokontany et chef de chantier de l'entreprise) ;

4 Fournir des directives aux responsables de la gestion des plaintes ;

5 Installer des équipements de travail permettant la gestion et la résolution des plaintes (Cahier de doléances, Cahier de doléance, registre de plainte, numéro vert...).

8.4.4 Instances et circuit de règlement des plaintes

Pour le règlement des plaintes liées à la gestion environnementale, ainsi que pour les demandes d'informations, les doléances ou préoccupations diverses, un registre des plaintes/doléances doit être mis à la disposition de la population au niveau de chaque Fokontany et de la Commune des sous-projets. De ce fait, toute doléance écrite ou verbale reçue par la Direction du PN ARG de la part des personnes physiques et/ou morales sur les sites ou dans le cadre de la conduite de ses activités doit être enregistrée dans ce registre. Toutefois, une plainte ou doléance écrite sur papier libre est également recevable.

D'autre part, le Projet mettra en place d'autres alternatives pour l'enregistrement de plainte dans le but d'une prise en charge plus large des divers types de réclamation. Par exemple et selon le contexte et les possibilités :

- des boîtes à doléances,
- de l'utilisation des nouvelles technologies de la communication (SMS, IT, internet) ;
- de l'ouverture d'un numéro vert.

Les instances institutionnelles de règlement des plaintes sont les suivantes :

- Niveau local : Fokontany d'appartenance du plaignant, Communes
- Niveau régional : Chefferies des Régions Matsiatra Ambony et Ihorombe, DREDD ou CIRED
- Niveau national : MEDD, MNP Central

La situation souhaitable est le règlement à l'amiable au niveau local. Les plaintes collectées et enregistrées au niveau fokontany/communes seront traitées suivant le processus ci-après :

TABEAU 69 : ÉTAPES ET PROCESSUS DE TRAITEMENT DE PLAINTE (INSPIRÉES DE PROJETS SIMILAIRES)

Étape	Activités	Personnes responsables/	Observations	Durée de traitement
Étape 1	Réception plainte au niveau de la mairie ou du fokontany, qu'elle soit anonyme ou non	Chef Fokontany, Responsable de la Mairie	Consignation des éléments de la plainte dans le registre déposé à cet effet.	1 jour
Étape 2	Médiation au niveau Fokontany	Chef Fokontany ou son adjoint Raiamandreny ou Sages du Fokontany Chef Quartier	PV (Procès-verbal) de médiation à établir par la chef fokontany et les agents de la Direction du PN ARG	1 jour à 7 jours calendaires

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Étape	Activités	Personnes responsables/	Observations	Durée de traitement
		Plaignant(s) Un représentant de la Direction du PN ARG		
Étape 3	Médiation au niveau de la Commune, assistée par la Direction du PN ARG	Le Maire ou son représentant, Plaignant(s) Un représentant de la Direction du PN ARG	PV de médiation à établir par la Commune sous l'assistance de la Direction du PN ARG	2 jours à 7 jours calendaires
Étape 4	Arbitrage par le CRL (Comité de règlement des litiges) érigé par le Maire	Le CRL qui peut s'adjoindre toute personne qu'il juge compétente pour l'aider à la résolution du litige, le(s) plaignant(s), un représentant de la Direction du PN ARG	PV de médiation à établir par le CRL	3 jours à 7 jours calendaires
Étape commune toutes les plaintes	Restitution des résultats des traitements aux intéressés Suivi des résolutions	Unité de Gestion et d'Exécution du sous-projet considéré CRL (en tant que de besoin)	Une copie des PV ou autres montrant les résolutions adoptées sera donnée aux intéressés	1 à 3 jours calendaires après la livraison des résultats des traitements

Précédant toute activité du projet, le mécanisme doit être connu et compris par tous les membres des communautés locales. Pour ce faire, des réunions au niveau de toutes les localités concernées sont à organiser pour faire connaître le MGP comme décrit supra, et s'assurer que le MGP est bien compris. Le MGP sera traduit en malagasy et dans la mesure de possible en dialecte local. Des supports de communication (affiches ...) seront également produits.

Les localités concernées sont, au moins :

TABLEAU 70 : LOCALITES CONCERNEES PAR LE MGP

Activités en lien	Lieu	Fokontany ou Commune
Infrastructures touristiques	Villages dans la zone périphériques du PN ARG	Communes Rurales : Miarinarivo, Sendrisoa, Vohitsaoka, Antambohibe, Ivongo
Entretien piste	Namoly	Commune Rurale Sendrisoa
Centre de santé de base (CSB II)	Namoly	Commune Rurale Sendrisoa

Dans le souci d'assurer l'accessibilité du MGP à toutes les parties prenantes, il convient de préciser qu'outre les instances locales au niveau Fokontany et communal, les plaintes sont également recevables au niveau de la Direction du PN ARG.

Au cas où les plaintes n'ont pu être résolues au niveau local, la démarche est la suivante :

TABLEAU 71 : NIVEAU DE GESTION DE PLAINTES AU-DELA DU NIVEAU LOCAL

Niveau	Réception	Responsabilité
National	MEDD MNP niveau central	- Réception et traitement des plaintes graves ou non résolues au niveau régional - Suivi de l'avancement de l'état de traitement de la plainte dans le système d'information MGP (<i>à mettre en place, si inexistant</i>) - Suivi du MGP

Niveau	Réception	Responsabilité
		- Recours au tribunal - Gestionnaire du numéro vert et du site web
Régional	DREDD	- Réception et traitement des plaintes graves ou non résolues au niveau local - Supervision du MGP - Suivi évaluation MGP - Traitement des recours - Alimentation du dans le système d'information MGP (<i>à mettre en place, si inexistant</i>)

L'équilibre entre le nombre d'hommes et le nombre de femmes doit être trouvé, le nombre au sein de chaque organe doit être impair pour faciliter la décision.

8.4.4 Considération spécifique des VBG/EAHS

Longtemps occultées, les violences basées sur le genre, ainsi que l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels (VBG/EAHS) constituent malheureusement des faits de société qui ne doivent pas être ignorés.

Le MNP, à travers la Direction du PN ARG, établira un protocole spécifique de prise en charge des violences et abus sexuels envers les femmes et les enfants et jeunes, avec des organismes spécialisés et les STD du Ministère en charge de la Population à Fianarantsoa. Ceux-ci sont en lien avec les organismes spécialisés dans le traitement de VBG, comme les cellules d'écoute et les conseils juridiques y afférents. Ils prendront en charge les activités concernant de VBG/EAHS comme les sensibilisations, la mobilisation et la prise en charges des cas.

Par ailleurs, tout prestataire, fournisseur ou autre intervenant travaillant dans le cadre du projet aura à signer un code de conduite spécifique, à travers lequel ce tiers s'engage à créer et à maintenir un environnement dans lequel la violence basée sur le genre (VBG) et toute forme d'exploitation, abus et harcèlement sexuels (EAHS), ainsi de la violence contre les enfants n'ont pas leur place et où elles ne seront tolérées par aucun employé, sous-traitant, fournisseur, associé ou représentant de l'entreprise.

Toutes les plaintes et les signalements de cas de VBG/EAS /HS respecteront les principes de confidentialité et seront transmises à la BAD pour information et être traités par des entités spécialisées.

Dans le cas des VBG et EAHS, il ne sera pas question d'arrARGement à l'amiable.

8.4.5. Règlement des conflits

La Direction du PN ARG devra veiller à prendre les dispositions nécessaires pour résoudre à l'amiable et de manière efficace, les plaintes ainsi que les différentes préoccupations des parties prenantes, afin que certaines situations ne débouchent pas sur des conflits, qui peuvent être difficiles à gérer par la suite. Le concept de gestion participative des sites peut constituer, en lui-même, une stratégie de prévention des conflits. Les caractéristiques fondamentales de ce concept peuvent se résumer en quelques points :

- Le renforcement de capacité institutionnelle, technique et organisationnelle de tous les acteurs
- Le respect des us et coutumes locaux ;
- La planification participative du Projet en intégrant les communautés concernées à tous les niveaux (dès le processus de conception du PRCPB jusqu'au suivi- évaluation).

Pour prévenir les conflits, MNP, à travers la Direction du PN ARG, veillera à une participation effective de toutes les parties prenantes dans les réflexions, les partages d'information et les décisions concernant les sujets sensibles identifiés dans les documents-outils de gestion du Parc (PAG, PGES, etc.) et/ou figurant dans le tableau ci-dessus. L'organisation d'assemblées plénières sera optimisée, afin de présenter le contenu des documents contractuels et recueillir les différentes opinions exprimées.

Les parties prenantes doivent être à chaque fois représentées par des personnes ou entités/ structures ayant l'aptitude à participer aux débats, et la considération du genre doit être respectée : équilibre entre le nombre des hommes et des femmes, participation des jeunes, participation des minorités (personnes résidentes non-autochtones, personnes en situation de handicap, etc.), et les différents métiers doivent être également représentés.

Les séances de réunion ou toute forme de mécanisme de partage veillera à la disponibilité de ces personnes ou entités et mettra en place un système de traçabilité pour s'assurer que les informations sont bien reçues et comprises (compte rendu avec fiche de présences signées, accusé de réception, etc.).

Un tel mécanisme de participation favorisera l'appropriation du Projet par les concernés, ainsi que la diffusion de l'information auprès de toutes les parties prenantes. La participation de ces dernières sera assurée à travers leurs représentants dans les différents comités - suivant les sous-projets concernés - qui participeront à l'élaboration des documents qui décrivent les engagements de chaque partie dans la gestion PN ARG.

La médiatisation à travers la radio locale, les affichages publics et la page Facebook de la Direction du PN ARG est également prévue, afin d'assurer une large diffusion de la teneur de ces documents.

8.4.6 Documentation et rapportage

Conflits ou plaintes, toutes les opérations et résolutions doivent être documentées, afin de produire les indicateurs administratifs et perfectionner continuellement le mécanisme. L'instance chargée de la résolution des conflits doit statuer dans les délais prévus à compter de la date de réception.

L'issue de la gestion des conflits et plaintes doivent toujours faire l'objet d'un procès-verbal relatant le déroulement de la gestion des conflits/ plaintes, et précisant les points sur lesquels la décision s'est faite. Pour les conflits entre les communautés ou les conflits entre communautés et autres acteurs, le procès-verbal doit préciser les points sur lesquels l'accord s'est fait. Après lecture, les deux parties signent le procès-verbal avec le Président de l'Instance. Si l'une des parties ne sait pas signer, elle appose ses empreintes digitales en présence de deux témoins de son choix qui doivent également signer. Les parties doivent se conformer au procès-verbal de conciliation.

Tous les documents relatifs au mécanisme de gestion des conflits et plaintes seront archivés et analysés par la Direction de PN ARG et de la BAD.

8.4.7. Règlement judiciaire

Tous les efforts seront déployés par le Projet pour procéder à un règlement à l'amiable des différentes plaintes. Toutefois, si le plaignant n'est pas satisfait des propositions de solution qui lui sont faites, il pourra saisir les juridictions de droit commun territorialement compétentes. De même, les différentes parties prenantes devront être sensibilisées sur le fait qu'elles ont la possibilité de recourir directement à la procédure judiciaire si elles le souhaitent mais elles devront également être informées sur les contraintes liées à ce type de règlement.

8.5.2 Cas de Madagascar

De par la faiblesse de ses émissions de GES, Madagascar est encore classifié comme pays puits Carbone, à l'heure actuelle.

L'adaptation est le volet prioritaire pour Madagascar, vu la vulnérabilité du pays au changement climatique.

L'observation de ces cinq dernières décennies a révélé les tendances ci-après pour le pays :

TABLEAU 72 : TENDANCES CLIMATIQUES A MADAGASCAR (DGM, 2019)

Éléments climatiques	Tendance	Traduction
Precipitations	<p>Les précipitations annuelles, particulièrement dans les parties Est et Sud-Est de l'île. Cette tendance à la baisse est faible comparée à la très forte variation annuelle des précipitations. En termes de saison, les précipitations en Été montrent un déclin par rapport aux précipitations en hiver.</p> <p>Le nombre de jours où il y a des pluies extrêmes en une journée diminue en général.</p>	La quantité de pluie diminue, la sécheresse ou le stress hydrique menace
Température	<p>Les températures maximales et minimales augmentent jusqu'à 0,04°C/an et 0,05°C/an, respectivement. Les maximums des températures maximales et les minimums des températures minimales augmentent. Cela entraînera probablement des journées chaudes et des nuits chaudes.</p> <p>Les températures maximales montrent une tendance à la hausse de +0,23 °C/décennie sur une base annuelle, la saison chaude et humide indique une augmentation de +0,20°C/ décennie. En hiver, la tendance de la température maximale est de +0,25 °C/décennie.</p>	La température augmente, il fait de plus en plus chaud
Température de la surface de la mer	La température de la mer dans l'océan Indien occidental [sur le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie, Madagascar, la Réunion, Mayotte et trois archipels (Comores, Maurice et les Seychelles)] a augmenté de 0,60°C entre 1950 et 2009	La mer devient plus chaude
Niveau de la mer	Le changement du niveau de la mer à Madagascar a indiqué un taux de changement de 1,57 mm/an entre 1993 et 2017, ce qui est inférieur au taux mondial de 2,87mm /an.	Le niveau de la mer augmente, les plages se rétrécissent, la montée de la mer en surface avance

Concernant les cyclones en particulier, il n'y aucune tendance particulièrement observée quant à la fréquence ou l'intensité des cyclones tropicaux dans la région du sud de l'océan Indien, intéressant Madagascar, d'après les études existantes. Néanmoins, les observations des phénomènes cycloniques au moins ces trois dernières années ont montré que les cyclones intenses sont plus fréquents (vents violents, fortes pluies).

Une présentation récente de la DGM (Mars 2023) a résumé les observations et projections pour Madagascar :

- Une augmentation de l'aridité est observée avec une hausse de la température moyenne et des températures extrêmes.

- La température moyenne pourrait atteindre le seuil du réchauffement de 1.5°C avant 2030 et pourrait dépasser 4°C jusqu'à l'horizon 2100 selon le scénario le plus pessimiste ; i.e. sans mesure de réduction des émissions des GES. Similairement, les températures maximales et minimales devraient continuer à augmenter.
- Une augmentation de la fréquence et de l'intensité des fortes précipitations qui engendrera plus d'inondations. Les sécheresses devraient aussi devenir plus sévères et plus fréquentes.
- Concernant les risques côtiers, l'élévation du niveau de la mer contribuera à accroître la fréquence et la gravité des inondations et érosions côtières. Par ailleurs, l'acidification et la baisse de la teneur en oxygène de l'océan se poursuivront. Ces changements dans l'océan affectent les écosystèmes marins, aussi bien que les populations qui dépendent de ceux-ci.
- La proportion des cyclones tropicaux intenses devrait augmenter. Les vents moyens associés aux cyclones tropicaux, ainsi que les fortes précipitations qui les accompagnent devraient aussi s'intensifier.

Madagascar, bien que ne faisant partie des pays-grands émetteurs, n'en subit pas moins les conséquences. L'adaptation devient ainsi un impératif, non une option pour le pays.

Adaptation au changement climatique

8.5.1 Généralités sur le changement climatique

Le changement climatique est un phénomène planétaire dû à la hausse de la température, auquel tout pays fait face. Si le changement climatique est un événement cyclique naturel, à l'heure actuelle, on parle de changement climatique en évoquant la cause anthropique (d'origine humaine). En effet, depuis l'ère industrielle, les activités humaines ont conduit à des émissions exagérées de gaz à effet de serre (GES) – dont principalement le CO₂ – et notamment par la surexploitation des hydrocarbures comme sources énergétiques, provoquant une hausse de température exagérée, dépassant le processus naturel ou normal.

Le réchauffement planétaire dû aux activités humaines entraîne des événements extrêmes plus fréquents et plus intenses dans toutes les régions du monde. Les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) révèle l'attribution à l'influence humaine les changements observés des extrêmes tels que les vagues de chaleur, les fortes précipitations, les sécheresses et les cyclones tropicaux.

Les conséquences de cette hausse de la température se manifestent par l'élévation du niveau de la mer, l'exacerbation de la fréquence et de l'intensité des événements climatiques extrêmes (cyclone, tempête, sécheresse, inondation) et la perturbation des saisons (chaleur, froid, pluies).

Les impacts sont multiples, car les conséquences sus-citées affectent le mode de vie de l'homme, et menacent particulièrement la sécurité alimentaire et la santé, et ce en impactant les différents écosystèmes, la faune, la flore, et l'environnement dans son ensemble, berceau des ressources nécessaires pour la nourriture, les médicaments, toutes les formes de métier, et le bien-être et mode de subsistance en général.

Pour y faire face, la lutte contre le changement climatique se base sur deux démarches principales :

- L'atténuation des émissions des GES (Atténuation) : les pays industriels en émettant plus de GES sont les plus concernés,
- L'adaptation au changement climatique en réduisant la vulnérabilité et en renforçant la résilience (Adaptation) : les pays en développement ou en émergence sont les plus concernés – dont Madagascar fait partie-, car ils subissent aussi les impacts du changement climatique, bien qu'ils n'en soient pas les principaux responsables.

L'adaptation au changement climatique est définie comme suit, selon le GIEC : « Pour les systèmes humains, l'adaptation est une démarche d'ajustement au climat actuel ou attendu, ainsi qu'à ses conséquences, de manière à en atténuer les effets préjudiciables et à en exploiter les effets bénéfiques. Pour les systèmes naturels, l'adaptation est une démarche d'ajustement au climat actuel, ainsi qu'à ses conséquences ; l'intervention humaine peut faciliter l'adaptation au climat attendu et à ses conséquences ».

8.5.3 Adaptation au changement climatique dans le contexte du PRCPB/ PN ARG :

Les Régions de Matsiatra Ambony et d'Ihorombe font partie des régions vulnérables au changement climatique (PNA, 2021).

Il convient ainsi de prévoir les actions d'adaptation pour les ouvrages qui seront mis en œuvre.

TABLEAU 73 : ACTIONS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Activités en lien	Lieu	Caractéristiques	Mesures d'adaptation au CC
Infrastructures touristiques	Intérieur du PN ARG et les villages dans les communes de la zone périphérique	<p>Mise au norme des circuits : Débroussaillage, élagage, désencombrement, remblai, déblai, remise à niveau, entretien/mise en place point métrique</p> <p>Entretien/Réhabilitation ouvrage d'assainissement : entretien pavé, dégagement et nettoyage des exutoires et canaux d'évacuation, des fossés</p> <p>Réhabilitation des ouvrages de franchissement (escalier, guide-pas, passerelle, pont, balustrade),</p> <p>Renouvellement de panneaux directionnels et panneaux d'informations</p> <p>Réhabilitation des aires de repos : extension belvédère cascade sacré, point de vue, point d'observation, point de repos</p>	<p>Utiliser /valoriser les matériaux existants</p> <p>Entamer les travaux sur la base des Informations météorologiques fournies par la DGM (évitement de période de mauvais temps, délai de travail raisonnable)</p> <p>Réhabiliter les aires de repos en prévoyant des abris contre fortes pluies et/ou fort ensoleillement</p>
Centre de santé de base (CSB II)	Namoly	Bâtiment en dur	<p>Se conformer au Décret n° 2019-1957 du 18 octobre 2019 fixant la norme nationale de construction de bâtiment résistant aux aléas naturels. Ce décret fixe les règles relatives à la construction et à l'extension des bâtiments destinées à les rendre plus résistant aux aléas naturels.</p> <p>Les normes (annexées au Décret) comprennent entre autres : (i) des règles sur l'implantation, le dimensionnement et les matériaux de construction et, (ii) des spécifications sur la conception architecturale et d'ingénierie.</p>

9. BUDGET POUR LE PGES

Le coût de la mise en œuvre du PGES comprend la réalisation des évaluations environnementales, la mise en œuvre du PGES, le suivi, la surveillance et l'audit environnemental, ainsi que le renforcement de capacité des institutions et les campagnes d'information et de sensibilisation des acteurs concernés.

TABEAU 74 : ESTIMATION DES COUTS DE RENFORCEMENT DE CAPACITE DES ACTEURS REGIONAUX

Acteurs concernés	Thèmes	Quantité	Coût unitaire USD	Coût total USD
Formation				
<ul style="list-style-type: none"> • DREDDs • ONE • CTE • Promoteur (PN Andringitra, CEP) • CTD (Régions, Communes,) • Entreprises • Bureaux de contrôle • Société civile • Projets oeuvrant aux alentours du PN • COSAP 	<ul style="list-style-type: none"> • Le projet PRCPB et le sous –projet du PN Andringitra • Evaluation environnementale : cadrage juridique • Les procédures de l'évaluation environnementale à Madagascar : processus, acteurs et charte de responsabilités dans les différentes étapes, la hiérarchisation des mesures d'atténuation, les sanctions • Les sauvegardes opérationnelles de la BAD • La participation du public dans l'évaluation environnementale : principes, procédure, la charte de responsabilités, les modalités de considération des résultats de la consultation dans le processus d'évaluation environnementale, le consentement libre préalable et éclairé (CLPE) • Le permis environnemental, et le CCE / PGES • Les résultats des évaluations environnementales et des suivis environnementaux • Les concepts genre, EAHS, VBG • Les normes internationales et leur application dans les sous projets (normes HSE, chantiers, etc.) • Le mécanisme de gestion des plaintes • Les différents outils : CGES, EIES, PREE, PAR, PAB 	02 ateliers régionaux, dont 01 avant le début des travaux, et 01 après 2 ans	10 000	20 000
Formation				
MEED MNP ONE CTE <ul style="list-style-type: none"> • Gestionnaires des AP dans la région 	<ul style="list-style-type: none"> • Evaluation des stocks carbone. 	01 session	15000	15000
Information et Sensibilisation : Maire et autres acteurs locaux				

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

<ul style="list-style-type: none"> • Maires • Conseillers • Chef du Fokontany • CLP • COBA • Associations locales : jeunes, femmes, etc. • Société civile 	<ul style="list-style-type: none"> • MECIE • Processus d'évaluation environnementale : objectifs, procédure et charte de responsabilité des différents acteurs • Rôles et responsabilité du maire et du public dans les différentes étapes • La participation du public : objectifs, modalité, considération des résultats • Le cahier de charges environnemental • Le suivi environnemental : objectifs, modalité de réalisation • Mécanisme de gestion des plaintes • Concept genre, EAHS, VBG 	02 ateliers régionaux	5 000	10 000
Échanges périodiques				
	Il s'agit des sessions d'échange et de partage sur la situation de la mise en œuvre du PGES, les difficultés, les bonnes pratiques.	04 sessions (01/an)	3000	12000
TOTAL				57 000

Pour l'estimation du coût de la mise en œuvre du PGES, les aspects ci-après sont pris en compte :

- Les coûts de mise en œuvre du PGES, pendant les phases préparatoires et travaux, relèvent majoritairement de l'Entreprise mandatée aux travaux.
- Les coûts des mesures d'atténuation et ou de bonification pour la mise en œuvre du PGES
- Le cout de la réalisation de l'audit de performance annuel E&S est inclus dans le CGES
- Le cout du suivi et de la surveillance environnementale
- Le cout de mise en œuvre du MGP
- Les couts de mesures de renforcement de capacité ne tiennent pas en compte des besoins logistiques
- Le frais d'évaluation et de suivi selon les exigences du décret MECIE (détails en Annexe 5) qui représente 0,5% des frais d'investissement des activités et aménagements prévus dans cette EIES.

TABLEAU 75 : ESTIMATION DU COUT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PGES

Activités	Coût total USD
Coûts de mesures d'atténuation ou de bonification	28 700
Coûts des mesures de renforcement de capacité	57 000
Coût de mise en œuvre du MGP	2 200
Coût de la réalisation de l'audit de performance annuel E&S est inclus dans le CGES	pm
Frais d'évaluation et de suivi du dossier EIES PN Andringitra	900
Plan d'action genre et d'insertion sociale	20 500
Sous –total	109 300
Imprévus	16 395

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

TOTAL	125 695
--------------	----------------

Au total, le coût de la mise en œuvre du PGES du Parc National d'Andringitra dans le cadre du PRCPB, s'élève à **125.695 \$**.

CONCLUSION

Le Projet de renforcement de la Résilience par la Conservation de la Biodiversité (PRCPB) et mis en œuvre entre autres sites au Parc National Andringitra trouve sa pertinence dans :

- La nécessité de préserver le capital naturel de Madagascar, reconnu par la richesse et l'unicité de sa biodiversité
- L'existence d'un système d'aires protégées et qui occupe 13% de l'ensemble du territoire, et dont fait partie le Parc National Andringitra pour préserver ce capital naturel
- La place du Parc National Andringitra, qui figure parmi les destinations phares écotouristiques à Madagascar,
- La forte dépendance de la population aux ressources naturelles, et le nombre important de autour de cette aire protégée
- L'importance des pressions sur la biodiversité à cause de cette dépendance sus-citée
- La réalité du changement climatique dans la Région Matsiatra Ambony et la Région Ihorombe où se situe le Parc National Andringitra
- La menace de destruction de la biodiversité à cause des impacts du changement climatique, et les conséquences socio-économiques qui en découleront.

La conduite d'une EIES permet d'optimiser toute prise de décision stratégiques et techniques, environnementalement durables et économiquement acceptables. Le rapport d'EIES met à disposition des informations facilitant la proactivité et réduisant au minimum les risques de conflits sociaux d'une part, et de destruction du capital naturel, d'autre part. en compte des facteurs critiques qui gravitent autour du projet à tous points de vue : environnemental, économique, politique et socioculturel.

Il est appuyé dans le document que les divers aménagements liés aux différentes infrastructures et les activités agricoles sont les plus susceptibles à entraîner des impacts positifs mais aussi à générer des impacts négatifs. Par conséquent, des attentions particulières doivent y être apportées en considérant l'ordre environnemental, économique, politique et socioculturel mentionné ci-dessus.

La mise en œuvre et le suivi des recommandations du PGES sont d'autant plus cruciaux, dans la mesure où le Projet de renforcement de la Résilience par la Conservation de la Biodiversité suscite beaucoup d'espoir, notamment chez les communautés, mais aussi des réserves et des appréhensions non négligeables, à prendre très au sérieux. C'est pour cette raison que les résultats des consultations sont à particulièrement à prendre en considération.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- African Union. “Compact Madagascar pour alimentation et l’agriculture”
- Centre de Recherches et d'Appui à l'Analyse Économique à Madagascar, 2009. « Monographie de la Région Haute Matsiatra »
- Direction Générale de la Météorologie, 2019. « Tendances climatiques et chARGements climatiques à Madagascar »)
- Institut National de la Statistique, 2022. Enquête démographique et de santé à Madagascar (EDMD – V, 2021)
- Institut National de la Statistique, 2021. Troisième recensement général de la population et de l’habitation (RGPH-3)
- Madagascar National Parks, 2010. « Plan de Sauvegarde Sociale et Environnementale »
- Madagascar National Parks, 2016. « Plan d’aménagement et de gestion. Parc National Andringitra- Plan de mise en œuvre 2017-2021 »
- Madagascar National Parks, 2014. « Plan d’aménagement et de gestion. Parc National Andringitra- Plan de mise en œuvre 2012-2016 »
- Ministère de l’Environnement, de l’Energie, de l’eau et de l’assainissement Burkina Faso,, 2022., Notice d’Impact Environnemental et Social du Projet de réalisation des systèmes d’adduction d’eau potable simplifiée des localités de Gourcy (commune de Nandiala), Ouoro (Sourougou), Sakoiné (Kokologho); province du Boulkiemdé, Région du Centre-Ouest au profit du Projet d’Appui aux Services d’Eau Potable et d’Assainissement pour le renforcement de la Résilience (PASEPA-2R)
- Office National pour l’Environnement, 2019. « Résumé Tableau de Bord. Région MATSIATRA AMBONY »
- Office National pour l'Environnement, 2011. « Cahier de Charges Environnementales Plan de Sauvegarde Sociale et Environnementale du "Parc National Andringitra" de Madagascar National Parks »
- Présidence de la République de Madagascar. “Plan Émergence Madagascar”
- Région MATSIATRA AMBONY, 2015 « Plan Régional de Développement »
- Rasamimanana Vololomihaja, 2016. « Réflexions sur les inégalités de genre liées à l’accès à la terre et leurs conséquences sur les femmes rurales à Madagascar »
- WWF Madagascar, 2019 : « Vulnérabilité et adaptation au chARGement climatique des aires protégées terrestres de Madagascar »

Annexe 1 : Termes de référence

TERMES DE REFERENCE

Finalisation du CADRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) et des Etudes d'impact environnemental et social (EIES) du projet de RESILIENCE CLIMATIQUE PAR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ des six (06) aires protégées

1. Contexte et justification

1.1 Contexte général

Le patrimoine naturel de Madagascar est d'une richesse considérable avec près de 5 600 kilomètres de littoral et 1,5 millions de mètres carrés de Zone Économique Exclusive (ZES), ainsi qu'une diversité biologique exceptionnelle et une faune et flore endémiques. Pour augmenter la résilience des espèces, des écosystèmes et des populations, le pays a mis en place le Système des Aires Protégées de Madagascar qui comporte un réseau d'aires protégées de plus de 7,5 millions d'hectares (6 233 317 ha terrestre et 1 379 029 marins) qui est le plus grand actif naturel pour le pays.

Les noyaux de ces Aires Protégées sont les Parcs Nationaux et Réserves Spéciales placés sous la gestion de « Madagascar National Parks » (MNP). Ce réseau de MNP de 2,5 millions d'hectares, est constitué de 43 Aires Protégées dont 27 Parcs Nationaux, 14 Réserves Spéciales et 2 Réserves Naturelles Intégrales soit presque 5% du territoire national. Les Parcs Nationaux constituent la destination principale des touristes venant à Madagascar. Ces parcs ont contribué au développement du tourisme et attirent près de 180 000 visiteurs par an, soit environ 65% du nombre de touristes visitant Madagascar.

En effet, ces aires protégées jouent un rôle important dans l'atténuation des effets des changements climatiques. En effet, elles captent et stockent les émissions de gaz à effet de serre par piégeage de carbone dans sa végétation et son sol. En sus, ces aires protégées assurent l'intégrité des écosystèmes et des services écosystémiques, avec des effets bénéfiques observés entre autres sur le climat local, la disponibilité des ressources en eaux, et d'autres biens et services écosystémiques vitaux fournis par la biodiversité.

Ainsi, dans l'optique de renforcer la conservation des aires protégées par l'implication de la population locale dans la surveillance et la protection du capital naturel, ainsi que la participation du secteur privé dans la préservation de la biodiversité et la promotion de l'écotourisme, la République de Madagascar a initié avec l'appui technique et financier de la BAD, le Projet de Résilience Climatique par la Préservation de la Biodiversité, phase 1 (PRCPB-1). Le PRCPB vise le renforcement de la conservation des aires protégées par la professionnalisation de leur gestion, grâce à une implication du secteur privé, afin d'attirer plus de touristes et de décupler la création d'emplois formels par le secteur. Le projet comprend également un volet agricole qui contribuera à la lutte pour l'autosuffisance alimentaire.

Au regard des enjeux du projet, un Cadre de Gestion environnementale et sociale (CGES), et six (06) études d'impact environnemental et social (EIES) relatives aux investissements prévus dans les aires protégées suivantes : Montagne d'Ambre, Lokobe, Ankarafantsika, Nosy Hara, Andringitra, Analamazaotra/Mantadia ont été élaborés dans le cadre d'une avance du FAD au titre de la préparation des projets (PPF). La revue effectuée par l'équipe de la BAD a révélé que les différents rapports présentaient certaines insuffisances et ne pouvaient être validés en l'état.

Ainsi, les présents TDR ont été rédigés dans le but de recruter un consultant pour appuyer l'équipe du MNP dans la prise en compte des observations de la Banque, afin d'aboutir à termes, à des instruments répondant aux normes de fond et de forme requises.

1.2 Description sommaire du projet

Le Projet de résilience climatique par la préservation de la biodiversité a pour objectif global de renforcer les systèmes de protection, de conservation et d'utilisation durable du capital naturel et des écosystèmes afin d'augmenter la résilience du pays face aux chARGements climatiques. Les objectifs spécifiques poursuivis sont :

- La promotion d'un écotourisme dans les parcs nationaux respectueux de la biodiversité et de l'environnement contribuant à l'accélération de la croissance économique et à la création d'emplois à forte valeur ajoutée ;
- L'attraction du secteur privé dans la gestion des parcs naturels afin de professionnaliser leur gestion et de générer des revenus pour la prise en charge des actions de préservation de la biodiversité ;
- L'amélioration des conditions de vie des communautés vivant à la périphérie des six aires protégées.

En d'autres termes, le Projet vise à attirer plus de touristes à Madagascar et à décupler la création d'emplois formels privés par le renforcement de la conservation et de l'utilisation durable du capital naturel avec l'implication de la population locale et du secteur privé à travers des concessions écotouristiques.

Concrètement, le Projet est structuré autour de trois composantes : Composante 1 : Valorisation des Aires Protégées et appui à la gouvernance ; Composante 2 : Promotion de l'écotourisme et renforcement de la résilience des populations ; Composante 3 : Gestion du Projet.

Les sous composantes consistent essentiellement à :

Composante 1 : Valorisation des aires protégées et appui à la gouvernance. Elle vise au développement des infrastructures, suivi écologique, renforcement des capacités institutionnelles et réglementaires.

Sous composante 1.1 : développement des infrastructures de conservation durable des aires protégées : en sus des activités stratégiques, il s'agit de réhabiliter et de remettre en état aux normes les infrastructures écotouristiques existantes (sentiers pédestres, poste d'accueil, poste de garde, centre d'interprétation, sites de camping)

Sous Composante 1.2 : suivi écologique de la biodiversité et adaptation au chARGement climatique

Cette composante se focalise sur la formation et mise en œuvre des suivis écologiques terrestre et marin et lutte anti braconnage, éducation et sensibilisation des populations locales, formation des agents du ministère et des Parcs sur l'évaluation des stocks carbone, mise en place des micro stations, opérationnalisation d'un dispositif d'alerte précoce de résilience climatique, de subsistance des communautés et gestion des parcs, étude et mise en place de mécanisme contractuel de paiement des services environnementaux et communautaires.

Sous Composante 1.3 : Renforcement des capacités : celle-ci concerne le Renforcement des capacités de la partie nationale (MEDD/ONE/MNP) sur des thématiques diverses : gestion durable des ressources naturelles, chARGement climatique, genre, mobilisation des ressources financières, etc.

Composante 2 : Promotion de l'écotourisme et renforcement de la résilience des populations :

Cette composante vise le renforcement de la promotion de l'écotourisme, le renforcement des infrastructures sociales et des conditions de production agricole dans les zones périphériques des aires protégées en vue d'améliorer les conditions de vie des populations riveraines, et ainsi renverser la tendance de dégradation de la biodiversité induite par l'action anthropique

Sous Composante 2.1 : Appui à la résilience sociale et développement socio-économique :

Renforcement des infrastructures d'accès et des infrastructures socio-économiques dans les zones centrales et périphériques des six Parcs d'intervention : réhabilitation de pistes d'accès (ponts, points critiques...) pour assurer l'accès aux parcs en toutes saisons ; adduction en eau potable (creusage forage, micro-barrage...), construction d'écoles publiques, construction et dotation en médicament des Centres de santé de base, construction de micro-barrages, éclairage public, dotation de panneaux météorologiques, construction d'un marché local,

Sous Composante 2.2 : Renforcement de la promotion de l'écotourisme dans les parcs :

Appui à la finalisation du cadre légal et à l'élaboration d'une politique d'investissement et de la stratégie marketing des Parcs, et exploitation des parcs au niveau national, renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de valeur écotouristique. Les types d'écologie à aménager par les investisseurs dans les parcs nationaux ne sont encore définis que sur la base de leur proposition ultérieure, les instruments de sauvegarde environnementale et sociale à appliquer seront présentés dans le CGES.

Sous Composante 2.3 : Promotion des chaînes de valeurs agricoles :

Comme les sous projets agricoles ne sont pas encore identifiés, cette composante sera énoncée dans le cadre de gestion environnementale et sociale. Une étude de faisabilité est prévue, avec consultation de la population locale autour des six aires protégées.

Composante 3 : Gestion du Projet : lié à la coordination technique de toutes les activités prévues, à la gestion administrative, financière et comptable.

2. Objectifs

L'objectif de cette consultation est de définir le Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES) est de mettre à jour les Études d'Impact Environnemental et social (EIES) des six (06) Parcs et du Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES), en tenant compte des orientations et des observations formulées par les experts en sauvegarde environnementale et sociale de la BAD.

3. Prestations demandées et cadrage méthodologique

La liste des investissements et des sous projets communautaires a déjà été identifiée pour chaque parc concerné à l'issue des consultations locales menées avec les parties prenantes. Ainsi, les données complémentaires requises ont été recueillies par l'équipe technique de chaque parc concerné. Il s'agit par conséquent, de compléter et finaliser les instruments revus par la Banque, en ajustant l'identification et l'analyse des risques et impacts environnementaux et sociaux, selon les activités prévues, les sites et les emprises retenues pour ce qui concerne les EIES (au niveau de chaque parc et des localités riveraines bénéficiaires) ; et de définir les mesures d'atténuation correspondantes, et ce, conformément aux exigences de la BAD et aux dispositions nationales en matière de sauvegardes environnementale et sociale.

Aussi, sur la base de ce qui précède et des rapports élaborés ayant fait l'objet des commentaires pour amélioration, le consultant devra déployer une méthodologie claire et fournir un planning détaillé des livrables.

- Effectuer la revue des instruments déjà produits (EIES et CGES), en vue de prendre connaissance des observations formulées par l'équipe de la BAD ;

- Effectuer la revue des documents existants (PAG, CCE, PSSE, PARAR, etc.) afin d'améliorer la description du projet, ainsi que la présentation de l'état initial de l'environnement biophysique et humain ; les caractéristiques socio-démographiques des populations des zones couvertes par le projet, les secteurs sociaux, les activités productives, ainsi que les contraintes propres à chacun de ces domaines, devront être abordés ;
- Examiner les interrelations entre les composantes environnementales et sociales et l'importance (la valeur) que la société et les populations locales attachent à ces composantes, afin d'identifier les composantes environnementales et sociales de haute valeur ou présentant un intérêt particulier, surtout pour celles qui sont rares, menacées, sensibles ou valorisées. Des cartes, figures et tableaux doivent être intégrés afin de mieux illustrer les différentes composantes environnementales et sociales.
- Analyser le cadre juridique, politique et institutionnel dans lequel le projet évoluera. Il s'agira d'identifier et de compléter les politiques et les textes juridiques applicables dans le cadre du projet, en mettant en exergue le lien ces cadres juridique et politique par rapport aux objectifs et axes d'intervention du projet ;
- Analyser l'arrangement institutionnel de mise en œuvre du projet, les capacités des différents acteurs et proposer au besoin, un plan de renforcement des capacités, en vue d'assurer la durabilité environnementale et sociale dans l'exécution des activités du projet ;
- Faire la cartographie des parties prenantes du projet et organiser des consultations complémentaires avec les différents groupes spécifiques (hommes, femmes, personnes migrantes, jeunes, etc.), de manière séparée, afin de cerner les préoccupations propres à chacune d'elle ; les parties prenantes identifiées seront analysées par rapport à leurs intérêts, revenus, droits et responsabilités, et cartographiées selon leur influence et importance vis-à-vis du projet. Les comptes-rendus de ces séances et les listes de présence ainsi que les photos doivent être annexés, aux instruments ;
- Présenter les différentes activités prévues au niveau des six (06) aires protégées, ainsi que la consistance des travaux ;
- Procéder à l'analyse des alternatives en se référant à la hiérarchie d'atténuation (éviter, minimiser, atténuer, compenser) et analyser les coûts et avantages de ces alternatives afin de retenir celle qui offre les meilleurs choix environnementaux, sociaux et économiques ;
- Affiner l'identification et l'analyse des risques et impacts environnementaux et sociaux directs et indirects du projet (y compris les impacts sur les biens privés), sur la base de l'analyse de toutes les alternatives possibles, au regard des activités prévues, des travaux projetés, des données techniques disponibles, notamment les emprises à considérer. Cette étape passe nécessairement par l'identification des liens et des arbitrages éventuels entre les considérations environnementales, sociales et économiques des composantes du projet : les impacts économiques du projet qui peuvent contribuer au PIB au niveau national, régional et surtout local (retombées économiques par ménage, apports en développement local envisagés) ; les impacts démographiques du projet (migration, employabilité locale, capacité locale à renforcer et /ou capacité à importer) ;
- Proposer les mesures d'atténuation à entreprendre pour minimiser les risques et impacts négatifs en matière environnementale et sociale durant les différentes phases (installation, construction, et fermeture de chantier, exploitation de l'infrastructure), y compris les plans spécifiques pertinents à développer, avec les coûts associés aux différentes mesures d'atténuation ;
- Définir les mesures d'atténuation spécifiques à l'afflux des visiteurs dans les six aires protégées ;

- Proposer un plan de surveillance et de suivi en matière environnementale et sociale ;
- Définir les prescriptions environnementales et sociales pour chaque parc national concerné

Dans le cadre de cette mission, le Consultant aura fourni sept rapports principaux : le CGES et les six rapports finaux d'EIES des six aires protégées

Pour chaque livrable, il est requis des versions électroniques modifiables et PDF sur un CD ou sur une clé USB et un (1) original et quatre (4) copies en versions physiques pour chaque document.

4. Le Cadre de Gestion Environnementale et sociale (CGES)

Le CGES est un cadre pour la détermination, l'analyse et l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux potentiels des investissements et activités à financer dans le projet ; C'est aussi un cadre d'identification des mesures d'atténuation et de suivi ainsi que des mesures institutionnelles et de renforcement des capacités à prendre en compte durant la mise en œuvre du PPP ; Il comprend essentiellement un mécanisme de tri pour les impacts environnementaux et sociaux des investissements et activités ; Il sert de guide à l'élaboration d'Études d'Impact Environnemental et Social (EIES) spécifiques des activités / composantes, en l'occurrence les déclinaisons du projet au niveau des 06 aires protégées susmentionnées.

Le CGES comprendra au minimum :

- Le résumé des grandes lignes de l'EES
 - o Une description succincte du projet
 - o Une typologie des activités du projet et des sous-projets
 - o Une liste et une description des risques et des impacts potentiels environnementaux et sociaux associés
 - o Les mesures – type d'atténuation des impacts
- Un résumé analytique du cadre législatif, réglementaire et politique
- Une analyse / proposition de cadre institutionnel
- Un cadre analytique avec grille de catégorisation
- Une description des procédures conformes à la législation nationale et aux exigences des financeurs des projets ou sous-projets
- Les modalités de suivi-évaluation de la mise en œuvre du CGES et les indicateurs associés
- Une description des mécanismes applicables de recours et de traitement des plaintes
- Une proposition d'étapes et de calendrier pour la diffusion du CGES
- Les actions recommandées de renforcement des capacités avec budget estimatif
- Un budget préliminaire pour la mise en œuvre du CGES

5. Le contenu des EIES

Chaque des EIE des six (06) parcs nationaux comprendra au moins les éléments suivants :

1. Un résumé analytique (RE) complet et cohérent, rédigé dans la l'ARGue officielle du pays et en ARGlais ou français incluant :

- la description sommaire du projet (But, Objectifs spécifiques, composantes et principales activités), incluant les alternatives au projet.;
- une brève description du site de projet et des impacts environnementaux et sociaux majeurs de la zone du projet et de sa zone d'influence, incluant composantes environnementales et sociale valorisées – dans le contexte sans la réalisation du projet (conditions initiale et tendances), incluant le plan d'occupation des sols et la carte de localisation des sites de construction ;
- Cadre légal et institutionnel de mise en œuvre du projet (rôles et responsabilités de la Cellule d'exécution du projet (CEP), Agence d'exécution et autres parties prenantes Institutionnel, les exigences législatives et réglementaires pour la mise en œuvre du PGES)
- Énumération des impacts majeurs et modérés (description les plus quantitatives et précises possibles), par exemple: niveaux de pollution / nuisance (dépassement des seuils ou normes) et risques (niveaux) de maladie, superficie de forêt / végétation naturelle perdue (nombre et / ou pourcentage), espèces spécifiques (endémiques, rares, en voie de disparition) menacées d'extinction, protégées, etc. de la flore ou de la faune dont l'habitat est touché nombre de ménages / magasins / commerçants pour déplacer les terres cultivées expropriées, la nombre d'espèces d'arbres utiles (PFNL) perdues etc.;
- Consultations (lieux, dates, parties prenantes qui ont participé, risques / impacts présentés, principales préoccupations soulevées par les participants, réponses et engagements du développeur) ;
- Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES) :
 - Énumération (sous forme de puces) des mesures de gestion des risques / impacts, y compris: (a) les mesures spécifiques concernant chaque impact significatif / modéré (activités physiques, y compris des programmes comme le reboisement, la compensation biologique; système et unité de gestion proposés, critères de gestion, etc.); (b) des clauses Environnement-Santé-Sécurité (ESS) spécifiques à insérer dans les contrats de travaux, notamment: (i) les règles générales d'hygiène et de sécurité (HS) sur les chantiers de construction; (ii) la sensibilisation au MST-VIH; (iii) la gestion de la relation entre les employés et les communautés de la zone du projet, en mettant l'accent sur la protection des mineurs et autres personnes vulnérables; (iv) la prise en compte de l'égalité des sexes et de la violence basée sur le genre (VBG) ainsi que de l'exploitation et des abus sexuels, le cas échéant; (v) gestion des «découvertes fortuites»; (c) renforcement des capacités. Mentionnez également les principales dispositions du plan d'action pour la réinstallation (PAR);
 - La matrice de suivi environnemental : Code, Paramètre à surveiller (polluant, biologie, couverture terrestre), Méthodes / approche d'échantillonnage, Coût, Responsabilité, Reportage, etc.);
 - La matrice de gestion des risques en utilisant les variables suivantes comme titres: Code, Événement, Nature / Description du risque, Niveau de risque, Mesure de prévention, Préparation / Action de gestion, Agent de notification d'alerte, Supervision;
 - La matrice PGES en utilisant le modèle recommandé par la réglementation du pays ou la structure nationale chargée des EES, le cas échéant. Sinon, utilisez au moins 8 colonnes comme suit : Code, Impacts, Mesures, Délai pour l'achèvement de la mesure (basé sur la source de la logique de début et de fin de l'impact), Coût, Indicateur de performance clé, Responsabilité de la mise en œuvre, Suivi / surveillance ;
 - Énumération de certains indicateurs clés de mise en œuvre du PGES (pas plus de 5) à suivre ;
 - Mécanisme de gestion des plaintes (MGP) du projet ;

- Rôles et responsabilités au sein du PIE/UGP et dispositif institutionnel pour une mise en œuvre efficace du PGES (comité de pilotage/orientation ou institutions permanentes avec leurs missions spécifiques);
 - Budget global estimé (matrice détaillée) pour la mise en œuvre de toutes les mesures environnementales et sociales (en monnaie locale et en dollars américains, par source de financement), y compris les provisions pour compensation (PAR).
2. Le cadre institutionnel et législatif de l'E&S est analysé de manière approfondie, non limitée aux législations environnementales et foncières, mais incluant les politiques/stratégies de protection sociale et les normes pertinentes du secteur du projet en matière d'environnement-santé-sécurité (ESS).
 3. Une analyse complète de la zone d'influence du projet (site, zone d'influence directe, zone affectée indirecte / plus large), y compris les installations associées.
 4. Analyse des alternatives qui pourraient potentiellement influencer la portée du plan d'action de réinstallation (hiérarchie d'atténuation).
 5. Une analyse approfondie (quantitative non générique) des risques et impacts, puis l'identification des mesures réalisables pour traiter chaque risque et impact notamment les significatifs et modérés
 6. Une évaluation approfondie des capacités des entités publiques chargées de l'application et du suivi de l'évaluation environnementale et sociale, y compris la manière dont elles sont décentralisées dans les régions/juridictions de mise en œuvre du projet.
 7. Mécanismes complets de gestion des plaintes (MGP) culturellement appropriés et accessibles (normes. SO1 et SO2), y compris les estimations de coûts.
 8. Preuve de la consultation des parties prenantes (listes complètes des participants avec contact, photos, etc.), y compris un plan d'engagement des parties prenantes (PEPP).
 9. Un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) bien chiffré, comprenant tout sous-plan spécifique pertinent, et résumé dans une matrice.

10. Annexes minima :

6. Durée et calendrier

La durée de la prestation du consultant sera de trente (30) jours calendaires à compter de la notification et de la signature du contrat, y compris l'organisation de la validation des livrables finaux (CGES et les 06 EIES) au niveau national (ONE/MEDD/MINAE). Le consultant proposera un planning de l'exécution de l'étude. Il tiendra compte du délai de revue des rapports par toutes les parties prenantes (MNP/MEDD/ONE/BAD).

La finalisation du CGES et des 06 EIES, y compris la validation des livrables et la restitution finale avec la partie nationale, doit être achevée au plus tard le **30 juin 2023**

7. Supervision et Suivi

Le consultant exercera sa mission sous la supervision de MNP. Des séances d'appui technique seront organisées une fois par semaine en collaboration avec l'équipe SES de la BAD, afin de suivre l'état d'avancement de la mission du Consultant.

Annexe 2 : Rapports des consultations publiques

PROCÈS VERBAUX

RÉUNION DE CONSULTATION ET D'INFORMATION SUR LES ACTIVITÉS DU PROJET PRCPB

Objet : Réunion de consultation et d'information sur les activités du projet PRCPB

Lieu : GITE MORARANO

Date : 11/12/2022

Le 11 décembre 2022, à partir de 15h00 s'est tenue la réunion citée en objet avec les *Raiamandreny* et les partenaires locaux. Elle a été conduite par Madame le chef de Secteur à Morarano, en présence des agents du parc, et les points suivants ont été discuté :

- Les zones concernées par le projet
- Les bénéfices et impacts prévus pour la population locale
- Les règles et mesures d'accompagnement à mettre en place lors du transfert de gestion

La réunion a continué avec la séance de questions/réponses.

Réponse : Lesquelles des ces infrastructures existantes pourront être transférées à un promoteur pour la gérance ? le « circuit » ou le Gîte à Andringitra ?

Réponse : le Gîte à Morarano et la construction du campement à Beloko. Diverses opinions ont été exprimées comme suit :

- Le nouveau promoteur aura-t-il sa propre gestion en ce moment-là ?
- Confier la réhabilitation et la rénovation du Gîte de Morarano, ainsi que la construction du nouveau campement au Betoko au nouveau promoteur, pourrait impacter sur le développement du Tourisme et favoriser la création d'emplois pour la population locale aux alentours du parc national. Et également faciliter l'accueil des clients.
- Mais notre souci majeur quand le transfert de gestion serait effectif, est que la population locale n'aura plus accès au site. De ce fait, nous laissons cette appréhension à l'intention du personnel du Parc pour trouver la bonne alternative.
- La population estime que la venue de cette mission est d'améliorer les conditions existantes.

Il a été convenu d'un commun accord que l'assistance approuve le transfert de gestion de la réhabilitation du Gîte de Morarano et la construction du campement de Betoko à un promoteur. Néanmoins, les conditions de transfert doivent être bien établies auparavant.

Signé par le chef de Secteur Morarano.

Objet : Réunion de consultation et d'information sur les activités du projet PRCPB

Lieu : GITE MORARANO

Date : 11/12/2022

Le 11 décembre 2023 s'est tenue la réunion avec les Associations des guides et des porteurs du Parc. Les discussions conduites par le Chef Secteur et les agents du Parc ont porté sur les points suivants :

- Les raisons du transfert de gestion
- Les points positifs et négatifs du transfert de gestion

Il a été annoncé que le MNP cherche actuellement des partenaires pour la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures et la gestion de ces Parcs. En conséquence, on a demandé l'avis de l'assistance pour cette perspective ?

Réponse : Nous marquons notre approbation pour le transfert de gestion pour la réhabilitation et la rénovation des infrastructures si le système de gestion actuel ne change pas, et si le travail des guides et des porteurs ne seront pas affectés. Nous nous attendons à ce que changement apporte une croissance dans les activités. Nous sommes favorables à cette conversion si cela facilitera l'accueil des touristes également. Eux-mêmes, depuis longtemps, étaient conscients que des réhabilitations sont nécessaires, mais faute de moyens financiers, cela n'a pas pu se faire. Toutes les conditions de partenariat doivent être bien établies et le promoteur est libre de se démettre de son engagement si la collaboration n'est pas fructueuse.

Le PV a été lu devant l'assistance, et la réunion a été clôturée à 18.00

Conclusion : La réhabilitation du gîte et la construction du campement à Betoko seront transférées à un promoteur extérieur au MNP et que les règles et conditions de gestion soient bien établies.

Et que les guides, les porteurs et le système de gestion actuel restent en place,

Objet : Réunion de consultation et d'information sur les activités du projet PRCPB

Lieu : GITE MORARANO

Date : 11/12/2022

Le 11 décembre 2022 à partir de 15h00, s'est tenue au Gîte la réunion en objet, avec les associations des femmes de Morarano. Les points suivants ont été discutés :

- Les infrastructures gérées
- Les raisons du Transfert de gestion de ces infrastructures à un promoteur
- Les impacts positifs et négatifs de ce transfert

Réponse : Les membres des associations annoncent que la gestion du gîte peut être délégué à un promoteur pour une meilleure création d'emploi surtout pour les femmes de la région, comme cuisinière, lessiveuse, et pour le commerce de produits artisanaux et locaux.

Il en est de même pour la réhabilitation et rénovation du campement qui doivent être exécutés dans les règles et les normes de l'art pour faciliter le travail des guides et des porteurs, en raison de la distance à parcourir. Cependant, nous appréhendons que le futur promoteur interdise l'accès aux sentiers et la circulation même menant au Gîte de Betoko.

Conclusion : La gestion de ces infrastructures peut être transférée à un promoteur si elle pourra être transparente et que les associations des femmes pourront y tirer des bénéfices.

La réunion a été clôturée.

Objet : Réunion de consultation et d'information sur les activités du projet PRCPB

Lieu : GITE SOITAMBARA

Date : 13/12/2022

Le 13 décembre 2022 s'est tenue la réunion conduite par le représentant de la Direction du PN d'Andringitra, l'Adjoint au Maire, les diverses associations et la population locale, pour faire une présentation détaillée du futur projet. Et les points suivants ont été discutés :

- Les objectifs du projet en général
- Les zones et les infrastructures concernés
- Les bénéfices attendus du projet
- Les impacts attendus sur l'environnement et la vie sociale

Puis, la séance de Question-réponses.

Question :

- Est que la population locale pourrait toujours utiliser la grande salle du Gite de Soitambara si elle est transférée ?
- Est que le transfert de gestion du Campement Andriampotsy et Andranolava à un nouveau promoteur ne freinerait pas la venue des touristes ?
- Est que le règlement du dividende pour la Commune sera honoré ?
- L'assistance trouve que le projet est bénéfique ; néanmoins, la population a des soucis sur la gestion des revenus destinés à la Commune. La suggestion de l'Association des femmes, est d'établir un bureau qui va récolter les fonds et une partie de ces fonds devra servir à aider leur association.
- La gestion de ces infrastructures par un groupe de personnes, mais non individuel est une très bonne initiative, pour une gestion transparente.
- L'entité qui va gérer doit nécessairement s'adapter à la communauté locale
- Nous appréhendons que l'entité étrangère qui va gérer les campements n'aille transgresser nos *Fady* (*Tabous/ Interdits*).

La réunion a été clôturée.

Cosigné par l'Adjoint au maire et le rapporteur.

PROCB

PROJET D'ETUDE DE FESABILITE DU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE PAR LA PRESENTATION DE LA BIODIVERSITE

FANAMARINAM-PAHATONGAVANA

Toerana :

ETIÈ MORARANO

Daty :

11/12/2022

N°	Anarana sy Fanampiny	V/L	Andraikitra/Asa	Finday/Mallaka	Sonia
01	HJAZASONIRINA OLGA	V	Hpamboly	*	
02	RASANTANINA RUSIA	V	- II -		
03	SAMBINY HATOLALA ANGELINE	V	- I -		
04	RALAHABY Marie Esther	V	- I -		
05	HERINIRINA Kousile	V	- II -		
06	MENY Geofine	V	- I -		
07	MINERISONAIZA Labonnier Ange P.	V	- II -		
08	MANAON	V	- II -		
09	SABAFINARA VOLA Zafas	V	- II -		
10	RAHAININIAZOA Nomenjanahary	V	- I -		
11	RONIRINSON Sofia Aina	V	- II -		
12	RASOAHATENAINA JOSEPHINE	V	- II -		
13	HANITRANINA MELTANKE	V	- I -		
14	HANITRINIANA Ombelona Angela	V	Hpampimato		

PRCPB

PROJET D'ETUDE DE FESABILITE DU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE PAR LA PRESENTATION DE LA BIODIVERSITE

FANAMARINAM-PAHATONGAVANA

Toerana : Mecarano Date : 11/12/22

N°	Anarana sy Fanampiny	V/L	Andraikitra/Asa	Findray/Malaka	Sonia
01	ROBIAHESCH	L	SLP	0340946772	020
02	IHARY	L	Guide	0343815502	45
03	RAUDIMBIARISON Howe Anthony	L	Talim. techol	0346927252	412
04	RAHAOUALAHY Samuel	L	porteur	0340933846	off
05	REVA Regnaud	L	CLP	0384530231	0000
06	RASAMBO Francois	L	Guide		0007
07	RAIMANTANA Samuel	L	chef de PKP HONORARI	0343846312	0000
08	BOBA JOSEPH	L	Guides		0000
09	Ramalanjanina Rafael	L	Guide		0000
10	RAMONJA Francois	L	Guide		0000
11	RAMOSA VENANCE	L	Guide		0000
12	HERIRIVELON W. H. J.	L	Gardien HNP	0381140972	0000
13	RAHARIBONIAO Helene	V	CS HNP	0340079231	0000

PROJET :

PROJET D'ETUDE DE FESABILITE DU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE PAR LA PRESENTATION DE LA BIODIVERSITE

FANAMARINAM-PAHATONGAVANA

Toirana : Horarano

Date : 12/12/22

N°	Anarana sy Fanampiny	V/L	Andrankitra/Asa	Finday/Mailaka	Sonia
1	RAZAFINDRABY F. Alexander	L	guide	034388336	<u>Pah</u>
2	RAMAMONJY HERY Marie Joe	V	guide		<u>Ango</u>
3	RAZAFINDRAKOTO Francis	L	Guide	034218603	<u>g</u>
4	MICHEL Robin	L	Guide	0344488040	<u>2</u>
5	RAHARJADNA Gabriel	L	Porteur		<u>+</u>
6	TSIHIAFY François	L	Porteur		<u>H</u>
7	RAMENA François	L	Porteur		<u>+</u>
8	RAMBALA Emile	L	Porteur		<u>+</u>
9	RAHARJAHANTANINA Jean François Andre	L	Porteur		<u>+</u>
10	BO LAHY -	L	porteur	0345462913	<u>STRE</u>
11	LEHIVelo	L	Porteur		<u>ditte</u>

PRCPB

PROJET D'ETUDE DE FAISABILITE DU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE PAR LA PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE

Toerana : Rite Soatambao Namely Date : 13/12/22

L/V	Anarana sy fanampin'anarana	Andrakotra / Asa	Telefonina / Mailaka	Sonia
01/V	RASOANANDRASANA pandray		0340442078	Sy
02/V	RAZANAKOLOHA Martine	Ampanahy	034 04 282 57	Ref
03/V	NAVITIANA Bénédict	Ampanahy	0342133874	Rmy
04/V	RAHAINELIMIRAINY Olivier	Ampanahy	-	Ref
05/V	Ratsija Flavienne	Ampanahy	-	Ref
06/V	Rafanomezantsoa Mita	Ampanahy	-	Ref
07/V	Razongy Kévin	Ampanahy	-	Ref
08/V	Mandry Jean-Michel	Ampanahy	-	Ref
09/V	RAZAZAZITARATSO Ja	Ampanahy	-	Ref
10/V	RAZAEIMIRATSO HARY	Ampanahy	-	Ref
11/V	RATSOJA Elisabeth	Ampanahy	-	Ref
12/L	RATAMBINANTSOA Philibert	Guide	034 51 707 16	Ref
13/V	RASOANIRINATA	Ampanahy	-	Ref
14/L	ALISON Freddy Nomenjanahary	Porteur	-	Ref
15/L	NAMANDRANJANIS	Porteur	0343127563	Ref
16/L	RAUDRIANARIMANGA Jean Dominique F.	Agent de Parc	0341338411	Ref
17/L	RAKOTONJANAHARY Elvira	Porteur	-	Ref
18/L	Nomenjanahary Jean-Benoît	Porteur	-	Ref
19/L	RAHARERO Tiana Hariso	Porteur	-	Ref
20/L	RANDRIANTARAO Jules	Porteur	-	Ref
21/L	RANDRIANTARAO A. - Kotoamman Joseph	Porteur	-	Ref

PROCB

PROJET D'ETUDE DE FESABILITE DU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE PAR LA PRESENTATION DE LA BIODIVERSITE

FANAMARINAM-PAHATONGAVANA

Toerana :

ETITE MORARANO

Daty :

11/12/2022

N°	Anarana sy Fanampiny	V/L	Andraikitra/Asa	Finday/Mallaka	Sonia
01	HJAZASONIRINA OLGA	V	Hpamboly	*	
02	RASANTANINA RUSIA	V	- II -		
03	SAMBINY HATOLALA ANGELINE	V	- I -		
04	RALAHABY Marie Esther	V	- I -		
05	HERINIRINA Kousile	V	- II -		
06	MENY Geofine	V	- I -		
07	MINERISONAIZA Labominara Ange P.	V	- II -		
08	MANAEOA	V	- II -		
09	SABAFINARA VOLA Zafas	V	- II -		
10	RAHARINIAZARA Nomenjanahary	V	- I -		
11	RONIRINASON Sofia Aina	V	- II -		
12	RASOHANANTANINA GUEPHINE	V	- II -		
13	HANITRANIRINA MELTANKE	V	- I -		
14	HANITRINIRINA Ombelona Angela	V	Hpampimato		



Photo de la consultation locale à Morarano



Photo de la consultation locale à Namoly

Annexe 3 : Clauses environnementale et sociales des entreprises

CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DANS LES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRE (DAO)

PRCPB/ PARC NATIONAL ANDRINGITRA

PRÉAMBULE

Le développement des infrastructures ne s'accompagne pas toujours d'une prise en compte effective des préoccupations environnementales et sociales durant les travaux.

De ce fait, les clauses environnementales et sociales sont nécessaires, afin de s'assurer que tout le processus de mise en œuvre des travaux se font dans le respect des dispositifs environnementaux et sociaux légaux et qui sont reflétés également dans le plan de gestion environnementale et sociale du projet. De l'autre côté, les Entreprises devraient s'en approprier, en comprenant que c'est une opportunité de renforcement de capacité à leur endroit.

Les clauses environnementales et sociales sont spécifiques à toutes les activités de chantier pouvant être sources de nuisances environnementales et sociales.

1. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES GÉNÉRALES

1.1 Dispositions préalables pour l'exécution des travaux

1.1.1 Respect des lois et réglementations nationales

1. L'Entrepreneur doit connaître, respecter et appliquer les textes en vigueur à Madagascar, notamment en ce qui concerne l'environnement, les aires protégées, l'eau, la forêt, les mines, les routes, les bâtiments, et plus particulièrement des dispositions du décret MECIE (Mise En Compatibilité des Investissements avec l'Environnement). Il en est de même des normes qui en découlent, notamment les règlements concernant la qualité de l'air et de l'eau, les normes de rejets, les niveaux de bruits permis, l'élimination des déchets solides et liquides, ainsi que tous les règlements relatifs aux heures de travail recommandées et aux mouvements des engins, matériels et équipements de travaux routiers. À cet effet, le marché fait référence sans limitation aux-dits textes applicables dans l'énumération des pièces contractuelles.

2. Dans l'organisation journalière de son chantier, l'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement, en appliquant les prescriptions du contrat et surtout veiller à ce que son personnel les respecte et les applique également.

3. L'Entrepreneur doit assumer la responsabilité et supporter les frais de toute réclamation ou obligation ayant pour motif le non-respect de l'environnement, comme conséquence des travaux définis dans le marché et réalisés par lui-même, ses sous-traitants et leurs employés respectifs.

1.1.2 Permis et autorisations avant les travaux

4. Toute réalisation de travaux doit faire l'objet d'une procédure préalable d'information et d'autorisations administratives qui se concrétise par la rédaction d'autorisations d'ouverture de chantier (au titre de la conservation du domaine public et de la coordination des travaux) et éventuellement d'arrêtés municipaux de circulation provisoire ou permanente.

5. Avant de commencer les travaux, l'Entrepreneur doit se procurer tous les permis nécessaires pour la réalisation des travaux prévus dans le contrat du projet. Madagascar National Parks ou son représentant devra s'assurer de l'inexistence de tout litige foncier et que les titres de propriétés sont bien clairs. Il en est de même des autorisations délivrées par les collectivités locales, les services forestiers (en cas de déboisement, d'élagage, etc.), les services miniers (en cas d'exploitation de carrières et de sites d'emprunt), les services d'hydraulique (en cas d'utilisation de points d'eau publiques), de l'inspection du travail, les gestionnaires de réseaux, etc.

6. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut prendre des arrangements facilitant le déroulement des chantiers, (facilitation des accès, mise à disposition d'aires de stockage...) à condition que ces arrangements soient portés, avant toute mise en application, à la connaissance Madagascar National Parks ou son représentant qui jugera de la pertinence des dispositions prises.

7. Madagascar National Parks ou son représentant doit veiller à ce que le calendrier des travaux (planning) prenne en compte une période raisonnable pour permettre à l'Entrepreneur d'obtenir les autorisations administratives, et d'assurer l'information des autorités locales et la concertation avec les populations, avant le démarrage des travaux.

1.1.3 Réunion de démarrage des travaux

8. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur et Madagascar National Parks ou son représentant, doivent organiser des réunions avec les autorités, les représentants des populations situées dans la zone du projet et les services techniques compétents, pour les informer de la consistance des travaux à réaliser et leur durée, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés. Cette réunion permettra aussi à Madagascar National Parks ou son représentant de recueillir les observations des populations, de les sensibiliser sur les enjeux environnementaux et sociaux et sur leurs relations avec les ouvriers.

9. À l'issue de ces réunions, l'Entrepreneur arrêtera au besoin la date d'une visite contradictoire avec la Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD) de Matsiatra Ambony, Madagascar National Parks ou leurs représentants respectifs, pour l'identification des espèces faunistiques et floristiques et leurs habitats, ainsi que des sites (périmètres reboisés, ensemencés, etc.) à protéger se trouvant dans l'emprise des travaux et la détermination des solutions y relatives.

10. L'Entrepreneur identifiera les éventuels repreneurs locaux de certains déchets de chantiers pour une bonne programmation de leur gestion.

1.1.4 Repérage des réseaux des concessionnaires

11. Il est formellement interdit à l'Entrepreneur d'intervenir sur le sol et dans le sous-sol sans avoir procédé, au préalable, au repérage des réseaux des concessionnaires (eau potable, électricité, téléphone, égout, etc.) et en avoir obtenu le visa des gestionnaires en retour. Avant le démarrage des travaux, l'Entrepreneur doit instruire une procédure de repérage des réseaux sur plan qui sera formalisée par un Procès-verbal signé par toutes les parties (Entrepreneur, Madagascar National Parks ou son représentant, concessionnaires).

12. En cas d'accident sur un réseau préalablement repéré, la responsabilité de l'Entrepreneur est pleinement engagée. En revanche, si un réseau est omis lors de la procédure de repérage et ne figure pas dans le Procès-verbal et les plans annexés, seule la responsabilité du concessionnaire est engagée en cas d'accident lors des travaux.

13. Les accessoires nécessaires au fonctionnement des ouvrages de distribution (bouches à clef d'eau, siphons, postes de transformation et armoires, tampons de regard d'égouts ou de canalisations, chambres de télécommunication, bouches d'incendie, etc.), doivent rester visibles, accessibles et manœuvrables pendant et après la durée des travaux.

1.1.5 Libération des domaines public et privé

14. L'Entrepreneur doit savoir que le périmètre d'utilité publique lié à l'opération est le périmètre susceptible d'être concerné par les travaux. Les travaux ne peuvent débuter dans les zones concernées par les emprises privées que lorsque celles-ci sont libérées à la suite d'une procédure d'acquisition. Les domaines public ou privé demeurent inaliénables et sont toujours restitués parfaitement « en leur état initial ».

1.1.6 Programme de gestion environnementale et sociale

En cohérence et en conformité avec le PGES du PRCPB/ PN Andringitra :

15. L'Entrepreneur doit établir et soumettre, à l'approbation du Madagascar National Parks ou son représentant, un programme détaillé de gestion environnementale et sociale du chantier qui comprend : (i) un plan d'occupation du sol indiquant l'emplacement de la base-vie et les différentes zones du chantier selon les composantes du projet, les implantations prévues et une description des aménagements ; (ii) un plan de gestion des déchets du chantier indiquant les types de déchets, le type de collecte envisagé, le lieu de stockage, le mode et le lieu d'élimination ; (iii) le programme d'information et de sensibilisation de la population précisant les cibles, les thèmes et le mode de consultation retenu ; (iv) un plan de gestion des accidents et de préservation de la santé précisant les risques d'accidents majeurs pouvant mettre en péril la sécurité ou la santé du personnel et/ou du public et les mesures de sécurité et/ou de préservation de la santé à appliquer dans le cadre d'un plan d'urgence.

16. L'Entrepreneur doit également établir et soumettre, à l'approbation Madagascar National Parks ou son représentant, un plan de protection de l'environnement du site qui inclut l'ensemble des mesures de protection du site ; description des méthodes d'évitement et de réduction des pollutions, des incendies, des accidents de la route ; infrastructures sanitaires et accès des populations en cas d'urgence ; réglementation du chantier concernant la protection de l'environnement et la sécurité ; plan prévisionnel d'aménagement du site en fin de travaux.

17. le programme de gestion environnementale et sociale comprendra également : • l'organigramme du personnel affecté à la gestion environnementale avec indication du responsable chargé de l'Hygiène/Sécurité/Environnemental du projet • la description des méthodes de réduction des impacts négatifs • le plan de gestion et de remise en état des sites d'emprunt et carrières • le plan d'approvisionnement et de gestion de l'eau et de l'assainissement • la liste des accords pris avec les propriétaires et les utilisateurs actuels des sites privés.

1.1.7 Notifications aux autorités responsables

18. L'Entrepreneur doit transmettre au Madagascar National Parks ou son représentant un plan des travaux au moins deux (2) semaines avant que soient entreprises les activités suivantes : • Utilisation de zones de loisir, de cours d'eau, de milieux humides ou d'habitats critiques; • Déboisement et élagages massifs; • Travaux dans un cours d'eau, y compris l'utilisation d'engins et autres équipements ; • Installation d'ouvrages temporaires de franchissement de cours d'eau; • Élimination finale des déchets solides et débris ne pouvant pas être disposés dans l'emprise ; • Mise en place des mesures de protection de l'environnement ; • Arrêts des travaux non prévus. Madagascar National Parks transmettra ce plan des travaux aux autorités compétentes responsables de la protection de l'environnement.

1.2 Installations de chantier et préparation (piste vers aéroport)

1.2.1 Normes de localisation

19. L'Entrepreneur doit construire ses installations temporaires du chantier de façon à dérANGER le moins possible l'environnement, de préférence dans des endroits déjà déboisés ou perturbés lorsque de tels sites existent, ou sur des sites qui seront réutilisés lors d'une phase ultérieure pour d'autres fins. L'Entrepreneur doit strictement interdire d'établir une base vie à l'intérieur du PN Andringitra.

20. L'Entrepreneur doit veiller à ce que (i) les emplacements des chemins d'accès au chantier, des aires de stationnement et d'entreposage, des campements de travailleurs, des bureaux de chantier ou autres aménagements temporaires soient situés à plus de 60 m d'un cours d'eau permanent ou d'un lac ; (ii) les campements de travailleurs soient être situés à plus de 30 m de l'emprise d'une route principale pour réduire les nuisances dues au bruit et à plus de 50 m des zones habitées ; (iii) la base-vie soit éloignée d'au moins 10 km du PN Andringitra (dans le cas de la réhabilitation de la piste d'entrée).

21. L'Entrepreneur devra choisir le site du campement du chantier de manière à éviter, autant que possible, la compétition avec la population locale pour les ressources du milieu.

22. Préalablement à l'occupation des sites par ses installations, l'Entrepreneur doit procéder à l'établissement d'un constat des lieux. Ce constat est alors établi contradictoirement par Madagascar National Parks ou son représentant, en présence de l'Entrepreneur.

1.2.2 Affichage du règlement intérieur et sensibilisation du personnel

23. L'Entrepreneur doit afficher un règlement intérieur de façon visible dans les diverses installations de la base-vie prescrivant spécifiquement : l'interdiction de la chasse et du transport du gibier par les véhicules et engins de chantier ; le respect des us et coutumes locales ; l'interdiction de la consommation d'alcool pendant les heures de travail ; la protection contre les IST/VIH/SIDA ; le port de masque et l'application de gel hydroalcoolique en cas de menace d'épidémie de coronavirus ; les règles d'hygiène et les mesures de sécurité.

24. L'Entrepreneur doit sensibiliser son personnel notamment sur le respect des us et coutumes des populations de la région où sont effectués les travaux et sur les risques des IST et du VIH/SIDA.

1.2.3 Emploi de la main d'œuvre locale

25. L'Entrepreneur est tenu d'engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus de main-d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. À défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail.

1.2.4 Respect des horaires de travail

26. L'Entrepreneur doit s'assurer que les horaires de travail respectent les lois et règlements nationaux en vigueur. Toute dérogation est soumise à l'approbation du Madagascar National Parks ou son représentant. Afin de limiter les nuisances, l'Entrepreneur doit adapter les horaires de chantier aux zones traversées (écoles, centres de santé, offices religieux...).

27. Dans la mesure du possible, (sauf en cas d'exception accordé par Madagascar National Parks ou son représentant, l'Entrepreneur doit éviter d'exécuter les travaux pendant les heures de repos, les dimanches et les jours fériés.

1.2.5 Protection du personnel de chantier

28. L'Entrepreneur doit mettre à disposition du personnel de chantier des tenues de travail correctes réglementaires et en bon état, ainsi que tous les accessoires de protection et de sécurité propres à leurs activités (casques, bottes, ceintures, masques, gants, lunettes, etc.).

29. L'Entrepreneur doit veiller au port scrupuleux des équipements de protection sur le chantier. Un contrôle permanent doit être effectué à cet effet et, en cas de manquement, des mesures coercitives (avertissement, mise à pied, renvoi) doivent être appliquées au personnel concerné.

1.2.6 Responsable Hygiène, Sécurité et Environnement

30. L'Entrepreneur doit désigner un responsable Hygiène/Sécurité/Environnement qui veillera à ce que les règles d'hygiène, de sécurité et de protection de l'environnement sont rigoureusement suivies par tous et à tous les niveaux d'exécution, tant pour les travailleurs que pour la population et autres personnes en contact avec le chantier.

31. L'Entrepreneur doit respecter les règles d'hygiène, de sécurité et d'environnement définies par la réglementation nationale en vigueur. Il doit mettre en place un service médical courant et d'urgence à la base-vie, adapté à l'effectif de son personnel.

32. L'Entrepreneur doit fournir et entretenir tous dispositifs d'éclairage, protection, clôture, signaux d'alarme et de gardiennage aux moments et endroits nécessaires ou requis par Madagascar National Parks ou son représentant et par la réglementation en vigueur, pour la protection des travaux et pour la sécurité et la commodité du public.

33. L'Entrepreneur doit interdire l'accès du chantier au public, le protéger par des balises et des panneaux de signalisation, indiquer les différents accès et prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents.

1.2.7 Désignation du personnel d'astreinte

34. L'Entrepreneur doit assurer la garde, la surveillance et le maintien en sécurité de son chantier y compris en dehors des heures de présence sur le site. Pendant toute la durée des travaux, l'Entrepreneur est tenu d'avoir un personnel en astreinte, en dehors des heures de travail, tous les jours sans exception (samedi, dimanche, jours fériés), de jour comme de nuit, pour pallier tout incident et/ou accident susceptible de se produire en relation avec les travaux.

35. Les coordonnées du personnel d'astreinte seront communiquées au moins deux semaines à l'avance au Madagascar National Parks ou son représentant. Le personnel d'astreinte doit disposer d'un moyen de communication lui permettant d'être joint à tout moment. Le personnel en astreinte devra être en mesure de faire intervenir d'urgence et de diriger une équipe d'intervention de l'entreprise qui disposera du matériel nécessaire à tout type de réparations, ou de demander l'intervention de sociétés spécialisées (concessionnaires de réseau, etc.).

1.2.8 Mesures contre les entraves à la circulation

36. L'Entrepreneur doit éviter d'obstruer les accès publics. Il doit maintenir en permanence la circulation et l'accès des riverains en cours de travaux. Les riverains concernés sont ceux dont l'habitat existait avant la notification du marché. Le maintien des chantiers en activités pendant la nuit sera subordonné à l'autorisation du Madagascar National Parks ou son représentant.

37. Si l'Entrepreneur a reçu l'autorisation ou l'ordre d'exécuter des travaux pendant la nuit, il doit les exécuter de manière à ne pas causer de trouble aux habitants et établissements riverains du chantier. Le mode d'éclairage devra être soumis à l'agrément du Madagascar National Parks ou son représentant. L'Entrepreneur veillera à ce qu'aucune fouille ou tranchée ne reste ouverte la nuit, sans signalisation adéquate acceptée par le Madagascar National Parks ou son représentant.

38. L'Entrepreneur doit veiller à ce que les déviations provisoires permettent une circulation sans d'ARGe. La signalisation, adoptée à chaque déviation, doit être conforme aux dispositions explicitées dans les textes en vigueur sur la signalisation temporaire et reste aux frais et risques de l'Entrepreneur.

1.3 Repli de chantier et réaménagement

1.3.1 Règles générales

39. À toute libération de site, l'Entrepreneur laisse les lieux propres à leur affectation immédiate. Il ne peut être libéré de ses engagements et de sa responsabilité concernant leur usage sans qu'il ait formellement fait constater ce bon état. L'Entrepreneur réalisera tous les aménagements nécessaires à la remise en état des lieux. Il est tenu de replier tous ses équipements et matériaux et ne peut les abandonner sur le site ou les environs.

40. Une fois les travaux achevés, l'Entrepreneur doit (i) retirer les bâtiments temporaires, le matériel, les déchets solides et liquides, les matériaux excédentaires, les clôtures etc.; (ii) rectifier les défauts de drainage et régaler toutes les zones excavées; (iii) reboiser les zones initialement déboisées avec des espèces appropriées, en rapport avec les services forestiers locaux; (iv) protéger les ouvrages restés d'ARGereux (puits, tranchées ouvertes, dénivelés, saillies, etc.) ; (v) rendre fonctionnel les chaussées, trottoirs, caniveaux, rampes et autres ouvrages rendus au service public ; (vi) décontaminer les sols souillés (les parties contaminées doivent être décaissées et remblayées par du sable) ; (vii) nettoyer et détruire les fosses de vidARGe.

41. S'il est de l'intérêt de la DREDD de Matsiatra Ambony ou des collectivités locales de récupérer les installations fixes pour une utilisation future, l'Entrepreneur doit les céder sans dédommagements lors du repli.

42. L'Entrepreneur doit, sous le contrôle du Madagascar National Parks ou son représentant, nettoyer et éliminer à ses frais toute forme de pollution due à ses activités, et indemniser ceux qui auront subi les effets de cette pollution.

43. Les installations permanentes qui ont été endommagées doivent être réparées par l'Entrepreneur et remis dans un état équivalent à ce qu'elles étaient avant le début des travaux. Les voies d'accès devront être remises à leur état initial.

44. Partout où le sol a été compacté (aires de travail, voies de circulation, etc.), l'Entrepreneur doit scarifier le sol sur au moins 15 cm de profondeur pour faciliter la régénération de la végétation. Les revêtements de béton, les pavés et les dalles doivent être enlevés et les sites recouverts de terre et envoyés aux sites de rejet autorisés.

45. En cas de défaillance de l'Entrepreneur pour l'exécution des travaux de remise en état, ceux-ci sont effectués par une entreprise du choix concerté entre la DREDD de Matsiatra Ambony et de Madagascar National Parks ou son représentant, en rapport avec les services concernés et aux frais du défaillant.

46. Après le repli de tout le matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au procès-verbal de réception des travaux. La non remise en état des lieux doit entraîner le refus de réception des travaux. Dans ce cas, le pourcentage non encore libéré du montant du poste « installation de chantier » sera retenu pour servir à assurer le repli de chantier.

1.3.2 Réaménagement des sites

47. L'Entrepreneur doit établir un plan de réaménagement qui précisera les mesures à prendre pour assurer la reprise de la végétation, en rapport avec la DREDD de Matsiatra Ambony et de Madagascar National Parks ou son représentant.

1.3.3 Protection des zones instables

48. Lors du démantèlement d'ouvrages en milieux instables, l'Entrepreneur doit prendre les précautions suivantes pour ne pas accentuer l'instabilité du sol : (i) éviter toute circulation lourde et toute surcharge dans la zone d'instabilité ; (ii) conserver autant que possible le couvert végétal ou reconstituer celui-ci en utilisant des espèces locales appropriées en cas de risques d'érosion.

1.3.4 Utilisation des voies temporaires

49. Si aucune utilisation des voies de circulation temporaire n'a été convenue avec les communautés locales, l'Entrepreneur doit les fermer pour empêcher le public de les utiliser, en accord avec le Madagascar National Parks ou son représentant.

1.3.5 Aménagement des carrières et sites d'emprunt temporaires

50. L'Entrepreneur doit réaménager les carrières et les sites d'emprunt selon les options à définir en rapport avec Madagascar National Parks ou son représentant, et les populations locales : (i) régalage du terrain et restauration du couvert végétal (arbres, arbustes, pelouse ou culture) ; (ii) remplissage (terre, ou pierres) et restauration du couvert végétal ; (iii) aménagement de plans d'eau (bassins, mares) pour les communautés locales ou les animaux ; (iv) zone de loisir ; écotourisme, entre autres.

51. Si l'option de restaurer le couvert végétal est retenue, l'Entrepreneur doit recouvrir le sol de terre végétale, l'enrichir d'amendement et prendre toutes les mesures pour que pendant la période de garantie des travaux, la végétation plantée croisse toujours.

1.3.6 Aires d'enfouissement sanitaire et dépôts en tranchée « in situ »

54. En cas d'enfouissement des ordures ménagères sur place autorisé par Madagascar National Parks ou son représentant (fosse, tranchée, etc.), l'Entrepreneur doit recouvrir les déchets d'une couche de terre, nettoyer et niveler le terrain et lui redonner une forme régulière tout en assurant le drainage des eaux de ruissellement vers l'extérieur (aucun rebut ne doit être visible).

55. Pour l'élimination « in situ » des autres déchets solides (déblais, etc.), l'Entrepreneur doit réaliser des pentes stables qui s'harmonisent avec le paysage environnant puis recouvrir les rebuts de terre ou de matériau granulaire. Lorsque les déblais ont été accumulés sur une pente ou lorsqu'ils forment un monticule, l'Entrepreneur doit bien les compacter, adoucir les pentes, épandre une couche de matériau de couverture supplémentaire, recouvrir de terre végétale et ensemercer.

1.4 Contrôle, notification, sanction et réception

1.4.1 Contrôle de l'exécution des clauses environnementales et sociales

56. Le contrôle du respect et de l'effectivité de la mise en œuvre des clauses environnementales et sociales par l'Entrepreneur est effectué par le Madagascar National Parks ou son représentant, dont l'équipe doit comprendre un expert environnementaliste qui fait partie intégrante de la mission de contrôle des travaux.

1.4.2 Notification

57. Madagascar National Parks ou son représentant notifie par écrit à l'Entrepreneur tous les cas de défaut ou non-exécution des mesures environnementales et sociales. L'Entrepreneur doit redresser tout manquement aux prescriptions dûment notifiées à lui par le Madagascar National Parks ou son représentant. La reprise des travaux ou les travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses sont à la charge de l'Entrepreneur.

1.4.3 Sanction

58. En application des dispositions contractuelles, le non-respect des clauses environnementales et sociales, dûment constaté par Madagascar National Parks ou son représentant, peut être un motif de résiliation du contrat. L'Entrepreneur ayant fait l'objet d'une résiliation pour cause de non application des clauses environnementales et sociales s'expose à des sanctions allant jusqu'à la suspension du droit de soumissionner pour une période déterminée par Madagascar National Parks ou son représentant, avec une réfaction sur le prix et un blocage de la retenue de garantie.

1.4.4 Réception des travaux

59. Le non-respect des présentes clauses expose l'Entrepreneur au refus de réception provisoire ou définitive des travaux. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale peut faire l'objet d'une réception partielle impliquant les services compétents concernés.

1.4.5 Obligations au titre de la garantie

60. Les obligations de l'Entrepreneur courent jusqu'à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu'après complète exécution des travaux d'amélioration de l'environnement prévus au contrat, et constat de reprise de la végétation et/ou plantations. L'Entrepreneur est tenu, pendant la durée du délai de garantie du projet, d'entretenir les ouvrages réalisés et à remédier aux impacts négatifs qui seraient constatés, tels que les érosions ou les éboulements de terrain provoqués par la saison des pluies. La reprise de végétation est également couverte par ce délai de garantie.

2. Clauses Environnementales et Sociales spécifiques

2.1 Mesures d'exécution des voies de communication

2.1.1 Signalisation des travaux

61. L'Entrepreneur doit placer, préalablement à l'ouverture des chantiers et chaque fois que de besoin, une pré-signalisation et une signalisation des chantiers à longue distance (sortie de carrières ou de bases-vie, circuit utilisé par les engins, etc.) qui répond aux lois et règlements en vigueur, à l'exclusion de toute destination publicitaire. Ces signalisations et pré-signalisations sont également portées sur le plan des installations dont elles font parties intégrantes, et soumises à l'approbation du Madagascar National Parks ou son représentant. Le maintien et l'entretien en parfait état de la signalisation sont impératifs pendant toute la durée des travaux.

62. L'Entrepreneur doit exécuter la signalisation conformément aux dessins et indications fournis et mettre en place la signalisation des travaux en cours (porte-drapeaux ; panneaux ; bandes réflectorisées sur les obstacles, matériaux et engins mis le long de la route ; etc.).

63. Avant de commencer le chantier, l'Entrepreneur doit délimiter la zone des travaux par des panneaux de signalisation, les barrières et les cônes, dans l'ordre suivant : (i) panneaux « ATTENTION TRAVAUX » placés à 200 m avant le début du chantier et, les rappeler à 100 et 50 m du chantier; (ii) panneaux « LIMITATION DE VITESSE » placés au début du chantier, au minimum à 50m ; (iii) panneaux « RÉTRÉCISSEMENT » placés à 100 m avant le début d'un atelier ; (iv) cônes placés en biseau à l'approche d'un atelier avec des intervalles maximum de 10 m le long de la ligne médiane de la route jouxtant l'atelier ; (v) panneaux « FIN DE LIMITATION DE VITESSE » placés à 50 m après la fin du chantier. Le dispositif de signalisation doit être en conformité au code national de la route. Par ailleurs, l'Entrepreneur doit installer des panneaux de chantier au niveau des sites de travaux et des principales collectivités locales concernées par le projet.

64. Lorsque les travaux s'exécutent sur toute la largeur de la chaussée, la circulation doit être réglée par des contrôleurs qui manipulent des panneaux réversibles « STOP/CIRCULER » ou des drapeaux rouges pour «

STOP » et verts pour « CIRCULER ». La circulation doit être arrêtée dans les deux sens pendant l'entrée, la sortie ou les manœuvres des engins et véhicules de chantier.

2.1.2 Mesures pour les travaux de terrassement

65. L'Entrepreneur doit limiter au strict minimum le décapage, le déblaiement, le remblayage et le nivellement des aires de travail afin de respecter la topographie naturelle et de prévenir l'érosion. Le terrassement à proximité d'un lac ou d'un cours d'eau doit être évité (ou tout au moins dans la limite de 20 m de ces milieux sensibles) sauf si l'ouvrage à construire est situé à cet endroit. Après les travaux, le terrain perturbé doit être nivelé de façon à lui redonner une forme régulière et un drainage adéquat. Les terrains susceptibles d'être érodés doivent être stabilisés.

66. Si le terrassement près d'un lac ou d'un cours d'eau est inévitable, l'Entrepreneur doit réduire l'introduction d'eau boueuse et de matières érodées dans l'eau en construisant au besoin des fossés, bassins de rétention, etc. Les zones bouleversées par les travaux doivent être stabilisées et nivelées de façon à leur redonner une forme régulière. De plus, la végétation des berges doit être restaurée.

67. Après le décapage de la couche de sol arable, l'Entrepreneur doit conserver la terre végétale et l'utiliser pour le réaménagement des talus de la route et autres surfaces perturbées (chemin d'accès temporaire, bases-vie, sites d'emprunt, aires ayant servi à l'entreposage du matériel, etc.).

68. L'Entrepreneur doit déposer les déblais non réutilisés dans des aires d'entreposage s'il est prévu de les utiliser plus tard ; sinon il doit les transporter dans des zones de remblais préalablement autorisées. Les aires d'entreposage et les aires d'élimination des déblais doivent être situées dans un endroit approuvé par le Madagascar National Parks ou son représentant. Si aucun site n'a été prévu pour la disposition finale des déblais, l'Entrepreneur doit acquérir les terrains nécessaires ou obtenir la permission des propriétaires. À la fin des travaux, le site doit être réaménagé.

2.1.3 Mesures de transport et de stockage des matériaux

69. Lors de l'exécution des travaux, l'Entrepreneur doit (i) limiter la vitesse des véhicules sur le chantier par l'installation de panneaux de signalisation et des porteurs de drapeaux ; (ii) arroser régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées (s'il s'agit de route en terre) ; (iii) prévoir des déviations par des pistes et routes existantes dans la mesure du possible.

70. Dans les zones d'habitation, l'Entrepreneur doit établir l'horaire et l'itinéraire des véhicules lourds qui doivent circuler à l'extérieur des chantiers de façon à réduire les nuisances (bruit, poussière et congestion de la circulation) et le porter à l'approbation du Madagascar National Parks ou son représentant.

71. Pour assurer l'ordre dans le trafic et la sécurité sur les routes, le sable, le ciment et les autres matériaux fins doivent être contenus hermétiquement durant le transport afin d'éviter l'envol de poussière et le déversement en cours de transport. Les matériaux contenant des particules fines doivent être recouverts d'une bâche fixée solidement. L'Entrepreneur doit prendre des protections spéciales (filets, bâches) contre les risques de projections, émanations et chutes d'objets.

72. Le plan des installations de l'Entrepreneur doit indiquer les aires réservées au stockage des matériaux et produits. L'implantation de ces aires est soumise à l'approbation du Madagascar National Parks ou son représentant. Les déblais, gravats et matériaux refusés par le Madagascar National Parks ou son représentant pour une réutilisation sur place sont immédiatement évacués, sans entreposage même de courte durée sur le site.

73. L'Entrepreneur peut aménager des zones secondaires pour le stationnement des engins qui ne sont pas autorisés à stationner sur la voie publique en dehors des heures de travail et de l'emprise des chantiers. Ces zones

peuvent comporter également un espace permettant les travaux de soudure, d'assemblage, de petit usinage, et de petit entretien d'engins. Ces zones ne pourront pas stocker des hydrocarbures.

74. Tout stockage de quelque nature que ce soit, est formellement interdit dans l'environnement immédiat, en dehors des emprises de chantiers et des zones prédéfinies. Pour les zones à recharger, le dépôt des matériaux doit commencer à l'extrémité la plus éloignée de la zone d'emprunt pour que les tas ne gênent pas les camions sur leurs trajets ultérieurs. Les matériaux doivent être déposés sur un seul côté de la route et sur l'accotement pour ne pas perturber la circulation.

2.1.4 Travaux de reprofilage et bitumage

75. Lors des travaux de reprofilage avec compactage de matériaux, l'Entrepreneur doit : prévoir une installation suivant l'importance des travaux ; organiser la répartition des tas d'un seul côté de la route sur des distances restreintes ; procéder au régalinge au fur et à mesure ; mettre en place une signalisation mobile adéquate ; régler la circulation de transit par des porteurs de drapeau ; éviter l'accumulation de bourrelets latéraux sur les bas-côtés et les fossés ; rétablir le système de drainage et l'accès aux habitations riveraines ; effectuer les passes à la niveleuse en évitant la création de cordons ; enlever les pierres déchaussées ; enlever les surplus de terre dans les fossés, les déposer et les régaler hors de l'emprise aux endroits n'entravant pas l'écoulement normal des eaux.

76. Durant la mise en œuvre des matériaux enrobés/enduits, l'Entrepreneur doit prendre les dispositions suivantes : déterminer les emplacements des dépôts des matériaux ; maintenir le drainage pour éviter l'emportement des agrégats par les eaux ; veiller à la sécurité des installations de bitumage (chauffe bitume, stockage bitume) ; disposer sur le chantier de produits absorbants en cas de déversements des produits toxiques ; mettre en place une signalisation adéquate.

2.1.5 Mesures pour la circulation des engins de chantier

77. Seuls les matériels strictement indispensables sont tolérés sur le chantier. En dehors des accès, des lieux de passage désignés et des aires de travail, il est interdit de circuler avec des engins de chantier, à moins d'une autorisation du responsable du chantier. Les voies de circulation utilisées doivent être maintenues en bon état.

78. L'Entrepreneur doit s'assurer de la limitation de vitesse pour tous ses véhicules circulant sur la voie publique, avec un maximum de 60 km/h en rase campagne et 40 km/h au niveau des agglomérations et à la traversée des villages. Les conducteurs dépassant ces limites doivent faire l'objet de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement. La pose de ralentisseurs aux entrées des agglomérations sera préconisée.

79. Les véhicules de l'Entrepreneur doivent en toute circonstance se conformer aux prescriptions du code de la route en vigueur, notamment en ce qui concerne le poids des véhicules en charge.

80. L'Entrepreneur doit éviter de circuler avec de la machinerie à moins de 30 m des lacs et des cours d'eau. Quand des travaux près de cours d'eau sont nécessaires, des précautions doivent être prises pour perturber le moins possible les rives et protéger le milieu aquatique.

81. L'Entrepreneur doit éviter le déplacement des engins de chantier dans les zones sensibles et sur les sols vulnérables à l'érosion, sauf en cas d'autorisation par le Madagascar National Parks ou son représentant.

82. L'Entrepreneur doit réparer les engins de chantier dans les plus brefs délais de manière à ce qu'ils ne produisent pas d'émissions excessives de gaz d'échappement. L'Entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions utiles pour éviter qu'aux abords des chantiers, les chaussées, accotements et trottoirs ne soient souillés par les poussières, boues, déblais ou matériaux provenant des travaux. En cas de démolitions d'ouvrages

existants, l'Entrepreneur doit prendre des mesures appropriées pour minimiser le soulèvement et la propagation des poussières.

83. L'Entrepreneur devra, en période sèche et en fonction des disponibilités en eau, arroser régulièrement les pistes empruntées par ses engins de transport pour éviter la poussière, plus particulièrement au niveau des zones habitées.

2.1.5 Mesures en cas de déversement accidentel de produits pétroliers

84. L'Entrepreneur doit préparer un plan d'urgence en cas de déversement accidentel de contaminants et le soumettre au Maître d'œuvre avant le début des travaux. Les mesures de lutte et de contrôle contre les déversements de produits contaminants sur le chantier doivent être clairement identifiées et les travailleurs doivent les connaître et pouvoir les mettre en œuvre en cas d'accident.

85. En cas de déversement accidentel sur le sol, l'Entrepreneur doit : (i) creuser des puits ou des tranchées ; (ii) ériger des digues de retenue autour du contaminant ; (iii) utiliser des produits absorbants.

86. En cas de déversement accidentel dans un cours/plan d'eau : (i) ériger des barrières flottantes de paille ou de matières absorbantes ; (ii) bloquer l'accès de certains ponceaux.

2.1.6 Gestion des ouvrages d'assainissement

87. L'Entrepreneur doit veiller à ce que les travaux effectués dans le cadre du marché n'affectent pas le bon fonctionnement des ouvrages d'assainissement existants, notamment les ouvrages de drainage pluvial.

88. L'Entrepreneur doit éviter l'envasement des ouvrages ou la stagnation de l'eau en amont de ces derniers qui ne doivent être calés ni trop bas ni trop haut. La partie inférieure de l'ouvrage doit épouser autant que possible le fil d'eau de l'ouvrage.

89. L'Entrepreneur doit intervenir préventivement avant la saison des pluies et dégager tous les produits végétaux et solides obstruant les fossés/ouvrages de drainage et rétablir leur gabarit initial. Il doit exécuter, suivant les indications du Madagascar National Parks ou son représentant, des fossés divergents si la section du fossé est insuffisante et aménager des accès à la traversée des agglomérations, écoles et centres de santé. Les résidus de curage doivent être déposés aux sites indiqués par le Madagascar National Parks ou son représentant.

90. L'Entrepreneur doit (i) exécuter le raccordement entre les bordures et les descentes d'eau ; (ii) réparer les descentes d'eau, caniveaux, réceptacles ; (iii) poser des enrochements ou gabions au pied de talus et raccordement des descentes d'eau.

2.1.7 Protection des zones et ouvrages agricoles

91. Le calendrier des travaux doit être établi afin de limiter les perturbations des activités agricoles. Les principales périodes d'activité agricoles (semences, récoltes, séchage, ...) devront en particulier être connues afin d'adapter l'échéancier à ces périodes. Le calendrier des travaux doit être programmé de façon à minimiser les pertes agricoles et les nuisances pour les paysans.

92. Tout au long des travaux, les installations de drainage et d'irrigation doivent demeurer en bon état de fonctionnement et libre de toute obstruction. Avant d'entreprendre les travaux en zone agricole, les éléments de drainage de surface et d'irrigation doivent être inventoriés. Les travaux doivent être réalisés de manière à ne pas entraver le fonctionnement des éléments de drainage.

93. La terre végétale provenant des travaux d'excavation devra être déplacée et stockée séparément des autres matériaux excavés. Cette terre devra être ensuite réutilisée à des fins agricoles ou de jardinage.

94. Les excavations, qui peuvent présenter un dARGER pour la population ou les animaux domestiques, devront être couvertes ou clôturées jusqu'à ce que le remplissage soit complété.

95. Les matériaux de construction et les débris devront être ramassés quotidiennement pour éviter des dommages aux équipements agricoles ou l'ingestion de ces matériaux par les animaux domestiques. Aucun brûlage ou enfouissement de déchets n'est permis en milieu agricole.

95. L'Entrepreneur doit identifier les endroits où des passages pour les animaux, le bétail et les personnes sont nécessaires. Là encore, l'implication de la population est primordiale.

2.1.8 Prévention des feux de brousse

96. L'Entrepreneur est responsable de la prévention des feux de brousse sur l'étendue de ses travaux, incluant les zones d'emprunt et les accès. Il doit strictement observer les instructions, lois et règlements édictés par les autorités compétentes.

2.1.9 Approvisionnement en eau du chantier

97. La recherche et l'exploitation des points d'eau sont à la charge de l'Entrepreneur. L'Entrepreneur doit s'assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d'eau utilisées par les communautés locales. Il est recommandé à l'Entrepreneur d'utiliser les services publics d'eau potable autant que possible, en cas de disponibilité. Les prélèvements d'eau dans les rivières attenantes doivent se faire en aval des points d'utilisation des populations, sans déversement des produits polluants, sans augmenter la turbidité du cours d'eau.

98. L'Entrepreneur devra soumettre à l'approbation du Madagascar National Parks ou son représentant son plan d'approvisionnement (adduction, exploitation des forages existants, citernes, puisages dans un cours d'eau, un lac, etc.). Lorsque de l'avis du Madagascar National Parks ou son représentant, les prélèvements d'eau entraînent une diminution significative du débit disponible pour les utilisateurs situés à l'aval, au risque de pénaliser les populations pour leurs ressources en eau, l'Entrepreneur doit créer à ses frais un appoint d'eau de quantité et qualité équivalentes ou alors effectuer des forages pour les besoins en eau de la population affectée.

99. Il est possible d'utiliser l'eau non potable pour les toilettes, douches et lavabos. Dans ces cas de figures, l'Entrepreneur doit aviser les employés et placer bien en vue des affiches avec la mention « EAU NON POTABLE ».

2.1.10 Gestion des déchets liquides

100. Il est interdit à l'Entrepreneur de rejeter les effluents liquides pouvant entraîner des stagnations et incommodités pour le voisinage, ou des pollutions des eaux de surface, souterraines ou marines. Lorsqu'il est possible de le faire à des coûts raisonnables, l'Entrepreneur doit opter pour l'évacuation des eaux usées par raccordement à un réseau d'égout.

101. L'Entrepreneur devra éviter tout déversement ou rejet d'eaux usées, d'eaux de vidARGe des fosses, de boues, hydrocarbures, et polluants de toute nature, dans les eaux superficielles ou souterraines, dans les égouts, fossés de drainage ou à la mer. Les points de rejet et de vidARGe seront indiqués à l'Entrepreneur par le Madagascar National Parks ou son représentant.

2.1.11 Gestion des déchets solides

102. L'Entrepreneur doit déposer les ordures ménagères dans des poubelles étanches et devant être vidées périodiquement.

103. Dans les chantiers ne disposant pas d'un service d'enlèvement des ordures ménagères et situés à plus de 30 km d'une décharge autorisée, l'Entrepreneur peut éliminer les déchets par enfouissement (fosses à déchets) ou par une méthode plus élaborée (incinération, compostage, etc.), après avis du Madagascar National Parks ou son représentant, des services environnementaux et des collectivités locales. En cas d'élimination par fosse à déchets, celle-ci doit être située à plus de 100 m du campement, d'un lac ou d'un cours d'eau. À la fin de chaque journée, l'Entrepreneur doit recouvrir les déchets de terre. Quand les déchets atteignent le niveau du sol, de même qu'au moment de la désaffectation des lieux, l'Entrepreneur doit refermer la fosse en la recouvrant d'au moins 30 cm de terre et régaler le terrain.

104. Il est interdit à l'Entrepreneur de brûler des déchets à ciel ouvert, à l'exception de branches, arbres ou feuilles mortes. Dans ces cas précis, l'Entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires pour éviter que le feu ne se propage ou que les émissions de fumée ne portent atteinte à la santé, à la sécurité et au bien-être, ou n'endommagent le sol, la flore, la faune ou les biens. Il est demandé à l'Entrepreneur d'identifier dès le démarrage des chantiers, des repreneurs desdits déchets parmi les riverains (fourrage pour le bétail, pour la construction, bois de chauffe, etc.). L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions pour éviter les risques de propagation des feux de brousse.

2.1.12 Protection contre la pollution sonore

105. L'Entrepreneur est tenu de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail. Les nuisances causées par le bruit doivent être réduites au maximum.

106. L'Entrepreneur doit utiliser des engins et équipements en bon état de fonctionnement et éviter de laisser tourner inutilement les moteurs afin de réduire les nuisances causées par le bruit. Toutes les opérations sources de bruit doivent, avant d'être entamées, être approuvées par le Madagascar National Parks ou son représentant, afin de réduire au minimum les gênes pour les riverains. Les sources de bruit doivent être situées aux endroits les moins sensibles au bruit et le plus loin possible des bases-vie et des habitations.

107. À proximité de certains lieux ou établissements sensibles, (formations sanitaires, établissements scolaires, etc.), il peut être demandé des interruptions des activités bruyantes à certaines heures, sans que cela puisse compromettre le respect du planning.

108. L'Entrepreneur doit sensibiliser les travailleurs par rapport aux mesures correctives rapidement réalisables sur le chantier, notamment : (i) arrêter le fonctionnement de tout engin motorisé qui n'est pas utilisé ; (ii) utiliser les dispositifs d'atténuation de bruit (silencieux bien branchés, panneaux latéraux des compresseurs fermés, etc.).

109. L'Entrepreneur doit veiller à ce que les travaux devant nécessairement s'exécuter le soir ou la nuit se limitent aux tâches les moins bruyantes.

110. L'Entrepreneur doit, dans la mesure du possible, installer un dispositif antibruit afin de réduire le niveau sonore près des résidences avoisinantes.

2.1.13 Prévention contre les IST/VIH/SIDA

111. L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur les risques liés aux IST/VIH/SIDA. Il doit mettre à la disposition du personnel des préservatifs contre les IST/VIH-SIDA.

112. L'Entrepreneur doit informer et sensibiliser son personnel sur la sécurité et l'hygiène au travail. Il doit veiller à préserver la santé des travailleurs et des populations riveraines, en prenant des mesures appropriées.

113. L'Entrepreneur doit prévoir des mesures de prévention suivantes contre les risques de maladie : (i) instaurer le port de masques, d'uniformes et autres chaussures adaptées ; (ii) faire la promotion de produits antipaludéens (moustiquaires imprégnées, insecticides, médicaments antipaludéens) ; (iii) installer systématiquement des infirmeries et fournir gratuitement au personnel de chantier les médicaments de base nécessaires aux soins d'urgence.

2.1.14 Journal de chantier

114. L'Entrepreneur doit tenir à jour un journal de chantier, dans lequel seront consignés les réclamations, les manquements ou incidents ayant un impact significatif sur l'environnement ou à un incident avec la population. Le journal de chantier est unique pour le chantier et les notes doivent être écrites à l'encre. L'Entrepreneur doit informer le public en général, et les populations riveraines en particulier, de l'existence de ce journal, avec indication du lieu où il peut être consulté.

2.2 Entretien des engins et équipements de chantiers

115. L'Entrepreneur doit respecter les normes d'entretien des engins de chantiers et des véhicules et effectuer le ravitaillement en carburant et lubrifiant dans un lieu désigné à cet effet.

116. L'Entrepreneur doit exécuter, sous surveillance constante, toute manipulation de carburant, d'huile ou d'autres produits contaminants, y compris le transvasement, afin d'éviter le déversement.

2.3 Carrières et sites d'emprunt.

2.3.1 Cadre légal

117. L'Entrepreneur est tenu disposer des autorisations requises pour l'ouverture et l'exploitation des carrières et sites d'emprunt (temporaires et permanents) en se conformant à la législation nationale en la matière.

2.3.3 Utilisation d'une carrière et/ou d'un site d'emprunt permanents

118. À la fin de l'exploitation d'un site permanent, l'Entrepreneur doit (i) rétablir les écoulements naturels antérieurs par régallage des matériaux de découverte non utilisés ; (ii) supprimer l'aspect délabré du site en répartissant et dissimulant les gros blocs rocheux. À la fin de l'exploitation, un procès-verbal de l'état des lieux est dressé en rapport avec le Madagascar National Parks ou son représentant et les services compétents.

2.3.4 Utilisation d'une carrière et/ou site d'emprunt temporaire

119. Avant le début d'exploitation, l'Entrepreneur doit avoir à l'esprit que le site d'emprunt et/ou la carrière temporaires va être remis en état à la fin des travaux.

120. À la fin de l'exploitation, l'Entrepreneur doit prendre toutes les mesures requises pour qu'une nouvelle végétation croisse après la cessation de l'exploitation d'une carrière ou d'un site d'emprunt temporaire.

2.3.5 Lutte contre les poussières

121. Pour éviter que les émissions de poussières provenant de l'utilisation des engins ne portent atteinte à la santé, à la sécurité et au bien-être du personnel de chantier et des populations riveraines, mais aussi aux productions végétales, l'Entrepreneur et l'exploitant de carrières et sites d'emprunt doivent prendre des mesures pour prévenir ces émissions.

Annexe 4 : Code de conduite

Les esquisses de Code de conduite proposées sont de 2 sortes :

- Code de conduite pour la direction de l'entreprise pour la mise en œuvre des normes HSSE et SST - Prévenir les Violences Basées sur le Genre
- Code de conduite individuel pour la mise en œuvre des normes HSSE et SS-Prévenir les Violences Basées sur le genre. L'aspect individuel fait référence à chaque employé qui va intervenir dans le PRCPB en tant que prestataires de services.

Code de conduite pour la direction de l'entreprise pour la mise en œuvre des normes HSSE et SST - Prévenir les Violences Basées sur le Genre

I. ENGAGEMENT GLOBAL

1. Nous les gestionnaires à tous les niveaux de l'Entreprise ont la responsabilité de respecter l'engagement de l'entreprise à mettre en œuvre les normes HSSE et SST, et de prévenir et combattre la VBG. Cela signifie que nous avons la responsabilité de créer et de maintenir un environnement qui respecte ces normes et empêche la VBG. Nous devrions soutenir et promouvoir la mise en œuvre du Code de conduite de l'entreprise. À cette fin, tous les gestionnaires (i) doivent respecter le Code de conduite de gestionnaire et signer le Code de conduite individuel, (ii) s'engagent à soutenir et à développer des systèmes qui facilitent la mise en œuvre du Plan d'action sur la VBG ; (iii) doivent maintenir un environnement de travail sûr, ainsi qu'un environnement exempt de VBG sur le lieu de travail et dans la communauté locale. Ces responsabilités incluent mais ne sont pas limitées à ce qui est défini ci-après dans ce code de conduite de l'entreprise

II. MISE EN ŒUVRE

2. Pour assurer une efficacité maximale des Codes de conduite individuels en tant que gestionnaire de l'entreprise je prends la responsabilité de :

- i. Afficher clairement les Codes de conduite individuels dans les camps de travailleurs, les bureaux et dans les espaces publics de l'espace de travail. Des exemples de zones comprennent les zones d'attente, de repos, des zones de cantine et des cliniques de santé...
- ii. S'assurer que toutes les copies postées et distribuées des Codes de conduite individuels sont traduites dans la LARGue d'utilisation appropriée dans les zones de travail ainsi que pour tout le personnel international dans leur LARGue maternelle ;
- iii. Expliquer verbalement et par écrit les Codes de conduite individuels et de l'entreprise.
- iv. Assurer que tous les personnels directs signent le « Code de conduite individuel », y compris la reconnaissance qu'ils ont lu et accepté le Code de conduite. ;
- v. Fournir au gestionnaire de SST, au **spécialiste VBG de l'entreprise (S-VBG-E)** et au client les listes du personnel et des copies ayant signées le Code de conduite individuel ;
- vi. Participer à la formation et s'assurer que le personnel participe également comme indiqué ci-dessous.
- vii. Mettre en place un mécanisme permettant au personnel de (a) signaler les préoccupations relatives à l'HSSE ou à la conformité à la SST; et, (b) signaler confidentiellement les incidents de VBG par l'entremise du mécanisme de gestion des plaintes (MGP)
- viii. Encourager le personnel à signaler les problèmes HSSE, VBG... suspectés ou réels, en soulignant la responsabilité du personnel envers l'entreprise et le pays, et en insistant sur le respect de la confidentialité.

3. En conformité avec les lois applicables et au mieux de vos capacités, l'entreprise va empêcher les auteurs d'exploitation et d'abus sexuels d'être embauchés, réembauchés ou déployés. L'entreprise va utiliser les vérifications d'antécédents et de références criminelles pour tous les employés.

4. Je m'engage à m'assurer que lorsque l'entreprise s'engage dans des partenariats, des sous-traitants, des fournisseurs ou des accords similaires, ces accords veillent à:

i. Incorporer les Codes de conduite HSSE, SST, VBG en pièce jointe.

ii. Inclure le IARGage approprié exigeant que ces entités adjudicatrices et individus, ainsi que leurs employés et bénévoles, se conforment aux Codes de conduite individuels.

iii. Déclarer expressément que l'incapacité de ces entités ou individus, selon le cas, à assurer la conformité aux normes HSSE et SST, prendre des mesures préventives contre la VBG, enquêter sur les allégations, ou prendre des mesures correctives lorsque la VBG a eu lieu, non seulement constituent des motifs de sanctions et de sanctions conformément aux Codes de conduite individuels, mais aussi la résiliation des accords pour travailler sur ou fournir le projet.

5 Je m'engage à m'assurer à fournir un soutien et des ressources au spécialiste VBG de l'entreprise (S-VBG-E) pour créer et diffuser des initiatives de sensibilisation interne grâce à la stratégie de sensibilisation dans le cadre du Plan d'action sur la VBG.

6. Je m'engage à m'assurer à veiller à ce que tout problème de VBG justifiant une action de la police soit immédiatement signalé à la police, au client et à la Banque mondiale.

7. Je m'engage à m'assurer à signaler et agir conformément au protocole de réponse tout acte suspecté ou réel de VBG en tant que gestionnaires ont la responsabilité de respecter les engagements de l'entreprise et de tenir leurs subordonnés directs responsables.

8 Je m'engage à m'assurer que tout incident HSSE ou SST majeur est signalé au client et à l'ingénieur de supervision immédiatement.

III. FORMATION

9. En tant que gestionnaires de l'entreprise nous sommes responsables de:

i. S'assurer que le plan de gestion de VBG est mis en œuvre, avec une formation appropriée requise pour tout le personnel, y compris les sous-traitants et les fournisseurs ; et,

ii. S'assurer que le personnel a une bonne compréhension de la VBG et qu'il est formé de manière appropriée pour mettre en œuvre les exigences du plan HSSE.

10. En tant que gestionnaires de l'entreprise nous devrions assister à un cours de formation de gestionnaire d'initiation avant de commencer à travailler sur le site pour s'assurer qu'ils sont familiers avec leurs rôles et responsabilités dans le maintien des éléments VBG de ces Codes de conduite. Cette formation sera distincte du cours de formation initiale exigé de tous les employés et fournira aux gestionnaires la compréhension et le soutien technique nécessaires pour commencer à élaborer le plan d'action sur la VBG pour aborder les questions de VBG.

11. En tant que gestionnaires de l'entreprise nous sommes tenus d'assister et d'assister aux cours de formation mensuels facilités par le projet pour tous les employés, et de contribuer aux auto-évaluations, y compris la collecte de sondages de satisfaction pour évaluer les expériences de formation et fournir des conseils sur l'amélioration de l'efficacité de la formation.

12. En tant que gestionnaires de l'entreprise nous allons nous assurer que le personnel puisse bénéficier de la formation d'initiation obligatoire, avant de commencer les travaux sur le chantier ;

13 Pendant les travaux de génie civil, les gestionnaires vont s'assurer que le personnel suit une formation en HSSE et en VBG, ainsi qu'un cours de recyclage mensuel obligatoire pour tous les employés afin de combattre le risque accru de VBG.

IV. PRISE EN CHARGE DE CAS

14. Nous les gestionnaires seront tenus de prendre les mesures appropriées pour traiter les incidents liés à l'HSSE ou à la SST.

15. En ce qui concerne la VBG, nous devrions assurer les actions ci-après :

i. Fournir des commentaires sur les procédures de déclaration VBG et le protocole d'intervention élaborés par le Spécialiste VBG de l'entreprise (S-VBG-E) dans le cadre du plan d'action final sur la VBG.

ii. Une fois adoptés par l'entreprise, nous respecterons les mesures de responsabilisation prévues dans le plan d'action VBG pour maintenir la confidentialité de tous les employés qui signalent ou (prétendent) commettent des cas de VBG (à moins d'une violation de confidentialité est nécessaire pour protéger les personnes ou les biens d'un préjudice grave ou lorsque la loi l'exige).

iii. Si un responsable développe des inquiétudes ou des soupçons concernant une forme de VBG par l'un de ses subordonnés directs, ou par un employé travaillant pour un autre contractant sur le même site de travail, il est tenu de signaler le cas au MGP.

Iv Une fois qu'une sanction a été décidée, le(s) gestionnaire(s) concerné(s) est (sont) personnellement responsable(s) de l'exécution effective de la mesure, dans un délai maximum de 14 jours à compter de la date de la sanction.

v. Si un gestionnaire a un conflit d'intérêts en raison de ses relations personnelles ou familiales avec le Victime et/ou l'auteur de l'infraction, il doit aviser l'entreprise concernée et le spécialiste VBG de l'entreprise (S-VBG-E). L'entreprise sera tenue de nommer un autre gestionnaire sans conflit d'intérêts pour répondre aux plaintes.

vi. Veiller à ce que tout problème de VBG justifiant une action de la police soit immédiatement signalé à la police, au client et à la Banque mondiale.

16. Nous sommes conscients que les cadres qui échouent à traiter les incidents SSE ou SST ou qui ne respectent pas les dispositions relatives à la VBG peuvent faire l'objet de mesures disciplinaires, à déterminer et à prendre par le PDG, le directeur général ou un supérieur hiérarchique équivalent. Ces mesures peuvent inclure :

i. Rappel à l'ordre par écrit

ii. Avertissement par écrit

iii. Blâme par écrit

iv. Mise à pied de 3 à 8 jours sans rémunération (en fonction de la gravité de la faute)

v. Mutation disciplinaire

vi. Licenciement pour faute simple

vii. Licenciement pour faute grave sans préavis, ni indemnité de licenciement

viii. Licenciement pour faute lourde, sans préavis, ni indemnité de licenciement, ni indemnités compensatrices de congés payés.

17 Nous sommes conscients que le fait de ne pas répondre efficacement aux cas d'HSSE sur le lieu de travail par les directeurs ou le PDG de l'entreprise peut donner lieu à des poursuites judiciaires par les autorités.

18 En tant que parmi les gestionnaires de l'entreprise, je reconnais par la présente avoir lu le Code de conduite du gestionnaire, accepter de me conformer aux normes qui y sont énoncées et comprendre mes rôles et responsabilités pour prévenir et répondre aux exigences HSSE, SST, VBG.

Je comprends que toute action incompatible avec le Code de conduite de ce gestionnaire ou l'omission d'agir conformément au Code de conduite du gestionnaire peut entraîner des mesures disciplinaires.

Signature: _____

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

Nom en majuscule: _____

Titre: _____

Date: _____

Code de conduite individuel pour la mise en œuvre des normes HSSE et SS-Prévenir les Violences Basées sur le genre

I. ENGAGEMENT GLOBAL

1. Je, _____, reconnais qu'il est important de respecter les normes environnementales, sociales et de santé (HSSE), de respecter les exigences de santé et de sécurité au travail du projet et de prévenir la Violence basée sur le genre et la violence contre les enfants.
2. Je reconnais que l'entreprise considère que le non-respect des normes HSSE et SST ou la participation à des activités VBG, que ce soit sur le lieu de travail, dans les camps de travailleurs ou dans les communautés avoisinantes, constitue une faute grave, donc des motifs pour des sanctions, des pénalités ou une éventuelle cessation d'emploi. Les poursuites engagées par la police contre les auteurs de VBG peuvent être poursuivies si nécessaire.
3. J'accepte qu'en travaillant sur le projet et dans le cadre du projet, je dois assumer tous les engagements décrits dans ce code de conduite

II. ENGAGEMENT SPÉCIFIQUE

4. Je dois assister et participer activement à des cours de formation liés à HSSE, VIH / SIDA, COVID-19, VBG comme programmé par mon employeur ;
5. Je porterai mon équipement de protection individuelle (EPI) en tout temps sur le lieu de travail ou dans le cadre d'activités liées au projet ;
6. J'accepte de prendre toutes les mesures pratiques pour mettre en œuvre le plan de gestion environnementale et sociale du chantier (PGES-C) ;
7. J'accepte de mettre en œuvre le plan de gestion HSSE ;
8. J'accepte d'adhérer à une politique sans alcool pendant les activités de travail et s'abstenir d'utiliser des stupéfiants ou d'autres substances qui peuvent altérer les facultés en tout temps ;
9. J'accepte de consentir à la vérification des antécédents de la police ;
10. J'accepte de traiter les femmes, les enfants (personnes de moins de 18 ans) et les hommes avec respect sans distinction de race, couleur, l'ARgue, religion, opinion politique ou autre, origine nationale, ethnique ou sociale, propriété, handicap, naissance ou autre statut ;
11. J'accepte de ne pas utiliser de l'ARGage ou de comportement envers les femmes, les enfants ou les hommes qui soit inapproprié, harcelant, abusif, sexuellement provocant, avilissant ou culturellement inapproprié ;
12. J'accepte de ne pas se livrer au harcèlement sexuel - par exemple, faire des avances sexuelles importunes, des demandes de faveurs sexuelles et d'autres comportements verbaux ou physiques, de nature sexuelle, y compris des actes subtils d'un tel comportement à des fins sexuels (par exemple, regarder quelqu'un de haut en bas, s'embrasser, hurler ou claquer des sons, traîner quelqu'un, siffler et faire des appels, donner des cadeaux personnels, faire des commentaires sur la vie sexuelle de quelqu'un, etc.) ;
13. J'accepte de ne pas m'engager dans des faveurs sexuelles - par exemple, faire des promesses ou un traitement favorable dépendants d'actes sexuels - ou d'autres formes de comportement humiliant, dégradant ou d'exploitation ;
14. J'accepte de ne pas participer à un contact ou à une activité sexuelle avec des enfants. Une croyance erronée concernant l'âge d'un enfant n'est pas une défense. Le consentement de l'enfant n'est pas non plus une défense ou une excuse.

15. À moins d'avoir le plein consentement de toutes les parties concernées, je n'aurai pas d'interactions sexuelles avec les membres des communautés environnantes. Cela inclut les relations impliquant la retenue ou la promesse de prestation réelle de bénéfices (monétaires ou non) aux membres de la communauté en échange de rapports sexuels⁸.

16. Envisager de signaler par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion de plaintes ou à mon supérieur hiérarchique toute VBG suspectée ou réelle par un collègue, qu'elle soit ou non employée par mon entreprise, ou tout manquement au présent Code de conduite

❖ **En ce qui concerne les enfants de moins de 18 ans :**

17. Dans la mesure du possible, je m'assure qu'un autre adulte soit présent lorsque je travaille à proximité d'enfants.

18. J'accepte de ne pas inviter chez moi des enfants non accompagnés sans lien avec ma famille, à moins qu'ils ne courent un risque immédiat de blessure ou de d'ARGer physique.

19. J'accepte de ne pas utiliser d'ordinateurs, de téléphones mobiles, de caméras vidéo et numériques ou tout autre support pour exploiter ou harceler des enfants ou accéder à de la pornographie infantile ainsi que tout autres formes et manifestation de maltraitance d'enfant.

20. J'accepte de m'abstenir de punir physiquement les enfants dans le cadre de mes fonctions.

21. J'accepte de m'abstenir d'embaucher des enfants pour des travaux domestiques ou autres, en dessous de l'âge minimum de 18 ans, à moins que la législation nationale ne spécifie un âge plus élevé, ou qui les expose à un risque important de blessure.

22. J'accepte de respecter toutes les lois locales pertinentes, y compris les lois du travail relatives au travail des enfants et les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale sur le travail des enfants et l'âge minimum.

❖ **Utilisation d'images d'enfants à des fins professionnelles**

23. Lorsqu'on photographie ou filme un enfant à des fins professionnelles, je dois :

24. Avant de photographier ou de filmer un enfant, je dois évaluer et essayer de respecter les traditions locales ou les restrictions relatives à la reproduction d'images personnelles.

25. Avant de photographier ou de filmer un enfant, je dois obtenir le consentement éclairé de l'enfant et d'un parent ou tuteur de l'enfant. Dans le cadre de cela, je dois expliquer comment la photo ou le film sera utilisé.

26. Je dois veiller à ce que les photographies, les films, les vidéos et les DVD présentent les enfants d'une manière digne et respectueuse et non d'une manière vulnérable ou soumise. Les enfants doivent être vêtus de manière adéquate et ne pas avoir de poses pouvant être perçues comme sexuellement suggestives.

27. Je dois assurer que les images sont des représentations honnêtes du contexte et des faits.

28. Je dois assurer- que les étiquettes de fichiers ne révèlent pas d'informations d'identification sur un enfant lors de l'envoi d'images par voie électronique.

❖ **Sanctions**

29. Je comprends que si je ne respecte pas ce Code de conduite individuel, mon employeur prendra des mesures disciplinaires qui pourraient inclure :

i. Rappel à l'ordre par écrit

⁸ Une telle activité sexuelle est considérée comme « non consensuelle » dans le champ d'application de ce Code

ii. Avertissement par écrit

iii. Blâme par écrit

iv. Mise à pied de 3 à 8 jours sans rémunération (en fonction de la gravité de la faute)

v. Mutation disciplinaire

vi. Licenciement pour faute simple

vii. Licenciement pour faute grave sans préavis, ni indemnité de licenciement

viii. Licenciement pour faute lourde, sans préavis, ni indemnité de licenciement, ni indemnités compensatrices de congés payés.

Annexe 5 : Détails du budget de mise en œuvre du PGES

Coûts des mesures d'atténuation et ou de bonification

a) Synthèse pour les coûts des mesures d'atténuation et ou de bonification

Type d'infrastructures	Cout (USD)
Infrastructures touristique	25 500
CSB II	3 200
TOTAL	28 700

Mécanisme de gestion des plaintes

Les principaux coûts pour rendre effective l'opérationnalisation du mécanisme sont

- Les équipements : urnes (à raison de 2 urnes au niveau de chaque commune rurale d'implantation du PN)
- Les réunions pour les traitements des plaintes (estimée à 1 réunion par trimestre) soit 16 pour les 4 années
- Les renforcements de capacité des membres

Type d'activité	Quantité	Cout unitaire (Ar)	Cout Total (Ar)
Mise en place du Comité	1	1 000 000	1 000 000
Renforcement de capacité des membres 1 fois / année	4	1 000 000	4 000 000
Urnas	30	20 000	600 000
Réunions périodiques	16	200 000	3 200 000
Fourniture			800 000
		TOTAL	9 600 000

Soit 2200 USD

Frais d'évaluation et de suivi du document EIES (estimatif)

Activité	Cout de réhabilitation ou de construction (en Ar)
Infrastructures Touristiques (travaux et équipements)	431 000 000
Construction CSB II	298 000 000
Frais d'évaluation et de suivi (ONE) - 0,5%	7 874 500
	Soit 810 USD

Plan d'action genre et insertion sociale (PAGIS)

Mesures d'atténuation	Activités	Coûts estimatifs (Ar)
Mettre en place un plan d'action pour la prévention de la VBG	La mise en place d'un plan d'action pour la prévention de la VBG, IST/VIH/ SIDA est requise pour qu'il y ait une synergie d'action entre les différents acteurs de la zone d'implantation du PN Andringitra. Cela nécessite l'accompagnement d'un Consultant (15 hj d'intervention à 400 000 ar)	7 500 000

EIES AMÉNAGEMENT DANS ET AUTOUR DU PN ANDRINGITRA/ JUILLET 2023

	par jour) et la mobilisation des diverses parties prenantes	
Mettre en place et rendre opérationnel un mécanisme de prise en charge des victimes	<p>Réunions de création et définition de stratégie d'intervention et du mécanisme de prise en charge</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement de capacité sur la VBG • La législation • Les rôles et responsabilités des différents acteurs 	5 000 000
	<p>Diffusion du mécanisme et sensibilisation des personnes</p> <p>6 campagnes 1^{ère} année et 3 campagnes / an pour les 3 dernières années</p> <p>1 campagne est estimé à 4 millions d'ariary (sensibilisation, flyers, affiches)</p>	60 000 000
	<p>Provision de prise en charge dans le cas où on a des victimes issues du sous-projet PN ARG</p> <p>Un manuel sur l'enclenchement de cette prise en charge devrait être développé</p>	20 000 000
	TOTAL	<p>92 500 000 Ar</p> <p>20 555 USD</p>

Annexe 6 : Plan d'Intervention d'Urgence

Un plan d'Intervention d'urgence (PIU) devra être élaboré par l'Entreprise des travaux. Les objectifs principaux du PIU seront de :

- Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages pour l'homme, l'environnement et les biens ;
- Assurer que les mesures sur les sites d'activités / travaux soient prises effectivement pour protéger l'homme et l'environnement contre les conséquences d'un accident majeur ;
- Communiquer les informations nécessaires aux services d'intervention et aux autorités ;
- Prévoir la remise en état de l'environnement après l'accident.

Le plan d'intervention d'urgence doit être activé lorsque se produit un accident majeur ou un incident de nature telle que l'on peut raisonnablement penser qu'il conduira à un accident majeur. Il ne peut réaliser son objectif de limitation des dommages que dans la mesure où les scénarii d'urgence auxquels il faut réagir étaient prévus. Par conséquent, l'identification et la documentation des scénarii d'urgence et la détermination de la stratégie d'intervention pour chaque scénario d'urgence représentatif devront être couvertes par le système de gestion de la sécurité.

Les éléments suivants devront être abordés dans le PIU de l'Entreprise :

- Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher les procédures du plan d'intervention d'urgence, et de la personne responsable de l'intervention sur le site et de la coordination des mesures d'intervention ;
- Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences ; cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alarme et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable extérieure soit informée rapidement, type d'information à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- Dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera sensé s'acquitter et, le cas échéant, coordination de cette action avec les services d'intervention externes.

Annexe 7 : Plan d'Hygiène Santé Sécurité (PHSSE) sur les chantiers

Le plan PHSS permet aux entreprises de maîtriser les risques concernant l'hygiène, la santé et la sécurité notamment sur un chantier de construction. Le but est ainsi d'appréhender et de réduire les différents accidents et de favoriser le bien-être au travail.

- **Il est de l'obligation de l'entreprise d'établir un plan correspondant aux mesures à prendre en matière de HSSE et respectant le code de travail malgache (Loi n° 2003-044 du 28 juillet 2004 portant Code du travail).**
- **Un plan de formation pour l'ensemble du personnel doit être établi et mis en œuvre sur l'opérationnalisation du plan HSSE.**

Ci-après les dispositions à considérer, au minimum :

PLAN A ÉTABLIR	DISPOSITIFS
PLAN D'HYGIÈNE (en précisant à quelle phase et où)	
Installation de WC	<ul style="list-style-type: none"> • 1 toilette et 1 urinoir • Équipés de chasse d'eau ou de seau d'eau, de papier hygiénique et de robinets d'eau. • Doivent être aérés et nettoyés régulièrement
Lieux servant de vestiaires collectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Équipé de rangement
Lavabos avec eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • 01 lavabo/ 10 employés • Nettoyés tous les jours, avec, à disposition, du savon et des moyens de séchage
PLAN DE SANTE	
Disponibilité d'une trousse de secours	<p>Contenu minimum et matériel de petits soins :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Compresses, grand modèle (0,30 m x 0,30 m) sous conditionnement individuel 20 unités • Pansements auto-adhésifs (assortiment sous conditionnement individuel) 10 unités • Bandes de gaze élastiques (type Nylex) 3 m x 0,07 m 3 unités 3 m x 0,10 m 3 unités • Flacons compte-gouttes pour détergent antiseptique (type Septivon, Hexomédine...) 2 flacons 125 ml • Sparadrap déchirable (5m x 0,02 m) 1 unité • Liquide de bain oculaire (type Dacrysérum) 1 flacon 125 ml • Pince à écharde 1 unité • Paire de ciseaux à bouts ronds (14 cm) 1 paire • Sachet de gants à usage unique 1 sachet de 10 • Couverture isotherme 1 unité • - Épingles de secours 12 unités
Mise en place de dispositifs clairs sur les conduites sanitaires à prendre	<ul style="list-style-type: none"> • Gestes de premier secours • Blessure légère • Blessure grave
PLAN DE SÉCURITÉ (en précisant à quelle phase et où)	
Risques liés aux chutes	Chutes de hauteur pouvant provenir d'un toit, d'un mur, d'une échelle ou encore d'un échafaudage.
Risques liés à l'électricité	Respect des distances de sécurité entre les lignes aériennes et enterrées

	Vérification de l'installation électrique
Risques liés à la circulation	<p>Pose des signalisations de chantier,</p> <p>Non-utilisation de matériel défectueux et sans dispositif de sécurité</p>
Risques liés à la manutention	<p>Utilisation de matériel de levage adapté (grue, monte-matériaux, etc.)</p> <p>Mesures pour les diverses manutentions manuelles, comprenant la formation sommaire du personnel concerné</p>
Risques liés aux instabilités :	Mesures à prendre contre les risques d'éboulements, renversement de matériels ou d'éléments de construction, chutes d'objet
PLAN DE GESTION DE L'ENVIRONNEMENT	
Prévention contre :	<ul style="list-style-type: none"> • Les risques d'incendie ; • Les risques d'explosion ; • Les risques d'asphyxie
Contribution à la lutte contre la dégradation environnementale en établissant un plan opérationnel sur :	<ul style="list-style-type: none"> • La consommation d'énergie (transports, engins de chantiers, électricité...) • La production de déchets et de déblais ; • L'usage de l'eau, la pollution de l'eau et l'impact sur les sols ; • L'émission de polluants dans l'air (poussières, particules fines...) ; • Les nuisances sonores • Les surfaces boisées ou végétalisées

Annexe 8 : Plan d'Action de Biodiversité

Pour un projet se déroulant à l'intérieur ou à proximité d'un habitat naturel ou critique, ou près d'une zone légalement protégée ou internationalement reconnue, l'évaluation environnementale devra tenir compte de risques et impacts potentiels qui pourraient survenir au niveau du paysage terrestre ou marin.

Le concept de paysage terrestre ou marin peut correspondre soit (i) une éco région biome ou toute autre unité écologique significative de l'espace à un niveau régional ; soit (ii) une limite administrative ou territoriale ou une région donnée zonée dans les eaux internationales.

Contenu du PAB

1 Portée et objectifs du PAB

- Les objectifs à mettre en exergue
- Champ d'application : description avec une carte de la zone géographique d'application du PAB
- Les objectifs doivent être limités dans le temps et permettre l'identification d'indicateurs mesurables pour leur réalisation.

2 Cadre juridique et politique

- Exposé détaillé du cadre juridique et politique relatif à la biodiversité et aux services éco systémiques, y compris les législations nationale et locale (par exemple, au niveau de l'État, de la province, du département, de la municipalité, etc.) et les politiques de la BAD.

•3 Délimitation du champ d'application spatial

- Le PAB devra comporter une délimitation justifiée de son champ d'application.
- Celle-ci peut s'étendre au-delà de la zone d'influence du projet lui-même, notamment lorsque des compensations ou des dédommagements sont proposés.
- Au besoin, le PAB inclura les zones proposées pour les compensations et les zones tampons nécessaires pour protéger les valeurs des zones de compensation ou pour assurer leur connectivité.

4 Analyse des lacunes

- Analyse des lacunes sur les informations contenues dans les informations de référence de la biodiversité présentées dans l'EIES, afin de déterminer la nécessité de mesures supplémentaires dans le cadre du PAB.
- Concevoir le PAB de manière à ce qu'il soit cohérent et complémentaire avec les plans et procédures généraux de gestion environnementale et sociale du projet.

5 Identification des principales caractéristiques de la biodiversité

- Description détaillée des données de base de la biodiversité y compris la description des types d'habitats naturels, modifiés ou essentiels, ainsi que les sites d'importance spécifique tels que : Ramsar, zones importantes pour les oiseaux, zones d'oiseaux endémiques, sites de l'Alliance pour l'extinction zéro, points chauds de la biodiversité, centres de diversité végétale, zones de haute valeur de conservation, zones autochtones et conservées par les communautés, ou autres zones de valeur reconnue de la biodiversité.
- Identification des ressources de la biodiversité qui ont une importance sociale, économique ou culturelle pour les communautés locales, en tenant compte en particulier des populations autochtones qui peuvent avoir des utilisations traditionnelles de ces ressources ou en être dépendantes.
- Description du processus et les critères élaborés pour identifier les principales caractéristiques de la biodiversité ou les services éco systémiques prioritaires qui doivent être traités par le PAB.

6 Approches visant à éviter et à atténuer les risques et les impacts

Description de l'approche du projet pour éviter et atténuer les impacts et les risques pour la

biodiversité par l'application de la hiérarchie d'atténuation dans toutes les phases du projet, y compris sa conceptualisation, l'analyse des alternatives et la conception finale en plus des phases de construction et d'exploitation.

7 Approches de compensation des impacts résiduels

- Définition des actions à mener pour atteindre les objectifs fixés dans le PAB, qui peuvent inclure une combinaison de mesures de gestion, de surveillance, de compensations et éventuellement de dédommagements (par exemple, pour la perte de ressources de la biodiversité utilisées par les communautés locales).
- Les mesures de gestion doivent être conçues spécifiquement pour éviter et minimiser les impacts sur les principales caractéristiques de la biodiversité et les services écosystémiques prioritaires, ainsi que pour rétablir les conditions de base, le cas échéant. Le PAB devrait fournir des plans et des procédures applicables à ces mesures, avec des indicateurs pour mesurer leur succès.
- Les compensations devraient être élaborées en consultation avec des spécialistes, des autorités gouvernementales, des communautés touchées et d'autres parties prenantes concernées afin d'en assurer la faisabilité technique et politique.

8 Processus d'engagement des parties prenantes

- Définition et mise en place d'une approche d'engagement des parties prenantes, incluant notamment : (i) un processus de consultation et d'engagement au cours du cadrage et de l'élaboration du PAB, y compris l'identification des principales parties prenantes ; (ii) l'identification des principales préoccupations, intérêts et recommandations reçus au cours des consultations et (iii) un plan pour l'engagement continu des parties prenantes pendant la durée de vie du PAB.

9 Modalités de mise en œuvre.

- Description des structures de gestion et d'administration ainsi que le soutien nécessaire pour mettre en œuvre avec succès le PAB, y compris les détails sur les rôles, les responsabilités et les compétences des différents postes de gestion requis.
- Description des modalités de collaboration avec les organisations ou institutions partenaires ayant une expérience dans l'évaluation des caractéristiques de la biodiversité et des services écosystémiques, ainsi qu'avec les communautés de la zone.

10 Formation et renforcement des capacités

- Description des exigences en matière de formation et de renforcement des capacités qui reflètent une compréhension des besoins et des capacités du client, des autorités gouvernementales locales, des entrepreneurs et des parties prenantes locales ayant une influence sur la biodiversité et la gestion des services écosystémiques.

11 Suivi, évaluation et rapports

- Un programme détaillé de suivi et d'évaluation, comprenant des propositions d'indicateurs pour mesurer l'efficacité des mesures de gestion mises en œuvre, ainsi que l'efficacité du PAB dans la réalisation de ses objectifs.
- Proposition d'un calendrier de reporting pour le PAB, y compris les types de canaux à utiliser, y compris les types de publications populaires ou scientifiques qui devraient résulter du PAB.

12 Calendrier et budget

- Un calendrier et un budget prévisionnel pour la mise en œuvre des activités.
- Inclus dans le calendrier : le plan de consultation, les mesures de gestion et de surveillance et d'évaluation du PAB. L'estimation budgétaire devra couvrir les coûts des mesures proposées, de la consultation, de la surveillance et de l'évaluation et de la production de rapports